L'horreur impériale
Les États-Unis et l'hégémonie mondiale

Parus aux éditions Aden

- *Un peintre parmi les gueules noires,* Gilles Martin, entretien avec Roger Somville.
- *Retour sur «La question»,* Henri Alleg.
- *11 septembre 2001, la fin de la «fin de l'histoire»,* Jean Bricmont, Noam Chomsky, Naomi Klein, Anne Morelli.
- *Lumumba un crime d'État,* Colette Braeckman.
- *En travers de la gorge,* Titom.

Petite bibliothèque d'Aden

1. *Les Luttes de classes en Flandre,* Paul Lafargue.
2. *Tuer l'espoir,* Norman Finkelstein.
3. *Mourir pour Mac Do en Irak,* Collectif.

Grande bibliothèque d'Aden

1. *Zola l'imposteur,* Julie Moens.
2. *Clausewitz et la guerre populaire,* T. Derbent.

Collection EPO

- *Breendonk, chronique d'un camp (1940-1944),* Jos Vander Velpen.
- *L'Horreur impériale,* Michael Parenti.

Les Éditions Aden publient, régulièrement, un courrier d'informations alternatives gratuit envoyé par mail.
Pour s'inscrire : adendif@skynet.be

L'HORREUR IMPÉRIALE

Les États-Unis et l'hégémonie mondiale

Michael Parenti
Traduit de l'américain par Serge Deruette

aden ★ collection epo

Remerciements

Je remercie très chaleureusement ma très chère amie Sally Soriano *pour son soutien inconditionnel et son concours à la rédaction de ce livre. Je dois aussi une grande reconnaissance à mon assistante* Peggy Noton *pour la relecture attentive et minutieuse de ce manuscrit. Toute ma gratitude aussi à mon fils* Christian Parenti *pour m'avoir fourni tant d'utiles sources d'information et pour ses judicieuses critiques.* Kristin Nelson, Angela Bocage *et* Ginger Walker *m'ont également consacré une aide non négligeable. En m'apportant ses encouragements et un enthousiasme qui m'ont aidé dans mon travail,* Nancy J. Peters, *de la maison d'édition City Lights Books qui a assuré la publication américaine originale, s'est montrée être à la fois une formidable éditrice et une amie proche.*

LES EDITIONS ADEN
édition **Gilles Martin**
graphisme **Atelier des grands pêchers**
(atelierdgp@wanadoo.fr)
traduction **Serge Deruette**
impression **EPO**
(www.epo.be)

Les Editions Aden
44 rue A. Bréart
1060 Bruxelles
Belgique
Tél.00 32 2 5344661
Fax. 00 32 2 5344662
adendif@skynet.be
www.aden.be

Titre original
Against Empire. A Brilliant Exposé of the Brutal Realities of US Global Domination
© City Lights Books, San Francisco, 1995
Photo de couverture
© **Getty images**
© **Editions Aden asbl**, 2004
Dépôt légal à parution

Chapitre 1

L'impérialisme : état des lieux

L'impérialisme a été la plus puissante force de l'histoire mondiale au cours des quatre ou cinq derniers siècles, découpant des continents, opprimant les peuples autochtones, rayant de la carte des civilisations entières. La question de l'empire telle qu'elle se pose aujourd'hui n'a pourtant qu'une importance très marginale pour nos universitaires, journalistes et dirigeants politiques. S'il n'est pas complètement passé sous silence, le thème de l'impérialisme a été tant et si bien enjolivé que des empires ont été rebaptisés « commonwealths » et des colonies « territoires » ou « dominions ». Les interventions militaires impérialistes deviennent, selon la région du monde, des affaires de « défense nationale » ou de « sécurité nationale » et de maintien de la « stabilité ». Dans ce livre, je désire traiter de l'impérialisme pour ce qu'il est en réalité.

À travers le monde entier

Par « impérialisme », j'entends le processus par lequel les intérêts politico-économiques dominants d'un pays exproprient, à leur propre avantage, la terre, la main-d'œuvre, les matières premières et les marchés d'un autre peuple.

Les premières victimes de l'impérialisme ouest-européen ont été d'autres Européens. Il y a huit siècles, l'Irlande deve-

nait la première colonie de ce que l'on appellera plus tard l'empire britannique. Aujourd'hui, une partie de l'Irlande est toujours sous occupation britannique. Parmi les premières autres victimes, blanches aussi, on dénombre les Européens de l'Est. Les peuples que Charlemagne a exploités à mort dans ses mines au début du IXe siècle étaient slaves. L'esclavage des peuples est-européens a été à ce point systématique et durable que le terme même de « slave » est devenu synonyme de servitude. Le mot « esclave » (« slave » en anglais – NdT) vient de « slave ». L'Europe orientale, devenue totalement dépendante des manufactures occidentales au XVIIe siècle, a été une source précoce d'accumulation du capital.

L'agression nazie lors de la Deuxième Guerre mondiale est un exemple particulièrement répugnant d'impérialisme intra-européen. Il a donné aux cartels commerciaux allemands et à l'État nazi la possibilité de piller les ressources et d'exploiter la main-d'œuvre de l'Europe occupée, y compris la main-d'œuvre esclave des camps de concentration.

Les principaux coups de boutoir des puissances impérialistes européennes, nord-américaine et japonaise ont été dirigés contre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Au XIXe siècle, ces puissances considéraient le tiers monde non seulement comme source de matières premières et d'esclaves mais comme marché pour leurs produits finis. Au XXe siècle, les pays industriels n'ont pas seulement exporté des marchandises mais aussi du capital, sous la forme de machines, de technologies, d'investissements et de prêts. Que nous ayons atteint l'ère de l'exportation et de l'investissement des capitaux n'implique nullement que le pillage des ressources naturelles ait cessé. Au contraire, la spoliation s'est accélérée.

Parmi les nombreuses idées sur l'impérialisme qui circulent aujourd'hui aux États-Unis, celle qui prédomine est qu'il n'existe plus. L'impérialisme n'est pas reconnu comme un concept légitime, et moins encore quand il concerne les États-Unis. On peut parler d'« impérialisme soviétique » ou d'« impérialisme britannique du XIXe siècle », mais pas d'impérialisme américain. Dans la plupart des universités des États-Unis, un diplômé en sciences politiques ne se verrait même pas offrir la possibilité de faire des recherches sur l'impérialisme amé-

ricain, parce qu'une telle démarche ne serait pas considérée comme académique[1]. Alors que beaucoup de peuples à travers le monde accusent les États-Unis d'être une puissance impérialiste, dans ce pays, les gens qui parlent d'impérialisme américain sont généralement considérés comme ânonnant des sottises idéologiques.

La dynamique expansionniste du capital

L'impérialisme est plus ancien que le capitalisme. Les empires perse, macédonien, romain et mongol ont existé des siècles avant les Rothschild ou les Rockefeller. Les empereurs et les conquérants se sont principalement consacrés aux pillages et aux tributs, à l'or et à la gloire. L'impérialisme capitaliste diffère de ces formes primitives par son accumulation systématique du capital à travers l'exploitation organisée de la main-d'œuvre et la pénétration des marchés étrangers. L'impérialisme capitaliste, en investissant dans d'autres pays, domine leur économie, leur culture et leur vie politique tout en intégrant leurs structures productives dans le système international d'accumulation du capital.

L'expansion est un impératif central du capitalisme. Les investisseurs ne vont pas mettre leurs avoirs dans des entreprises commerciales s'ils n'ont pas l'assurance de retirer plus qu'ils n'ont investi. La croissance d'une entreprise permet seule l'accroissement des revenus. Le capitaliste recherche inlassablement des moyens pour faire plus de profits afin d'accumuler encore davantage de profits. On doit toujours investir pour réaliser des bénéfices, réunir le plus de puissance possible pour affronter les forces concurrentes et l'imprévisibilité des marchés.

De par sa nature expansionniste, le capitalisme n'est guère enclin à rester confiné dans les frontières d'un État. Il y a quelque cent cinquante ans, Marx et Engels disaient que « la bourgeoisie envahit le monde entier », qu'elle doit « s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations ». Ils écrivaient : « En un mot, elle se façonne un monde à son image. » Les expansionnistes détruisent des sociétés entières. Des peuples autosuffisants sont brutalement trans-

formés en salariés exclus de tous droits politiques. Des communautés autochtones et des cultures populaires sont supplantées par des marchés de masses, des médias de masses et des sociétés de consommation. Les terres des coopératives paysannes sont remplacées par des entreprises agroalimentaires, les villages par des bidonvilles, les régions autonomes par des autocraties centralisées.

Prenons un cas parmi des milliers. Il y a quelques années, le *Los Angeles Times* a publié un reportage sur les forêts tropicales de Bornéo et du Pacifique Sud. Selon leurs propres témoignages, les gens menaient là-bas leur petite vie tranquille. Ils chassaient, pêchaient et cultivaient de quoi vivre dans les champs et les forêts de la jungle. Mais leur mode de vie entier a été supprimé sans aucun ménagement par une poignée de sociétés géantes qui ont détruit ces forêts tropicales pour tirer un profit rapide du commerce du bois. Leurs terres ont subi un désastre écologique, eux-mêmes ont été transplantés dans des bidonvilles, dépourvus de tous droits et forcés à travailler pour des salaires de misère – quand ils avaient la chance de trouver un emploi.

Les sociétés nord-américaines et européennes ont acquis le contrôle de plus des trois quarts des ressources minières d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Mais la recherche de ressources naturelles n'est pas la seule raison de l'expansion capitaliste à l'étranger. Il faut encore réduire le coût de production et maximiser les profits en investissant dans des pays qui offrent une masse importante de main-d'œuvre à bon marché. Les investissements étrangers des sociétés américaines ont augmenté de quatre-vingt-quatre pour cent de 1985 à 1990, avec les bonds les plus spectaculaires dans des pays à main-d'œuvre bon marché comme la Corée du Sud, Taiwan, l'Espagne et Singapour.

Grâce à des bas salaires, des impôts peu élevés, des avantages sociaux inexistants, des syndicats faibles et l'absence de protections de l'emploi et de l'environnement, les taux de profit des sociétés américaines dans le tiers monde sont cinquante pour cent plus élevés que dans des pays industrialisés. Citibank, une des plus grandes sociétés américaines, engrange environ les trois quarts de ses profits sur des opérations à l'étranger. Tandis que les marges bénéficiaires intérieures s'accroissaient de façon chaotique, les gains réalisés à l'étranger continuaient

à grimper extraordinairement, engendrant le développement de ce que l'on a fini par appeler multinationales ou sociétés transnationales. Aujourd'hui, quelque quatre cents sociétés transnationales contrôlent près de quatre-vingts pour cent des avoirs en capital du libre marché mondial et étendent leur emprise sur les pays ex-communistes d'Europe de l'Est.

Les transnationales ont développé un réseau mondial de production. General Motors, par exemple, possède des usines qui produisent des voitures, des poids lourds et une vaste gamme de pièces détachées au Canada, au Brésil, au Venezuela, en Espagne, en Belgique, en Yougoslavie, au Nigeria, à Singapour, aux Philippines, en Afrique du Sud, en Corée du Sud et dans une grosse dizaine d'autres pays encore. Une telle dissémination permet à General Motors de parer à toute grève déclenchée dans un pays en augmentant la production dans un autre, de faire s'affronter des travailleurs de pays différents pour décourager les revendications salariales et de droits sociaux, et de saboter les stratégies syndicales.

Nécessaire ? Non, irrésistible !

Certains auteurs se demandent si l'impérialisme est une condition nécessaire au capitalisme, arguant que la plus grande partie du capital occidental est investie en Occident, et non dans le tiers monde. Ils affirment que si les sociétés perdaient tous leurs investissements dans le tiers monde, la plupart pourraient continuer à subsister par leurs marchés européen et nord-américain. On peut répondre à cela que le capitalisme serait capable de survivre sans l'impérialisme – mais il ne donne aucun signe en ce sens. Il ne manifeste aucunement le désir de céder ses entreprises particulièrement rentables du tiers monde. Si l'impérialisme n'est pas une condition nécessaire à la survie d'un investisseur, il apparaît être une tendance inhérente au capitalisme moderne, une expansion qui lui est intrinsèque. Si les rapports impérialistes ne semblent pas être le seul moyen de réaliser des profits, ils en sont le moyen le plus lucratif.

La question n'est d'ailleurs pas de savoir si l'impérialisme est nécessaire au capitalisme. Beaucoup de choses non abso-

lument nécessaires sont cependant hautement désirables, et donc fortement préférées et vigoureusement recherchées. Ceux qui investissent dans le tiers monde y trouvent une main-d'œuvre bon marché, des ressources naturelles vitales et d'autres conditions hautement rentables qui le rendent irrésistiblement attractif. Les surprofits ne sont pas indispensables à la survie du capitalisme, mais la survie n'est pas tout ce que recherchent les capitalistes. Les surprofits sont de loin préférés aux gains plus modestes. Qu'il n'y ait pas de lien nécessaire entre capitalisme et impérialisme ne veut pas forcément dire qu'il n'y a aucun lien pressant.

On peut en dire autant d'autres dynamiques sociales. Le bien-être, par exemple, ne doit pas mener forcément au luxe. Une plus grande partie des richesses de la classe possédante pourrait être consacrée à l'investissement plutôt qu'à la consommation personnelle. Ceux qui vivent dans l'opulence pourraient survivre avec des moyens plus modestes. Mais le fait est qu'ils préfèrent vivre ainsi. À travers l'histoire, les classes aisées ont généralement montré une nette préférence à tirer le meilleur parti de toute chose. Après tout, l'objectif par lequel elles s'enrichissent aux dépens du travail des autres est celui de bien vivre, d'éviter toute forme de tâches ou de corvées ingrates, de profiter des meilleures possibilités pour mener un style de vie prodigue, de bénéficier de soins médicaux, de l'éducation, de voyages, de plaisirs, de sécurité, de loisirs et d'opportunités de pouvoir et de prestige. Si toutes ces choses ne sont pas réellement « nécessaires », ceux qui les possèdent ne s'y cramponnent pas moins, comme en témoignent les moyens violents utilisés par les classes avantagées à chaque fois qu'elles se sentent menacées par une force démocratique égalitaire ou redistributive.

Les mythes du sous-développement

Nous appelons « tiers monde » les contrées appauvries d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, afin de les distinguer du « premier monde » d'Europe et d'Amérique du Nord industrialisés et de l'aujourd'hui défunt « deuxième monde » des États communistes. La pauvreté du tiers monde, appelée aussi sous-

développement, est considérée par la plupart des observateurs occidentaux comme une condition historique originelle. On nous demande de croire que cela a toujours existé, que les pays pauvres sont pauvres parce que leurs terres ont toujours été infertiles ou leurs peuples improductifs.

En fait, les terres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine recèlent depuis longtemps des trésors de produits alimentaires, de minerais et d'autres ressources naturelles. C'est pour cela que les Européens se sont donné tant de mal pour les subtiliser ou les piller. On ne va pas dans des endroits pauvres pour s'y enrichir. Le tiers monde est riche. Seule sa population est pauvre – et elle l'est à cause du pillage qu'elle a subi.

Le processus d'expropriation des ressources naturelles du tiers monde commença il y a des siècles et se poursuit aujourd'hui. Les colonisateurs y ont d'abord retiré de l'or, de l'argent, des fourrures, de la soie et des épices, puis du lin, du chanvre, du bois, de la mélasse, du sucre, du rhum, du caoutchouc, du tabac, du cacao, du café, du coton, du cuivre, de l'huile de palme, de l'étain, du fer, de l'ébène et, plus tard, du pétrole, du zinc, du manganèse, du mercure, du platine, du cobalt, de la bauxite, de l'aluminium et de l'uranium. Il ne faut pas oublier non plus la plus infernale de toutes les expropriations : la réduction de millions d'êtres humains en esclavage.

À travers les siècles de colonisation, plusieurs théories impérialistes justificatrices ont été produites. On m'a appris à l'école que les peuples des pays tropicaux sont paresseux et ne travaillent pas aussi dur que nous, natifs des zones tempérées. En fait, les habitants des pays chauds ont réalisé des œuvres remarquables, construisant des civilisations bien avant que les Européens n'émergent du haut Moyen Âge. Aujourd'hui encore, ils travaillent souvent de longues et dures heures pour des rémunérations dérisoires. Pourtant, le stéréotype ancien de l'« indigène paresseux » est toujours gravé dans notre mémoire. Dans toute société capitaliste, les pauvres, chez nous aussi bien qu'à l'étranger, sont régulièrement rendus responsables de leur propre condition.

On entend dire que les peuples du tiers monde sont culturellement attardés dans leurs comportements, coutumes et capacités techniques. C'est là une notion confortablement

reprise par tout bien-pensant désirant considérer les investissements occidentaux comme une opération destinée à aider les peuples attardés à s'aider eux-mêmes. Ce mythe du « sous-développement culturel » remonte à des temps anciens et était utilisé par les conquérants pour justifier l'esclavage des populations indigènes. Il a été repris par les colonisateurs européens pendant les cinq derniers siècles pour la même raison.

Quelle supériorité culturelle pouvait alors revendiquer l'Européen ? Du XV^e^ au XIX^e^ siècle, l'Europe était « en avance » dans des pratiques aussi variées que le nombre de pendaisons, d'assassinats et autres crimes violents, dans le domaine des maladies vénériennes, de la rougeole, de la typhoïde, de la tuberculose, de la lèpre et autres affections, en matière d'inégalité sociale et de pauvreté (à la fois urbaine et rurale), de maltraitance des femmes et des enfants, de fréquence des famines, d'esclavage, de prostitution, de piraterie, de massacres religieux et de torture inquisitrice. Ceux qui pensent que l'Occident était la civilisation la plus avancée devraient garder de tels « acquis » en mémoire.

Plus sérieusement, on pourrait noter que l'Europe jouissait d'un avantage significatif en navigation et en armement. Les mousquetons et les canons, les mitrailleuses et les canonnières, aujourd'hui les missiles, les hélicoptères, les porte-avions et autres avions de guerre sont des facteurs déterminants lorsque l'Ouest affronte l'Est et que le Nord affronte le Sud. C'est une puissance de feu supérieure, non une culture supérieure, qui a permis aux Européens et aux Euro-Nord-Américains d'établir leur suprématie qui, aujourd'hui encore, est toujours maintenue par la force, même si ce n'est pas seulement par elle.

On a dit des peuples colonisés qu'ils étaient biologiquement sous-développés et moins évolués que leurs colonisateurs. Leur « sauvagerie » et leur niveau « inférieur » d'évolution culturelle étaient emblématiques d'un héritage considéré comme génétiquement inférieur. Mais étaient-ils culturellement inférieurs ? Dans plusieurs régions de ce que l'on appelle le tiers monde, des peuples ont développé des prouesses en matière d'architecture, d'agriculture, d'artisanat, de chasse, de pêche, d'obstétrique, de médecine et en bien d'autres domaines encore. Leurs coutumes sociales étaient souvent plus clémentes et plus

humaines, moins dictatoriales et moins répressives que tout ce que l'on pouvait trouver en Europe à cette époque-là. Bien sûr, il ne faut pas idéaliser ces sociétés autochtones dont certaines avaient des pratiques cruelles et étranges qui leur étaient propres. Mais en général, ces populations jouissaient de vies plus saines et plus heureuses, avec plus de temps de loisir que la plupart des Européens.

D'autres théories bénéficient de la même popularité. Nous apprenons que la pauvreté du tiers monde est due à la surpopulation, et que trop de familles ont trop d'enfants à nourrir. Cependant, au cours des derniers siècles, beaucoup de contrées du tiers monde étaient moins densément peuplées que certaines parties d'Europe. L'Inde avait une moindre densité de population – mais une pauvreté plus grande – que les Pays-Bas, le Pays de Galles, l'Angleterre, le Japon, l'Italie et une poignée d'autres pays industriels. Et ce sont les pays industrialisés du premier monde, non les pays pauvres du tiers, qui engloutissent aujourd'hui quelque quatre-vingts pour cent des ressources mondiales et posent la plus grande menace écologique à la planète.

Il est indéniable que la surpopulation est un réel problème pour l'écologie mondiale. Limiter la croissance de la population dans tous les pays donnerait un sérieux coup de main à l'environnement planétaire, mais cela ne résoudrait pas le problème de la pauvreté – parce que la surpopulation n'est pas la cause, elle en est un effet. Les pauvres tendent à concevoir de grandes familles parce que les enfants sont source de travail et de revenus familiaux ainsi que de soutien pour les vieux.

Frances Moore Lappé et Rachel Schurman ont montré que sur soixante-dix pays du tiers monde, seuls six – la Chine, le Sri Lanka, la Colombie, le Chili, la Birmanie et Cuba ainsi que l'État du Kerala en Inde – ont réussi à abaisser leur taux de natalité d'un tiers. Ils n'ont connu ni expansion industrielle spectaculaire, ni revenu par habitant élevé, ni vastes programmes de planning familial extensif[2]. Les facteurs que ces pays avaient en commun étaient l'éducation publique et les soins de santé, une réduction de l'inégalité économique, des progrès en matière de droits des femmes, des subventions alimentaires et, dans certains cas, une réforme agraire. En d'autres termes, les taux de fertilité ont été abaissés non par les investissements capi-

talistes et la croissance économique en tant que tels mais par une amélioration socio-économique, même à échelle réduite, soutenue par l'émergence des droits de la femme.

Conversion artificielle à la pauvreté

Ce que l'on appelle « sous-développement » est un ensemble de rapports sociaux qui ont été imposés par la force à des pays entiers. Avec l'avènement des colonisateurs occidentaux, les peuples du tiers monde ont en fait été freinés dans leur développement, parfois pour des siècles. L'impérialisme britannique en Inde en offre un exemple instructif. En 1810, les Indes exportaient plus de tissus vers l'Angleterre que l'Angleterre vers les Indes. Vers 1830, le flux a été inversé. Les Britanniques devaient dresser des barrières douanières prohibitives pour arrêter l'importation de produits finis indiens tout en inondant les Indes de leurs propres productions, une pratique soutenue par la canonnière et la force militaire. En quelques années, les grands centres textiles de Madras et de Dacca ont été transformés en cités fantômes. Les Indiens ont été renvoyés à la terre pour y cultiver du coton manufacturé dans des fabriques britanniques. En fin de compte, les Indes se sont retrouvées réduites à être la vache à lait des financiers britanniques.

Vers 1850, la dette indienne avait atteint cinquante-trois millions de livres sterling. De 1850 à 1900, le revenu par habitant a chuté de près de deux tiers. La valeur des matières premières et des produits que les Indiens étaient forcés d'envoyer en Grande-Bretagne dans la plus grande partie du XIX^e^ siècle représentait annuellement une somme plus élevée que le revenu total de soixante millions de travailleurs agricoles et industriels autochtones. La pauvreté massive que nous associons à l'Inde n'est pas inscrite dans sa situation historique originelle. L'impérialisme britannique a fait deux choses : mettre un terme au développement indien pour ensuite sous-développer le pays par la force.

Des processus sanguinaires semblables se retrouvent partout dans le tiers monde. L'énorme richesse extraite devrait nous rappeler qu'il y avait à l'origine peu de pays très pauvres. Des

pays comme le Brésil, l'Indonésie, le Chili, la Bolivie, le Congo, le Mexique, la Malaisie et les Philippines étaient, et, pour certains, sont toujours, riches en ressources. Des terres ont été tellement pillées qu'elles sont maintenant entièrement dévastées. Cependant, la plus grande partie du tiers monde n'est pas «sous-développée» mais surexploitée. La colonisation et les investissements occidentaux ont induit un niveau de vie à la baisse plutôt qu'à la hausse.

Se référant à ce que les colonisateurs anglais ont fait aux Irlandais, Friedrich Engels écrivait en 1856 : «Que de fois les Irlandais n'ont-ils pas tenté d'arriver à quelque chose, mais chaque fois ils ont été écrasés, politiquement et industriellement. Artificiellement, par une oppression en règle, ils sont devenus une nation complètement déclassée.» De même d'ailleurs que la plupart des pays du tiers monde. Les Indiens Mayas du Guatemala avaient une hygiène de vie bien plus saine et variée ainsi que de meilleures conditions de santé au début du XVI^e^ siècle, avant l'arrivée des Européens, qu'aujourd'hui. Ils avaient plus d'artisans, d'architectes, de sculpteurs, d'agriculteurs. Ce que l'on appelle sous-développement est un produit de la surexploitation impérialiste. Le sous-développement est lui-même le produit d'un développement.

L'impérialisme a créé ce que j'ai appelé un «mal développement» : des immeubles de bureaux modernes et des hôtels de luxe dans la capitale plutôt que des logements pour les pauvres, des cliniques de chirurgie esthétique pour les nantis plutôt que des hôpitaux pour travailleurs, des cultures d'exportation juteuses pour le marché agroalimentaire plutôt que des produits alimentaires pour les marchés locaux, des autoroutes qui relient les mines et les latifundia aux raffineries et aux ports plutôt que des routes de campagne pour ceux qui pourraient espérer rencontrer un médecin ou un enseignant.

La richesse a été transférée du tiers monde vers les élites économiques d'Europe et d'Amérique du Nord (et plus récemment du Japon) par un pillage direct, par une expropriation de ses ressources naturelles, la surimposition, la fixation de rentes foncières ruineuses, des salaires de misère et l'importation forcée de produits finis à prix inflationnistes élevés. Le pays colonisé est privé de la liberté de commercer et de la possibi-

lité de développer ses propres ressources, marchés et capacités industrielles. L'autosubsistance et la production autosuffisante font place au travail salarié. De 1970 à 1980, le nombre de travailleurs salariés du tiers monde est passé de soixante-douze à cent vingt millions et le taux s'accélère.

Des centaines de millions de personnes du tiers monde connaissent aujourd'hui un état de dénuement dans des villages isolés et des bidonvilles urbains surpeuplés, souffrant de malnutrition, de maladies, d'analphabétisme, souvent parce que les terres qu'ils ont labourées sont à présent contrôlées par des industries qui les utilisent comme mines ou pour des produits d'exportation comme le café, le sucre et le bœuf remplaçant les haricots, le riz et le maïs de la consommation intérieure. Pour vingt des pays les plus pauvres, une étude faite sur base de statistiques officielles a montré que le nombre de personnes vivant dans ce qu'on appelle la « pauvreté absolue » ou le dénuement le plus extrême, les plus pauvres des plus pauvres, augmente de soixante-dix mille par jour pour atteindre un milliard et demi en 2000 (*San Francisco Examiner*, 8 juin 1994).

L'impérialisme force des millions d'enfants à travers le monde à mener une existence cauchemardesque, détruisant gravement leur santé mentale et physique par une exploitation sans fin. Un documentaire de *Discovery Channel* du 24 avril 1994 a montré que dans des pays comme la Russie, la Thaïlande et les Philippines, un grand nombre de mineurs d'âge sont livrés à la prostitution pour aider leurs familles désespérées à survivre. Dans des pays comme le Mexique, l'Inde, la Colombie et l'Égypte, les enfants sont jetés dans des exploitations agricoles, des usines ou des mines où ils épuisent leur santé du matin au soir pour quelques centimes par heure de travail, sans aucune possibilité de jouer, d'aller à l'école ou de bénéficier de soins médicaux.

En Inde, cinquante-cinq millions d'enfants sont amenés ainsi à venir grossir la main-d'œuvre des verreries où règnent des températures de plus de 40°C ! Dans une usine, des enfants de quatre ans travaillent de cinq heures du matin jusqu'à la nuit tombante, inhalant de la fumée et contractant l'emphysème, la tuberculose et d'autres maladies respiratoires. Aux Philippines et en Malaisie, les sociétés se sont livrées à des pres-

sions pour supprimer les limitations d'âge dans le recrutement au travail. La recherche du profit mène à l'enfer.

La théorie du développement

Lorsqu'on dit qu'un pays est « sous-développé », cela implique qu'il soit arriéré d'une manière ou d'une autre, que sa population se montre peu encline à construire ou à évoluer. Les connotations négatives du terme « sous-développement » ont amené les Nations unies, le *Wall Street Journal* et des responsables politiques de tous bords à préférer se référer au tiers monde sous le vocable de pays « en développement », une qualification quelque peu moins insultante que celle de « sous-développés », mais tout aussi trompeuse. Je préfère utiliser le terme de « tiers monde » parce que l'expression « en développement » semble être un euphémisme pour dire « sous-développé mais tentant sur le tard d'y remédier ». Cela implique toujours que la pauvreté ait été une condition historique originelle et non une réalité imposée par les impérialistes. Cela suggère aussi erronément que ces pays *sont* en développement alors que leurs conditions économiques sont, en réalité, souvent en train de se détériorer.

La théorie dominante du dernier quart du XX^e^ siècle, énoncée à tour de rôle par des auteurs comme Barbara Ward et W.W. Rostow entre autres, prétend qu'il appartient aux pays riches du Nord d'aider les pays « attardés » du Sud à s'élever, en leur apportant la technologie et de bonnes habitudes de travail. C'est une version réactualisée de la coquetterie impérialiste bien connue du « fardeau de l'homme blanc ».

Si l'on suit le scénario du développement, avec l'introduction des investissements occidentaux, les travailleurs des pays pauvres trouveront un emploi plus productif et de meilleurs salaires dans les secteurs modernes. Comme le capital s'accumule, les profits sont réinvestis, créant ainsi encore plus de produits et d'emplois, conquérant de la puissance et des marchés. En fin de course, une économie plus prospère est en vue.

Cette « théorie du développement », ou « théorie de la modernisation » comme on l'appelle parfois, a peu de rapports avec

la réalité. Ce qui a émergé dans le tiers monde est une forme de capitalisme dépendant, intensément exploiteur. Les conditions économiques se sont radicalement détériorées avec la croissance de l'investissement des sociétés transnationales. Le problème n'est ni la pauvreté des terres ni des populations improductives, mais bien l'exploitation étrangère et l'inégalité des classes. Les investisseurs envahissent un pays non pour le soutenir mais pour s'enrichir eux-mêmes.

Les gens de ces pays n'ont pas besoin d'apprendre comment cultiver la terre, mais de terres à cultiver et de moyens pour le faire. Ils n'ont pas besoin d'apprendre à pêcher, mais de bateaux, de filets et d'un accès aux côtes, aux baies et aux mers. Ils ont besoin de sites industriels pour cesser de polluer les eaux avec des déchets toxiques. Ils n'ont pas besoin qu'on leur apprenne des mesures d'hygiène, ni qu'un volontaire d'une force de paix quelconque leur explique comment faire bouillir de l'eau, surtout s'ils ne peuvent se procurer de l'essence ou n'ont pas d'accès au bois à brûler. Ils ont besoin de conditions qui leur permettent d'avoir de l'eau potable, de même que des vêtements propres et des logements. Ils n'ont pas à recevoir des leçons de diététique des Nord-Américains : ils savent très bien quels produits conviennent le mieux à leurs besoins nutritionnels. On doit leur rendre leur terre et leur travail pour qu'ils puissent produire pour leur propre compte et cultiver des produits alimentaires pour leur consommation personnelle.

Le legs de la domination impériale n'est pas seulement la misère et la lutte mais une structure économique dominée par un réseau de sociétés internationales qui, elles-mêmes, sont détenues par des sociétés mères en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. S'il y a la moindre harmonisation ou intégration, elle bénéficie aux classes d'investisseurs mondiaux, non aux économies nationales des pays du tiers monde. Leurs économies restent fragmentées et non intégrées pour chacune d'elles et entre elles, aussi bien en flux de capitaux et de marchandises qu'en technologie et en organisation. Somme toute, notre économie mondiale a peu à faire des besoins économiques des peuples du monde.

Le néo-impérialisme écume la crème

La domination impérialiste est parfois expliquée comme émanant d'un désir inné de domination et d'expansion, comme un «impératif territorial». En fait, l'impérialisme territorial n'est plus le mode qui prévaut. En comparaison avec le XIX^e^ et le début du XX^e^ siècle, quand les puissances européennes se partageaient entre elles le globe, il n'y a plus guère aujourd'hui de domination coloniale. Le colonel Blimp[3] est mort et enterré, remplacé par des hommes en costume trois pièces. Au lieu d'être directement colonisés par une puissance impérialiste, les pays plus faibles se sont vu attribuer les oripeaux de la souveraineté, alors même que le capital financier occidental contrôle toujours la part du lion des ressources rentables. Ces rapports portent plusieurs noms: «empire informel», «colonialisme sans colonies», «néocolonialisme» ou «néo-impérialisme».

Les dirigeants politiques et financiers américains ont été parmi les premiers à mettre en place ce nouveau type d'empire, notamment à Cuba au début du XX^e^ siècle. Ayant pris l'île par la force à l'Espagne dans la guerre de 1898, ils ont par la suite donné à Cuba son indépendance formelle. Les Cubains avaient donc leurs propres gouvernement, constitution, drapeau, monnaie et force armée. Mais les plus grandes décisions de politique étrangère restaient aux mains des États-Unis, tout comme les richesses de l'île dont le sucre, le tabac, les entreprises touristiques et les principales importations et exportations.

Historiquement, le capitalisme américain était bien moins intéressé par l'acquisition de nouvelles colonies que par celle de nouvelles richesses, préférant soustraire les trésors des autres pays sans se soucier de posséder ou d'administrer ces pays eux-mêmes. Sous le néo-impérialisme, la bannière étoilée reste dans les armoires tandis que le dollar se balade partout, souvent accompagné par l'épée.

Après la Deuxième Guerre mondiale, des puissances européennes comme la Grande-Bretagne et la France ont adopté une stratégie de néo-impérialisme. Financièrement ruinées par des années de guerre, et affrontant une résistance populaire intensifiée dans le tiers monde lui-même, elles en sont venues, non sans réticence, à l'idée que l'hégémonie écono-

mique indirecte était moins coûteuse et politiquement plus opportune que la domination coloniale sans fard. Elles ont découvert que l'abolition d'une gestion coloniale outrageusement visible rendait plus difficile aux nationalistes la tâche de mobiliser des sentiments anti-impérialistes dans les ex-colonies.

Même si le gouvernement nouvellement en place était loin d'être complètement indépendant, il bénéficiait de plus de légitimité aux yeux de sa population qu'une administration coloniale contrôlée par la puissance impérialiste. En outre, sous le néo-impérialisme, le gouvernement autochtone prend en charge les coûts de l'administration du pays, tandis que les intérêts impérialistes sont libres de se concentrer sur l'accumulation du capital, ce qui, finalement, est leur but.

Après des années de colonialisme, les pays du tiers monde éprouvent d'énormes difficultés à s'extraire des rapports inégaux avec leur ancienne puissance coloniale et il leur est impossible de quitter la sphère capitaliste mondiale. Les pays qui tentent de s'en extirper s'exposent à un traitement économique et militaire punitif par l'une ou l'autre des principales puissances mondiales – ces jours-ci, dans la plupart des cas, les États-Unis.

Les dirigeants des nouveaux pays peuvent hurler des slogans révolutionnaires, ils sont cependant coincés dans l'orbite capitaliste mondiale et forcés de coopérer avec les États du premier monde pour les investissements, le commerce et l'aide. Nous assistons ainsi à ce curieux phénomène qui voit des dirigeants de pays nouvellement indépendants du tiers monde dénoncer l'impérialisme comme la cause des maux de leurs pays, alors même que les dissidents de ces États accusent leurs dirigeants d'être des collaborateurs de l'impérialisme.

Dans de nombreux cas, une classe de compradores a émergé ou a été installée comme condition première de l'indépendance. Une classe de compradores est une classe qui contribue à faire de son pays un État client pour des intérêts étrangers, à savoir un État qui s'ouvre aux investissements à des conditions résolument favorables aux investisseurs étrangers. Dans un État client, les investisseurs étrangers profitent de subsides directs, de concessions territoriales, d'accès aux matières premières, d'une main-d'œuvre bon marché, d'impôts légers ou inexistants, de faibles organisations syndicales et,

pour ainsi dire, d'aucun minimum salarial, d'aucune limite au travail des enfants, d'aucune mesure de sécurité d'emploi ni de protection du consommateur et de l'environnement. Les lois protectrices qui existent ne sont que très faiblement appliquées.

En somme, le tiers monde a quelque chose d'un paradis capitaliste, tel qu'il existait en Europe ou aux États-Unis au XIX^e^ siècle, avec un taux de profit nettement plus élevé que ce qu'il serait aujourd'hui dans un pays à fortes régulations économiques. La classe des compradores est bien récompensée pour sa coopération. Ses dirigeants bénéficient d'occasions de s'enrichir avec l'aide étrangère envoyée par le gouvernement américain. La stabilité est assurée avec la mise sur pied de forces de sécurité entraînées et armées par les États-Unis avec les dernières technologies de terreur et de répression.

Le néo-impérialisme comporte toutefois des risques. L'instauration de l'indépendance *de jure* engendre en fin de compte des espoirs d'indépendance *de facto*. Les formes de l'autonomie font naître le désir de profiter de l'autonomie. Un dirigeant national émerge parfois comme patriote ou réformateur plutôt qu'en tant que comprador collaborationniste. C'est pourquoi la transition du colonialisme vers le néo-colonialisme ne s'est pas faite sans problèmes pour les impérialistes et représente un acquis pour les forces populaires dans le monde.

Chapitre 2

La domination impériale remise à jour

Dans ce chapitre, nous allons examiner les principales méthodes et les principaux effets de la domination de l'impérialisme actuel, dont le contrôle des marchés et de la finance, l'aide étrangère, la répression politique et la violence militaire – qui tous laissent un héritage sans cesse croissant de pauvreté et de sous-développement.

L'inégalité du marché

L'économie des pays du tiers monde est centrée de façon caractéristique sur l'exportation de quelques matières premières ou de marchandises produites dans des secteurs peu mécanisés. Parce qu'il s'agit d'un marché d'exportation, un pays pauvre se trouve lui-même en compétition féroce avec d'autres pour les marchés de pays industriels plus prospères. Ces derniers sont à même d'instaurer des mesures commerciales qui leur sont largement favorables, opposant ainsi les pays pauvres entre eux.

Les tentatives des pays du tiers monde pour surmonter leur vulnérabilité en formant des cartels commerciaux sont en général vouées à l'échec, parce qu'ils ont, de par leurs différences politiques, leur dépendance économique générale et l'absence de marchés alternatifs, rarement la possibilité de maintenir un front solide. Le commerce entre pays du tiers monde est encore

plus retardataire. En Afrique, seulement six pour cent de tout le commerce international se fait entre pays africains – le reste l'est avec des entreprises européennes, japonaises ou nord-américaines.

Les pays du tiers monde sont sous-payés pour leurs exportations et habituellement surimposés pour les biens qu'ils importent du monde industrialisé. Ainsi, leur café, leur coton, leur viande, leur étain, leur cuivre et leur pétrole sont vendus à bas prix à des sociétés étrangères afin d'obtenir – à des prix douloureusement élevés – nombre de marchandises manufacturées, machines et pièces de rechange. D'après Carlos Andrès Perez, l'ancien président du Venezuela : « Il en a résulté une évasion de capitaux constante et croissante ainsi que l'appauvrissement de nos pays. »

Les matières premières qui ne sont pas disponibles ou le sont en quantité limitée aux États-Unis sont généralement importées hors taxes dans ce pays, tandis que les marchandises manufacturées sont assujetties à des droits de douane. Le café vert et le bois brut sont donc importés sans frais supplémentaires, alors que le café torréfié et le bois manufacturé font l'objet de droits à l'importation. Les puissances industrielles interdisent aussi le transfert de technologies et de crédits aux entreprises autochtones en menaçant d'embargo commercial les pays du tiers monde qui auraient la témérité de développer un produit industriel. Les sociétés multinationales étouffent les entreprises locales avec leurs moyens financiers supérieurs, des techniques commerciales élaborées, des brevets de monopole et de meilleures techniques de gestion. Plus la zone d'investissement est rentable, plus l'entrepreneur local sera écrasé par l'investisseur étranger.

La domination de la dette

Dans de nombreux pays pauvres, les sociétés étrangères possèdent ou contrôlent plus de la moitié des avoirs manufacturés. Même quand les multinationales n'ont qu'une participation minoritaire, elles disposent souvent d'un droit de veto. Et si le pays hôte possède l'entreprise dans sa totalité, les multi-

nationales en tirent encore profit grâce à leur quasi-monopole de la technologie et du marché international. Il en va ainsi avec le pétrole, une industrie dans laquelle les sociétés géantes ne possèdent que quelque trente-huit pour cent de la production de pétrole brut mondiale mais contrôlent la quasi-totalité des capacités de raffinage et de distribution.

Dans d'aussi désavantageuses relations commerciales et d'investissement, les pays du tiers monde ont été amenés à emprunter massivement aux banques occidentales et au Fonds monétaire international (FMI) contrôlé par les États-Unis et d'autres pays occidentaux. Dans les années 1990, la dette du tiers monde approchait les deux mille milliards de dollars[4] : deux millions de millions, un montant impayable. Plus grande est la dette d'un pays, plus grande est la pression pour emprunter toujours plus pour pallier aux déficits – souvent d'ailleurs à des taux d'intérêt encore plus élevés et à des conditions de remboursement plus sévères.

Une partie sans cesse croissante des revenus d'un pays endetté est affectée au service de la dette, réduisant d'autant la consommation intérieure. Les dettes de certains pays sont devenues à ce point énormes que les intérêts s'accumulent plus vite que les remboursements. La dette développe une dynamique qui s'alimente sans cesse elle-même, consumant ainsi une part toujours plus élevée de la richesse d'un pays débiteur.

Vers la fin des années 1980, dans un pays comme le Paraguay, quatre-vingts pour cent des revenus d'exportation ont servi à payer les intérêts de la dette étrangère. La plupart des pays débiteurs consacrent de un à deux tiers de leurs revenus d'exportation au service de leur dette. En 1983 déjà, les intérêts collectés par les banques étrangères sur les dettes du tiers monde étaient trois fois plus élevés que leurs profits tirés des investissements directs dans le tiers monde.

La sous-évaluation des devises des pays pauvres alourdit encore le problème. Comme le notait l'économiste Arjun Makhijani, les taux de change actuels entre pays pauvres et pays riches ne sont pas fondés sur la productivité comparative de leurs forces de travail et du pouvoir d'achat intérieur de leurs monnaies mais sont artificiellement figés par les centres financiers occidentaux afin de réduire les revenus des habitants du tiers monde.

On pourrait espérer que les pays pauvres se libèrent eux-mêmes du joug financier en annulant unilatéralement leurs dettes. Fidel Castro leur a d'ailleurs demandé de le faire réellement. Mais des pays qui n'honorent pas leurs dettes courent le risque de ne pas pouvoir obtenir de crédits à court terme pour financer leurs importations. Ils risquent de voir leurs comptes à l'étranger gelés, leurs actifs saisis, leurs marchés d'exportation fermés.

Pour éviter cela, les pays pauvres continuent d'emprunter. Mais pour être en mesure d'obtenir plus d'emprunts, un pays doit se conformer aux conditions de restructuration imposées par le FMI. Il doit réduire sa consommation intérieure tout en produisant plus pour l'exportation afin de pouvoir payer une plus grande partie de la dette. Le pays débiteur doit pénaliser sa propre population en réduisant les subsides alimentaires, la construction de logements et autres services sociaux déjà grandement sous-financés. Il doit dévaluer sa monnaie, geler les salaires et augmenter les prix de sorte que sa population travaille plus durement encore tout en consommant moins. Il doit aussi offrir de généreuses réductions d'impôts aux sociétés étrangères et éliminer les subsides alloués aux entreprises coopératives et étatiques. Le payement de la dette représente aujourd'hui un énorme transfert net de richesses du travailleur pauvre du tiers monde vers les coffres du capital financier international.

L'arme de l'aide étrangère

Pour une grande part, l'aide américaine amène les pays qui la reçoivent à acheter des produits américains à des prix américains, transportés aussi par bateaux américains. Fidèle à son attachement au capitalisme, le gouvernement américain ne prête pas son aide aux entreprises publiques des pays du tiers monde mais au secteur privé. La plus grande partie de l'aide étrangère ne parvient jamais aux secteurs des pays bénéficiaires qui en ont le plus besoin. Elle est utilisée pour subsidier les investissements des sociétés américaines et une part substantielle va remplir les coffres des dictateurs corrompus liés aux compradores. Une partie subsidie les exportations lucra-

tives des entreprises agroalimentaires au détriment des petits fermiers qui cultivent pour les marchés locaux.

L'assistance étrangère, comme tout autre investissement étranger, contribue à une plus grande concentration de richesses pour une minorité et à une plus grande pauvreté pour les autres. Une grande somme d'argent ne peut être injectée dans une société de classes de façon totalement neutre. Elle va ou chez les riches, ou chez les pauvres, c'est-à-dire, la plupart du temps, chez les riches.

L'aide est aussi un puissant moyen de contrôle politique. Elle est interrompue quand des pays pauvres osent mettre sur pied de véritables réformes susceptibles de toucher à la distribution des richesses et du pouvoir. Quand, en 1970, le gouvernement démocratique d'Allende au Chili a entamé, au profit de la classe ouvrière, des réformes qui grevaient les privilèges des riches investisseurs, toute l'aide américaine a été coupée – à l'exception de l'aide à l'armée chilienne qui, elle, était accrue. Dans certains cas, l'aide a été délibérément utilisée pour affaiblir la production locale, comme quand Washington inondait de sorgho et de poulets congelés le marché nicaraguayen pour contrecarrer les fermes coopératives et mettre à mal les réformes agraires, ou quand il a envoyé du maïs en Somalie pour saper la production locale et paralyser les économies des villages indépendants. Il est utile de se rappeler que les exportations agroalimentaires sont elles-mêmes fortement subsidiées par le gouvernement américain.

Un instrument clé de cette aide de classe est la Banque mondiale, un consortium bigarré de banquiers et d'économistes internationaux qui dépensent des milliards de dollars – la plupart du temps ceux des impôts des citoyens américains – pour financer des projets visant à instaurer des régimes répressifs de droite et à subsidier les investissements internationaux aux dépens des pauvres et de l'environnement. En 1980, par exemple, la Banque mondiale a construit une autoroute à travers les forêts tropicales du nord-ouest du Brésil, puis a nivelé des millions d'hectares de terrain pour que les riches éleveurs brésiliens puissent bénéficier de pâturages à bon marché. Le Brésil a envoyé des pauvres de ses favelas le long de cette autoroute pour coloniser ces terres et les épuiser plus encore. En dix ans,

la région était désolée mais regorgeait de maladie et de misère. Comme le dit Jim Hightower : « Tous les voleurs de banques du monde réunis n'ont pas fait le dixième d'un pour cent du tort qu'a causé la Banque mondiale en seulement cinquante ans. »

Une violence rationnelle

Avec la pauvreté et le sous-développement, l'autre legs de la domination économique impérialiste est une répression politique et une terreur d'État insondables. Dans l'histoire de l'impérialisme, il n'y a guère eu, pour ne pas dire pas du tout, de colonisation pacifique. Il a fallu aux envahisseurs une suprématie militaire écrasante et souvent sanguinaire pour confisquer les terres d'autres populations, extorquer des impôts, saper leurs cultures, détruire leurs villes, éliminer leurs artisans et leurs industries et soumettre leur main-d'œuvre au salariat ou à l'esclavage. Tel a été le sort réservé par les Espagnols aux peuples d'Amérique centrale et du Sud ; par les Portugais en Angola, au Mozambique et au Brésil ; les Belges au Congo ; les Allemands dans le Sud-Ouest africain, les Italiens en Libye, en Éthiopie et en Somalie ; les Hollandais aux Indes orientales ; les Français en Afrique du Nord, à Madagascar et en Indochine ; les Anglais en Irlande, en Chine, en Inde, en Afrique et au Moyen-Orient ; les Japonais en Corée, en Mandchourie et en Chine et les Américains en Amérique du Nord (contre les peuples autochtones), aux Philippines, en Amérique centrale, aux Caraïbes et en Indochine. Et la liste n'est certainement pas exhaustive.

Morceler le monde a souvent été considéré par les apôtres de l'impérialisme comme un phénomène naturel, impliquant une « spécialisation internationale de la production ». En fait, la spécificité de l'impérialisme est sa qualité éminemment *non* naturelle, sa dépendance perpétuelle à la coercition et à la répression armée. Les empires n'émergent pas naturellement et innocemment, « comme par inadvertance », comme on l'a dit de l'empire britannique. Ils vont de pair avec une bassesse, une voracité et une violence sans égales. Ils sont construits par l'épée, le fouet et le fusil. L'histoire de l'impérialisme est celle de

l'esclavagisme et du massacre de millions d'innocents, une histoire bien trop horrible pour être convenablement enseignée dans la plupart de nos écoles.

La terreur est l'un des instruments habituels de la domination impérialiste. Avec l'assistance financière et technique de la CIA américaine et d'autres institutions de ce genre, les polices militaires et sécuritaires de nombreux États clients sont instruites dans les règles de l'art sur les procédures de surveillance, d'interrogation, de torture, d'intimidation et d'assassinat. La School Of the Americas (SOA – « école des Amériques ») de l'armée américaine à Fort Benning, en Géorgie, mieux connue à travers toute l'Amérique latine sous le nom d'« école des assassins », entraîne les officiers militaires des pays clients des États-Unis aux méthodes de répression les plus modernes. Dans un pays comme le Salvador, une majorité des officiers impliqués dans l'écrasement des villages et d'autres atrocités sont des diplômés de la SOA.

Les forces de répression des compradores ont forcé leurs victimes à assister à la torture d'amis ou de membres de leur famille, y compris des enfants. Ils ont violé des femmes en présence de parents, brûlé des organes sexuels à l'acide ou à l'eau bouillante, placé des rats dans le vagin des femmes ou dans la bouche des prisonniers, et mutilé, percé ou coupé diverses parties du corps des victimes, y compris les parties génitales, les yeux et la langue. Ils ont injecté de l'air dans les seins des femmes et dans les veines, causant ainsi des morts lentes et affreuses, remué bâtons et baïonnettes dans le vagin ou, pour les hommes, dans l'anus, provoquant ainsi des déchirures mortelles [5].

Dans des pays qui, comme le Nicaragua, le Mozambique, l'Angola et l'Afghanistan, ont connu des gouvernements anticapitalistes et révolutionnaires et ont redistribué les ressources économiques à la population plutôt qu'à l'élite nantie, l'État sécuritaire national américain a soutenu des forces mercenaires antigouvernementales dans des guerres prolongées d'usure qui ont détruit écoles, fermes coopératives, hôpitaux et villages entiers. Des femmes et des jeunes filles ont été violées et des dizaines de milliers d'êtres humains assassinés, handicapés ou psychologiquement détruits. Des milliers de jeunes sont kidnappés et enrôlés dans des forces contre-révo-

lutionnaires soutenues par les États-Unis. Des millions de citoyens sont déracinés et aboutissent dans des camps de réfugiés. Ces guerres prolongées coûtent un prix exorbitant en vies humaines et finissent par forcer les gouvernements révolutionnaires à abandonner leurs programmes.

Dans des pays procapitalistes comme le Salvador et le Guatemala, l'État sécuritaire national américain se range du côté du gouvernement, prêtant une assistance contre-insurrectionnelle indispensable pour supprimer les forces populaires de libération. Sous l'expression « État sécuritaire national américain », j'entends le bureau exécutif de la Maison-Blanche, le National Security Council (NSC – le conseil de sécurité nationale), l'administration de la Sécurité nationale, la CIA, le Pentagone, le FBI et d'autres unités similaires impliquées dans la surveillance, la répression, les couvre-feux et diverses interventions armées tant aux États-Unis qu'à l'étranger.

La guerre prolongée menée contre le peuple du Salvador est l'un des terribles et nombreux exemples de contre-insurrections soutenues par les États-Unis contre un peuple qui se bat pour la justice sociale. Des troupes salvadoriennes entraînées et équipées par les États-Unis ont massacré des villages entiers, comme El Mozote, suspectés de sympathie avec les guérilleros. Entre 1978 et 1994, quelque soixante-dix mille Salvadoriens ont été tués, principalement par des forces gouvernementales, cinq cent quarante mille condamnés à l'exil et deux cent cinquante mille autres déplacés ou contraints par les militaires à se réfugier dans des camps : tout ceci dans un pays de quatre millions d'habitants seulement.

Au Guatemala voisin, les pertes en vies humaines, dues au conflit long de trente-cinq ans que la CIA a soutenu, ont été estimées à cent mille en 1994, sans compter les quelque soixante mille disparus. Environ quatre cent quarante villages suspectés de sympathie avec la guérilla ont été détruits et la plupart de leurs habitants massacrés. Près d'un million de personnes ont fui le pays et un autre million sont devenues des émigrants internes, expropriés de leurs habitations lors de vastes opérations contre-insurrectionnelles. Et les massacres continuent.

En Colombie, des milliers d'hommes ont été tués par les forces gouvernementales dans une longue guerre de guérilla.

Dans les années d'armistice qui ont suivi, plus de mille responsables politiques et militants anticapitalistes ou réformistes, parmi lesquels deux candidats à la présidence de l'Union patriotique et un sénateur colombien qui était à la tête du Parti communiste, ont été assassinés par des groupes paramilitaires d'extrême droite. Les massacres se poursuivent là aussi – sans un seul murmure de protestation des États-Unis qui continuent à envoyer de l'aide militaire en Colombie.

En Indonésie, les militaires soutenus par les États-Unis ont massacré entre un demi et un million de personnes en 1965, détruit le Parti communiste indonésien et tué la plupart de ses sympathisants présumés en ce que même le *New York Times* du 12 mars 1966 avait appelé « un des massacres de masse les plus sanglants de l'histoire politique moderne ». Dix ans plus tard, la même armée indonésienne a envahi le Timor-Oriental, renversé son gouvernement réformiste et éliminé entre cent et deux cent mille personnes sur une population de six cent mille habitants. L'agression avait débuté le lendemain d'une visite d'État du président Gerald Ford et de son secrétaire d'État Henry Kissinger en Indonésie. Dans le *New York Times* du 12 août 1994, Philip Liechty, un agent de la CIA présent sur place à l'époque, a expliqué que le général indonésien Suharto « avait explicitement eu le feu vert pour faire ce qu'il fit ». Liechty notait que la plupart des armes utilisées par les militaires indonésiens, tout comme les munitions et le ravitaillement, provenaient des États-Unis.

La force militaire est bien plus évidente aujourd'hui que lors des conquêtes et des occupations coloniales. Les États-Unis détiennent la plus puissante machine militaire du monde. Son but officiel était de protéger la démocratie d'une agression communiste. Mais la véritable mission de l'armée américaine – telle qu'elle a été démontrée au Viêt-nam, au Cambodge, au Laos, au Liban, en République dominicaine, à la Grenade et au Panama – n'était pas de parer à des invasions russes ou cubaines, elle était d'empêcher des gouvernements autochtones anticapitalistes, révolutionnaires ou populistes-nationalistes de l'emporter.

La force militaire américaine est aussi utilisée indirectement, en soutenant des armées, des gendarmeries et des unités de renseignements ou de sécurité dans le tiers monde – y

compris les escadrons de la mort. Leur but n'est pas de préserver des gouvernements dictatoriaux d'une invasion communiste inexistante mais de supprimer ou de terroriser les éléments rebelles au sein de leur propre population ou dans des pays voisins – comme le Maroc le fait au Sahara occidental ou l'Indonésie au Timor-Oriental.

En plus de financer les forces intérieures de contre-espionnage et de sécurité dans le tiers monde, le gouvernement américain est impliqué dans l'essor des forces militaires et leur prise de pouvoir dans une grosse dizaine de pays clients, parmi lesquels la Corée du Sud, la Turquie, l'Indonésie, l'Argentine et Taiwan, en leur fournissant des avions de combat, des hélicoptères armés, des tanks, des véhicules blindés, des systèmes d'artillerie, des frégates et des missiles téléguidés.

Les théoriciens et les praticiens de l'impérialisme trouvent nécessaire d'utiliser ces mesures de coercition extrêmes pour mettre en œuvre leurs stratégies de domination politico-économique. Les sbires de mauvaise réputation chargés du sale boulot, celui d'assassiner ou de torturer, ne sont pas nés sadiques ou bourreaux. Ils sont entraînés aux techniques requises par leurs conseillers de la CIA. Les tortionnaires des gouvernements en Amérique latine ont admis eux-mêmes qu'ils étaient des «professionnels» dont la tâche est de soustraire des renseignements aux *subversivos* pour être en mesure de mieux leur faire la guerre. De même, les escadrons de la mort n'assassinent pas au hasard. Ils ciblent avec soin les opposants politiques, les dirigeants syndicaux, les manifestants étudiants, les prêtres progressistes et les journalistes qui s'avèrent être trop critiques.

Les agents de la CIA qui mettent au point ces programmes violents ne se considèrent évidemment jamais comme impliqués dans une tâche aussi peu noble que la défense des intérêts américains à l'étranger. S'il leur arrive d'admettre que certaines de leurs méthodes ont un goût amer, c'est pour insister tout aussitôt sur la nécessité de combattre le feu par le feu et le fer par le fer, et exposer qu'une victoire communiste est un péril bien plus grand que les moyens répressifs qu'ils sont, quels qu'ils soient, amenés à utiliser. Par conséquent, ils justifient leurs crimes en expliquant que leurs victimes sont des criminels. Les combattants de la sécurité nationale ne soutiennent

pas arbitrairement les tortionnaires et les escadrons de la mort, leur assistance s'inscrit dans un processus d'extermination et de répression destiné à la défense d'intérêts politico-économiques spécifiques.

Pour protéger des intérêts privés à l'étranger, l'impérialisme doit construire un système de sécurité soutenu par l'État. L'État émet parfois une exigence au nom d'intérêts privés bien avant que des investisseurs soient prêts à le faire pour eux-mêmes. Il y a près d'un siècle, le président Wilson l'a clairement exposé en affirmant que le gouvernement « doit ouvrir ces portes commerciales (celles de l'étranger – NdA) et les garder grandes ouvertes, les ouvrir avant que ce ne soit, à proprement parler, rentable de les ouvrir ou raisonnable de demander aux capitaux privés de le faire pour une entreprise ».

L'État doit protéger non seulement les investissements étrangers d'entreprises particulières, mais aussi la totalité du processus d'accumulation du capital lui-même. Cela implique nécessairement la suppression automatique de mouvements révolutionnaires et populistes-nationalistes qui tentent de construire des systèmes économiques alternatifs selon des principes plus égalitaires et collectivistes.

L'impérialisme de basse intensité

Pour porter la mort et la destruction dans des mouvements de guérilla ou des pays qui poursuivent des plans alternatifs de développement, les impérialistes américains ont développé la logique du « conflit de basse intensité » avec dans la tête leur propre opinion nationale. Cette approche part du point de vue que les forces de guérilla du tiers monde ont rarement, sinon jamais, été capables de remporter une victoire militaire totale contre l'armée d'occupation d'une puissance industrielle ou celle des compradores. Le mieux que les guérillas puissent espérer est de mener une guerre prolongée qui prive le pays impérialiste d'une victoire définitive, jusqu'à amener la population de ce dernier à s'insurger contre les coûts d'une telle guerre et à s'y opposer. La guerre devient alors *politiquement* trop coûteuse pour que les impérialistes la continuent.

Si la résistance de libération nationale algérienne n'a jamais été en mesure de vaincre les Français, elle a pourtant été suffisamment longue pour précipiter la chute de la IV^e^ République et forcer la France à admettre l'indépendance de l'Algérie. Les guerres que le Portugal a menées en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique se sont avérées tellement interminables et coûteuses que la dictature salazariste en a été déstabilisée jusqu'à en être renversée. Aux États-Unis, la guerre à l'évidence interminable du Viêt-nam a amené le pays à être déchiré par des manifestations de masse, des rassemblements, des émeutes, des désertions et autres actions de résistance radicales.

Pour éviter de nourrir de telles oppositions internes, les hommes de Washington ont développé la technique du conflit de basse intensité, une façon de faire la guerre qui évite tout engagement militaire total et concret et minimise ainsi la mobilisation et la perte de personnel militaire américain. Une guerre de basse intensité est une guerre par procuration utilisant les troupes de gouvernements du tiers monde soutenus par les États-Unis. Avec l'aide de Washington fournissant conseillers et entraîneurs militaires, une puissance de feu supérieure, une assistance en communication et en surveillance ainsi que de généreux subsides, ces forces sont capables de se maintenir indéfiniment et de porter petit à petit la destruction, par de rapides incursions dans le pays et par des escadrons de la mort dans les villes et villages. Elles évitent ainsi une razzia totale contre les forces de guérilla qui aurait peu de chances d'aboutir à la victoire mais inciterait à la critique contre son inutilité et sa sauvagerie.

La guerre menée par les administrations Reagan et Bush Sr contre le Nicaragua a duré près de dix ans, la guerre de contre-insurrection au Salvador plus de quinze ans, aux Philippines plus de vingt, en Colombie plus de trente et, au Guatemala, trente-cinq ans. Avec la mise en œuvre du conflit de basse intensité, il n'y a plus ni massacres de masse, ni engagements militaires massifs, ni victoires ou défaites retentissantes, plus non plus de Diên Biên Phû ou d'offensive du Têt.

L'opinion publique américaine n'est pas encline à l'opposition parce qu'il ne semble pas se passer grand-chose et que l'intervention ne fait pas la une des journaux. Comme les gué-

rilleros eux-mêmes, les interventionnistes poursuivent une guerre prolongée mais cette fois contre le peuple plutôt qu'avec son soutien. Leur but est de démontrer qu'ils ont du temps et des ressources infinies, qu'ils seront capables de résister aux forces de guérilla non seulement militairement mais aussi politiquement, parce qu'il n'y a plus maintenant de pressions de leur propre population pour le retrait des troupes.

Dans le même temps, la force de guérilla ne peut exister sans le soutien de sa propre population qui est elle-même de plus en plus démoralisée par les coûts humains du conflit. Le découragement croissant du peuple salvadorien confronté à la guerre a été l'un des éléments qui ont amené les forces de libération du FSLM à tenter une paix négociée avec un gouvernement salvadorien félon et ses sponsors américains.

Les guérillas guatémaltèques et salvadoriennes n'ont jamais été complètement défaites mais elles ont été militairement contenues, ce qui les mettait dans une position politique de plus en plus difficile. Alors même que le FSLM avait de moins en moins la possibilité de lancer des attaques, celles-ci étaient d'une importance militaire insignifiante et souvent coûteuses en vies humaines. Avec un conflit de basse intensité, les forces de guérilla expérimentent la perte de leur plus grande arme stratégique : la capacité de soutenir plus longtemps de plus grosses pertes que ne le peuvent les impérialistes, celle de leur survivre politiquement. Les forces impérialistes peuvent par contre maintenant rester sur le terrain indéfiniment. Le conflit de basse intensité est une stratégie autant politique que militaire.

Au Nicaragua, au Mozambique, en Angola, en Éthiopie, en Afghanistan et dans d'autres pays, l'intervention impérialiste ne consistait pas en une contre-insurrection antigouvernementale contre la guérilla mais en une campagne féroce des forces mercenaires soutenues par les États-Unis contre les « cibles molles » d'une société favorable à la révolution : les hôpitaux ruraux, les villes, les fermes coopératives et les populations vulnérables. La population visée est saignée et brisée jusqu'à épuisement. L'appel à la paix ne vient plus des populations des pays impérialistes mais de la population du pays meurtri, qui finit par être forcé de se soumettre aux plans de ses agresseurs économiques et politiques.

La mondialisation par le GATT

Parmi les projets des élites politico-économiques, l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain) et le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade – l'« accord général sur les droits de douanes et le commerce ») représentent des tentatives de substituer la souveraineté des sociétés transnationales à celle des États nations. Tels qu'on les présente au public, l'ALENA et le GATT ont pour but de détruire les barrières douanières, d'intégrer les économies nationales dans le système mondial et de faire bénéficier les peuples de tous les pays des bienfaits d'un commerce accru. Ce processus de « mondialisation » est considéré comme un développement historique normal et naturel supposé nous avoir fait passer des marchés locaux aux marchés nationaux et maintenant internationaux.

Le but de l'entreprise transnationale est de devenir véritablement transnationale, de trôner au-dessus du pouvoir souverain de n'importe quel pays tout en étant servie par les pouvoirs souverains de tous les pays. Dans les années 1980, General Motors annonçait qu'il était une entreprise mondiale plutôt que simplement américaine en raison de ses investissements à travers le monde. Comme pour le prouver, General Motors a continué à fermer ses usines aux États-Unis pour en ouvrir de nouvelles à l'étranger. Dans le même esprit, Cyril Siewert, le directeur financier de la société Colgate Palmolive, rapportait dans le *New York Times* du 21 mai 1989 : « Les États-Unis n'ont aucune emprise automatique sur nos ressources (celles de notre société). Il n'y a aucune disposition qui mette en avant les intérêts de notre pays. » Il y a des années, Dow Chemical admettait déjà penser à devenir une société *anationale*, qui n'aurait aucune allégeance – et par conséquent aucune obligation ou comptes à rendre – à aucun pays. Dow Chemical envisageait même l'achat d'une île dans les Caraïbes pour s'y faire enregistrer et se donner ainsi à elle-même tous les pouvoirs.

Avec le GATT, il n'y aura plus besoin de royaumes insulaires pour les sociétés. Leur pouvoir sera élevé au-dessus de la souveraineté de tous les États nations. Les accords du GATT ont créé l'OMC (Organisation mondiale du commerce), une organisation internationale de plus de cent vingt pays signa-

taires disposant du même statut légal que les Nations unies. L'OMC a autorité pour empêcher, supplanter ou édulcorer les lois protégeant l'environnement, les relations sociales, les consommateurs ou les travailleurs de n'importe quel pays. Elle organise des conférences rassemblant des spécialistes du commerce non élus qui jouent le rôle de juges sur des questions économiques, hors de l'emprise d'une quelconque souveraineté nationale et de tout contrôle populaire, assurant de ce fait la subordination des intérêts sociaux au capital financier.

Ces spécialistes, qui ne sont élus par aucun organe ni limités par aucune règle de prévention de conflit d'intérêts, peuvent avoir des intérêts financiers dans les cas précis qu'ils ont à juger. Ils se réunissent en secret, ne publient jamais leurs procès-verbaux et ne sont jamais l'objet d'un appel administratif. Leur fonction est de créer un monde dans lequel les seuls régulateurs et producteurs sont les entreprises transnationales elles-mêmes. Comme Kim Moody l'observait dans ses *Notes de travail* en février 1944, les quelque cinq cents pages des réglementations du GATT ne sont pas dirigées contre le commerce et l'investissement mais contre les gouvernements. Les gouvernements signataires doivent abaisser leurs droits de douane, abolir les subsides agricoles, traiter les sociétés étrangères comme celles de leur propre pays, honorer toute demande de brevet de société et obéir aux règles d'une élite bureaucratique permanente : l'OMC. Si un pays refusait de changer ses lois comme une commission de l'OMC le lui ordonne, le GATT peut imposer des sanctions commerciales internationales privant le pays récalcitrant de marchés et de produits vitaux. Le GATT profite aux grands pays aux dépens des plus faibles et aux intérêts des nantis aux dépens des nôtres.

Sous l'égide du GATT, quelques pays ont déjà avancé que les labels nutritionnels obligatoires sur les produits alimentaires, les lois sur la protection de la faune marine, les normes d'économie d'énergie et d'émission de gaz d'échappement, les mesures d'interdiction de l'amiante, de l'importation de marchandises produites par le travail des enfants, de celles qui viennent d'espèces animales en danger et des pesticides dangereux..., constituent des « barrières commerciales douanières déloyales ». Les citoyens actifs au niveau local, étatique ou fédé-

ral, sont devenus quelque peu gênants pour les sociétés qui agissent au niveau mondial. Dans un rapport de 1994, Ralph Nader notait que l'OMC « voudrait réduire considérablement l'implication des citoyens en matière de commerce », ce qui mettrait à mal la législation américaine et réduirait à néant le peu de souveraineté populaire que nous avons pu mettre en place.

Sous prétexte de protéger les « droits de propriété intellectuelle », le GATT autorise les multinationales à imposer des licences obligatoires et des droits de monopole sur l'agriculture autochtone et communautaire. De ce fait, le GATT renforce la capacité des sociétés à pénétrer les communautés locales autosuffisantes et à s'approprier leurs ressources. Nader donne l'exemple du margousier[6] dont les sécrétions contiennent des propriétés naturelles pesticides, médicales ou autres. Cet arbre cultivé depuis des siècles en Inde a attiré l'attention de bon nombre de sociétés pharmaceutiques qui ont introduit des brevets de monopole, causant des protestations de masse des fermiers indiens. Armées de ces brevets dûment légalisés par l'OMC, les sociétés pharmaceutiques ont obtenu le monopole du contrôle du marché de ces produits.

En général, le GATT soutient l'appropriation privée sur grande échelle de propriétés publiques, de coopératives de propriétaires locaux et de collectifs de travailleurs. Dépourvues de protection douanière, nombre de petites fermes familiales d'Amérique du Nord et d'Europe vont être mises en faillite tandis que les économies agricoles villageoises autosuffisantes d'une grande partie de l'Asie et de l'Afrique seront détruites. Comme le fait remarquer Kim Moody : « Les producteurs paysans du tiers monde seront expropriés de leurs terres par millions, comme cela se passe déjà (sous l'égide de l'ALENA) au Mexique. »

En Amérique du Nord[7], on nous dit que pour rester compétitifs dans le GATT, nous devons améliorer notre productivité tout en réduisant les coûts du travail et de production. Nous devons dépenser moins pour les services sociaux et introduire plus de réductions salariales, de restructurations, de déréglementations et de privatisations. C'est à ce prix seulement que nous pourrions affronter les forces impersonnelles qui nous entraînent. Mais il n'y a en fait rien d'impersonnel à ces forces. Le

GATT a été consciencieusement et longuement planifié par des élites gouvernementales et d'affaires, par des intérêts qui ont explicitement voulu la dérégulation de l'économie mondiale et se sont opposés à tout contrôle démocratique sur les pratiques commerciales.

Comme le capital devient toujours plus mobile et imprévisible avec des programmes tels que l'ALENA ou le GATT, la population de n'importe quelle province, région ou pays rencontrera toujours plus de difficultés à pousser son gouvernement à imposer des régulations protectrices ou à développer de nouvelles formes de production publique. En voici un exemple : d'après les accords de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, le programme d'assurance individuelle unique[8] adopté par la province de l'Ontario a été déclaré « concurrence déloyale » par les compagnies d'assurances américaines. Les citoyens de l'Ontario n'ont pas été autorisés à exercer leur pouvoir souverain pour instaurer un système alternatif d'assurance non commerciale.

Depuis le milieu des années soixante-dix, en Amérique latine, en Asie et même en Europe et en Amérique du Nord, des forces conservatrices ont fait fortement pression pour s'emparer d'industries et de services publics (mines, usines, puits de pétrole, banques, chemins de fer, régies téléphoniques, services publics, chaînes de télévision, services postaux, soins de santé et compagnies d'assurances) et les revendre à des prix avantageux à des intérêts privés pour qu'ils en tirent des profits.

En Inde, comme dans quelques autres pays, des dirigeants à orientation nationaliste ont tenté non sans un certain succès de repousser les sociétés occidentales, d'exclure les investisseurs étrangers de leur Bourse, de construire leur secteur public et de fabriquer sur place des biens de consommation pour leurs marchés locaux. Les liens économiques de l'Inde avec l'Union soviétique ont soutenu de tels efforts. Mais avec la chute de l'Union soviétique, l'avènement du GATT et la venue au pouvoir d'un nouveau gouvernement conservateur à New Delhi, l'Inde est prête pour la recolonisation. Au début des années 1990, ces sociétés occidentales qui avaient été évincées comme Coca-Cola sont revenues, les investissements occidentaux ont afflué, des industries et des marchés de consom-

mateurs entiers sont à nouveau passés complètement sous contrôle étranger et des industries gouvernementales ont été privatisées malgré les protestations de leurs employés, entraînant d'inévitables réductions d'emplois et de salaires. Un processus similaire s'est fait jour dans tous les pays d'Europe de l'Est qui connaissaient auparavant des économies largement subsidiées par l'Union soviétique.

Conçue pour laisser la destinée économique mondiale à la délicate merci des banques et des sociétés multinationales, la mondialisation est une extension logique de l'impérialisme, une victoire de l'empire sur la république et du capital financier international sur la démocratie.

Chapitre 3

Intervention : Qui baigne ? Qui saigne ?

Les États-Unis sont aujourd'hui le premier partisan de la recolonisation et le principal opposant au changement révolutionnaire à travers le monde. Sortis de la Deuxième Guerre mondiale relativement indemnes, supérieurs à tout autre pays industrialisé en richesses, en capacités productives et forces armées, les États-Unis sont devenus le premier fournisseur et le principal protecteur du capitalisme mondial. À en juger à la fois par la taille de ses investissements financiers et de sa force militaire, et à l'aune de tous les repères impérialistes à l'exception de la colonisation directe, l'empire américain est le plus formidable empire de toute l'histoire, bien plus que la Grande-Bretagne du XIX^e siècle ou que la Rome antique.

Un empire militaire mondial

Le pouvoir américain a pour objectif concret de préserver non seulement le système capitaliste international mais aussi l'hégémonie américaine sur ce système. Le rapport du Pentagone de 1992 baptisé *Defense Planning Guidance* presse les États-Unis à continuer à dominer le système international en « décourageant les pays industriellement avancés de concurrencer la suprématie américaine ou simplement d'aspirer à un rôle mondial ou régional plus important ». Les idéologues du Pentagone

affirment que les États-Unis peuvent, en maintenant cette domination, assurer « une zone de paix et de prospérité *adaptée aux besoins du marché* qui englobe plus des deux tiers de l'économie mondiale » (souligné par l'auteur).

Ce pouvoir mondial est excessivement coûteux. Aujourd'hui, les États-Unis dépensent plus en armements militaires et en autres moyens de « sécurité nationale » que l'ensemble du reste du monde. Les dirigeants américains sont à la tête d'un appareil militaire mondial d'une ampleur jamais encore égalée dans l'histoire de l'humanité. En 1993, il comprenait près d'un demi-million d'hommes stationnés dans trois cent quatre-vingt-quinze bases militaires principales, d'autres centaines d'installations de moindre importance dans trente-cinq pays étrangers, ainsi qu'une flotte plus importante en tonnage et puissance de feu que toutes les autres marines du monde réunies, constituée de croiseurs lance-missiles, de sous-marins nucléaires, porte-avions nucléaires, de contre-torpilleurs et de bateaux-espions qui naviguent sur tous les océans et mouillent sur chaque continent. Des escadrons de bombardiers américains et leurs missiles de longue portée peuvent atteindre n'importe quelle cible, avec une force explosive telle qu'elle pourrait détruire des pays entiers et avec une capacité d'anéantissement de plus de huit mille têtes nucléaires stratégiques et vingt-deux mille tactiques. Les forces de déploiement rapide ont une puissance de feu en armement conventionnel largement supérieure à celle de n'importe quel autre pays, capable de massacrer en toute impunité, ainsi que cela a été démontré en Irak en 1990-1991[9].

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement américain a consacré plus de deux cents milliards de dollars à l'aide militaire pour entraîner, équiper et subsidier plus de deux millions trois cent mille hommes et forces de sécurité internes dans près de quatre-vingts pays, non pour qu'ils puissent se défendre contre des invasions extérieures mais pour protéger les oligarchies dirigeantes et les investisseurs multinationaux des dangers d'une insurrection anticapitaliste interne. Parmi les bénéficiaires, on retrouve les autocraties militaires les plus célèbres de l'histoire, des pays qui ont tué, torturé ou autrement maltraité bon nombre de leurs citoyens

parce qu'ils avaient des opinions politiques discordantes comme la Turquie, le Zaïre, le Tchad, le Pakistan, le Maroc, l'Indonésie, le Honduras, le Pérou, la Colombie, le Salvador, Haïti, Cuba sous Batista, le Nicaragua sous Somoza, l'Iran sous le Shah, les Philippines sous Marcos et le Portugal sous Salazar.

Les dirigeants américains professent un indéfectible attachement à la démocratie. Pourtant, depuis la Deuxième Guerre mondiale, des gouvernements réformistes démocratiquement élus au Guatemala, en Guyane, en République dominicaine, au Brésil, au Chili, en Uruguay, en Syrie, en Indonésie sous Sukarno, en Grèce, en Argentine, en Bolivie, à Haïti et dans de nombreux autres pays ont été renversés par des militaires procapitalistes qui étaient financés et aidés par l'État sécuritaire national américain.

L'État sécuritaire national américain a participé à des actions secrètes ou des guerres mercenaires par procuration contre des gouvernements révolutionnaires à Cuba, en Angola, au Mozambique, en Éthiopie, au Portugal, au Nicaragua, au Cambodge, au Timor-Oriental, au Sahara occidental et ailleurs, occasionnant en général une épouvantable dévastation et des pertes en vies humaines énormes au sein de la population. Des actions hostiles ont également été menées contre des gouvernements réformistes en Égypte, au Liban, au Pérou, en Iran, en Syrie, au Zaïre, en Jamaïque, au Yémen du Sud, aux Fidji et ailleurs.

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les forces américaines ont directement envahi ou lancé des attaques aériennes contre le Viêt-nam, la République dominicaine, la Corée du Nord, le Laos, le Cambodge, la Grenade, le Panama, la Libye, l'Irak et la Somalie[10], semant ainsi à des degrés divers la destruction et la mort.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, les forces militaires américaines avaient mené une guerre prolongée sanglante pour la conquête des Philippines de 1899 à 1903. Avec quatorze autres pays capitalistes, les États-Unis ont envahi et occupé des territoires de la Russie socialiste de 1918 à 1921. Les forces expéditionnaires américaines se sont battues en Chine aux côtés d'autres pays occidentaux pour écraser la révolution des Boxers et garder les Chinois sous la botte des colonisateurs nord-américains et européens. Les marines américains ont envahi

et occupé le Nicaragua en 1912 puis de 1926 à 1933, Haïti de 1915 à 1934, Cuba de 1898 à 1902, le Mexique en 1914 et 1916. Il y a eu six invasions du Honduras entre 1911 et 1925 et le Panama a été occupé entre 1903 et 1914.

Les raisons des interventions

Pourquoi un pays prétendument pacifique et démocratique a-t-il jugé nécessaire d'utiliser tant de violence et de répression contre tant de peuples dans tant de lieux ? Un but important de la politique américaine est de rendre le monde plus sûr pour les *Fortune* 500 [11] et pour son système mondial d'accumulation du capital. Les gouvernements qui se battent pour quelque forme que ce soit d'indépendance économique ou de politique populaire de redistribution des richesses et qui tentent de consacrer leur surplus économique à des secteurs non marchands destinés à la population, sont les plus exposés à subir les vents de colère d'une intervention ou d'une invasion américaine.

Les « ennemis » désignés peuvent être des gouvernements réformistes, populistes ou militaires comme le Panama de Torrijo (et même de Noriega), l'Égypte de Nasser, le Pérou de Velasco et le Portugal de Salazar ; des gouvernements chrétiens comme le Nicaragua des sandinistes, ou sociaux-démocrates comme le Chili d'Allende, la Jamaïque de Manley, la Grèce de Papandreou et la République dominicaine de Bosch, des gouvernements marxistes-léninistes comme Cuba, le Viêt-nam, la Corée du Nord, un ordre islamique révolutionnaire comme la Libye de Khadafi ou même un régime militaire conservateur comme l'Irak de Saddam Hussein quand il ne se conforme pas aux quotas et prix pétroliers.

Les données publiées montrent que les États-Unis sont la première puissance interventionniste du monde. Les raisons en sont multiples et se recoupent.

Protéger les investissements directs

En 1907, Wilson reconnaissait le rôle de soutien que joue l'État capitaliste en faveur du capital privé : « Puisque le commerce ignore les frontières nationales et que les entrepreneurs

insistent pour avoir le monde comme marché, la bannière de leur pays doit les suivre et les portes des États qui leur seraient fermées doivent êtres enfoncées. Les concessions obtenues par les financiers doivent être préservées par le gouvernement, même si la souveraineté de pays récalcitrants est entamée dans l'affaire. Les colonies doivent être obtenues ou plantées, de sorte qu'aucun coin utile de la terre ne soit négligé ou dédaigné.» Plus tard, en tant que président des États-Unis, Wilson notait que les États-Unis étaient impliqués dans une lutte pour «le commandement des richesses économiques du monde».

À la fin du XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle, d'importants investissements américains en Amérique centrale et aux Caraïbes ont occasionné de fréquentes interventions militaires, des guerres d'usure, des occupations prolongées ou même des acquisitions territoriales directes comme Hawaï, Porto Rico, et la Zone du Canal de Panama. Les investissements se sont souvent opérés dans les ressources naturelles du pays : le sucre, le tabac, le coton et les métaux précieux. Dans leur majorité, les interventions dans le Golfe en 1991 (voir chapitre 6) et en Somalie en 1993 (voir chapitre 7) ont servi à protéger respectivement les profits et les prospections du pétrole.

Après la guerre froide, l'amiral Charles Larson remarquait que, bien que les forces militaires américaines aient été réduites dans certaines parties du monde, elles demeuraient néanmoins à d'impressionnants niveaux dans la région Asie-Pacifique, parce que le commerce américain y était bien plus important qu'avec l'Europe ou l'Amérique latine. L'expert naval Charles Meconis a également mis l'accent sur «l'importance économique de la région» comme raison de la forte présence militaire américaine dans le Pacifique (voir Daniel Schirmer, *Monthly Review*, juillet-août 1994). Dans ces exemples, l'épée accompagne le dollar.

Créer des opportunités de nouveaux investissements

C'est parfois le dollar qui accompagne l'épée, quand la puissance militaire crée des opportunités de nouveaux investissements. Ainsi, les dirigeants américains, évoquant l'«instabilité politique», ont envahi Haïti en 1915 et y ont écrasé la milice populaire. Les troupes y sont restées dix-neuf ans. Pendant

tout ce temps, les investisseurs français, allemands et britanniques ont été chassés de ce pays et les entreprises américaines ont triplé leurs investissements.

Plus récemment, les sociétés taiwanaises ont donné la préférence aux entreprises américaines plutôt qu'aux japonaises parce que les militaires américains protégeaient Taiwan. En 1993, l'Arabie saoudite a signé, exclusivement avec des compagnies américaines, un contrat d'une valeur de six milliards de dollars pour des avions de ligne. Écarté de la transaction, un consortium européen s'est plaint que Washington ait mis sous pression les Saoudiens qui étaient devenus tributaires des États-Unis pour leur sécurité militaire dans l'après première guerre du Golfe.

Préserver la domination politico-économique et le système d'accumulation du capital

Les investissements spécifiques ne sont pas la seule préoccupation des impérialistes. Ils ont la responsabilité générale de sauvegarder le système de classe mondial, de conserver l'accès des investisseurs transnationaux aux terres, à la main-d'œuvre, aux ressources naturelles et aux marchés mondiaux. Le *processus* tout entier d'investissement et de profit est bien plus important que les holdings particuliers. Pour défendre ce processus, les États impérialistes contrecarrent et écrasent les mouvements populaires qui tentent toutes sortes de politiques de redistribution, leur envoyant ainsi, à eux comme aux autres, le message clair que s'ils essaient de se développer en transgressant les prérogatives du capital international, ils auront à en payer le prix fort.

Dans deux des interventions américaines les plus notables, en Russie soviétique de 1918 à 1920 et au Viêt-nam de 1954 à 1973, la plupart des investissements étaient européens et non américains. Dans ces exemples comme dans d'autres, l'intention était d'empêcher l'émergence d'ordres sociaux concurrents et de supprimer toute alternative possible à l'État client capitaliste. C'est aujourd'hui encore l'objectif, avec les pays plus récemment ciblés du Yémen du Sud, de la Corée du Nord et de Cuba.

Ronald Reagan avait raison quand il avouait que son invasion de la Grenade n'était pas destinée à protéger la fourniture

de noix muscades aux États-Unis. Il y avait plein d'autres muscades à prendre en Afrique. Il reconnaissait que les ressources naturelles de la Grenade n'étaient pas cruciales. De même, la collectivisation révolutionnaire d'un pays pauvre d'à peine plus de cent mille âmes ne représentait pas pour le capitalisme mondial un grand danger de perdre des investissements. Mais si un nombre suffisant de pays suivaient cet exemple, cela mettrait effectivement en péril le système capitaliste mondial.

L'invasion de Reagan à la Grenade a servi de message aux autres pays des Caraïbes sur le sort qui attendait toute nation qui chercherait à sortir de son statut d'État client. Les envahisseurs ont ainsi mis fin aux programmes révolutionnaires de réforme agraire, de soins de santé, d'éducation et de coopératives du New Jewel Movement. Aujourd'hui, avec un taux de chômage atteignant de nouveaux sommets et une pauvreté toujours plus criante, la Grenade est à nouveau fermement arrimée au monde du libre marché. Tout État intéressé de la région a pu en prendre bonne note.

Le premier souci de l'État impérialiste n'est pas de protéger les investissements directs d'une quelconque société, même si parfois il s'en charge, mais plutôt de protéger le système mondial d'accumulation du capital privé de la concurrence d'autres systèmes. Le cas de Cuba illustre ce fait. Il a été dit que l'embargo de Washington contre Cuba fermait la porte à des milliards de dollars d'investissements attractifs et à de nombreuses opportunités commerciales pour les sociétés américaines et il en a été erronément conclu que la politique américaine n'était pas mue par des intérêts économiques. Cela, en fait, démontre précisément le contraire : un refus de tolérer ces États qui tentent de se libérer du système capitaliste mondial.

Le but de l'État capitaliste est de contribuer à l'avancement de l'ensemble du système capitaliste que les intérêts individuels des entreprises ne peuvent porter. Laissées à leurs propres habitudes concurrentielles, les entreprises montrent bien des réticences à se conformer à certaines règles non écrites d'intérêt global commun. Ceci est vrai à la fois pour les économies nationales et pour les investissements à l'étranger. Comme toute bonne organisation politique, une entreprise commerciale peut avoir un intérêt général à long terme à l'écrasement du socia-

lisme cubain, mais un intérêt immédiat plus tentant à commercer avantageusement avec la classe ennemie. Il reste à l'État à contraindre les sociétés particulières à s'aligner[12]. Ce ne sont pas les investissements avec un pays quelconque du tiers monde qui sont en jeu, mais la sécurité à long terme de l'ensemble du système d'investissements transnationaux. Aucun pays poursuivant une trajectoire indépendante de développement ne sera autorisé à y parvenir et servir ainsi de dangereux exemple pour les autres pays.

Des confusions communément admises

Des critiques ont argué que des facteurs économiques n'ont pas exercé d'influence importante sur la politique interventionniste des États-Unis parce que la plupart des interventions ont eu lieu dans des pays qui n'ont que peu de richesses naturelles et dans lesquels il n'y pas d'investissements américains d'envergure, comme la Grenade, le Salvador, le Nicaragua et le Viêt-nam. Cela reviendrait à dire que la police n'est pas concernée par la protection des richesses et de la propriété parce que la plupart de ses actions musclées se font dans des quartiers pauvres. Les forces interventionnistes ne vont pas là où se trouve le capital comme tel, mais là où il est menacé. Elles ne sont jamais intervenues dans la riche Suisse par exemple, parce que le capitalisme y est relativement à l'abri et hors controverse. Mais si des partis de gauche devaient s'emparer du pouvoir à Berne et tentaient de nationaliser les banques suisses et les grandes propriétés, les puissances industrielles occidentales y consacreraient très probablement une attention pressante.

Des observateurs maintiennent que les interventions sont alimentées par l'appareil sécuritaire national lui-même : le Département d'État, le Conseil de sécurité nationale et la CIA. Ces agences se trouveraient de nouveaux ennemis et de nouvelles crises pour justifier leur propre existence et augmenter ainsi leurs allocations budgétaires. Un tel point de vue occulte les réalités d'intérêts de classe et de pouvoir. Il accrédite l'idée que les responsables politiques ne servent aucune autre cause que l'accroissement de leur propre bureaucratie. Cette idée

renverse la cause et l'effet. Ce serait un peu comme dire que le cheval est la cause des courses hippiques. Ce serait considérer l'État sécuritaire national comme instigateur de l'intervention alors qu'il en est seulement un des instruments majeurs. Les dirigeants américains ont engagé des actions interventionnistes bien avant que la CIA et le NSC aient existé.

Richard Barnet, un de ceux qui défendent l'idée que l'État se développe par génération spontanée, récuse les « raisons plus communes ou plus sinistres » de l'impérialisme économique. Quel que soit leur système économique, il soutient que tous les grands États industriels cherchent à projeter leur puissance et leur influence dans leur quête de domination et de sécurité. Il est évident que la recherche de sécurité est un souci réel pour chaque État. Mais les investissements en capital des sociétés multinationales s'étendent de manière bien plus dynamique que l'expansion économique menée sous des gouvernements socialistes et précapitalistes.

En fait, les cas étudiés dans le livre de Barnet intitulé *Intervention et révolution* se réfèrent aux affaires commerciales plus qu'aux bureaucraties de sécurité nationale, comme mobile premier des interventions américaines. L'anticommunisme et la menace soviétique semblent moins y être une source d'inspiration politique qu'une manœuvre de propagande destinée à effrayer l'opinion publique américaine et rallier son soutien dans des engagements à l'étranger. Les raisons réelles que Barnet récuse semblent cependant bien être à l'œuvre dans les cas qu'il étudie, comme par exemple la Grèce, l'Iran, le Liban et la République dominicaine, et plus précisément le désir de sécuriser l'accès aux marchés et aux matières premières ainsi que le besoin, explicitement cité par divers décideurs politiques, de protéger la libre entreprise à travers le monde.

On pourrait se plaindre que cette analyse soit « simpliste » parce qu'elle réduit tout évènement international à des mobiles économiques et de classe et qu'elle ignore toute autre variable comme la géopolitique, la culture, l'ethnicité, le nationalisme, l'idéologie et l'éthique. Mais je ne dis pas que la lutte pour maintenir l'hégémonie capitaliste mondiale soit l'explication de toute la politique mondiale ni même de la politique étrangère américaine. Cependant, cette conception du monde

n'explique-t-elle pas beaucoup de choses dont nous aurions avantage à être conscients ? Si les principaux faiseurs d'opinion veulent dépeindre la vie politique dans toute sa complexité, pourquoi refusent-ils si soigneusement de décrire les réalités planétaires de l'impérialisme ?

L'existence d'autres variables, comme le nationalisme, le militarisme, la recherche de sécurité nationale et la poursuite du pouvoir et de la domination hégémonique, ne nous contraint ni à occulter les réalités économiques ni à traiter les autres variables comme isolées des intérêts de classe. Ainsi, le désir d'étendre la puissance stratégique américaine dans une région particulière est au moins en partie motivé par celui de stabiliser la région selon les intérêts des élites politico-économiques – et c'est là la raison pour laquelle la région attire en premier lieu l'attention.

En d'autres termes, diverses considérations se renforcent l'une l'autre. La croissance des investissements à l'étranger sollicite le besoin de protection militaire. À son tour, celle-ci fait naître le besoin de sécuriser les bases et d'établir des alliances avec d'autres pays. Les alliances étendent alors le périmètre de « défense » à maintenir. Un pays particulier devient ainsi non seulement un bien « essentiel » pour notre défense, mais il doit encore être lui-même défendu, comme tout autre bien.

S'inventer des ennemis

Comme on l'a dit au chapitre précédent, l'empire américain est néo-impérialiste dans son mode opérationnel. À l'exception de quelques possessions territoriales, son expansion étrangère est fondée sur le contrôle indirect plutôt que sur la possession directe. Cela ne veut pas dire que les dirigeants américains soient étrangers à l'annexion et à la conquête. La plus grande partie de ce qui constitue aujourd'hui les États-Unis continentaux a été confisquée par la force aux peuples américains autochtones. La Californie et tout le Sud-Ouest des États-Unis ont été pris au Mexique par la guerre. La Floride et Porto Rico ont été soustraits à l'Espagne.

Les dirigeants américains doivent convaincre leur population que les coûts énormes d'un empire sont nécessaires pour

sa sécurité et sa survie. Des années durant, on nous a dit que le tout grand danger qui nous guettait était « la menace communiste mondiale qui a ses quartiers généraux à Moscou ». Le public a accepté d'être très lourdement imposé pour gagner la course aux armements des superpuissances et « contenir l'agression soviétique d'où qu'elle vienne ». Depuis le démantèlement de l'Union soviétique, nos dirigeants politiques nous ont prévenus que le monde regorge de dangereux adversaires qui avaient été précédemment laissés dans l'ombre.

Quels sont ces diaboliques adversaires prêts à sauter sur les États-Unis dès que nous baisserons la garde ou réduirons notre gargantuesque budget militaire ? Pourquoi nous traquent-ils plutôt que, disons, le Danemark ou le Brésil ? Ce scénario d'un monde d'ennemis a été utilisé par les dirigeants de l'empire romain et par les impérialistes britanniques du XIX^e^ siècle. Les ennemis devaient toujours être défiés, requérant toujours plus d'interventions et plus d'expansion. Et quand on ne trouvait pas d'ennemis, on en inventait.

Lorsque Washington dit que « nos » intérêts doivent être protégés à l'étranger, nous pouvons nous poser la question de savoir si nous sommes tous concernés par les buts poursuivis. Des pays lointains, auparavant peu connus de la plupart des Américains, deviennent subitement vitaux pour « nos » intérêts. Pour protéger « notre » pétrole au Moyen-Orient, « nos » ressources et « nos » marchés ailleurs, *nos* fils et filles doivent participer à des opérations militaires à l'étranger financées par *nos* impôts.

La prochaine fois que « notre » pétrole du Moyen-Orient sera menacé, nous pourrions peut-être nous rappeler que très peu d'entre nous sont propriétaires de réserves pétrolières. Pourtant, même des Américains dépourvus de portefeuille sont présumés avoir un intérêt commun avec Exxon ou Mobil parce qu'ils vivent d'une économie dépendante du pétrole. On prétend que si les peuples d'autres pays arrachaient le contrôle de leur pétrole des mains des grandes sociétés américaines, ils refuseraient de nous le vendre. Sans doute préféreraient-ils nous jeter dans les bras de producteurs concurrents et aller eux-mêmes à la ruine en se refusant ainsi les milliards de dollars qu'ils pourraient gagner sur le marché nord-américain.

De fait, les pays qui prennent le contrôle de leurs propres ressources n'agissent pas aussi étrangement. Cuba, le Viêt-nam, la Corée du Nord, la Libye et d'autres seraient heureux d'avoir accès aux marchés de ce pays pour y vendre à des prix égaux ou inférieurs à ceux que proposent les multinationales géantes. Ainsi, quand les peuples du tiers monde, par des nationalisations, des révolutions, ou les deux à la fois, reprennent possession du pétrole de leur propre sous-sol, ou de leur cuivre, de leur étain, de leur sucre ou de toutes autres de leurs ressources, cela ne contredit pas les intérêts de la population active des États-Unis, mais bien plutôt ceux des conglomérats multinationaux qui avaient auparavant l'habitude de profiter si avantageusement de ces entreprises.

Qui débourse ? Qui encaisse ?

On nous amène à croire que le peuple américain a un intérêt commun avec les multinationales géantes, ces mêmes sociétés qui désertent nos régions pour chercher une main-d'œuvre moins chère à l'étranger. La vérité est que sur à peu près toutes les grandes questions, la population n'est pas dans le même bateau que les grandes sociétés. Les coûts politiques ne sont pas répartis équitablement et les bénéfices ne profitent pas également à tous. Les politiques « nationales » d'un pays impérialiste reflètent les intérêts de la classe sociale et économique dominante dans ce pays. Dans l'étude de l'impérialisme, l'élément central d'analyse est bien plus fréquemment la classe que l'État nation.

Quand on traite de l'impérialisme, la tendance à nier l'existence d'intérêts de classes conflictuels mène à de très sérieux malentendus. Des auteurs libéraux comme, par exemple, Kenneth Boulding et Richard Barnet ont mis l'accent sur le fait que les empires coûtent plus qu'ils ne rapportent, particulièrement lorsque des guerres sont menées pour les conserver. Ainsi, de 1950 à 1970, le gouvernement américain a dépensé plusieurs milliards de dollars pour maintenir à tour de bras le pouvoir d'une dictature corrompue aux Philippines, en espérant ainsi protéger aux alentours d'un milliard de dol-

lars d'investissements américains dans ce pays. À première vue, cela n'a pas de sens de dépenser trois milliards de dollars pour n'en protéger qu'un seul. Saul Landau a conclu de même pour les coûts des interventions américaines en Amérique centrale : ceux-ci sont plus élevés que les investissements américains eux-mêmes. Barnet note que « les coûts pour maintenir un privilège impérial excèdent toujours les gains ». On en a déduit que des empires ne valent tout simplement pas de tels dépenses et efforts. Bien avant Barnet, la *Round Table* (« Table Ronde ») des responsables politiques impérialistes en Grande-Bretagne voulait nous faire croire que l'empire n'était pas maintenu par intérêt : « D'un point de vue strictement matériel, l'empire est un fardeau plus qu'une source de profits. » (*Round Table*, t. 1, pp 232 à 239 et 411)

Les empires, c'est évident, ne sont pas bon marché. D'écrasantes dépenses sont nécessaires pour une répression militaire, une occupation prolongée, une administration coloniale, les pots-de-vin versés et les armes fournies aux collaborateurs autochtones de même que pour le développement d'une infrastructure commerciale qui facilite les activités des industries extractives et la pénétration du capital. Mais les empires ne sont pas de mauvaises affaires pour tout le monde. Si les gouvernements des pays impérialistes peuvent y dépenser plus qu'ils n'y gagnent, ceux qui empochent les bénéfices ne sont pas ceux qui payent la note. Comme Thorstein Veblen [13] le remarquait déjà en 1904 dans *The Theory of the Business Enterprise*, les profits d'un empire aboutissent dans les poches de la classe privilégiée des affaires tandis que les coûts sont payés par « le travail du reste de la population ». Les transnationales monopolisent les rentrées de l'empire tout en supportant peu, sinon pas du tout, les coûts publics. Les dépenses nécessaires en armement et en coopération pour rendre le monde plus sûr pour General Motors, General Dynamics, General Electric et les autres General sont payées par le gouvernement américain, c'est-à-dire par les impôts des citoyens.

Il en allait de même pour l'empire britannique en Inde dont les coûts, cette fois, « provenaient des poches du peuple anglais », ainsi que le notait Marx un demi-siècle avant Veblen, et dépassaient de loin ce qui revenait au trésor britannique. Il

en concluait que l'avantage que tirait la Grande-Bretagne de son empire indien était limité aux profits « très considérables » qui s'accroissaient pour quelques individus triés sur le volet, particulièrement une coterie d'actionnaires et de hauts fonctionnaires de la Compagnie des Indes orientales et de la Banque d'Angleterre.

La conquête allemande du Sud-Ouest africain, débutée à la fin du XIX^e^ et poursuivie dans le XX^e^ siècle, restait, comme le note l'historien Horst Dreschler, « une entreprise à perte pour le contribuable allemand ». Cependant, « bon nombre de monopolistes étaient parvenus à s'offrir d'énormes profits de la colonie dans les dernières années de la domination coloniale allemande ». Aujourd'hui, l'impérialisme reste au service de quelques monopolistes, non à celui des nombreux citoyens.

En somme, il n'y a rien d'irrationnel à dépenser trois dollars d'argent public pour en protéger un seul d'investissement privé – rien, du moins, dans la perspective des investisseurs. Pour protéger un de leurs dollars, ils en dépenseront trois, quatre ou cinq des nôtres. En fait, lorsqu'il s'agit de protéger leur argent, ils se moquent du nôtre.

Par ailleurs, le coût d'une intervention américaine particulière ne doit pas être mesuré à l'aune de la valeur de l'investissement américain dans le pays concerné, mais à celle du système d'investissement mondial. On sait que le coût de l'arrestation d'un voleur de banques est parfois plus élevé que le montant qu'il a volé. Mais si les voleurs étaient autorisés à faire ce qu'ils veulent, cela encouragerait les autres à suivre leur exemple et mettrait le système banquier tout entier en péril.

Ce qui est donc en jeu dans ces différentes guerres de répression, ce n'est pas seulement l'investissement effectué dans un pays quelconque mais la sécurité de l'ensemble du système du capital financier. Aucun pays ne peut être autorisé à poursuivre une course indépendante de développement autonome. Aucun ne peut le faire impunément ou sans entrave. Aucun ne doit servir d'exemple ou être source de soutien concret pour d'autres qui voudraient suivre une voie politico-économique autre que le mal-développement proposé par le capitalisme mondial.

Le mythe de l'impérialisme populaire

Ceux qui pensent empire dans les seuls termes des intérêts nationaux plutôt que dans ceux des intérêts de classe sont amenés à mal interpréter la nature de l'impérialisme. Dans son *American Diplomacy 1900-1950*, George Kennan décrit l'expansion impérialiste américaine de la fin du XIX^e^ siècle comme un résultat de l'aspiration populaire : le peuple américain « aimait tout simplement l'odeur d'un empire » et voulait « dorer au soleil de la reconnaissance comme une des grandes puissances impériales mondiales ».

Dans le *Progressive* d'octobre 1984, les auteurs libéraux John Buell et Matthew Rothschild énoncent que « la psychologie américaine mène inévitablement à être les plus grands, les meilleurs, les plus riches et les plus forts. Il n'y a qu'à écouter la rhétorique de nos responsables politiques. » Mais cette rhétorique reflète-t-elle réellement les sentiments de la plupart des Américains qui se révèlent en fait être farouchement opposés à l'interventionnisme dans la plupart des sondages ? Buell et Rothschild affirment que « lorsqu'un pays du tiers monde – que ce soit Cuba, le Viêt-nam, l'Iran ou le Nicaragua – rejette notre façon de faire, nos ego en prennent un coup ». Ce que de tels pays rejettent en fait, ce sont les voies du capitalisme mondial – et c'est ce que les dirigeants socio-économiques américains ne peuvent tolérer. Faire de la psychologie sur les ego collectifs endoloris nous amène à porter la condamnation de l'impérialisme sur le dos des citoyens américains qui ne sont ni les fondateurs ni les bénéficiaires de l'empire.

De même, l'historien William Appelman Williams, dans son *Empire As A Way Of Life*, fustige le peuple américain pour être devenu dépendant des conditions de l'empire. Il semble que « nous » aimions l'empire. « Nous » vivons au-dessus de nos moyens et « nous » avons besoin de l'empire comme partie intégrante de notre mode de vie. « Nous » exploitons le reste du monde et ne savons pas comment retourner à une vie plus simple. Cela implique que ce soit « nous » qui profitions des entreprises qui filent à l'étranger y exporter nos emplois et exploiter les peuples du tiers monde. « Nous » avons décidé d'envoyer des troupes en Amérique centrale, au Viêt-nam et au

Moyen-Orient et « nous » avons pensé renverser des gouvernements démocratiques dans au moins une douzaine de pays à travers le monde. Et « nous » avons appelé à la construction d'un réseau mondial de contre-insurrection, de tortionnaires policiers et d'escadrons de la mort dans de nombreux pays.

Pour Williams, la politique impérialiste est un produit de la pensée de masse. En vérité, les Américains ordinaires se sont traditionnellement opposés aux interventions ou les ont très frileusement soutenues. Des sondages d'opinion organisés lors de la guerre du Viêt-nam ont montré que le public souhaitait un règlement négocié et le retrait des troupes américaines. La population américaine a soutenu l'idée d'un gouvernement de coalition au Viêt-nam qui inclurait les communistes ainsi que des élections, même si les communistes les remportaient.

Louis Harris rapportait que, d'après un de ses sondages, de 1982 à 1984, les Américains ont refusé à plus de trois contre un l'accroissement de l'aide militaire au Salvador et son appareil militaire autocratique. Des sondages menés par des chaînes de télévision ont révélé que quatre-vingts pour cent de la population condamnaient l'envoi de troupes dans ce pays et que soixante-sept pour cent étaient opposés au minage des ports nicaraguayens et à l'aide fournie aux Contras (l'armée mercenaire de droite soutenue par la CIA qui menait une violente guerre d'usure contre la population civile nicaraguayenne). Un sondage mené en 1983 par le *Washington Post* et *ABC News* a montré que six de nos concitoyens contre un étaient opposés à toute tentative des États-Unis pour renverser le gouvernement nicaraguayen. À plus de deux contre un, l'opinion publique considérait que la cause la plus importante de l'instabilité en Amérique centrale n'était pas la subversion cubaine, nicaraguayenne ou soviétique mais la « pauvreté et l'absence de droits de l'Homme dans cette région ».

La bouffonnerie des rubans jaunes hyperpatriotiques arborés en 1991 par les Américains ne peut être non plus considérée comme la cause de la guerre du Golfe. Elle n'en était qu'un des révoltants et décourageants sous-produits. Jusqu'à la veille de ce conflit, les sondages d'opinion montraient que les Américains préféraient un retrait négocié des troupes irakiennes plutôt que l'engagement militaire direct des États-Unis. C'est

seulement quand les troupes américaines sont entrées en action que les slogans « Avec nos soldats » et « Pour la victoire » se sont emparés de l'opinion publique et en ont nourri la mentalité, gonflée comme toujours par une machine de propagande médiatique patriotarde.

Une fois la guerre entamée, spécialement dans les cas où une victoire facile et rapide est en vue, certaines personnes suspendent tout jugement critique et s'affirment aveuglément comme hyperpatriotes. On pourrait prendre l'exemple de ce petit homme d'affaires du Massachusetts qui annonçait être un « fervent partisan » de l'engagement militaire américain dans le Golfe et qui, pourtant, admettait ne pas vraiment savoir de quoi il retournait : « C'est quelque chose que j'aimerais connaître, pour quelle raison nous battons-nous ainsi ? » (*New York Times*, 15 novembre 1990)

Aux lendemains enchanteurs du triomphe dans le Golfe, George Bush Sr était crédité de quatre-vingt-treize pour cent d'opinions favorables et était certain d'une nouvelle victoire électorale en 1992. Pourtant, en l'espace d'un an, les Américains se sont débarrassés de leur beau ruban jaune et ont fait l'expérience d'une dépression *post bellum* remplie de craintes sur l'emploi, l'argent, les impôts et les autres réalités de la vie. La popularité de Bush s'évaporait et il fut vaincu par un gouverneur de l'Arkansas encore peu connu et déjà gangrené par les scandales.

Qu'il soutienne une intervention particulière ou s'y oppose, le peuple américain ne peut être considéré comme la force qui motive une politique de guerre. Il n'oblige pas ses dirigeants à la guerre dans un élan d'hystérie populaire. C'est plutôt le contraire : ses dirigeants l'entraînent dans la course et font sortir ce qu'il a de pire en lui. Et même là, il y a encore des centaines de milliers de personnes qui demeurent activement opposées à de telles interventions et des millions d'autres qui pensent avec raison que de telles entreprises ne servent pas leurs intérêts.

L'impérialisme culturel

L'impérialisme exerce un contrôle sur l'univers de la communication. Les films américains, les shows télévisés, la musique,

les modes et les biens de consommation inondent l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique, de même que l'Europe occidentale et orientale. Les stars du rock et d'autres vedettes américaines jouent devant des publics plein d'enthousiasme de Madrid à Moscou et de Rio à Bangkok. Les agences publicitaires américaines dominent l'industrie de la publicité dans le monde entier.

Des millions de reportages, de photographies, de commentaires, d'éditoriaux, de publications professionnelles et de récits médiatiques américains saturent chaque année la plupart des autres pays. Des millions de bandes dessinées et de magazines qui condamnent le communisme et portent aux nues les mérites du libre marché sont traduits dans des dizaines de langues différentes et distribués par des agences de (dés)information américaines. La CIA possède de fait, à elle seule, plus de deux cents journaux, magazines, agences de presse et maisons d'édition à travers le monde.

Des agences financées par le gouvernement américain, comme le National Endowment for Democracy et l'Agency for International Development, ainsi que la Ford Foundation et autres institutions de ce genre entretiennent des universités dans le tiers monde en fournissant des subsides pour des programmes académiques, des instituts de sciences sociales, des recherches, des bourses d'études et des manuels prônant la perspective idéologique du libre marché. Des agences missionnaires chrétiennes de droite prêchent l'apolitisme et l'anticommunisme aux populations autochtones. L'American Institute for Free Labor Development (AIFLD) de l'AFL-CIO[14], en bénéficiant d'amples financements du Département d'État, a activement infiltré des organisations syndicales du tiers monde ou fondé des syndicats conciliants et dociles qui sont davantage anticommunistes que favorables aux travailleurs. Les gradués de l'AIFLD ont été liés à des coups d'État et à des tâches de contre-insurrection dans divers pays. Des organisations similaires à l'AFL-CIO opèrent en Afrique et en Asie.

La CIA a infiltré des organisations politiques importantes dans de nombreux pays et entretient des agents aux plus hauts niveaux dans plusieurs gouvernements y compris des chefs d'État, des chefs militaires ainsi que de grands partis politiques. Washington a financé des partis politiques conservateurs en

Amérique latine, en Asie, en Afrique et en Europe de l'Ouest et de l'Est. Leur plus grande compétence est d'être favorables à la pénétration du capital occidental. Alors que la loi fédérale interdit aux étrangers d'apporter une contribution électorale aux candidats américains, les hommes de Washington se réservent le droit d'interférer dans les élections d'autres pays comme l'Italie, la République dominicaine, le Panama, le Nicaragua et le Salvador, pour ne citer que ceux-là. Les dirigeants américains se sentent libres de s'immiscer dans les activités et institutions économiques, militaires, politiques et culturelles de n'importe quel pays de leur choix. Telle est la signification d'un empire.

Chapitre 4

À empire fort, république faible

Le succès d'un empire dépend de sa capacité à exproprier les ressources de la république. Au chapitre précédent, nous avons souligné combien les coûts financiers de l'impérialisme étaient payés par les impôts des citoyens ordinaires, alors que les bénéfices profitent à une minorité fortunée. Mais il y a d'autres manières par lesquelles les citoyens américains payent les coûts cachés de l'empire.

L'exportation d'emplois

En 1916 déjà, Lénine notait que, dans sa progression, le capitalisme exportait non seulement ses marchandises mais son capital lui-même, non seulement ses produits mais son procès de production tout entier. Aujourd'hui, la plupart des entreprises américaines géantes font précisément cela, exportant leur technologie, leurs usines et leurs réseaux commerciaux – et nos emplois. On sait bien que General Motors a fermé des usines aux États-Unis. On sait moins que la société a dépensé des millions de dollars à l'étranger pour construire de nouvelles usines automobiles dans des pays où les salaires sont très inférieurs à ceux des Américains. Cela signifie plus de profits pour General Motors et plus de chômage à Detroit.

En une vingtaine d'années, les entreprises américaines ont triplé leurs dépenses totales dans d'autres pays et leur plus

rapide taux de croissance se retrouve dans le tiers monde. La tendance n'est pas près de s'inverser. Le capitalisme américain produit aujourd'hui huit fois plus à l'étranger qu'il n'exporte. Beaucoup de sociétés ont déplacé toutes leurs activités manufacturières vers des pays étrangers. Tous les appareils photos vendus aux États-Unis sont fabriqués à l'étranger, comme le sont presque toutes les bicyclettes, les enregistreurs, les radios, les télévisions, les vidéos et les ordinateurs. Dans une entreprise multinationale américaine, un travailleur sur trois est employé à l'étranger. Les sociétés américaines continuent à exporter des dizaines de milliers d'emplois nationaux chaque année. La menace brandie par un conseil d'administration de délocaliser une usine est souvent suffisante pour exercer un chantage sur les travailleurs américains afin qu'ils acceptent des réductions de salaire et de revenus, et un allongement du temps de travail.

Nous sommes non seulement victimes de l'impérialisme économique comme travailleurs mais aussi comme contribuables et consommateurs. Les multinationales américaines n'ont pas à payer d'impôts nationaux sur les profits réalisés dans d'autres pays avant que ceux-ci ne soient rapatriés aux États-Unis – si jamais ils le sont. Les impôts versés au pays hôte sont traités comme des crédits d'impôts plutôt que comme de simples déductions fiscales aux États-Unis. En d'autres termes, un million de dollars payés à un pays étranger en impôts ou même en royalties pétrolières n'est pas considéré par l'IRS (le service fédéral des impôts) comme une déduction sur les revenus imposables (ce qui permettrait déjà à la société d'épargner une dépense de cent mille dollars environ en impôts aux États-Unis), mais est entièrement déduit de la somme totale des impôts dont l'entreprise doit s'acquitter, ce qui lui permet d'éviter le payement de la totalité du million de dollars [15].

Les multinationales peuvent également jongler avec la comptabilité de leurs diverses filiales étrangères pour déclarer de faibles revenus dans un pays à forte fiscalité et de gros dans un pays à faible imposition, évitant par là même au moins vingt milliards de dollars par an en impôts américains.

Les milliards que les sociétés se dispensent de payer grâce à leurs abris étrangers doivent être comblés par le reste d'en-

tre nous. Les milliards de dollars d'impôts supplémentaires que nous déboursons financent des programmes d'assistance à des gouvernements offrant des marchés de main-d'œuvre à bas prix qui éliminent des emplois américains. L'aide américaine à l'étranger ne parvient que très rarement aux pauvres des pays qui la reçoivent. En fait, la plus grande partie est de l'aide militaire susceptible d'être utilisée pour réprimer l'opposition des pauvres. Nos impôts servent aussi à financer la construction des routes, des complexes de bureaux, des usines et des ports que nécessite l'industrie extractive du tiers monde.

Les avantages de cet empire ne profitent en aucune manière non plus aux consommateurs américains. Généralement, les marchandises fabriquées à l'étranger par une main-d'œuvre surexploitée sont vendues aux plus hauts prix possible sur les marchés américains. Car les sociétés ne déménagent pas en Asie et en Afrique pour produire des articles bon marché qui bénéficieront aux consommateurs américains, elles le font pour maximiser leurs profits. Elles payent à l'étranger les salaires les plus bas possible mais font encore payer le prix fort quand elles vendent chez nous. Des chaussures Nike qui coûtent sept dollars à la production en Indonésie – où la société ou ses sous-traitants payent des femmes à peu près dix-huit cents de l'heure – sont ensuite vendues à cent trente dollars ou plus aux États-Unis. Les balles de base-ball fabriquées à Haïti au coût de production unitaire de deux cents sont vendues à dix dollars ou plus chez nous. Les appareils ménagers de General Electric fabriqués par des jeunes femmes de Corée du Sud qui travaillent pour des salaires de misère et les postes de télévision Admiral International assemblés par des travailleurs à bon marché à Taiwan ne nous coûtent pas moins que lorsqu'ils étaient fabriqués en Amérique du Nord. Comme le soulignait le président d'Admiral, la délocalisation vers Taiwan « n'affectera pas le prix aux États-Unis mais devrait améliorer la structure de profit de la société, sans quoi nous ne ferions pas le déplacement ».

Les investissements dans le tiers monde n'apportent pas non plus de grands avantages aux populations de ces pays. Les investissements étrangers ont permis le « miracle brésilien », une croissance exceptionnelle du produit national brut de ce pays dans les années 1960. Simultanément, ils ont causé une

pénurie de produits alimentaires et un accroissement de la pauvreté dans la mesure où la terre et la main-d'œuvre brésiliennes ont été utilisées de façon accrue pour la production de denrées d'exportation juteuses aux dépens de celles qui répondaient aux besoins de la population brésilienne. En Amérique centrale, la terre qui fournissait naguère le maïs et les haricots dont se nourrissait la population a été convertie en grandes exploitations bovines qui ont contribué à augmenter la consommation de bœuf en Amérique du Nord et en Europe.

Si nous avons beaucoup entendu parler des «réfugiés du communisme», nous pouvons avoir une pensée pour les réfugiés du capitalisme. Arrachés à leurs terres, nombre de Latino-Américains et d'autres ressortissants appauvris du tiers monde ont été contraints à l'exil économique. Arrivés la plupart du temps illégalement aux Etats-Unis, ils se retrouvent en concurrence avec les travailleurs américains pour des emplois non qualifiés. Avec leur statut d'illégalité et leur vulnérabilité à l'expulsion, les travailleurs sans papiers sont moins à même de s'unir et de se battre pour améliorer leurs conditions de travail.

L'empire contre l'environnement

Des années durant, les herbicides, pesticides et produits pharmaceutiques dangereux interdits aux États-Unis ont été vendus par leurs producteurs à des pays du tiers monde à la législation plus souple sinon inexistante. (En 1981, le président Reagan a annulé un décret-loi signé par le président Carter et qui aurait obligé les exportateurs de tels produits à informer le pays de destination que ceux-ci étaient interdits aux États-Unis.) Avec un marché d'exportation assuré, ces poisons continuent d'affecter les travailleurs américains dans les usines où ils sont produits, pour réapparaître sur nos tables dans les fruits, les légumes, la viande et le café que nous importons. De tels produits ont également empoisonné des gens des pays du tiers monde, y répandant la maladie et la mort.

Avec l'adoption du GATT, il sera plus facile que jamais de transgresser les protections des consommateurs et de l'environnement. Les toxines chimiques et autres déchets indus-

triels déversés par souci de profit rapide dans les nappes phréatiques, les mers et l'atmosphère terrestre, l'exploitation sans limites par les sociétés multinationales des ressources de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, la dévastation des terres du tiers monde par les sociétés minières, forestières et agro-industrielles, tout cela affecte sérieusement la qualité de l'air que nous respirons, de l'eau que nous buvons et des produits alimentaires que nous consommons. L'écologie ne connaît pas de frontières.

La recherche de terres agricoles bon marché pour y élever du bétail incite les sociétés à réduire des forêts tropicales en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est. La détérioration de l'équilibre écologique mondial est une menace pour tous les habitants de la terre. Les forêts tropicales d'Amérique centrale et celles, plus grandes, du bassin amazonien peuvent être totalement détruites dans les deux prochaines décennies. Plus d'un quart de nos médicaments prescrits proviennent de plantes de ces forêts tropicales. Les forêts tropicales sont aussi le refuge hivernal de millions d'oiseaux d'Amérique du Nord – dont un nombre sans cesse réduit revient d'Amérique centrale chaque année. Plusieurs de ces oiseaux sont essentiels pour la prévention de la peste et le contrôle de la population des rongeurs.

Plus de la moitié des forêts mondiales ont disparu en un siècle. Elles sont le principal moyen naturel pour débarrasser l'atmosphère du dioxyde de carbone. Aujourd'hui, l'augmentation du taux de dioxyde de carbone transforme la composition chimique de l'atmosphère terrestre, accélérant « l'effet de serre », causant la fonte des calottes polaires et diverses autres déstabilisations climatiques. Le déversement de résidus industriels et de déchets radioactifs pourrait aussi tuer nos mers. Si les mers meurent, nous mourrons aussi, puisqu'elles produisent la plus grande partie de l'oxygène terrestre. Pendant que les impérialistes sont libres de parcourir et de souiller le monde autant qu'ils veulent, nous sommes condamnés à en subir des conséquences potentiellement irréversibles.

En utilisant des millions d'hectares de terres aux États-Unis et à l'étranger pour des manœuvres et l'essai de bombes, les forces armées américaines infligent des dommages supplé-

mentaires à l'environnement et à la faune. Pendant des décennies, une centaine d'usines produisant des armes nucléaires ont répandu des déchets radioactifs dans l'atmosphère, les nappes phréatiques et les rivières. L'armée américaine est singulièrement le plus grand consommateur de pétrole du pays et le plus grand pollueur, en contaminant l'environnement avec des centaines de milliers de tonnes de métaux lourds, de solvants, de lubrifiants, de PCB, de plutonium, de tritium, de résidus pétroliers et autres déchets toxiques.

L'armée crée plus de quatre-vingt-dix pour cent de nos déchets radioactifs et stocke des milliers de tonnes d'éléments biochimiques mortels. Il y a environ vingt et un mille sites contaminés dans les bases militaires et les usines d'armes nucléaires. En somme, l'un des plus grands dangers pour la sécurité et le bien-être de la population américaine et de la planète tout entière, c'est l'armée américaine.

Des victimes américaines

L'armée est également un danger dans ses propres rangs. Des soldats sont régulièrement tués dans des accidents de la route, des exercices de tir, des crashes aériens et des sauts en parachute – totalisant ainsi 20 269 décès *hors combat* entre 1979 et 1988, soit une moyenne de 2 027 morts par an. On dénombre en plus chaque année des centaines de suicides dans les forces armées.

Des milliers de vétérans de l'armée exposés à des essais nucléaires après la Deuxième Guerre mondiale sont décédés prématurément de cancers. Des vétérans du Viêt-nam contaminés par les tonnes d'herbicides pulvérisés en Indochine sont en phase terminale tandis que leurs enfants ont été victimes d'un taux anormalement élevé de malformations congénitales (tout comme les enfants du Viêt-nam, pour qui le taux de malformations est bien plus élevé encore). De même, des dizaines de milliers de vétérans de la guerre du Golfe de 1991 ont succombé à diverses maladies résultant de leur exposition à toute une série de substances mortelles utilisées dans la guerre. Longtemps, les travailleurs des centrales nucléaires

sont morts prématurément, tout comme les habitants de l'Utah qui, «essuyant» les vents porteurs, ont été atteints par les retombées radioactives des essais atomiques au Nevada. Beaucoup ont donné naissance à des enfants souffrant de tares génétiques.

L'armée américaine a réalisé des expériences chimiques et bactériologiques sur des Américains. La marine a répandu des bactéries sur San Francisco en 1950, une aventure qui a causé de sérieuses maladies chez plusieurs habitants et la mort d'au moins une personne. En 1955, la CIA a dirigé un essai de guerre biologique dans la région de Tampa Bay, à la suite duquel douze personnes sont mortes de coqueluche épidémique. Dans les années 1950 et 1960, les installations de production d'armes nucléaires de Hanford, dans l'État de Washington, ont délibérément laissé échapper des radiations, suivies d'une surveillance médicale secrète de la population locale touchée par les retombées.

En 1994, on a révélé que des scientifiques du gouvernement ont, à la fin des années 1940, injecté à leur insu du plutonium peut-être à des centaines d'Américains, et qu'ils ont propagé dans les vingt années qui ont suivi des bacilles infectieux et des particules chimiques sur quelque deux cent soixante-dix endroits habités comme Saint Louis, New York ou Minneapolis.

L'empire contre-attaque chez nous avec les narcotiques introduits aux États-Unis par des cartels internationaux clandestins liés à la CIA. Le trafic de drogue à grande échelle a été associé à des guerres secrètes soutenues par la CIA en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale. Depuis 1988, des preuves se sont accumulées sur les liens entre des Contras nicaraguayens, appuyés par les Etats-Unis, et un large réseau de narcotrafiquants. Ils s'étendaient des plantations de coca en Colombie à des sociétés-écrans à Miami, en transitant par des pistes d'atterrissage au Costa Rica – et inévitablement jusque dans nos rues hantées par la drogue. Comme la sous-commission sénatoriale Kerry[16] l'a montré, le déferlement de la drogue dans les années 1980 a été une conséquence directe de ce trafic soutenu par la CIA.

L'empire implique un grand nombre de coûts, particulièrement militaires, qui doivent être reportés sur le peuple. Les dépenses totales de la guerre du Viêt-nam (y compris les hôpitaux pour les vétérans et leurs indemnités, les intérêts sur la dette nationale et autres) totalisent cinq cent dix-huit milliards de dollars, ainsi que l'a estimé l'économiste Victor Perlo. Il a relevé que, à la fin de la guerre, l'inflation était passée d'un à dix pour cent par an, la dette nationale avait doublé depuis 1964, le budget fédéral avait affiché un déficit record, le taux de chômage avait doublé, les salaires nets étaient entrés dans leur plus longue période de chute de toute l'histoire moderne des États-Unis, les taux d'intérêts avaient grimpé de dix pour cent et plus, la balance commerciale américaine s'était renversée pour devenir déficitaire[17] et les réserves monétaires et d'or américaines avaient été épuisées.

Les coûts humains ont aussi été importants. Quelque deux millions et demi d'Américains ont dû tout quitter pour servir en Indochine. Parmi ceux-ci, 58 156 ont été tués et 303 616 blessés (13 167 avec 100 % d'invalidité). Plus de soixante-dix mille sont morts après leur retour du fait de suicides et de meurtres, de l'usage de drogues et de l'alcoolisme. Des dizaines de milliers d'autres ont tenté de se suicider. Les minorités ethniques ont payé un tribut disproportionné. Alors qu'ils ne forment que douze pour cent de la population, les Afro-Américains ont constitué vingt-deux pour cent du total des pertes au combat au Viêt-nam. L'assemblée législative de l'État du Nouveau-Mexique a mis en évidence que les Mexico-Américains, qui représentaient seulement vingt-neuf pour cent de la population de l'État, constituaient soixante-neuf pour cent des conscrits et quarante-trois pour cent des victimes dans les premières années de la guerre du Viêt-nam.

Appauvrir la république

L'empire appauvrit sans cesse la république. Les coûts opérationnels du militarisme mondial pourraient devenir lourds au point d'affaiblir la société qui les supporte, comme cela a été le cas avec les empires du passé. Les Américains payent sévè-

rement pour « notre » appareil militaire. L'explosion des dépenses dans lesquelles le Pentagone s'est depuis des décennies engagé, surtout depuis 1980, a causé des déficits d'une profondeur océanique et une dette nationale galactique qui a fait des États-Unis le plus grand pays débiteur du monde. Le gouvernement est contraint d'emprunter toujours plus pour payer des intérêts toujours plus grands d'une dette due à de riches créanciers nationaux et à l'étranger.

Entre 1948 et 1994, le gouvernement fédéral a dépensé près de onze mille milliards de dollars pour son armée – plus que la valeur monétaire cumulée de toutes les richesses produites aux États-Unis. Le budget du Pentagone augmenté de celui des projets militaires du Département à l'Énergie et de la NASA, de l'assistance militaire à l'étranger, des indemnités dues aux vétérans et des intérêts payés sur les dépenses militaires passées totalise environ cinq cents milliards de dollars par an. Le budget annuel du Pentagone est plus élevé que le produit national brut de presque tous les pays du monde. Autour de 1990, la contribution moyenne par famille aux dépenses militaires s'est élevée à trente-cinq mille dollars pour une décennie.

Les dépenses militaires américaines ont atteint une ampleur inégalée par aucune autre puissance. En 1993, d'après le Centre d'information de la Défense, les États-Unis ont dépensé deux cent quatre-vingt-onze milliards de dollars pour leur armée. En deuxième place, on trouve le Japon avec quarante milliards, puis la France avec trente-six, la Grande-Bretagne trente-cinq, l'Allemagne trente et un, la Russie vingt-neuf et la Chine vingt-deux. Chaque année, les États-Unis dépensent plus pour leur armée que les quinze États qui les suivent au classement mis ensemble.

La plupart de nos déboires financiers intérieurs peuvent être imputés aux dépenses militaires. Le niveau élevé de ces dépenses est parfois difficile à maîtriser. Le coût de construction d'un avion de combat pourrait servir à nourrir plusieurs millions d'enfants parmi les plus pauvres et les plus affamés d'Amérique pendant dix ans. Les sommes allouées pour les véhicules de secours des sous-marins de la marine sont plus importantes que celles consacrées à la sécurité sur les lieux de travail, aux bibliothèques publiques et aux crèches mises ensemble. Le coût des pièces des avions militaires et de leurs muni-

tions stockées par le Pentagone est supérieur à la totalité des dépenses fédérales pour le contrôle de la pollution, la défense de l'environnement, le développement communautaire, le logement, la sécurité sur les lieux de travail et les transports en commun. Les dépenses totales des branches législative et judiciaire et de toutes les commissions de contrôle constituent moins d'un pour cent du budget annuel du Pentagone.

Il y a encore la distorsion en matière de sciences et de technologies américaines : soixante-dix pour cent des fonds pour la recherche et le développement sont affectés au domaine militaire. Contrairement à ce qu'affirme le Pentagone, ce que l'armée produit en recherche et développement a peu de retombées sur le marché civil. Environ un tiers des scientifiques et des ingénieurs américains sont impliqués dans des projets militaires, grevant d'autant le secteur civil. Les États-Unis sont en recul sur leurs concurrents étrangers dans ces industries à cause précisément de leurs investissements plus importants dans le domaine militaire que dans le domaine civil. L'industrie des machines-outils américaine par exemple, qui jadis dominait le marché mondial, a vu sextupler l'importation de produits étrangers. La même tendance peut s'observer dans les industries aérospatiale et électronique ainsi que dans tous les autres secteurs où sont concentrés les investissements militaires.

Du fait de ces dépenses disproportionnées en matière militaire, les Américains doivent supporter l'absence de politique environnementale, l'insolvabilité et le pourrissement des villes, la détérioration des transports, de l'éducation, du système de soins de santé et les effets dévastateurs du sous-emploi qui pèsent sur des millions de ménages et des centaines de groupes sociaux. Cela, sans compter les coûts sociaux et psychologiques exorbitants, le découragement et le déclin de l'intégrité publique, la colère et la souffrance des pauvres et des moins pauvres, la militarisation d'une culture populaire de plus en plus violente et l'application de solutions sans cesse plus autoritaires à nos malaises sociaux.

La pauvreté peut exister dans les riches nations industrielles aussi bien que dans le tiers monde. Dans le pays le plus riche de tous, les États-Unis, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté s'est accru dans les années 1980 et

début 1990, passant de vingt-quatre à près de trente-cinq millions en douze ans, d'après des chiffres gouvernementaux que la plupart considèrent comme sous-estimés. Les pauvres constituent donc le groupe social américain à la croissance la plus rapide, concurrencé seulement par la spectaculaire croissance du nombre de millionnaires et de milliardaires.

Ces dernières années, la tuberculose – une maladie de la pauvreté – a fait un retour en force. La commission d'enquête de la Chambre[18] sur la faim a révélé que des maladies comme le kwashiorkor et le marasmus[19], causées par de sérieuses déficiences en protéines et en calories, que l'on rencontrait jusqu'alors uniquement dans les pays du tiers monde, ont fait leur apparition aux États-Unis, accompagnées d'une hausse de la mortalité infantile dans les régions les plus pauvres.

Ces régions américaines qui servent de réserves de main-d'œuvre ou de « colonies internes » comme les Appalaches, les communautés latino ou afro-américaines pauvres, l'Alaska inuit et les communautés amérindiennes, présentent les symptômes de la colonisation du tiers monde, y compris le sous-emploi chronique, la faim, l'insuffisance de revenus, le bas niveau de l'éducation, la faiblesse ou l'absence de services sociaux, des propriétaires étrangers et l'extorsion de profits dans les communautés autochtones. La perte d'emplois industriels qualifiés et bien payés traditionnellement réservés aux Blancs a également marqué de son empreinte les communautés ouvrières blanches.

Ainsi donc, lorsque nous parlons de « pays riches » ou de « pays pauvres », il ne faut pas oublier qu'il y a des millions de pauvres dans les pays riches tout comme des milliers de riches dans les pays pauvres. Ce vers de Bertolt Brecht l'exprime en ces termes : « Il y eut des conquérants et des conquis / Parmi les conquis, le peuple crevait de faim / Parmi les conquérants le peuple aussi crevait de faim. » Comme dans la Rome antique et dans tous les empires depuis lors, le centre est saigné afin de fortifier la périphérie. Les vies du peuple sont gaspillées et ses richesses dilapidées pour que les patriciens puissent poursuivre leur lointain pillage.

L'élite contre la multitude

L'empire concentre le pouvoir entre les mains d'une minorité et prive le peuple d'une autonomie effective. Comme James Madison l'écrivait à Thomas Jefferson en 1798 : « C'est peut-être une vérité universelle que la perte de liberté soit le prix à payer chez soi pour se prémunir contre le danger, réel ou fictif, venant de l'étranger. »

On peut rétorquer que nous ne devrions pas trop nous inquiéter à ce sujet parce que la politique n'est pas faite par le peuple, ces masses tant aimées et idéalisées par les gens de gauche. Que la population ordinaire a un faible niveau d'information, quel que soit le moyen objectif pour le mesurer. Qu'elle sait rarement ce qui se passe vraiment. Que la politique gouvernementale, qu'elle soit intérieure ou extérieure, trouve presque toujours son origine dans les plus hautes sphères gouvernementales et des institutions comme le Conseil aux relations étrangères, la Commission trilatérale ou d'autres groupes d'élite privés ou publics composés des plus hauts responsables politiques, de spécialistes, de banquiers, de chefs d'entreprises, d'investisseurs, de publicistes de premier plan, le tout saupoudré de chercheurs universitaires. Que ce sont des gens qui hantent les plus hauts cercles du pouvoir, qui deviennent secrétaires d'État, secrétaires à la Défense, aux Finances ou au Commerce, dirigeants de la CIA et du Conseil de sécurité nationale. Que ce sont eux qui font et défont la politique. Et que le plus que l'on puisse attendre du public, c'est qu'à l'heure de l'élection, celui-ci donne son aval à l'une ou l'autre coterie d'élite ou de responsables politiques.

Si je devais répondre à cela, ce serait tout d'abord pour tomber d'accord sur le fait que les élites font de leur mieux pour monopoliser la politique et tromper l'opinion publique, et y parviennent souvent. Cependant, il faudrait souligner que toute politique qui en vaille la peine, améliore la vie et soit démocratique dans ses réalisations concrètes, émane du peuple. Prenons l'exemple de la lutte pour le droit des femmes dans depuis un siècle. Quels présidents, membres du gouvernement ou spécialistes politiques dûment mandatés ont-ils montré la voie dans ce combat ? Au mieux, quelques dirigeants ont

tardivement défendu la cause du droit de vote des femmes, les mesures anti-discriminatoires et l'avortement légal, bien après que les femmes elles-mêmes se soient mobilisées pour de tels droits. Il en va de même avec la lutte pour les droits civils. Ce n'est qu'après des années de lutte menée par des citoyens ordinaires, la plupart du temps afro-américains, que les élites politiques, non sans réticences, sont sorties de leur réserve pour mettre sur pied une commission sur les pratiques équitables d'emploi à la fin des années 1940 ou abolir le Jim Crow[20] dans le Sud, une loi sur les droits civils dans les années 1960 et pour d'autres mouvements similaires.

De même, il serait difficile de citer les dirigeants politiques et capitaines d'industrie qui se sont battus pour et non contre la journée de dix heures de travail ou, plus tard, des huit heures. Qui portaient les flambeaux dans les luttes pour les conventions collectives de travail, l'éducation pour tous, la santé publique et l'abolition du travail des enfants ? Il y eut évidemment des gens issus de milieux privilégiés qui se sont faits les avocats de ces causes – mais généralement en tant qu'individus, non en tant que représentants de quelconques intérêts économiques privés ou de groupes politiques en vue. Si ces réalisations avaient été désirées par les nantis et les puissants, il n'aurait pas été nécessaire de mener de longues luttes pour les obtenir.

On serait bien embêté de devoir dire quels sont les grands dirigeants politiques à l'origine du mouvement écologiste. C'est seulement en réponse aux pressions de l'opinion publique qu'ils ont instauré une agence pour la protection de l'environnement qui a de toute façon toujours besoin de la pression des citoyens pour faire ce qu'elle devrait. Les dirigeants capitalistes traitent toujours les lois environnementales comme des intrusions bureaucratiques superflues qui grèvent leur quête de profits. Le vice-président Al Gore avait écrit un livre écologiste sur le sort de la planète avant d'accéder au pouvoir et s'y battre pour imposer les mesures de l'ALENA et du GATT destinées à paralyser la capacité des gouvernements à mettre en vigueur ces lois de protection de l'environnement.

Le mouvement de protection des consommateurs a été lancé par des citoyens et des chercheurs indépendants comme Ralph Nader. Retirer des produits dangereux du marché n'est pas une

tendance naturelle d'un gouvernement. Bien au contraire, la fonction naturelle d'un gouvernement capitaliste est de tout faire pour amener des produits sur le marché (en ce compris les produits nocifs du tabac) en utilisant les subsides, les aides à l'exportation, les avantages en nature, les réductions fiscales, la recherche et le développement gratuits et diverses autres formes d'État providence à l'usage des sociétés.

Il en va de même pour le mouvement antinucléaire. Loin de nous protéger des dangers des retombées des déchets radioactifs, le gouvernement s'est préoccupé toutes ces années durant de cacher ou de nier les effets dangereux des essais atomiques qui ont causé la mort de centaines de soldats et de civils américains.

Il ne se passe pas un jour sans que le pouvoir ne nous inonde de publications, d'articles de presse et de communiqués délibérément destinés à nous montrer l'image du monde que les dirigeants politiques souhaitent nous faire voir. Le Pentagone possède une machine de propagande de masse débitant une désinformation intéressée, la plupart du temps au travers des principaux médias détenus par les grandes sociétés. Mais pour les choses que le gouvernement ne veut pas que nous sachions, le secret est la loi. Quel dirigeant politique a-t-il été à l'origine de l'idée de la loi sur la liberté d'information ? Une telle loi n'a été adoptée qu'après un long travail organisé de critiques non gouvernementaux.

Le pouvoir classe des millions de documents chaque année, souvent pour cinquante ans ou plus, en en noircissant à l'encre de grandes parties et en en passant beaucoup d'autres à la déchiqueteuse, maquillant ainsi l'histoire, masquant aux chercheurs critiques indépendants la vérité complète. On a l'impression très nette que le boulot des fonctionnaires de l'administration est de mettre à mal cette loi sur la liberté d'information, tandis que celui du public est de se battre pour l'information, chose qui ne serait pas nécessaire si les élites politico-économiques n'avaient rien à cacher et étaient vraiment intéressées à servir l'intérêt public.

Cela ne veut pas dire qu'aucune politique n'est initiée par ceux qui exercent le pouvoir. Ils sont à l'origine du projet Manhattan[21] de construction d'une bombe atomique. Ils ont développé l'industrie nucléaire puis l'ont cédée à des sociétés privées, à un prix dérisoire en regard de son coût d'origine, et

annuellement subsidiée par de vastes versements du trésor public. Ils ont créé le FBI, la CIA, l'appareil de l'État sécuritaire national tout entier et le réseau militaire américain mondial. Ils nous ont donné le maccarthysme, les chasses aux sorcières politiques, les programmes de loyalisme et de sécurité pour purger les sphères du pouvoir de leurs dissidents, la surveillance secrète de nos vies personnelles et le coup de pouce pour définir l'orthodoxie idéologique.

Il y a d'autres créations politiques de l'élite: les programmes d'aide étrangère aux dictateurs militaires et la mise sur pied de forces de sécurité, d'escadrons de la mort et de tortionnaires avec tous les moyens financiers et technologiques requis. Nous ne devrions pas non plus oublier les bombardiers et missiles ni les coûteuses interventions dans une foule de pays. Généralement, les élites politiques servent les besoins de la domination et de la manipulation d'État et sont rétives aux politiques qui améliorent la vie et pour lesquelles nous devons nous battre si longuement et si durement.

Un intérêt bien compris

Si nous voulons mobiliser pour résister à l'empire, nous devons faire appel non seulement aux valeurs morales des citoyens mais aussi à leur intérêt propre (qu'il faut distinguer de l'égoïsme). Ils peuvent rallier les bannières de l'empire quand ils sont convaincus que leur sécurité et leur survie sont en jeu. Ils ne feront pas le bon choix moral si cela les met eux-mêmes et ceux qu'ils aiment, en danger. Ils ne préféreront pas le désarmement et la conversion à la paix s'ils pensent que cela montrerait de la faiblesse et mènerait à subir une agression.

Ils doivent donc comprendre que la république est sacrifiée pour les profits de l'empire, non pour leur bien-être, qu'une véritable sécurité nationale signifie des emplois sûrs, des logements décents et un environnement propre. Ils doivent apprendre que cet empire, qui est construit par leur sang, leur sueur et leurs impôts, n'a pas grand-chose à faire de leur protection ni de celle des populations étrangères, mais fait par contre tout pour les soumettre afin de consolider le pouvoir et les profits

de quelques privilégiés. L'appareil militaire mondial qu'ils soutiennent malgré eux à gros frais ne sert pas leurs intérêts. Le réduire substantiellement ne nous livrerait pas pour autant à quelque adversaire étranger que ce soit. Au contraire, déposer les armes et utiliser notre travail et nos finances nationales pour une reconstruction pacifique tellement nécessaire chez nous et à l'étranger ferait de notre pays, non une nation faible, mais une nation forte et formidable.

Les experts médiatisés et autres faiseurs d'opinion dominante caractérisent notre désir d'abandonner le militarisme capitaliste et la domination impériale comme de la faiblesse, de la folie, de l'isolationnisme ou du pacifisme défaitiste. Mais il y a un autre nom pour le plan d'action qui vise à arracher le bien-être et le pouvoir de l'emprise du complexe militaro-industriel et de la classe des investisseurs multinationaux, pour le rendre au peuple et lui permettre de devenir l'acteur de sa propre vie et de ses conditions sociales : c'est la démocratie, la victoire de la république sur l'empire.

Les mêmes propagandistes rejettent les critiques de l'impérialisme américain comme des manifestations de haine de l'Amérique ou du syndrome de « la faute à l'Amérique ». Mais lorsque nous manifestons notre désapprobation du militarisme, des interventions armées ou d'autres politiques précises, nous n'attaquons ni notre pays ni notre peuple : nous affirmons plutôt que nous méritons mieux que les politiques qui violent en ce moment les intérêts de la population ici et à l'étranger. Exposer les abus du pouvoir de classe n'est pas dénigrer le pays qui est victime de tels abus.

Avec encore plus de raison, nous pourrions conclure que ce sont les conservateurs qui manquent de patriotisme lorsqu'ils dénoncent les dépenses en matière de services sociaux, la protection de l'environnement et un système d'imposition plus équitable. Les accusations d'anti-américanisme sont portées de façon sélective et non désintéressée contre ceux qui, à gauche, se battent pour les intérêts de la majorité de la population plutôt que contre ceux qui, à droite, servent les intérêts de la minorité. Ceux qui s'opposent à l'empire sont considérés comme des opposants à la république. En fait, ils sont son dernier et son meilleur espoir.

Chapitre 5

Un succès catastrophique

Certains critiquent la politique étrangère américaine pour ses gaffes et son manque de cohérence. C'est sûr, les responsables politiques calculent de travers. Parfois, ils sont pris par mégarde, contrariés par des conséquences inattendues ou contrecarrés par des forces incontrôlées. Ils ne sont ni infaillibles ni tout-puissants. Mais ils ne sont pas non plus les fous aveugles que l'on veut bien prétendre. Dans l'ensemble, la politique étrangère américaine a été remarquablement performante pour mettre à mal des révolutions populaires et soutenir des régimes conservateurs capitalistes dans chacune des régions du monde. S'il n'y avait pas eu de tels succès, l'histoire de l'Amérique latine, des Caraïbes, de l'Asie, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe d'après-guerre elle-même aurait été bien différente.

Beaucoup d'Américains reconnaissent que les responsables politiques mentent, qu'ils sont capables de dire une chose tout en en faisant une autre, qu'ils proclament de toutes leurs forces un dévouement au peuple tout en servant tranquillement de puissants intérêts. Mais lorsqu'on en vient à parler de la politique étrangère américaine, la plupart d'entre nous ne partagent pas un tel jugement. Nous avons subitement peine à croire que les dirigeants américains nous mentent sur les intentions qu'ils nourrissent pour le monde et qu'ils mènent des politiques néo-impérialistes qui ont peu de choses en commun avec la démocratie.

Des affirmations gratuites

On nous dit que la politique étrangère de ce pays émane des meilleures intentions et qu'elle se conforme aux règles de conduite internationales communément admises. Le peu de fois où l'on débat d'une question de politique étrangère dans les grands médias et dans les forums où se diffuse la pensée politique dominante, la critique se limite toujours à des questions opérationnelles : nos dirigeants se reposent-ils trop (ou trop peu) sur la force militaire ? Tentent-ils d'imposer une démocratie à l'occidentale à des peuples qui n'y sont pas préparés ? Sont-ils incapables d'agir de façon décisive ? Ont-ils attendu trop longtemps ou agi avec trop de précipitation ? Cette politique va-t-elle réussir ? Va-t-elle se révéler trop coûteuse ?

Les prémisses de cette politique sont trop rarement prises en considération, sinon jamais. On accepte comme un fait établi que les États-Unis ont un droit d'intervention dans les affaires d'autres pays pour y restaurer l'ordre, combattre les agressions et le terrorisme, porter secours aux Américains en danger ou quoi que ce soit de ce genre. C'est un fait acquis que les États-Unis sont toujours confrontés à une agression injuste et qu'ils n'en sont jamais les auteurs, que les conflits qui surgissent avec d'autres pays sont de la faute de ceux-ci, que les gens de gauche sont dangereux et que ceux de droite ne le sont en général pas, qu'il n'y a pas besoin de définir ce qu'est être de gauche ou de droite et que ce que l'on appelle la « stabilité » est préférable à la révolution et l'agitation populaire.

Le message fondamental de cet ouvrage – la politique américaine sert le plus souvent les intérêts de quelques nantis plutôt que ceux de la population des États-Unis et de l'étranger – n'a aucun écho dans les cercles politiques et médiatiques qui s'inscrivent dans le courant de pensée dominant[22]. De l'Argentine à l'ex-Zaïre, du Timor-Oriental au Sahara occidental, les guerres prolongées contre-révolutionnaires soutenues par les États-Unis ont emporté des millions de vies et laissé derrière elles des dizaines de millions de blessés, d'amputés, de traumatisés, de déplacés ou d'exilés. Pourtant, on n'entend que très peu parler de ces conséquences dans ce qui passe pour être le discours politique dans ce pays.

On nous dit que ce pays est dans l'obligation de démontrer sa résolution, qu'il doit en permanence déployer sa force, bander ses muscles et agir comme une grande superpuissance pour ne pas être malmené par n'importe quel petit pays revendicatif (un argument utilisé pour justifier la pulvérisation du Viêtnam et les massacres en Irak). Tout manquement à démontrer notre force, paraît-il, met en défaut notre crédibilité et invite à l'agression. On peut se demander pourquoi les dirigeants américains ressentent tant le besoin de convaincre le monde que les États-Unis sont la plus grande puissance militaire de la planète – alors que le monde entier est déjà si douloureusement conscient de ce fait.

Des attitudes de macho

Certains disent que ce besoin provient d'une insécurité psychologique que des générations de dirigeants américains ont éprouvée en commun. Les présidents ont de fait souvent recours à des attitudes de macho pour donner l'impression d'être décidés et énergiques. L'instrument clé du pouvoir d'État, l'armée, est construit sur le machisme avec tout ce que cela recèle comme corollaires accentués de force, de domination et de violence. Mais que l'image et les sentiments machistes soient encouragés et même exploités n'explique pas en soi les politiques de l'empire.

Le président Bush Sr voulait sans aucun doute démontrer la détermination de sa force lorsqu'il a attaqué le Panama et l'Irak, mais il y a été poussé moins par une impulsion machiste que par des intérêts politiques. Il assouvissait aussi un désir brûlant d'améliorer sa position dans les sondages d'opinion et de se faire réélire. De même, les attaques aériennes de Clinton contre l'Irak au début de sa présidence participaient de la musculation médiatique, de l'étalage de sa stature présidentielle, pour démontrer qu'il n'était pas une poule mouillée et qu'il était capable d'utiliser la force meurtrière lorsque cela était « nécessaire ». Pour être bref, le but n'est pas de se complaire dans le machisme en tant que tel, mais de se faire réélire. Si porter une jupette et des talons aiguilles pouvait garantir la

réélection, Clinton, comme tout autre responsable politique mâle, jetterait le machisme à la poubelle et se travestirait ainsi.

Une démonstration de force permet de rallier l'opinion publique autour de ses dirigeants, puisque l'on a amené la population à croire qu'une telle force est nécessaire pour la survie du pays et pour sa propre sécurité. La plupart des citoyens ordinaires ne souhaitent pas s'engager dans des combats. Ils doivent être enrôlés. Et même, la plupart des volontaires ne rejoignent pas l'armée par désir machiste de tuer ou d'être tué, mais pour trouver quelques moyens économiques d'existence. Plutôt que d'être poussés à la bataille par leurs hormones, la plupart des soldats doivent en recevoir l'ordre sous menace de sévères sanctions.

Ceux qui voient l'empire surgir d'un besoin machiste de domination n'expliquent cependant pas pourquoi les dirigeants américains veulent dominer certains pays plutôt que d'autres. La théorie machiste n'explique pas pourquoi Washington en vient systématiquement à se ranger aux côtés des intérêts privés transnationaux, des propriétaires terriens et des dictateurs militaires plutôt qu'aux côtés des travailleurs, des paysans, des étudiants et de tous ceux qui luttent pour des réformes égalitaires.

Sans trop se poser de questions sur leur image masculine, les dirigeants politiques ont été extrêmement conciliants avec les États clients et les dictatures d'extrême droite. S'ils ne sont pas complètement courbés devant eux, ils se coupent en quatre de la façon la moins machiste qui soit pour leur fournir une aide généreuse sans trop se demander comment elle sera dépensée, tout en s'évertuant à rester en bons termes avec une variété peu savoureuse de juntes, d'autocrates et de dirigeants politiques corrompus.

On nous demande souvent de croire que les États-Unis ont non seulement un droit mais aussi un devoir d'ingérence à l'étranger. On nous dit que « nous devons accepter les responsabilités qui nous sont imposées». Rien ne nous permet de savoir qui les a imposées et pourquoi nous devons nous mêler de n'importe quel coin du monde. En 1992, le président Bush Sr annonçait que les États-Unis étaient le « leader du monde » et que les autres pays attendaient d'eux qu'ils agissent en conséquence. Les locataires successifs de la Maison-Blanche, inca-

pables d'assainir nos voies navigables, de développer des systèmes énergétiques rationnels ou de fournir du travail ou un logement décent à des millions de leurs concitoyens, se proclament eux-mêmes dirigeants du monde entier.

De façon concrète, être le « leader du monde » signifie avoir comme première responsabilité le maintien du système mondial d'investissement et d'accumulation du capital. La tâche est de faire rentrer dans le rang les éléments récalcitrants, en utilisant pour ce faire toute forme de contrôle et de guerre d'usure, afin de maintenir divers pays sous le statut d'États clients appauvris. Ils doivent dire « oncle » comme le président Reagan l'avait exigé du Nicaragua révolutionnaire – ce que fit ce pays, tout comme l'Éthiopie et le Mozambique révolutionnaires, après des années de brutalités soutenues par les États-Unis.

Au nom de la démocratie

On entend régulièrement dire que les dirigeants américains s'opposent aux pays communistes à cause de leur manque de démocratie politique. Mais, comme on l'a déjà noté, les administrations successives de Washington ont elles-mêmes soutenu certains des régimes les plus répressifs au monde, des régimes qui se sont illustrés par des arrestations massives et des assassinats, la torture et l'intimidation. Washington a aussi appuyé des rebelles contre-révolutionnaires de droite les plus criminels qui soient : l'UNITA de Savimbi en Angola, le RENAMO au Mozambique, les moudjahidin en Afghanistan et même, dans les années 1980, les fanatiques de Pol Pot qui ont mené la guerre contre le Cambodge socialiste.

Prenons le cas de Cuba. On nous demande de croire que des décennies d'hostilité américaine envers Cuba – en ce compris l'embargo, les sabotages et l'invasion – ont été motivées par le dégoût pour la nature autocratique du gouvernement de Castro et le souci des libertés du peuple cubain. D'où vient ce besoin pressant de « restaurer » la liberté cubaine ? Dans les décennies qui ont précédé la révolution cubaine de 1959, les administrations américaines successives ont soutenu la dictature brutalement répressive dirigée par le général Fulgencio Batista.

La différence, essentielle bien que tue, était que Batista était un comprador qui laissait Cuba grand ouvert à la pénétration du capital américain. Au contraire, Fidel Castro a éliminé le contrôle de l'économie par les grandes sociétés privées, nationalisé les holdings américains et renouvelé la structure de classes dans une voie plus collectivisée et plus égalitaire. C'est cela qui l'a rendu intolérable au plus haut point.

Loin de soutenir la démocratie dans le monde, l'État sécuritaire national américain a, depuis la Deuxième Guerre mondiale, joué un rôle actif dans la suppression de gouvernements progressistes et démocratiques [23]. Dans sa justification du renversement, en 1973, du président chilien Allende démocratiquement élu, Henry Kissinger soulignait que lorsqu'il fallait choisir entre économie et démocratie, on devait sauver l'économie. Kissinger avait énoncé là une demi-vérité. La vérité complète aurait été d'ajouter qu'il voulait sauver l'économie *capitaliste*.

Ce n'est pas Allende qui avait mis l'économie chilienne à genoux. Les privilèges des classes aisées, la corruption florissante et la pauvreté des masses étaient confortablement installés des générations avant qu'il n'accède à la présidence. Bien au contraire, en deux courtes années, son gouvernement d'Unité populaire a conduit à un changement sensible du revenu national brut, glissant des élites nanties qui vivaient d'intérêts, de dividendes et de rentes vers ceux qui vivaient de traitements et de salaires. Dans le Chili d'Allende, on a assisté à une modification, limitée mais réelle, du pouvoir des classes. Les riches ont été rationnés en biens de consommation et ont dû payer des impôts. Quelques-uns de leurs holdings et sociétés étaient nationalisés tandis que les pauvres bénéficiaient d'emplois publics, de programmes d'alphabétisation, de coopératives ouvrières et d'un demi-litre de lait gratuit par jour pour chaque enfant pauvre.

Quelques chaînes de radio et de télévision chiliennes commençaient aussi à offrir un point de vue sur les affaires publiques qui se démarquait du monopole idéologique des médias privés chiliens. Loin de menacer la démocratie, le gouvernement de gauche de l'Unité populaire menaçait les oligarchies privilégiées – en accroissant la démocratie.

Ce qui a alarmé des dirigeants comme Kissinger n'était pas que les réformes social-démocrates d'Allende échouaient mais

plutôt qu'elles portaient leurs fruits. Le glissement vers l'égalité politico-économique devait être arrêté. C'est pour cela que Kissinger, la CIA, la Maison-Blanche et les médias américains se sont acharnés contre le gouvernement de l'Unité populaire. Sous le prétexte de sauver la démocratie au Chili, ils l'ont détruite, instaurant dans la foulée une dictature fasciste dirigée par le général Augusto Pinochet qui torturera et exécutera des milliers de personnes, en fera disparaître des milliers d'autres et supprimera tous médias d'opposition, partis politiques, syndicats et organisations paysannes.

Immédiatement après le coup d'État militaire, General Motors, qui avait fermé ses usines lors de l'élection d'Allende, reprenait ses opérations, démontrant ainsi que le capitalisme est plus à l'aise avec le fascisme qu'avec la social-démocratie. Loin de secourir l'économie, le coup d'État parrainé par la CIA débouchait sur une ère d'inflation et de dette nationale galopantes accompagnées d'une augmentation massive du chômage, de la pauvreté et de la faim.

La chasse aux rouges

Washington ne peut officiellement dire aux Américains que le véritable objet de ses dépenses militaires gargantuesques et de ses interventions guerrières est de rendre le monde plus sûr pour General Motors, General Electric, General Dynamics et les autres General. On nous dit plutôt que la sécurité du pays est en jeu. Mais il n'est pas facile de convaincre l'opinion publique que des mini-puissances comme Cuba, le Panama ou le Nicaragua ou une micro-puissance comme la Grenade soient une menace pour notre survie. On nous a donc fait croire durant la guerre froide que de tels pays étaient des instruments de l'expansion soviétique mondiale.

Peu après que le peuple cubain ait renversé la dictature de Batista, le président Eisenhower annonçait que Washington ne pouvait tolérer un régime «dominé par l'internationale communiste» dans l'hémisphère occidental. Cuba était dépeint comme partie d'une conspiration mondiale qui avait ses quartiers généraux à Moscou. Des décennies durant, «l'expansion-

nisme soviétique» a servi d'épouvantail justifiant l'interventionnisme américain.

L'Union soviétique et les autres gouvernements communistes d'Europe de l'Est étaient bien réellement une menace pour le capitalisme mondial. Ils ont développé de grandes économies de secteur public et aidé des pays et des mouvements anti-impérialistes partout dans le monde, y compris l'ANC de Nelson Mandela en Afrique du Sud. La capacité nucléaire de l'Union soviétique a un tant soit peu freiné l'étendue et la portée des interventions militaires américaines. En 1991, le président Bush Sr aurait agi avec plus de circonspection contre l'Irak si le Bloc soviétique avait encore existé et s'était fermement opposé à une telle action.

Si, comme on nous demande sans cesse de le croire, la machine de guerre américaine mondiale avait été nécessaire pour répondre à l'agression soviétique, pourquoi continue-t-elle à exister bien après que l'Union soviétique et l'alliance militaire du Pacte de Varsovie aient été dissoutes et la guerre froide déclarée terminée ? Comme le directeur de la CIA Robert Gates l'a admis lui-même : « La menace d'attaques délibérées venant de cette partie du monde contre les États-Unis a totalement disparu pour ce qui est de l'avenir prévisible. » (*New York Times*, 23 janvier 1992)

Les dirigeants politiques en arrivent à nous faire croire que de nouveaux ennemis ont subitement émergé. Le secrétaire d'État à la Défense Dick Cheney a annoncé que l'Union soviétique n'avait pas été la seule menace et que le monde était infesté d'autres adversaires dangereux – qu'il avait au préalable apparemment négligés. On nous dit maintenant que, sans plus aucune instigation de Moscou, des problèmes pourraient surgir des pays du tiers monde eux-mêmes. Les responsables politiques américains et leurs porte-parole attitrés dans les médias contrôlés par les grandes sociétés commerciales nous ont alertés du péril mortel que représentent les terroristes internationaux, les fanatiques islamiques, les cartels de narco-assassins, les fous dangereux nucléaires et les Hitler du tiers monde. Les quelques gouvernements communistes qui subsistent comme en Corée du Nord et à Cuba n'ont plus été dénoncés comme des instruments de Moscou mais comme des maux en eux-mêmes.

Pendant des décennies, on nous a dit que nous avions besoin d'une marine gigantesque pour nous protéger de l'Union soviétique. Depuis que l'Union soviétique n'existe plus, l'amiral Trost, chef des opérations navales, affirme que nous avons toujours besoin d'une marine gigantesque parce qu'elle nous est nécessaire pour d'autres tâches que nous défendre contre l'Union soviétique. La marine, dit-il, doit aller aux points de conflits et « hisser le pavillon » – terminologie impérialiste de choix qui signifie envoyer des bâtiments de guerre dans les ports étrangers pour intimider des populations quelque peu nerveuses par une démonstration de force. Les bateaux arborent moins le pavillon que leurs armes, celles de longue portée qui peuvent balancer la mort et la destruction bien à l'intérieur du pays. On a aussi nommé ce genre de démonstrations « diplomatie de la canonnière ». Aujourd'hui, c'est bien moins une canonnière ou un cuirassé que toute une force navale expéditionnaire incluant porte-avions, bombardiers, missiles et hélicoptères de combat.

Trost a ajouté qu'une marine puissante est nécessaire pour les « conflits locaux et régionaux ». La tâche autoproclamée des États-Unis est de gendarmer un monde en agitation. Mais *cui bono* ? Au bénéfice et aux dépens de qui fait-on le gendarme ? Les dirigeants ne disent en général jamais que leur boulot est de protéger le capitalisme mondial des mouvements sociaux égalitaires. Ils préfèrent des termes codés du style « conflits locaux et régionaux ». Et quand tout le reste échoue, ils parlent de défendre « nos intérêts » à l'étranger, une expression fourre-tout qui justifie presque n'importe quelle action.

Que sont « nos intérêts » ?

Dans une conférence-débat à New York, Michael Harrington, feu le dirigeant des Socialistes démocrates d'Amérique, traitait de la politique extérieure des États-Unis. Lors du débat, quelqu'un lui demanda pourquoi la politique américaine était « aussi stupide ». Harrington y répondit que nous sommes « les bons Allemands », « la mouche du coche » mondial et que nous avons « ce truc du pouvoir ».

Je lui ai rétorqué que, au lieu d'être stupide, la politique américaine est, pour l'essentiel, remarquablement réussie et brutale au service d'intérêts économiques élitistes. Elle peut paraître stupide parce que les raisons données pour ce service sont souvent peu convaincantes et nous laissent l'impression que les responsables politiques sont dépassés et déphasés. Mais ce n'est pas non plus parce que l'opinion publique ne comprend pas ce qu'ils font que les dirigeants de la Sécurité nationale sont pour autant à côté de la plaque. Qu'ils soient des affabulateurs ne veut pas dire qu'ils sont idiots. La politique américaine, même si elle nous coûte beaucoup d'argent, de vies et de souffrances humaines, est essentiellement une entreprise rationnelle et conséquente. Un bon indicateur de cela en est certainement sa façon de définir ses partisans et ses opposants, ceux que l'on traite en amis et ceux que l'on traite en ennemis.

J'ai poursuivi en disant qu'il fallait arrêter de dire « nous » faisons ceci ou « nous » faisons cela, puisque nous parlons uniquement des responsables politiques de l'establishment sécuritaire national, qui représentent un ensemble particulier d'intérêts de classe. Trop de spécialistes, par ailleurs parfaitement compétents, ont cette habitude de se référer au « nous ». C'est une façon commode mais trompeuse de parler des « dirigeants de l'État sécuritaire national américain ». Le débat dépasse de loin la simple signification sémantique. Ceux qui continuent à dire « nous » sont plus susceptibles de traiter les nations comme des unités fondamentales d'analyse des affaires internationales et d'ignorer les intérêts de classe qui sont en jeu. Ils sont plus enclins à supposer une communauté d'intérêts entre les dirigeants et la population là où d'ordinaire il n'en est rien. L'impression qui subsiste est que nous sommes tous responsables de « notre » politique, un point de vue qui disculpe les véritables responsables politiques et qui induit des personnes bien intentionnées à faire un examen de conscience déplacé menant à la conclusion que nous devrions tous avoir honte et éprouver des remords pour ce que « nous » faisons dans le monde.

Toute politique économique, et non seulement ses aspects de politique étrangère, est formulée dans la perspective de l'une ou l'autre classe. L'économie elle-même n'est pas une entité neutre. Au sens strict du terme, « l'économie » n'existe

pas. Personne n'a jamais vu ni touché une économie. Ce que nous voyons, ce sont des gens engagés dans l'échange de valeurs, dans un travail productif ou nettement moins productif, et nous utilisons un terme générique pour désigner toutes ces activités, en les appelant « économie », une construction hypothétique imposée sur des faits observables. Nous traitons ensuite souvent nos abstractions comme des entités réifiées, comme des forces qui s'engendreraient elles-mêmes. Nous parlons donc des questions de l'économie en termes généraux, non des questions de l'économie *capitaliste* qui recouvrent un ensemble spécifique de relations sociales et une distribution perceptible du pouvoir de classe. L'économie devient une entité personnalisée comme dans des assertions telles que « l'économie décline » ou « l'économie reprend ».

De même, nous faisons abstraction du concept de « nation » pour le réifier ensuite. Nous parlons ainsi des États-Unis comme d'une entité uniforme et de ce que « nous, en tant que nation », faisons. Une telle approche occulte les dimensions de classe de la politique américaine. Considérons par exemple la question de l'aide étrangère. Il est trompeur de dire que les États-Unis, en tant que nation, consentent à aider tel ou tel pays. Une nation en soi ne peut en aider une autre en soi. Pour le dire de façon plus précise : les citoyens ordinaires de ce pays, par leurs contributions, aident les élites privilégiées d'un autre pays. Comme quelqu'un l'a dit jadis : l'aide étrangère, c'est quand les pauvres d'un pays riche donnent de l'argent aux riches d'un pays pauvre. Le transfert se fait à travers les frontières des classes aussi bien qu'à travers les frontières nationales, sous la forme d'une redistribution des revenus du bas vers le haut.

Nous entendons parler de « nos » intérêts à l'étranger et des « intérêts américains » dans le monde. Mais il n'est pas aisé de découvrir ce que « nos » dirigeants veulent dire par « intérêts américains ». En 1967, lors de la guerre du Viêt-nam, je prenais conscience de la fréquence avec laquelle les responsables se référaient aux « intérêts américains » pour justifier leur ligne politique sans jamais prendre le temps de nous dire ce que pourraient être ces intérêts. J'ai en vain cherché dans plus d'une dizaine de tomes du *Department of State Bulletin* une définition ou un exemple de ces « intérêts américains ». Ce qui s'en

rapprochait le plus était un commentaire d'un haut fonctionnaire du Département d'État, William Bundy, qui citait « nos bases militaires vitales » aux Philippines comme un intérêt américain essentiel. Comme cela se passe souvent, une présence militaire à l'étranger supposée être là pour défendre « nos intérêts » (quels qu'ils puissent être) devient elle-même un intérêt à défendre. Ce qui a valeur de moyen finit par devenir une finalité.

Bundy poursuivait en signalant un intérêt « plus important » que des bases militaires. S'adressant à un auditoire d'élites américaines et philippines à Manille, il disait : « Les Philippines représentent beaucoup pour les États-Unis parce que [...] c'est un pays dans lequel les Américains, comme le disent si souvent les Philippins, sont faits pour se sentir "chez eux". » Si je comprends bien Bundy, notre intérêt aux Philippines était la préservation de l'hospitalité philippine.

La citation de Bundy devait sans doute occulter une grande partie de l'histoire impérialiste. De 1899 à 1902, quelque deux cent mille Philippins ont péri et des dizaines de milliers d'autres ont été blessés ou torturés par les forces américaines dans une tentative réussie d'écraser l'indépendance philippine. Bundy passait aussi sous silence quelques sinistres réalités actuelles comme la pauvreté des masses philippines et l'industrie florissante de la prostitution destinée aux militaires américains stationnés là – ce qui donne une signification nouvelle à l'affirmation selon laquelle ils « sont faits pour se sentir "chez eux" ».

La vérité est que l'expression « nos intérêts » est toujours définie dans un flou artistique parce qu'elle est utilisée d'une manière qui n'a rien à voir avec nos véritables intérêts. Un changement d'administration n'apporte pas plus de clarification. Au cours de la campagne présidentielle de 1992, Bill Clinton a juré de tracer une nouvelle voie pour l'avenir du pays, rappelant qu'il fallait avoir « le courage de changer ». Ce sont là des déclarations qui sonnaient bien. Mais une fois élu, Clinton a suivi les pas tracés par ses prédécesseurs républicains conservateurs, réaffirmant que les États-Unis devaient rester une superpuissance mondiale, que les engagements américains à l'étranger partaient toujours de bonnes intentions et que les « intérêts américains » pouvaient être appuyés par la force militaire. Et comme ses prédécesseurs, il n'a accepté aucun examen critique de ce que pourraient bien être ces intérêts.

Malgré les spectaculaires transformations qu'a connues le monde, Clinton n'a proposé aucun débat public sur le thème de la politique étrangère. En tant que membre du Conseil des relations extérieures, de la Conférence Bilderberg et de la Commission trilatérale[24], tous dominés par de grandes sociétés commerciales et des groupes élitistes de responsables politiques, Clinton faisait à la fois idéologiquement et physiquement partie du cercle restreint du pouvoir, incapable de faire tanguer le bateau, et moins encore de changer son cap.

De cohérentes incohérences

Une critique habituelle de la politique extérieure américaine est qu'elle est souvent « auto-contradictoire ». Elle est au contraire rigoureusement conséquente dans les intérêts de classe qu'elle met en avant. Pour illustrer la cohérence sous-jacente de stratégies apparemment contradictoires, prenons l'exemple des traitements accordés à Cuba et à la Chine. Depuis 1994, le gouvernement américain met en place tout un stratagème proche de la guerre pour paralyser l'économie cubaine, dont des embargos commerciaux et touristiques et des représailles contre les pays ou les entreprises qui tentent de commercer avec La Havane. La pression américaine a mené à l'annulation de nombreux contrats négociés par Cuba avec des sociétés étrangères. Le désir de « restaurer » la démocratie et les droits de l'Homme à Cuba, nous disait-on, motivait la hargne de Washington.

Les critiques ont été prompts à dénoncer la « contradiction » de la politique américaine vis-à-vis de Cuba et de la Chine. Ils faisaient remarquer que la Chine avait commis de nombreuses violations des droits de l'Homme, mais avait pourtant été gratifiée de la clause commerciale de la « nation la plus favorisée ». Malgré cela, les responsables politiques en appelaient à une « diplomatie douce », nous assurant que la coercition serait contre-productive et que nous ne pouvions imposer de test décisif à la Chine, une stratégie qui était manifestement différente de celle appliquée à Cuba.

Mais derrière ce double jeu apparent, on découvre le même dévouement aux forces d'accumulation du capital et au statu

quo mondial. La Chine s'est ouverte aux capitaux privés et à des « réformes » libéralisant le marché, dont des zones d'entreprises dans lesquelles les investisseurs capitalistes peuvent surexploiter une abondante réserve de main-d'œuvre bon marché sans s'inquiéter de régulations restrictives. De plus, à cause de sa farouche opposition à presque tout mouvement politique dans le monde favorable aux Soviétiques, la Chine avait soutenu les mêmes forces contre-révolutionnaires et même fascistes à l'étranger que ne l'avaient fait les États-Unis : Pinochet au Chili, les moudjahidin en Afghanistan, l'UNITA de Savimbi en Angola et les Khmers rouges au Cambodge. Par contre, dans chacun de ces cas, Cuba était aux côtés des forces qui prônaient une transformation sociale. Il n'y a donc pas vraiment de contradiction entre la politique chinoise des États-Unis et leur politique cubaine – sinon dans les raisonnements invoqués pour les justifier.

En négligeant une perspective de classe, toutes sortes d'experts en arrivent à des conclusions construites sur des apparences superficielles. Dans une rencontre du Conseil des Affaires mondiales à San Francisco, j'ai entendu des participants parler de l'ironie dans laquelle se trouvait un Cuba qui en serait revenu à son point de départ d'avant la révolution. Ils disaient que dans le Cuba pré-révolutionnaire, les meilleurs hôtels et magasins étaient réservés aux étrangers et à la poignée de Cubains qui possédaient des dollars américains, et qu'il en allait de même aujourd'hui.

Ce jugement occulte quelques différences importantes. À court de devises fortes, le gouvernement révolutionnaire a décidé d'utiliser ses plages de rêve et son climat tropical pour développer l'industrie touristique. En 1993, le tourisme était devenu la seconde source (après le sucre) de rentrées en devises fortes. Il est évident que les touristes bénéficient de logements que peu de Cubains peuvent s'offrir puisqu'ils n'ont pas les dollars nécessaires. Mais dans le Cuba d'avant la révolution, les profits tirés du tourisme étaient engrangés par de grosses sociétés, des généraux, des joueurs de casino et des truands. Aujourd'hui, les profits sont partagés entre les investisseurs étrangers qui ont construit les hôtels d'une part et le gouvernement cubain d'autre part. La part gouvernementale

sert à payer les hôpitaux, l'éducation, les machines, le lait en poudre, les importations de carburant et bien d'autres choses encore. En d'autres termes, le peuple récolte une grande part des rentrées de l'industrie touristique – comme de celles de l'exportation cubaine du sucre, du café, du tabac, du rhum, des fruits de mer, du miel et du marbre.

Si Cuba était exactement dans la même situation qu'avant la révolution, ouvert à l'asservissement propre au statut d'État client, Washington aurait levé l'embargo. Si le gouvernement cubain n'utilisait plus le secteur public pour redistribuer une grande part des plus-values à sa population, permettait aux grands propriétaires privés d'empocher les plus-values productives et livrait les entreprises et les terres à la classe des riches propriétaires – comme les pays ex-communistes de l'Europe de l'Est l'ont fait –, il en serait alors revenu à son point de départ, dans l'asservissement caractéristique des États clients, et Washington s'empresserait de l'étreindre, comme tous les autres pays ex-communistes.

La politique américaine des réfugiés est un autre domaine critiqué pour son «inconséquence». De nombreux réfugiés cubains se sont vu accorder l'entrée dans notre pays tandis que les Haïtiens se faisaient refouler. Des quelque trente mille Haïtiens qui ont demandé l'asile politique en 1993, seuls sept cent quatre-vingt-trois ont été acceptés. Parce que les Cubains sont presque tous blancs et les Haïtiens sont presque tous noirs, certains en ont conclu que ces différences de traitement devaient être imputées au racisme.

La discrimination ethnique est bien sûr incrustée dans la politique d'immigration américaine de la plus grande partie du vingtième siècle. Elle était dirigée à l'encontre des Asiatiques et des Africains et, dans un degré moindre, à l'encontre des Européens de l'Est et du Sud, et favorisait les Européens du Nord. Mais si l'on envisage le traitement réservé aux réfugiés cubains et haïtiens, il faut regarder plus loin que la couleur de la peau. Les réfugiés des États clients de droite comme le Salvador ou le Guatemala, bien qu'ils soient de race blanche, rencontrent de grandes difficultés à obtenir l'asile. Les réfugiés du Nicaragua, qui sont pourtant de la même origine ethnique latino-américaine que leurs voisins salvadoriens ou gua-

témaltèques, n'ont quant à eux guère éprouvé de difficultés à entrer aux États-Unis parce qu'ils étaient considérés comme fuyant un gouvernement sandiniste « communiste ». De même, les réfugiés du Viêt-nam sont bien asiatiques, ce qui ne les a pas empêchés de se voir accorder l'entrée aux États-Unis en grand nombre – trente-cinq mille pour la seule année 1993 – parce qu'eux aussi fuyaient un gouvernement anticapitaliste.

Pendant la guerre froide, les émigrés d'Union soviétique et d'Europe de l'Est recevaient automatiquement des visas d'entrée. Lorsque le communisme a fait place aux gouvernements conservateurs favorables au libre marché, le Département d'État a mis son programme « en révision ». En 1994, le visa n'a été accordé qu'à quelques Russes et à presque aucun Ukrainien, pas même les Juifs, même si ces derniers semblent confrontés à un harcèlement antisémite bien plus important qu'il ne l'avait jamais été sous le communisme.

Dans les exemples que nous venons de mentionner, le critère décisif ne paraît pas relever des émigrants mais de la politique de leur gouvernement. Les réfugiés des pays anticapitalistes sont en général automatiquement considérés comme des victimes de l'oppression politique et ont pratiquement l'entrée acquise aux États-Unis, alors que les réfugiés des pays procapitalistes menant une politique répressive sont refoulés dans leur pays où ils seront souvent emprisonnés sinon éliminés. Car s'ils fuient un gouvernement procapitaliste conservateur, ils sont par définition politiquement indésirables.

En 1994, la politique des réfugiés a débouché sur plusieurs complications avec Cuba. En conformité avec un accord précédemment passé entre La Havane et Washington, le gouvernement cubain a autorisé ses concitoyens qui étaient en possession d'un visa américain à partir pour les États-Unis. Washington avait accepté d'émettre vingt mille visas par an mais en a en fait très peu accordé, préférant inciter des départs illégaux pour en récolter un effet de propagande. Tous les Cubains qui ont illégalement fui sur de frêles esquifs ou qui ont détourné des bateaux ou des avions, se sont vu attribuer l'asile politique aux États-Unis et ont été acclamés en héros qui avaient risqué leur vie pour échapper à la tyrannie castriste. Lorsque La Havane a annoncé qu'elle ne voulait plus jouer dans ce jeu et laisse-

rait dorénavant partir tous ceux qui le désiraient, l'administration Clinton, qui craignait un afflux massif de réfugiés, en est revenue à une politique de frontières fermées. Les responsables politiques redoutaient alors que l'exil de trop de réfugiés mécontents, en atténuant les tensions au sein de la société cubaine, puisse aider Castro à rester au pouvoir.

Cuba a été condamné pour ne pas avoir autorisé ses citoyens à s'en aller, il l'a ensuite été pour les avoir autorisés à partir. Le désir de Washington de faire passer le gouvernement cubain pour un oppresseur cruel est caché derrière cette apparente inconséquence. Comme l'assistant adjoint au Secrétariat d'État Michael Skol l'a énoncé devant une commission du Congrès, le 17 mars 1994, le but visé était « le démantèlement de l'État » cubain. Les considérations politiques priment sur toute prise en compte des difficultés de la population concernée. Pour comprendre cela, il ne faut pas perdre de vue que, derrière les tactiques immédiatement visibles, la stratégie prévaut.

Les armes pour le profit

Des critiques dénoncent l'establishment militaire américain comme un pur gaspillage bidon. Ce sont généralement les mêmes personnes qui disent que la politique étrangère américaine est stupide. Il faut encore ici rappeler que ce qui peut être inutile et coûteux pour une classe (les citoyens ordinaires qui le financent par leurs impôts), peut être magnifique et bénéfique pour une autre (les fournisseurs privés de la Défense et les huiles de l'armée).

Nous avons été, au fil des ans, quelques-uns à avancer que si l'Union soviétique et les autres pays communistes venaient à disparaître, nos dirigeants maintiendraient toujours un important establishment militaire. La réalité nous fournit très rarement l'opportunité de tester une hypothèse politique comme cela se fait dans un laboratoire expérimental. Dans ce cas précis, l'hypothèse a pu être testée quand les gouvernements communistes ont été renversés. Il est clair que la formidable force militaire mondiale des États-Unis est demeurée largement intacte, et à un coût bien supérieur à ce qu'il était à l'apogée

de la guerre froide (même après ajustement en tenant compte de l'inflation).

Pourquoi en est-il ainsi ? En tout premier lieu, les dépenses militaires se révèlent être l'une des plus grandes sources d'accumulation du capital national. Elles représentent une forme de dépense publique qu'aiment les entreprises privées. Lorsque le gouvernement investit des fonds dans la sphère économique non commerciale – comme les services postaux, les chemins de fer publics ou des logements à prix abordables et des hôpitaux publics –, il démontre que le secteur public peut créer des biens, des services et des emplois en étendant l'assiette de l'impôt sans nécessiter l'accroissement des investissements privés. De telles dépenses concurrencent le marché privé.

Par contre, les missiles et porte-avions constituent une forme de dépense publique qui ne concurrence pas le marché civil. Un contrat de défense ressemble à tout autre contrat d'affaires, mais en mieux. Les revenus des impôts couvrent tous les risques de production. À la différence d'un fabricant de réfrigérateurs qui doit se tracasser pour vendre sa marchandise, un fabricant d'armes produit un matériel qui fait déjà l'objet d'un contrat agrémenté de clauses garantissant tout dépassement de coûts. Et le gouvernement prend encore en charge la plupart des coûts de recherche et développement.

Les dépenses de défense ouvrent une ère de demandes virtuellement sans limites. Y a-t-il jamais assez de sécurité militaire ou de suprématie ? On trouve toujours de nouvelles armes à fabriquer. L'industrie de l'armement tout entière bénéficie d'une obsolescence bien calculée : peu après la production d'un système d'armement qui a coûté de multiples milliards de dollars, il est déjà périmé par les avancées technologiques et doit être amélioré ou remplacé.

De plus, la plupart des contrats militaires sont attribués sans appel d'offres, de sorte que les fabricants d'armes reçoivent à peu de chose près le prix qu'ils ont demandé. La tentation est en conséquence de développer des armes et du matériel militaire toujours plus élaborés et coûteux – et donc toujours plus rentables. De tels produits ne sont pas nécessairement les plus efficaces ou les plus pratiques. Beaucoup ont des performances médiocres. Mais une performance médiocre procure

ses propres bénéfices secondaires sous forme d'attributions additionnelles destinées à rendre ces armes convenablement opérationnelles.

Les fournisseurs de la Défense jouissent en somme d'un taux de profit substantiellement plus élevé que ce qu'ils trouveraient d'ordinaire sur le marché civil. Il n'est pas étonnant que les chefs d'entreprises ne soient pas chauds du tout pour réduire les dépenses militaires. Elles sont pour eux une corne d'abondance sans fin, à bas risques et à hauts profits qui déverse des milliards et des milliards de dollars. Les dépenses militaires sous-tendent le système capitaliste tout entier tout en appauvrissant le secteur public non marchand. Voici donc les deux raisons fondamentales pour lesquelles les États-Unis restent obstinément une superpuissance armée même en l'absence du prétexte d'avoir en face d'eux une autre superpuissance : premièrement, un establishment militaire énorme est nécessaire pour maintenir un univers sans danger pour l'accumulation mondiale du capital ; deuxièmement, une armée énorme est en elle-même une des sources directes de l'immense accumulation du capital.

Chapitre 6

Drogues, mensonges et guerres-vidéos

Les raisons avancées pour justifier les interventions impérialistes américaines sont aussi nombreuses qu'artificielles. Nous les avons énoncées au chapitre précédent: «défendre la démocratie», «protéger les intérêts américains», «remplir ses responsabilités comme dirigeant mondial» et «contenir la menace soviétique de conquête mondiale». Envisageons ici d'autres prétextes.

Chasser les démons

Une façon de convaincre les Américains que leur survie est menacée par un adversaire maléfique est de personnifier ce mal. Des années durant, le démon de choix a été le dictateur soviétique Joseph Staline. Dans l'après Deuxième Guerre mondiale, les critiques de la politique étrangère des États-Unis, dont la plupart étaient conservateurs, mettaient en garde contre les implications à l'étranger et les dangers concomitants d'inflation, de gouvernement fort et de dette abyssale. Les va-t-en-guerre froide de Washington répliquaient toujours en agitant le spectre terrifiant de Staline. À chaque fois que le Congrès votait sur ces questions, le conservatisme fiscal n'était pas de taille à faire face aux militaristes et aux interventionnistes prodigues et dilapidateurs de budgets, obsédés par l'image des hordes de Staline prêtes à nous sauter dessus au moment précis où nous priverions nos forces armées d'un seul bateau ou avion.

À part les communistes, les autres démons désignés étaient les dirigeants populistes nationalistes du tiers monde. En 1952, par exemple, c'était le colonel Gamal Nasser en Égypte. Il avait renversé une monarchie de compradores corrompue et offert au peuple égyptien, pour la première fois de son histoire, un système d'éducation publique gratuit. Nasser avait des prétentions sur le canal de Suez, réclamant que, plutôt que la Grande-Bretagne et la France, l'Égypte elle-même le contrôle et touche les droits sur son trafic. Il prit aussi le chemin des non-alignés pendant la guerre froide. De telles déviations à son statut d'État client subordonné ont amené le secrétaire d'État John Foster Dulles à stigmatiser Nasser comme le « Hitler du Nil » et comme une menace pour la stabilité du Moyen-Orient.

En 1957, le Congrès américain a approuvé une résolution présidentielle, mieux connue sous le nom de « doctrine Eisenhower », qui désignait le Moyen-Orient comme une région vitale pour l'intérêt national américain. Comme pour les doctrines Monroe et Truman, « le gouvernement américain conférait au gouvernement américain le droit notable et enviable d'intervenir militairement » dans une nouvelle région du monde, ainsi que le notait le journaliste politique William Blum. Peu après, la CIA commençait ses opérations pour renverser le gouvernement syrien démocratiquement élu et fomentait une série de coups pour se débarrasser de Nasser et de son nationalisme gênant. Si quelqu'un agissait comme déstabilisateur hitlérien au Moyen-Orient, ce n'était pas le président Nasser.

Si l'on en croit les dirigeants et les pontifes médiatiques américains, le colonel Muammar Kadhafi en Libye est un autre démon, un « assassin » que l'on dit souffrir de « mégalomanie hitlérienne ». Des commentateurs invités à l'émission « Nightline » d'*ABC* le 4 décembre 1981 l'ont également catalogué comme « menteur pathologique » et « aliéné ». Le vrai péché de Kadhafi a été d'avoir renversé en 1969 une clique dirigeante corrompue et arrogamment riche et d'avoir opté pour une société plus égalitaire, utilisant une grande part de son capital et de sa main-d'œuvre pour les besoins publics. Il a aussi nationalisé l'industrie pétrolière libyenne. En conséquence, pendant la plus grande partie des années 1980 et 1990, la Libye a été l'objet de provocations américaines, de frappes aériennes, d'embar-

gos et d'une campagne de propagande prolongée destinée à convaincre l'opinion publique américaine qu'un pays de trois millions d'habitants, avec une armée modestement équipée de cinquante-cinq mille hommes, était devenu une menace mortelle pour les États-Unis.

Le président du Panama Manuel Noriega a également servi de leader diabolisé. En 1989, à la veille de l'invasion du Panama par les États-Unis, des présentateurs de journaux télévisés parlaient de lui en termes de « vieux serpent de la jungle » et de « rat de marécage ». Les soldats américains auraient retrouvé chez Noriega tout un bric-à-brac vaudou, cinquante kilos de cocaïne et un portrait d'Adolf Hitler. L'enquête a ensuite démontré que le matériel vaudou était en fait des gravures indiennes, que la « cocaïne » était un stock de réserve de farine pour tortillas et que la photo d'Hitler était celle d'un récit-photos d'un numéro du magazine *Time-Life* consacré à l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

L'année suivante, c'était au tour de Saddam Hussein de connaître un processus similaire de diabolisation alors que la Maison-Blanche et les médias faisaient tourner à plein régime leur machine de propagande contre l'Irak. Saddam était appelé « le boucher de Bagdad » et « le monstre », considéré comme « aliéné » et comme « psychologiquement dérangé ». Le président Bush Sr le décrivait comme ayant fait de « pires choses qu'Hitler ». Le dirigeant du pays ciblé n'est pas seulement diabolisé, il est aussi considéré comme une personnification de son pays. Mise sur pied d'égalité avec son dirigeant, la population du pays est ainsi diabolisée par procuration et devient une proie idéale pour l'assaut qui suit.

Chercher à gauche le terrorisme

Les adversaires diabolisés sont souvent accusés de terrorisme. Pendant des années, l'administration Reagan a accusé les Soviétiques d'organiser un réseau mondial de terrorisme. De grands organes de presse étaient à l'unisson, comme le *Washington Post* du 27 janvier 1981 qui accusait les Soviétiques et leurs alliés d'être la « source première de terreur du monde ».

Le *Wall Street Journal* écrivait dans son éditorial du 23 octobre 1981 que les Soviétiques et les Cubains avaient une « implication profonde dans le terrorisme américain ». Des livres, écrits par des correspondants de droite comme Claire Sterling, soutenaient que les groupes terroristes arabes, irlandais, basques, japonais, ouest-allemands et italiens étaient liés à Moscou. Ce qu'il manquait à toutes ces accusations, c'était la moindre preuve tangible – de même, on n'a trouvé aucun élément probant après la chute de l'Union soviétique et l'ouverture des dossiers du KGB.

Les Libyens ont régulièrement été accusés de terrorisme par l'administration américaine. Au début des années 1990 par exemple, le gouvernement américain a accusé la Libye d'être responsable de l'attentat du vol Pan Am 103 qui s'est écrasé au-dessus de Lockerbie en Écosse, tuant deux cent soixante-dix personnes, même si l'on n'a fourni aucune preuve matérielle de l'implication des Libyens et que beaucoup d'indices suggèrent que leurs auteurs étaient liés à des organisations en Iran et en Syrie[25].

En 1981, la Libye était accusée par la Maison-Blanche et ses loyaux serviteurs des médias d'avoir envoyé un groupe de tueurs pour abattre le président. Les journaux ont organisé une campagne de presse accréditant la menace d'une telle tentative d'assassinat. Selon la source d'information à laquelle on croyait, il y avait une ou deux équipes de trois ou cinq, ou dix, ou douze, ou treize assassins libyens et iraniens venant ou du Canada ou du Mexique, peut-être assistés d'Allemands de l'Est, de Syriens, de Libanais ou de Palestiniens. Jamais aucune équipe d'assassins n'avait bénéficié d'autant d'effets d'annonce. Cela aurait dû être suffisant pour dissuader ceux qui auraient cherché à profiter des coups de pub les plus sauvages. Ces équipes inexistantes ne se sont jamais matérialisées.

Pendant ce temps, de vrais actes terroristes de droite, comme le bombardement d'un avion de ligne cubain qui a coûté la vie à un grand nombre de gens, l'attentat raciste contre une discothèque multiraciale en Allemagne de l'Ouest ainsi que des centaines d'attaques terroristes et de crimes haineux *à l'intérieur même* des États-Unis, perpétrés par des groupuscules d'extrême droite purement nationaux contre des minorités

ethniques ou religieuses, des homosexuels et des hôpitaux pratiquant l'avortement, n'ont même pas fait sourciller Washington.

En se présentant lui-même comme le champion de la lutte antiterroriste, l'État sécuritaire national américain dévie l'attention de son propre réseau de terreur international, qui comprend d'anciens nazis abrités aux États-Unis et utilisés pour des campagnes terroristes en Amérique latine et ailleurs, tout comme les forces militaires, paramilitaires et les escadrons de la mort dans des dizaines de pays – entraînés, équipés et financés par la CIA et le Pentagone – qui ont à grande échelle terrorisé leur propre population. Dans des pays comme le Guatemala, le Mozambique et Haïti, ils ont tué plus de personnes en une semaine que les groupes « terroristes » arabes, basques et nord-irlandais ne l'ont fait en dix ans.

Protéger les Américains à l'étranger

Les médias parlent fréquemment d'Américains qui finissent dans des geôles étrangères. Invariablement, un haut fonctionnaire américain apparaît dans l'histoire pour avertir ses concitoyens qu'ils doivent respecter les lois du pays qu'ils visitent et que, contrairement à la croyance populaire, ils ne doivent pas penser que leur gouvernement sera capable de leur venir en aide. Mais pourquoi tant d'Américains nourrissent-ils cette croyance erronée ?

La réponse est qu'il y a peut-être deux gouvernements américains : l'incapable qui hausse les épaules et murmure : « Quand vous voyagez à l'étranger, vous êtes livrés à vous-mêmes », et l'autre qui proclame effrontément : « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés quand des vies américaines sont en danger, nous envoyons les marines ! » Après avoir entendu pendant plus d'un siècle ce dernier refrain, les Américains peuvent être pardonnés de penser que quand ils sont à l'étranger, ils sont protégés par la toute-puissance et la majesté des États-Unis.

Le motif de « protéger des vies américaines » a été maintes fois utilisé comme excuse pour envahir et occuper d'autres pays. En 1958, pour justifier le débarquement de dix mille marines américains au Liban (envoyés là pour protéger le gouvernement

de compradores procapitaliste d'un soulèvement nationaliste), le président Eisenhower décida que les citoyens américains devaient être évacués vers un lieu plus sûr. En fait, ils avaient été avertis d'éviter de voyager au Liban et la plupart des civils américains avaient fui le pays bien avant l'arrivée des marines.

En 1962, en République dominicaine, après trente ans de dictature de Rafael Trujillo qu'épaulaient les Américains, des élections libres et démocratiques avaient amené Juan Bosch à la présidence. Bosch se prononçait pour des réformes agraires, des logements à bas prix, la nationalisation de certaines entreprises, des projets de travaux publics, une réduction de l'importation d'articles de luxe et la reconnaissance de tous les groupes politiques. Washington considérait Bosch de façon peu flatteuse, voyant en lui l'instigateur d'un « socialisme rampant ». Après sept mois à peine de présidence, il a été déposé par l'armée dominicaine aidée par les Américains.

Trois ans après ce coup d'État, des éléments démocratiques constitutionnalistes au sein des forces armées dominicaines, aidés de civils armés, ont tenté de restaurer Bosch à la présidence. Durant la lutte qui s'ensuivit, les forces constitutionnalistes ont offert de coopérer pleinement à l'évacuation de tout citoyen américain qui désirait quitter le pays. Aucun Américain n'était en fait maltraité et la Maison-Blanche ne se faisait aucun souci pour eux. Mais quand il a été évident que la junte militaire allait être déposée, le président Lyndon Johnson a envoyé des troupes pour « protéger les vies américaines ». On peut se demander pourquoi vingt-trois mille hommes étaient nécessaires pour porter secours à un nombre relativement peu élevé d'Américains qui n'avaient pas réclamé d'assistance et parmi lesquels s'en trouvaient qui aidaient en fait les constitutionnalistes.

En réalité, la force d'invasion était bien engagée dans une opération de sauvetage – non des citoyens américains mais de la junte de droite, lui fournissant armes et fonds et participant à la suppression sanglante des constitutionnalistes. Les troupes américaines sont restées environ cinq mois sur l'île, beaucoup plus de temps qu'il n'en aurait fallu pour évacuer les Américains. C'était la cinquième fois au XX^e^ siècle que les États-Unis envahissaient la République dominicaine pour empêcher un changement social populaire et consolider la dictature de classe.

Le même refrain familier des « vies américaines en danger » a été à nouveau répété en 1983, quand le président Reagan, en violation du droit international, a envahi la petite île des cent deux mille habitants de la Grenade en un assaut qui n'avait été réclamé par personne, tuant bon nombre de défenseurs de l'île. La Maison-Blanche a prétendu que cette intervention était une opération de sauvetage des étudiants américains de l'école médicale Saint-Georges supposés être menacés dans la querelle que se menaient les différentes factions dirigeantes de l'île. En fait, comme le président de l'école l'a déclaré, aucun élève n'a été menacé et peu désiraient partir. Après avoir été avertis de l'invasion à venir, plusieurs étudiants ont changé d'avis. Leur désir d'évacuer dans l'ordre pour être hors de portée d'une action militaire américaine a alors été interprété comme une justification de l'invasion elle-même.

Le vrai péché de la Grenade, c'était que son mouvement révolutionnaire du New Jewel avait mené des réformes égalitaires, comme la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire, celle des hôpitaux publics (le plus souvent avec l'aide de médecins cubains), la distribution gratuite de produits alimentaires aux plus nécessiteux et des moyens pour améliorer les logements. Le gouvernement avait aussi loué des terres non labourées pour y établir des fermes coopératives et tenté de transformer l'agriculture d'exportation en une production agricole intérieure autosuffisante. Après l'invasion, tous ces programmes ont été supprimés et le chômage comme les besoins économiques ont augmenté rapidement. L'île n'a pas pu poursuivre sa voie alternative de développement autonome.

Un tout dernier mot : au milieu des années 1980, lorsque l'administration Reagan a fait allusion à une possible invasion du Nicaragua, un grand nombre de citoyens américains qui résidaient dans ce pays et soutenaient le gouvernement sandiniste, ont publié un communiqué exposant avec clarté que leur vie n'était pas en danger. Le prétexte de « sauver les Américains » était devenu si familier qu'ils ont cru bon d'anticiper son utilisation par Washington et de désamorcer une fausse alerte.

Trouver des prétextes

Lorsque quelqu'un donne sans cesse des explications nouvelles et différentes pour justifier une action particulière, c'est probablement qu'il ment. Il en va de même avec les responsables politiques. En octobre 1917, la révolution russe faisait trembler la terre partout dans le monde capitaliste. Le parti bolchevique, soutenu en masse par les travailleurs, renversait l'autocratie tsariste, redistribuait les propriétés terriennes, confisquait les propriétés de l'Église, nationalisait les banques et entreprises privées et se proclamait un État des travailleurs. Pour les classes possédantes du monde occidental, un cauchemar était devenu réalité.

Il n'a fallu que quelques mois aux États-Unis et à quatorze autres pays capitalistes pour envahir la Russie soviétique. On a raconté au peuple américain que (1) cette action militaire avait pour but d'empêcher le gouvernement bolchevique d'aider les Allemands contre lesquels les alliés occidentaux étaient toujours en guerre. Les bolcheviques négociaient en fait une paix séparée avec les Allemands, ce qui ne signifiait en aucun cas une quelconque inclinaison à aider le Kaiser. Une fois la guerre avec l'Allemagne terminée, on a trouvé une nouvelle excuse. Le président Woodrow Wilson proclamait maintenant que (2) les troupes d'invasion étaient nécessaires pour rétablir l'ordre et éviter des atrocités. Il omettait convenablement de dire que c'étaient les interventionnistes et leurs alliés, les Russes blancs, qui causaient le plus de désordres et commettaient le plus d'atrocités. On dit ensuite que (3) l'intervention était destinée à contraindre les bolcheviques à rembourser les emprunts contractés par le régime tsariste avec l'Europe.

Le président Wilson a finalement admis la véritable raison : (4) il ne pouvait souffrir les bolcheviques. Mais il n'a jamais expliqué ce qu'ils avaient de tellement insoutenable. Le véritable but de l'intervention occidentale était de renverser le nouvel ordre émergent, ouvertement anticapitaliste. La première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire devait être écrasée de crainte qu'elle ne serve d'exemple dangereux pour les citoyens ordinaires d'autres pays dont les États-Unis. Des dirigeants comme le secrétaire d'État Lansing et le président

Wilson lui-même ont exprimé leur appréhension dans leur correspondance privée. Mais jamais ils ne dirent aux citoyens de leur pays ni d'aucun autre pays capitaliste ce qui les préoccupait réellement.

La recherche éperdue d'alibis a encore été plus spectaculaire pendant la guerre du Viêt-nam, dans les années 1960. Dans les premiers moments du conflit, les hommes de Washington proclamaient que l'implication américaine était nécessaire (1) pour stabiliser le gouvernement du Viêt-nam du Sud. Puis (2) pour empêcher une invasion du Viêt-nam du Nord. Tandis que les victimes se multipliaient, ils prétendaient que le but politique était (3) de sauver toute l'Asie du Sud-Est du «communisme asiatique qui a ses quartiers généraux à Beijing». Dans les dernières années de la guerre, l'enjeu déclaré n'était rien de moins que (4) la sécurité et l'honneur national des États-Unis et la survie du Monde libre.

Revenons à la Grenade, pour laquelle nous avons vu comment l'administration Reagan avait utilisé comme prétexte d'invasion (1) le sauvetage d'étudiants en médecine américains. Reagan avait ensuite déclaré que (2) la Grenade avait constitué un immense arsenal d'armements susceptible de menacer les autres pays des Caraïbes puis que (3) ce pays était devenu un instrument de la puissance soviétique qui construisait un port destiné à abriter les sous-marins de l'Union soviétique et un aéroport militaire pour accueillir ses avions – ce qui était entièrement faux. On nous disait encore que (4) l'île côtoyait un point d'engorgement de nos couloirs de navigation, c'est-à-dire, en d'autres termes, que la petite Grenade aurait pu mettre les États-Unis à genoux en coupant ses routes maritimes. Une fois le pays sous contrôle, les envahisseurs ont installé un gouvernement de «libre marché» dirigé par un parti New National financé par les États-Unis, concrétisant ainsi le véritable but de l'invasion : empêcher tout pays caribéen de s'extraire lui-même du système capitaliste mondial.

Des déclarations officielles sur la guerre des Contras appuyée par les États-Unis contre le Nicaragua dans les années 1980 révélaient une même gradation dans les prétextes invoqués. On nous disait initialement que les attaques avaient pour but (1) d'intercepter les armes que Managua envoyait aux rebelles

salvadoriens. On ne nous a jamais expliqué pourquoi le FMLN salvadorien ne pouvait pas être aidé dans sa lutte contre une dictature meurtrière. Puis, on nous exposait que l'intervention contre Managua était destinée (2) à amener les Nicaraguayens à organiser des élections démocratiques – ce qu'ils avaient déjà fait en 1984. C'était ensuite (3) pour empêcher le Nicaragua de devenir un satellite soviétique. Cela devenait finalement (4) ne pas permettre au Nicaragua d'exporter sa révolution à toute l'Amérique centrale et de menacer la sécurité des États-Unis eux-mêmes. Les raisons évoquées semblent faire l'objet d'une escalade au fur et à mesure que l'intervention gagne en ampleur et en coût.

Le massacre de la guerre du Golfe de 1991 est un exemple de choix[26] pour illustrer combien mensonges et guerre vont bras dessus, bras dessous. Dans le deuxième semestre de 1989, après avoir reçu de l'administration américaine l'assurance que Washington resterait neutre, l'Irak envahissait le Koweït. En réplique, l'administration Bush Sr, assistée par d'autres pays membres des Nations unies, lançait un mois de raids aériens intensifs sur les forces d'occupation irakiennes au Koweït et sur la population civile d'Irak, en ce compris Bagdad.

Suite à des discussions avec l'Union soviétique, l'Irak acceptait de retirer ses troupes du Koweït dans une période de trois semaines. Le président Bush, quant à lui, ne voulait leur donner qu'une semaine. L'évacuation irakienne s'est alors transformée en un massacre des troupes irakiennes en retraite par les bombardements américains. Plus de cent mille Irakiens, dont beaucoup de civils, ont été tués dans ce conflit à sens unique qui n'a fait que quelques centaines de victimes américaines.

La première guerre du Golfe (la « Tempête du Désert », comme les responsables politiques l'ont appelée) a démontré qu'un dirigeant étranger n'avait pas besoin d'être communiste pour subir de plein fouet le choc de l'impérialisme américain. Bien que Saddam ait apporté à son peuple un niveau de vie supérieur à la moyenne et mené une politique de développement national, il manifestait fort peu de ces intentions idéologiques égalitaires que les défenseurs du capitalisme trouvent si haïssables. Il a torturé et assassiné un grand nombre de communistes et d'autres opposants de gauche, une politique qui rend

en général Washington tout feu tout flamme pour un dictateur. Jusque peu avant la guerre du Golfe, Saddam bénéficiait régulièrement de l'aide militaire américaine. Pourquoi dès lors le président Bush Sr a-t-il frappé si fort l'Irak ?

Quelques mensonges pour la première guerre du Golfe

L'administration Bush a donné comme excuse première que (1) les forces américaines étaient nécessaires au Moyen-Orient pour défendre l'Arabie saoudite d'une invasion irakienne imminente. Mais si les Irakiens pensaient envahir l'Arabie saoudite, pourquoi n'ont-ils pas pénétré dans ce pays immédiatement après avoir attaqué le Koweït et bien avant que les troupes américaines n'arrivent ? Contrairement à la désinformation qui circulait, les journalistes ne pouvaient trouver aucune troupe irakienne qui soit massée à la frontière saoudienne.

Bush a proclamé que son attaque n'intervenait qu'après « des mois d'activité diplomatique constante et interminable » et que (2) l'Irak ne montrait aucun intérêt pour un règlement négocié. C'était un mensonge éhonté. Au cours de la seule session « diplomatique » qu'il a tenue à Genève avec les Irakiens, le secrétaire d'État Baker leur a simplement ordonné de quitter le Koweït. De ses propres dires, Baker n'a fait aucun effort pour étudier les griefs des Irakiens à l'encontre des Koweïtiens. Lorsque les Irakiens ont tenté d'explorer des pistes pour la paix durant le reste de l'année 1990, elles ont été ignorées par la Maison-Blanche.

L'administration Bush brûlait de se battre dans cette bataille à sens unique. Les porte-parole de la Maison-Blanche considéraient une retraite irakienne du Koweït comme étant « un scénario catastrophe ». Pourquoi en aurait-il été ainsi ? L'évitement de la guerre n'aurait-il pas plutôt été un scénario idéal ? Les responsables politiques comprenaient qu'une retraite pacifique supprimerait le *casus belli* et priverait le président d'« une glorieuse victoire contre l'agression ».

Le président a également dit être soucieux de (3) protéger les droits de l'Homme au Koweït et partout ailleurs au Moyen-Orient. Mais il y avait excessivement peu de démocratie dans

aucun des émirats féodaux et des autocraties de la région. En Arabie saoudite, les femmes étaient toujours lapidées à mort pour adultère. Au Koweït, les assemblées démocratiques et autres groupements politiques organisés étaient régulièrement écrasés. Une seule famille ignominieusement riche contrôlait la vie politico-économique du pays.

On a dit aussi que (4) les États-Unis promouvaient l'engagement des Nations unies à défendre les États membres contre l'agression. Pourquoi alors seulement dans ce cas ? Tant la Syrie qu'Israël ont envahi le Liban et occupé des parties de ce pays, la Turquie s'est emparée de la moitié de l'île de Chypre, le Maroc a mené une guerre d'agression contre le Sahara occidental ; l'Indonésie a envahi et annexé le Timor-Oriental au prix d'énormes pertes en vies humaines dans la population de ce pays. Et Washington a pourtant maintenu d'étroites relations de soutien avec tous ces agresseurs. Lorsque l'Irak, quelques années avant la guerre du Golfe, envahit l'Iran, Washington a envoyé une aide militaire aux deux pays. Les dirigeants américains eux-mêmes ont envahi la Grenade et le Panama. Il est difficile de ne pas être sceptique quant à la soudaine intolérance bardée de principes que Washington manifeste face à une agression.

Bush a affirmé en août 1990 qu'(5) il essayait d'empêcher Saddam de monopoliser « toutes les réserves de pétrole mondiales ». Cet alibi nous a au moins rapprochés de la vérité : le pétrole était manifestement une raison. Mais cette affirmation était fausse. Aucun producteur ne peut contrôler à lui seul le marché mondial du pétrole, pas même un consortium puissant tel que l'OPEP, sans même parler d'un dirigeant individuel comme Saddam. Même avec l'embargo de 1990 qui a retiré du marché le pétrole irakien, la production de pétrole nette mondiale est restée globalement la même.

La Maison-Blanche a alors insinué que (6) l'Irak était une menace nucléaire. Cet argument polémique a été ajouté sur la liste des prétextes de Bush plusieurs mois après qu'il se soit lancé dans l'intervention, et seulement juste après que les sondages d'opinion aient montré que les Américains appréhendaient la possibilité que l'Irak puisse développer une capacité nucléaire. De toute manière, avec les sanctions en place, il était impossible à l'Irak d'acquérir les éléments nécessaires à la fabrication d'une bombe nucléaire.

En novembre 1990, le secrétaire d'État Baker a exposé que (7) l'intervention préserverait les emplois aux États-Unis. C'était la première fois que quelqu'un dans l'entourage sécuritaire national de Bush montrait de l'intérêt pour la force de travail de la nation. Personne cependant n'a expliqué comment un massacre coûteux au Moyen-Orient pouvait protéger des emplois aux États-Unis. Le taux de chômage s'est en fait légèrement élevé après la guerre. Quoi qu'il en soit, il y avait des moyens plus opportuns et moins horribles de conserver des emplois américains que de porter la destruction dans un autre pays.

Quelques vraies raisons

L'administration Bush a préféré ne pas mentionner un certain nombre de considérations qui l'ont irrésistiblement amenée à faire la guerre contre l'Irak.

Premièrement, Saddam Hussein tentait d'arrêter les forages koweïtiens qui épuisaient ses propres nappes de pétrole, et de faire monter le prix du pétrole. Cet intérêt téméraire pour l'économie de son pays aux dépens de ceux du cartel pétrolier international l'a subitement rendu indésirable aux yeux de Washington.

Deuxièmement, grâce aux principales chaînes de télévision, la guerre du Golfe a servi d'événement vidéo publicitaire pour le complexe militaro-industriel ou, si l'on veut, d'opération de sauvetage d'un budget de la Défense par trop enflé. En juillet 1990, pour la première fois depuis des années, le Congrès dominé par le Parti démocrate discutait en effet de réductions sévères dans les dépenses militaires. La saga de la guerre du Golfe le remettait opportunément sur le droit chemin.

Troisièmement, la victoire rapide et facile a fait la promotion de l'interventionnisme lui-même et a offert un remède contre le « syndrome du Viêt-nam » (à savoir la réticence de l'opinion publique à lancer des forces américaines dans de violents conflits à l'étranger). La guerre du Golfe semblait résoudre un problème que l'interventionnisme américain affrontait depuis longtemps : comment s'engager dans une action militaire sans pertes importantes en vies américaines (un souci plus politique qu'humanitaire : de lourdes pertes américaines rendent l'in-

tervention impopulaire dans l'opinion publique américaine) ? La meilleure façon d'économiser des vies américaines a été de mettre en œuvre une puissance de feu aérienne, terrestre et maritime d'une ampleur à ce point supérieure à celle de l'ennemi qu'elle pouvait détruire sa capacité militaire, ses infrastructures et ses systèmes de communication sans grand engagement de troupes américaines.

Dire, comme des activistes anti-guerre l'ont soutenu, que l'Irak a été renvoyé au XIX^e siècle est un gros euphémisme. L'Irak avait au XIX^e siècle une base productive en mesure d'assurer globalement les besoins de la population de l'époque. La destruction a causé une crise bien plus grande que cela. En mars 1991, une mission des Nations unies en Irak rapportait que le conflit « a engendré des résultats quasi apocalyptiques » en détruisant « la plupart des moyens nécessaires à la vie moderne » et a relégué l'Irak « à l'ère préindustrielle avec tous les handicaps de la dépendance postindustrielle à l'utilisation sur grande échelle d'énergie et de technologie ».

Ce n'est pas sans raison si les militaristes américains ont fanfaronné que les attaques étaient « chirurgicales ». Il est vrai que la plupart des bombes tombaient en chute libre et tuaient sans discernement, mais les milliers de frappes aériennes ont effectivement détruit de façon chirurgicale la plus grande partie des systèmes électriques irakiens et ont sérieusement endommagé l'activité agricole du pays. Sans système électrique, l'eau ne pouvait être purifiée et les eaux usées ne pouvaient être non plus traitées. La faim, le choléra et d'autres maladies ont inondé le pays.

La guerre du Golfe a été suivie d'un embargo vindicatif des Nations unies qui, bien des années plus tard, empêchait toujours l'Irak d'accéder aux ressources technologiques qui lui auraient permis de reconstruire son appareil de production alimentaire, ses services médicaux et son infrastructure sanitaire. CNN rapportait en 1993 que près de trois cent mille enfants irakiens souffraient encore de malnutrition. La mortalité excédait le taux normal de près de cent vingt-cinq mille morts par an, affectant le plus souvent « les pauvres, les nouveau-nés, les enfants, les malades chroniques et les personnes âgées » (*Los Angeles Times* du 22 février 1994). Les citoyens ira-

kiens qui jouissaient précédemment d'un niveau de vie décent, étaient réduits à la misère noire. Ainsi fut accompli l'un des buts sempiternels de l'impérialisme : réduire à l'impuissance et à la pauvreté tout adversaire réel ou potentiel.

Quatrièmement, la crise du Golfe a permis aux dirigeants américains d'installer leur présence militaire à long terme au Moyen-Orient, une région de régimes instables et de réserves pétrolières abondantes. Les forces américaines pouvaient protéger plus promptement et efficacement les dictatures confrontées à des populations agitées.

Cinquièmement, plusieurs guerres ont été initiées, ainsi que le remarquait Alexander Hamilton dans le n°6 du *Federalist*[27], pour servir les intérêts politiques des dirigeants. En se lançant dans des conflits étrangers, ils tentent de diminuer l'impact de questions intérieures embarrassantes, assurant par là leur avenir politique. La guerre contre l'Irak est intervenue au beau milieu d'une importante récession, que le président Bush Sr préférait occulter plutôt que résoudre. En juillet 1990, sa cote de popularité était aussi en chute libre suite à l'éclatement du scandale des Savings and Loan[28]. Les journaux télévisés déballaient tous les soirs des faits de corruption de magistrats, de vols, de pots-de-vin et de fraudes dans les finances publiques, dans ce qui était devenu la plus grande conspiration financière de l'histoire du monde. Mais dès que les médias se sont préoccupés de vendre leurs vidéos high-tech de la guerre, les questions de malversations financières disparurent des journaux télévisés. La victoire dans le Golfe rendait aussi plus difficiles les investigations sur les rumeurs impliquant Bush dans le scandale Iran-Contras, alors même qu'il baignait dans ce qui ressemblait à une intouchable popularité.

Alors que la guerre était toujours en cours, j'avais écrit dans le CovertAction Information Bulletin du printemps 1991 : « Le matin qui suivit la victoire, de plus en plus de citoyens américains pouvaient commencer à se demander si ce bain de sang et les quatre-vingts milliards de dollars que cela a coûté étaient nécessaires. Ils pourraient se rappeler que la seule guerre qui mérite d'être soutenue est celle que Benjamin Franklin appelait "la meilleure guerre" : celle qui n'est jamais menée. » Et en effet, le massacre perpétré contre l'Irak et tout le tapage qui y

était lié n'ont pas été suffisants pour mener Bush à la réélection l'année suivante.

La « guerre contre la drogue » : une affaire de couverture

Parmi les multiples croisades fabriquées par nos dirigeants, on trouve celle de la « guerre contre la drogue ». Sur *Radio Pacifica*, le 31 octobre 1990, un porte-parole d'America Watch a démontré comment les États-Unis donnaient des fonds aux groupes militaires et paramilitaires colombiens soi-disant pour arrêter le trafic des narcotiques. Au lieu de cela, ces forces consacraient leurs efforts à la torture et l'assassinat de membres de la gauche légale qui travaillaient à des réformes sociales et à un débat électoral pacifique. Le représentant d'America Watch en concluait que la politique américaine était « malheureusement dans l'erreur ». Dans sa hâte de porter la guerre à la drogue, Washington « donnait de l'argent aux mauvaises personnes ».

L'administration donnait en fait des fonds aux bonnes personnes, qui les consacraient exactement à l'usage que Washington désirait. À nouveau, on assumait l'idée que les dirigeants américains étaient mal informés là où, précisément, c'est nous qu'ils informaient mal. Sous l'administration Clinton, la Colombie était à la fois le principal violeur des droits de l'Homme de l'hémisphère Sud et le principal bénéficiaire de l'aide militaire américaine.

Au Pérou aussi, sous même couvert de combattre le trafic de drogue, les forces américaines se sont profondément impliquées dans une contre-insurrection politique qui a coûté des milliers de vies humaines. On y a utilisé des fonds américains pour entraîner et équiper des troupes péruviennes qui ont été impitoyablement utilisées dans des zones suspectées de coopération avec la guérilla insurrectionnelle.

La Maison-Blanche voulait nous faire croire que le but de l'invasion du Panama en 1989 était l'arrestation du président Noriega parce qu'il avait trafiqué de la drogue et contrevenait ainsi aux lois américaines. Les États-Unis sont partis, ici, du remarquable principe que leurs lois internes avaient compé-

tence sur ce que faisaient les chefs d'État étrangers dans leurs propres pays. Si ce principe devait fonctionner dans les deux sens, un président américain pourrait être arrêté et amené dans un pays islamique fondamentaliste pour y être puni d'avoir enfreint ses lois.

Les forces américaines ont fait plus que poursuivre Noriega. Elles ont bombardé et fait évacué par la force des quartiers entiers de travailleurs de la ville de Panama qui étaient un bastion pro-Noriega. Elles ont arrêté des milliers de fonctionnaires, d'activistes politiques et de journalistes et purgé les syndicats et les universités de tout élément de gauche. Elles ont installé un gouvernement dirigé par de riches compradores, comme le président Guillermo Endara, qui était en étroites relations avec des sociétés, des banques et des individus profondément impliqués dans le trafic et le blanchiment de l'argent de la drogue.

La quantité de narcotiques qui transitaient par le Panama ne représentait qu'une petite partie de toute celle qu'on écoulait aux États-Unis. Le véritable problème avec le Panama était qu'il avait un gouvernement populiste-nationaliste. La force de défense panaméenne était orientée à gauche. Le général Omar Torrijos, le prédécesseur de Noriega tué dans une mystérieuse explosion aérienne que d'aucuns imputent à la CIA, avait lancé un certain nombre de programmes sociaux égalitaires. Le gouvernement Torrijos avait aussi négocié un traité sur le Canal qui n'était pas du goût des conservateurs américains. Le Panama maintenait encore des relations amicales avec Cuba et le Nicaragua sandiniste. Noriega avait maintenu la plupart des réformes de Torrijos.

Après l'invasion américaine, le taux de chômage du Panama a monté en flèche, le secteur public a été radicalement réduit et les droits à une pension de retraite comme d'autres allocations sociales ont été supprimés. Aujourd'hui, le Panama est une fois de plus un État client soumis à la poigne de fer de l'empire américain.

Hé ! les gars, de quel côté êtes-vous ?

Si l'État sécuritaire national américain n'a rien fait pour arrêter le commerce international de la drogue, il a fait beaucoup pour l'encourager. Certains disent ironiquement que le sigle

« CIA » signifie « Capitalism's International Army » (« armée internationale du capitalisme ») et d'autres qu'il veut dire « Cocaine Import Agency » (« agence d'importation de la cocaïne »). Au Laos, au début des années 1960, la CIA s'est montrée à la hauteur de cette double réputation : son meilleur moyen de recruter les Meos pour combattre le mouvement anti-impérialiste et anticapitaliste du Pathet Lao était de faire transporter, par la compagnie aérienne Air America dont elle disposait, d'énormes récoltes d'opium payables au comptant de leurs villages reculés jusqu'aux grands marchés.

Lorsque cette histoire est devenue publique, la CIA a admis être au courant que les Meos transportaient de l'opium par Air America et a prétendu avoir tenté de les en empêcher mais que, comme on sait, ce n'était pas là chose aisée. Les pilotes de la CIA ont, en fait, par la suite raconté qu'ils avaient eu ordre de leurs supérieurs de ne pas se mêler de leur cargaison. Comme Alfred McCoy l'a démontré, la production d'opium par des seigneurs de guerre soutenus par la CIA en Asie du Sud-Est a été multipliée par dix après que celle-ci soit entrée dans le jeu[29].

Dès les années 1947-1950, la CIA a recruté des maffiosi siciliens et corses et leur a fourni de l'argent et des armes pour briser les grèves des dockers que soutenaient les syndicats français et italien dirigés par les communistes. En échange, les gangs avaient les mains libres pour transporter l'héroïne dont une grande partie aboutissait aux États-Unis.

En 1980, en Bolivie, la CIA a participé au renversement d'un gouvernement réformiste démocratiquement élu et à l'installation d'une junte militaire de droite. Marquée par des arrestations en masse, la torture et les assassinats, cette prise de pouvoir est mieux connue sous le nom de « Coup d'État de la cocaïne », en reconnaissance de la coopération ouverte des caïds boliviens de la cocaïne dont avaient bénéficié les nouveaux dirigeants.

En 1988, devant la sous-commission sénatoriale du sénateur Kerry sur le terrorisme, les narcotiques et les opérations internationales, des témoins ont fourni des preuves de l'existence d'un important trafic de drogue dans lequel la CIA et du personnel gouvernemental, de même que des dirigeants gouvernementaux et militaires d'un certain nombre de pays latino-américains, étaient impliqués. Des agents secrets de la CIA avaient utilisé les fonds

venant du trafic de la drogue pour financer des armées contre-révolutionnaires dans toute la région et, dans certains cas, se remplir les poches.

Un ancien agent du renseignement de Noriega, José Blandon, a affirmé devant la commission Kerry que les pistes d'atterrissage costaricaines utilisées pour la fourniture d'armes aux Contras du Nicaragua, l'étaient aussi pour le transport de la cocaïne aux États-Unis. Une commission d'enquête officielle au Costa Rica a porté des accusations contre John Hull, un propriétaire de ranch américain qui était lié à la CIA et au trafic de drogue. Les autorités costaricaines ont réclamé (sans succès) l'extradition de Hull, l'accusant d'avoir été impliqué dans des affaires de meurtres et de contrebande d'armes et de drogue dans leur pays. Elles citaient en tant que complices le lieutenant-colonel Oliver North et Rob Owen, un ancien assistant du cabinet de Dan Quayle, alors sénateur de l'Indiana. Hull était aussi impliqué dans des affaires de fraudes criminelles, d'entrave à la justice et de trafic dans ce pays, mais le département de la Justice n'a pourtant entrepris aucune action contre lui, pas plus qu'il n'a jamais été extradé vers le Costa Rica.

En 1989, un agent de la Drug Enforcement Administration[30] au Salvador, Celerino Castillo III, a donné un compte rendu détaillé sur une vaste opération qu'il avait découverte de trafic d'armes et de drogue, organisée par le réseau d'Oliver North et la CIA, à partir d'un aéroport militaire salvadorien. Lors d'une conférence de presse à Washington le 2 août 1994, Castillo a répété penser que North savait que des narcotiques étaient transportés à partir de l'aéroport d'Ilopango : « Tous ses pilotes étaient des trafiquants de drogue. Il savait ce qu'ils fabriquaient mais refusait de faire quoi que ce soit à leur encontre. » Edwin Corr, à l'époque ambassadeur américain au Salvador, a dit à Castillo que c'était « une opération secrète de la Maison-Blanche menée par le colonel North et que nous ne devions pas nous en mêler » (*San Francisco Weekly*, 18 mai 1994). Le rapport de la commission Kerry ainsi que le rapport final de l'avocat indépendant Lawrence Walsh sur l'affaire Iran-Contras apportent tous deux des preuves critiques contre North qui, au lieu de voler en prison, a présenté sa candidature au Sénat des États-Unis.

L'acte d'accusation des Costaricains contre Hull et les accusations portées contre North n'ont pratiquement reçu aucun écho dans les médias dominants, à peine une « brève » étouffée dans une page intérieure du *New York Times*. Si un dirigeant progressiste comme Jesse Jackson avait été lié aux sandinistes dans un quelconque commerce de narcotiques et d'armes, cela aurait fait les choux gras des journaux pendant des semaines et des semaines. Si l'on est en train de perdre la guerre contre la drogue, c'est parce que l'État sécuritaire national est aux côtés des trafiquants.

La drogue comme arme de contrôle social

Outre financer des guerres et se remplir les poches, les drogues sont utiles comme instrument de contrôle social. Comme les drogues ont été de plus en plus répandues aux États-Unis, la consommation a spectaculairement augmenté. La demande peut engendrer l'offre mais l'offre engendre aussi la demande. La première condition pour la consommation est la disponibilité, et que le produit soit amené devant le public en quantité abondante. Il y a un demi-siècle, les communautés des quartiers pauvres urbains étaient autant dans la misère qu'elles ne le sont aujourd'hui, mais on n'y consommait pas autant de drogues, parce que les narcotiques n'y étaient pas déversés avec autant d'abondance et que leur prix n'était pas aussi accessible qu'aujourd'hui.

Ceux qui veulent légaliser le haschich devraient spécifier « le haschich » plutôt que d'utiliser le terme-générique de « drogues » parce que, pour beaucoup, cela veut dire du crack, de l'ice, des PCB [31], de l'héroïne et d'autres drogues dures qui ont causé un grand nombre de victimes dans les communautés.

Il ne serait pas impossible de gagner une guerre internationale contre la drogue si les États-Unis acceptaient un effort concerté et s'ils amenaient des pays comme le Pakistan, l'Afghanistan, la Thaïlande, la Colombie, le Pérou et la Bolivie à être aussi acharnés à combattre leurs trafiquants de drogue qu'ils ne le sont avec leurs paysans, leurs étudiants et leurs travailleurs qui se battent pour des améliorations sociales.

La politique américaine est bien moins intéressée à lutter contre la drogue qu'elle ne l'est à utiliser la drogue et les trafiquants de drogue dans la guerre éternelle de l'empire pour le contrôle social à l'intérieur et à l'extérieur. Tout comme les anciens nazis se sont révélés utiles dans la guerre contre le communisme, les trafiquants de drogue (dont certains sont liés à des organisations fascistes) le sont pour la CIA. « Si la CIA devait prendre pour cible les réseaux internationaux de la drogue », écrivaient Peter Dale Scott et Jonathan Marshall dans *Cocaine Politics* (« La politique de la cocaïne ») en 1991, « elle devrait démanteler des sources principales de renseignements, d'influence politique et de financement indirect de ses opérations dans le tiers monde ». Cela signifierait ni plus ni moins « qu'un changement total de direction pour l'institution ».

Pendant qu'il faisait de grands discours sur la lutte contre la drogue, le président Reagan a réduit d'un tiers les fonds pour l'application de la loi fédérale qui vise à combattre le crime organisé. La Drug Enforcement Administration a été diminuée de douze pour cent de ses capacités, impliquant le renvoi de quatre cent trente-quatre de ses employés, dont deux cent onze agents. Le nombre des garde-côtes a été réduit, impliquant une moindre surveillance côtière du trafic illicite. Le personnel du département américain de la Justice a été diminué de façon radicale, y causant une pénurie d'avocats qu'il employait et le forçant à laisser tomber soixante pour cent du nombre des procès concernant la drogue et le crime. Tout ceci a amené l'enquêteur criminel Dan Moldea à décrire la politique de Reagan sur les drogues comme « une imposture » et le membre du Congrès Tom Lewis à se plaindre en ces termes : « Nous n'arrêtons que du menu fretin, de petites gens. Pourquoi n'arrivons-nous pas à coffrer les gros bonnets ? »

L'administration Bush Sr n'a rien rétabli de ce qui avait fait les frais des coupes budgétaires de Reagan et n'a développé aucune nouvelle stratégie pour faire de la lutte contre la drogue un véritable combat. En fait, Bush a réduit les patrouilles frontalières américaines déjà fort clairsemées, amenant le *New York Times* du 7 août 1989 à conclure : « Le montant proposé par l'administration Bush pour l'année budgétaire 1990 aurait pour effet de réduire encore le faible nombre d'agents (anti-

drogue) le long des frontières.» Comme dans tant d'autres domaines de politique publique, l'administration Clinton n'a rien fait d'extraordinaire en matière de lutte contre la drogue.

Au milieu du XIX^e siècle, quand les Britanniques ont introduit d'énormes quantités d'opium en Chine, ce ne l'était pas en réponse à une demande des Chinois. Pour les Britanniques, c'était une manière ignominieusement commode de se créer un nouveau marché et de tirer de gros profits d'un produit fabriqué dans une colonie (les Indes), tout en propageant de la passivité au sein de la population potentiellement explosive d'une autre colonie (la Chine). Les guerres de l'opium ont été une tentative des Chinois de résister au trafic de drogue patronné par les Britanniques. Les Chinois savaient que «simplement dire non» n'était pas suffisant. Ils savaient aussi qu'une solution légale ne servait à rien depuis que les Britanniques avaient, eux, légalisé le commerce de la drogue – et que c'était bien là le problème.

On ne doit pas être grand théoricien de la conspiration pour se demander si les dirigeants politiques conservateurs ne jouent pas le même jeu avec le trafic de drogue dans ce pays. Les organisations contestataires qui ont vu le jour dans les communautés afro- et latino-américaines au cours des années 1960 ont été systématiquement détruites par la police et les autorités fédérales, leurs dirigeants ont été tués ou jetés en prison sur la base d'accusations inventées de toutes pièces. Peu après, les dealers sont apparus pour achever la démoralisation de ces communautés. Ils n'y ont pas été inquiétés par les autorités fédérales qui autorisaient le déversement de cargaisons de drogue dans le pays. Au lieu de se mobiliser et de se battre véritablement pour une vie décente, les résidents des communautés urbaines d'aujourd'hui se sont battus pour leur propre vie contre l'épidémie de drogue.

Ceux qui pensent que l'on pourrait résoudre le problème de la drogue en la légalisant oublient qu'elle est en pratique déjà légalisée et que c'est là le problème. Elle coule à flots dans les communautés sans véritable opposition des représentants de l'ordre et souvent même avec leur collaboration active. La police, fréquemment dans la combine avec les caïds de la drogue, est plus susceptible d'agir contre les citoyens qui résistent à son trafic que contre les trafiquants eux-mêmes.

Certains commentateurs conservateurs, comme William Buckley Jr, sont partisans de la légalisation des drogues et soutiennent assez paradoxalement que le problème de la drogue est à la fois moins grave qu'on le dit et virtuellement incontrôlable parce que trop répandu. Ces conservateurs, qui se perdent en invectives contre la dissolution des valeurs américaines, semblent étrangement peu loquaces sur les effets destructeurs de la drogue. On peut comprendre qu'ils préfèrent bien plus voir des jeunes sans revenus immobilisés par l'épidémie de drogue que mobilisés par la lutte pour une redistribution des ressources publiques au profit de la population. Ils préfèrent que les jeunes des quartiers ne parlent pas de révolution – comme l'ont fait ceux d'une génération précédente en rejoignant les Young Lords, les Blackstone Rangers ou les Black Panthers – mais soient plutôt occupés à se détruire eux-mêmes avec des seringues et les uns les autres avec des armes à feu.

Quand les dirigeants des rues travaillent pour la paix entre les bandes et tentent de mobiliser leurs énergies dans une voie politique organisée, ils doivent affronter une répression des forces de l'ordre plus grande que quand ils se livrent aux activités habituelles des bandes [32]. Les drogues sont un instrument important de répression et de contrôle social. Les impérialistes britanniques le savaient et il en va de même pour les faiseurs d'opinion conservateurs, la police, la CIA et la Maison-Blanche. De Harlem au Honduras, l'empire utilise n'importe quel moyen à sa portée pour garder des populations tourmentées dans la démoralisation et la désorganisation.

Chapitre 7

Pour la bonne cause

Les défenseurs de la pensée dominante affirment que « nous » sommes intervenus dans d'autres pays pour un bon nombre de causes qui en valaient la peine, comme le refrènement de la prolifération des armements, l'exécution de missions humanitaires ou l'instauration de démocraties électives. Examinons ces assertions.

Dissuader la prolifération des armements

On nous a dit que les États-Unis sont une force de paix opposée à la prolifération des armements. En fait, les fabricants d'armes américains et le Pentagone nous ont offert des missiles qui, avec leur système informatique intégré pour les guider vers leurs cibles, valent des millions de dollars, des bombes non nucléaires de destruction massive avec chacune suffisamment de capacités explosives pour détruire des quartiers entiers, des hélicoptères d'attaque dotés chacun d'une plus grande puissance de feu qu'un bataillon entier de troupes conventionnelles, des missiles antichars perceurs de blindés dont les têtes sont constituées de déchets nucléaires radioactifs (des milliers d'entre eux, utilisés lors de la guerre du Golfe, ont contaminé la terre et les nappes phréatiques du Koweït et de l'Irak avec des résidus d'uranium et causé l'apparition de cancers dans la population civile).

Il n'y a guère de pays du tiers monde qui ne soient pas armés jusqu'aux dents avec des armes développées et com-

mercialisées par un entrepreneur privé de la Défense américaine travaillant main dans la main avec le Pentagone pour maintenir un chiffre de ventes à l'étranger de quelque vingt milliards de dollars par an. Les fabricants d'armes américains vendent à présent la technologie pour produire des armes aussi bien que les armes elles-mêmes. Des pays comme la Turquie, la Corée du Sud, l'Indonésie, Taïwan, Israël, l'Égypte, l'Argentine et Singapour produisent une vaste gamme de systèmes d'armement militaire modernes avec l'aide d'entreprises américaines. Bon nombre de ces pays sont devenus des exportateurs d'armes eux-mêmes.

Pour ce qui est des armes nucléaires, les États-Unis ont été les premiers à développer la bombe atomique et les seuls à l'avoir jamais utilisée – sur Hiroshima et Nagasaki en 1945. L'administration Eisenhower a offert des armes nucléaires aux Français à la veille de leur défaite de Diên Biên Phû en Indochine en 1954, mais Paris déclina l'offre. L'administration Eisenhower a menacé la Chine d'une frappe nucléaire en 1955 lorsque Beijing déploya des troupes contre les petites îles côtières de Quemoy et de Matsu que les nationalistes chinois utilisaient pour lancer des attaques contre le continent. Les décideurs politiques américains font allusion à l'utilisation nucléaire au Viêt-nam dans les années 1960 et au début des années 1970 et contre l'Union soviétique pendant la crise des missiles à Cuba en 1962.

De 1945 à 1990, l'État sécuritaire national américain a fait exploser au moins neuf cent cinquante bombes nucléaires, soit une détonation tous les dix-huit jours, c'est-à-dire plus que tous les autres pays réunis. L'armée américaine possède la plus grande flotte de bombardiers nucléaires de longue portée, dont les B-52, les FB-111 et les B-1B. Comme si ceux-ci ne suffisaient pas, le Congrès a voté un budget additionnel de trente et un milliards de dollars pour l'achat de quinze bombardiers B-2 Stealth en 1990. L'armée américaine dispose de milliers de missiles stratégiques et tactiques armés de quelque dix-sept mille têtes nucléaires. Environ quatre mille cinq cents armes nucléaires sont déployées avec les forces américaines à l'étranger. Cet arsenal était considéré comme nécessaire pour dissuader une attaque soviétique. Mais il reste largement intact jusqu'à ce jour.

Les responsables politiques américains se présentent eux-mêmes comme des adversaires de la prolifération nucléaire – dans certains autres pays. Sans aucun élément probant qui tienne la route, ils ont accusé l'Iran puis l'Irak de développer une « capacité nucléaire », puis considéré cette possibilité comme une menace imminente pour la « paix et la stabilité de la région ». Lorsque Cuba a annoncé qu'il envisageait la construction d'une usine nucléaire non militaire, Washington a fait tout un tapage sur la « capacité nucléaire potentielle » de ce pays.

En 1993, la CIA et le Pentagone ont accusé la République populaire démocratique de Corée (RPDC), mieux connue comme la Corée du Nord communiste, de s'engager dans un programme clandestin d'armement nucléaire. Comme preuve, ils mettaient en avant l'extraction traditionnelle de barres de plutonium de leurs installations nucléaires. Ce que les médias et les responsables américains omettaient de préciser, c'est que, entre mai 1992 et janvier 1993, la Corée du Nord a autorisé six inspections sur le terrain de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Dans une interview accordée à *CNN* le 16 avril 1994, le président nord-coréen Kim Il-Sung a insisté sur le fait que son pays n'avait ni la capacité ni l'intention de construire des armes nucléaires : « Le monde nous demande aujourd'hui de montrer des armements nucléaires que nous n'avons pas. [...] Nous avons beaucoup construit dans notre pays et nous ne voulons pas détruire cela. Ceux qui veulent la guerre sont insensés. » Dans une autre interview accordée à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, Kim ajoutait : « Quel serait pour nous l'intérêt de produire une ou deux armes nucléaires lorsque vous avez plus de dix mille systèmes de frappes que nous n'avons pas ? »

Washington a demandé des sanctions économiques contre Pyeong Yang et a obtenu l'adoption d'une résolution de l'AIEA exigeant une inspection de tous les sites militaires nord-coréens. Il a ensuite organisé un exercice militaire conjoint de deux cent mille soldats américains et sud-coréens utilisant un armement qui comprenait des armes nucléaires. Le Nord a en réponse mis ses forces en alerte et annoncé : « Des fonctionnaires du secrétariat de l'AIEA tiennent obstinément à l'"inspection" de nos bases militaires imposée par les États-Unis, tout en igno-

rant notre demande d'une inspection des armements et des bases nucléaires des États-Unis en Corée du Sud. Accepter de nous soumettre à une inspection injuste de l'AIEA serait légitimer les actes d'espionnage américains [...] et aboutirait à la mise à nu de toutes nos installations militaires. »

Dans une interview accordée à *NBC-TV* le 3 avril 1994, le secrétaire d'État à la Défense William Perry a froidement remarqué : « Il est concevable que les actions (américaines – NdA) puissent aller jusqu'à provoquer les Nord-Coréens dans le déclenchement d'une guerre et c'est un risque que nous acceptons de prendre. » Le prédécesseur de Perry, Les Aspin, avait souligné : « Notre objectif est centré sur la nécessité d'étendre notre pouvoir dans des régions vitales pour nos intérêts et de vaincre des puissances régionales potentiellement hostiles telles que la Corée du Nord et l'Irak. » En mai 1994, le sénateur républicain de l'Arizona John McCain, considéré comme influent en matière de politique étrangère, a réclamé des frappes aériennes sur le réacteur nucléaire nord-coréen de Yongban, tout en admettant que « cela pourrait libérer des radiations nucléaires ». Pyeong Yang avait donc quelque raison de penser qu'il pouvait être pris pour cible. Ce que l'on n'a pas mentionné dans toute cette controverse, c'est que les États-Unis, d'après une estimation de l'Institut Brookings en 1986, avaient installé un millier d'armes nucléaires en Corée du Sud à proximité de frappe du Nord.

La campagne de Washington pour l'arrêt de la prolifération d'armes nucléaires a été politiquement dirigée de façon sélective contre des pays que les États-Unis voulaient déstabiliser : l'Irak, l'Iran, Cuba, l'Union soviétique, la Libye et la Corée du Nord. Les arsenaux nucléaires des pays dont la politique se conformait à celle de l'empire américain mondial comme la Grande-Bretagne, la France, le Pakistan et l'Afrique du Sud d'avant 1994, n'ont pas fait sourciller Washington.

Au moment même où l'administration Clinton dépeignait la Corée du Nord comme une menace nucléaire, elle ne se préoccupait aucunement du Japon qui constituait, en violation des accords internationaux, des réserves de plutonium. Aucun dirigeant américain ne s'est publiquement soucié d'Israël ou de la Chine bien que chacun d'eux possède envi-

ron deux cents bombes nucléaires. Les États-Unis ont même fourni une aide matérielle à Israël et à l'Afrique du Sud lorsqu'ils se sont mis à fabriquer leurs armes thermonucléaires.

La politique américaine de « non-prolifération » repose en somme sur un double critère hypocrite. Si les dirigeants américains désiraient véritablement promouvoir une dénucléarisation mondiale, ils réduiraient radicalement l'arsenal américain et défendraient vigoureusement une politique de non-prolifération pour tous les pays.

La blague de la guerre chimique

Après avoir refusé pendant cinquante ans de signer le protocole de Genève qui interdit l'utilisation d'armements chimiques et biologiques, les États-Unis le ratifièrent en 1975. Peu après, les responsables politiques américains ont prétendu avoir des preuves « irréfutables » que les Soviétiques (qui avaient signé le protocole en 1928) avaient mené une guerre chimique en Afghanistan, au Cambodge et au Laos. Si elle avait été fondée, cette accusation aurait donné à Washington une justification suffisante pour continuer à développer son propre programme d'armement chimique et biologique. Des experts américains en mycotoxines et en armes chimiques et bactériologiques ont réfuté ces accusations en soulignant entre autres : 1° des campagnes massives de guerre chimique qui ont duré neuf ans et tué des milliers de personnes auraient produit plus que les quelques feuilles mortes et branchages attaqués par des moisissures que Washington donne pour preuve. Il y aurait eu des centaines d'échantillons de feuillage, de nombreux corps contaminés, une grande quantité d'obus entiers, de fragments d'obus éclatés et de bombes à gaz portant de fortes traces de mycotoxines ; 2° la description faite par le gouvernement des systèmes de frappes utilisés par les Soviétiques (des ballons et des obus dégageant des amas nuageux, des chars pulvérisant des éléments liquides) n'est concordante avec aucun système d'attaque chimique ou biologique connu ; 3° les descriptions de victimes vomissant d'importantes quantités de sang étaient peu vraisemblables puisque aucune trace de vomissure de sang

n'avait jamais été décelée pendant des décennies d'expérimentation en laboratoire sur des animaux.

En 1984, deux scientifiques américains annonçaient que des résidus de pluies acides en Asie du Sud-Est n'étaient pas des dépôts d'armes chimiques et biologiques mais de grandes quantités de chiure d'abeilles. Ils en concluaient que le gouvernement américain était seulement coupable d'avoir mené une « recherche bâclée » et d'avoir commis une « erreur de bonne foi ». Cette conclusion invraisemblable a reçu un retentissant écho dans les médias et a même été reprise par des gens de gauche. On supposait une fois encore que les responsables politiques étaient plus sots que menteurs. On nous demandait à nouveau de croire que, tout au long de leur campagne de désinformation qui a duré dix ans, ils avaient malencontreusement pris par erreur du caca d'abeilles pour des attaques chimiques. Et d'avaler que quand ils montaient de toutes pièces des rapports haut en couleurs de témoins ayant vu de leurs propres yeux des missiles soviétiques émettre non seulement les vapeurs jaunes toxiques de pluies acides mais aussi des rouges et des vertes, que quand ils produisaient des témoignages inconsistants de « victimes » affirmant avoir été intoxiquées par des attaques à l'arme chimique ou bactériologique ainsi que d'innombrables autres histoires à dormir debout sur l'arsenal chimique guerrier de l'Union soviétique, les hommes de Washington s'étaient tout bêtement trompés, « à l'insu de leur plein gré »[33], sur la nature des crottes d'abeille. Pour appeler un chat un chat, ce n'était rien de moins qu'une campagne de désinformation concertée qui a utilisé de façon récurrente de fausses preuves, des témoignages fabriqués, des scénarios inventés et toutes autres formes d'imagination délibérément débridée.

En 1988, Washington a tourné son attention vers la Libye, affirmant que des photographies aériennes révélaient que le colonel Khadafi avait construit une usine chimique avec l'intention de produire des armes de guerre chimiques et biologiques. Khadafi a affirmé que l'entreprise n'était pas équipée pour la production d'armes chimiques et biologiques et a offert d'autoriser une inspection internationale de ses installations. Les dirigeants américains ont récusé l'offre en arguant qu'une visite unique ne prouverait nullement que l'usine ne puisse pas *un*

jour ou l'autre servir à la production d'armes chimiques – ce qui revenait, par ailleurs, à admettre que leurs photos aériennes ne pouvaient pas accréditer leurs accusations.

En 1991, pendant la guerre du Golfe, les dirigeants américains ont justifié une attaque aérienne sur une usine irakienne en prétendant qu'elle avait secrètement fabriqué des armes chimiques. Les investigations qui ont suivi, y compris les témoignages de la société européenne impliquée dans la construction de l'usine, ont démontré que celle-ci avait fabriqué du lait en poudre pour les enfants, comme l'avaient bien affirmé les Irakiens.

Prétextes humanitaires

Contrairement à l'imagerie populaire, les États-Unis ne se distinguent pas des autres pays par un bilan humanitaire impressionnant. Il est vrai qu'ils ont, comme beaucoup d'autres pays, envoyé des secours à l'étranger pour répondre à des crises particulières. Mais ces actions ne représentent pas des contributions essentielles de politique étrangère. Elles sont sporadiques, d'ampleur limitée et cachent les nombreuses occasions où les gouvernements préfèrent ne rien faire pour d'autres pays qui se débattent dans une situation désespérée.

La plupart des missions américaines d'assistance servent de prétexte pour des buts politiques cachés, en l'occurrence l'appui à des régimes conservateurs, la construction d'infrastructures susceptibles d'aider les grands investisseurs, la légitimation de plans contre-insurrectionnels et l'ébranlement de l'autosuffisance agricole locale par l'installation d'industries agroalimentaires américaines.

Il y eut de mémorables occasions où les dirigeants américains se sont montrés tout sauf humanitaires. Prenons l'Holocauste. L'administration Roosevelt n'a virtuellement rien fait pour accueillir les dizaines de milliers de Juifs qui tentaient d'échapper à l'extermination nazie. Washington a refusé d'assouplir ses quotas restrictifs d'immigration et n'a même pas rempli le nombre limité d'autorisations accordées aux Juifs. Les fonctionnaires américains ont même été jusqu'à demander aux gouvernements latino-américains de fermer leurs frontières à l'immigration européenne.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, Washington n'a, des décennies durant, rien fait pour décourager ce pays dominé par le racisme blanc d'imposer la misère et la mort à sa population africaine. Les dirigeants américains ont préféré maintenir de bonnes relations de commerce et d'investissement avec le régime d'apartheid. Ils n'ont pas levé le moindre petit doigt humanitaire pour arrêter le massacre du Pakistan oriental (rebaptisé plus tard Bangladesh) par le Pakistan occidental. Ils étaient plus préoccupés d'empêcher l'Inde et l'Union soviétique d'étendre leur influence dans la région. Dans les années 1980, l'État sécuritaire national américain a aidé discrètement les Khmers rouges dans leurs campagnes de destructions et de meurtres, en les utilisant comme force de déstabilisation contre le gouvernement socialiste du Cambodge.

Que ce soient les peuples autochtones des forêts tropicales d'Amérique du Sud ou du Sud-Est asiatique, les Kurdes, les Biafrais, les Palestiniens, les Chinois d'outre-mer en Indonésie, les Timorais de l'Est, les Angolais, les Mozambicains, les Guatémaltèques, les Salvadoriens ou des dizaines d'autres peuples, les États-Unis ont fait fort peu pour les sauver de leur terrible sort et, dans la plupart des cas, en ont fait bien plus pour aider leurs oppresseurs.

Pour la liberté style moudjahidin

Certains ont cité l'Afghanistan en exemple de bonne intervention, celle d'une aide apportée à un peuple luttant contre l'agression soviétique. En réalité, l'élément déstabilisateur en Afghanistan n'était pas l'Union soviétique mais l'État sécuritaire national américain. Bien avant que les troupes soviétiques ne soient entrées en Afghanistan, l'administration Carter avait porté assistance aux tribus afghanes en rébellion contre le gouvernement de Kaboul. Kaboul avait conclu un pacte de non-agression avec Moscou et recevait une aide économique et militaire soviétique. À la fin des années 1970, l'armée afghane s'est lancée dans une révolution sociale qui comprenait des programmes de réformes agraires, d'alphabétisation, de logement et de santé publique.

Les grands propriétaires terriens et des moudjahidin tribaux – basés le plus souvent en Iran et au Pakistan – ont accéléré leur rébellion grâce aux milliards de dollars d'aide des États-Unis et de l'Arabie saoudite. Pour les propriétaires féodaux, le programme de réformes agraires du gouvernement révolutionnaire au profit des métayers était inacceptable. Les hommes des tribus, quant à eux, ne pouvaient admettre la volonté gouvernementale d'égalité des sexes et d'éducation des femmes et des enfants ainsi que la campagne pour abolir la culture de l'opium. Les Soviétiques sont entrés dans le conflit à la demande répétée du gouvernement de Kaboul assiégé. Jusqu'en 1988, Moscou cherchait le moyen de retirer ses troupes et en appelait à la formation d'un gouvernement de coalition non socialiste et multipartite où les rebelles auraient un rôle majeur.

Les États-Unis sont intervenus en Afghanistan aux côtés des seigneurs féodaux évincés, des chefs tribaux réactionnaires et des trafiquants d'opium. Si cela était une noble cause, que pourrait donc bien être une cause ignoble ? Gulbaddin Hekmatyar était l'un des plus infréquentables dirigeants moudjahidin. En 1975, il avait envahi l'Afghanistan avec des forces en grande partie organisées par l'armée pakistanaise et la CIA. Bénéficiaire majeur de l'assistance militaire américaine, il était aussi le premier trafiquant d'héroïne d'Afghanistan. Au milieu des années 1980, les moudjahidin afghans fournissaient environ la moitié de l'héroïne consommée aux États-Unis et ont été les plus grands exportateurs mondiaux d'opium.

Des chercheurs indépendants comme Steven Galster et John Fullerton, dans les livres qu'ils ont chacun consacrés à la guerre afghane, ont rapporté que les moudjahidin étaient impliqués dans la torture et l'exécution généralisée des prisonniers, le massacre des civils, le pillage et le viol. Ces atrocités passèrent inaperçues dans la presse américaine.

Les Soviétiques se sont retirés d'Afghanistan en 1988. Le gouvernement de Kaboul a tenu jusqu'à son renversement par des rebelles en 1992. Les moudjahidin victorieux ont immédiatement commencé à se faire la guerre entre eux, réduisant en ruines des villes entières, terrorisant les populations civiles et se livrant à des exécutions de masse. Des centaines de fondamentalistes d'autres pays comme l'Algérie ont été entraînés

par la CIA et ont combattu en Afghanistan. Après la guerre, ils sont revenus chez eux pour y organiser des attentats terroristes contre les militants des droits de la femme et les autres « occidentalisés » de leur propre pays.

L'intervention des États-Unis en Afghanistan n'apparaît guère différente de celles qu'ils ont menées au Cambodge, en Angola, au Mozambique, en Éthiopie, au Nicaragua ou ailleurs. Elle nourrissait le même objectif d'empêcher des transformations sociales égalitaires et a eu pour même effet de renverser un gouvernement menant une politique économique réformiste. L'intervention a, dans tous ces cas, remis en selle des éléments rétrogrades, laissé l'économie en ruine et ravagé des centaines de milliers de vies.

Une aide contre la faim pour Conoco

Quelques jours à peine avant de quitter le pouvoir en janvier 1993, le président Bush Sr a envoyé des troupes en Somalie censées préserver la distribution alimentaire à la population affamée. Il semblait y avoir là une autre noble cause humanitaire. Mais pourquoi donc Bush, qui avait passé toute sa carrière publique sans être troublé le moins du monde par la pauvreté et la famine aux États-Unis et à l'étranger, en serait-il venu si soudainement à combattre la faim en Somalie ? Pourquoi ce pays et non un autre pays africain touché par la famine ? Et pourquoi un dispositif militaire aussi élaboré pour une aide humanitaire « contre la famine » ?

La vérité a fini par filtrer lorsque le *Los Angeles Times* écrivit le 18 janvier 1993 : « Quatre grandes sociétés pétrolières attendent placidement le moment venu pour s'approprier l'énorme richesse de dizaines de millions d'hectares en concessions exclusives à explorer et à exploiter dans la campagne somalienne. » On lisait que « près des deux tiers de la Somalie » avaient été alloués « aux géants pétroliers américains Conoco, Amoco, Chevron et Phillips dans les dernières années qui précédaient le renversement du président somalien pro-américain Mohamed Syaad Barré ». Ces compagnies pétrolières sont « bien positionnées pour briguer les réserves pétrolières potentielles les

plus prometteuses de la Somalie dès le moment où le pays sera pacifié». L'article ajoutait que «des experts en coopération, des commentateurs chevronnés de l'Afrique de l'Est et quelques Somaliens en vue» pensaient que «le président Bush, un ancien pétrolier texan», avait été amené à agir en Somalie «du moins en partie» pour y protéger les investissements pétroliers des grandes sociétés.

Des fonctionnaires du gouvernement et des représentants de l'industrie pétrolière ont tenu à dire qu'il n'y avait aucun lien de cause à effet. Toujours est-il que Conoco (qui appartient à Du Pont) a activement coopéré aux opérations militaires en autorisant ses bureaux de Mogadiscio à se muer en ambassade et en quartier général américains. Le gouvernement des États-Unis a en fait payé comme locataire ses bureaux à Conoco. Les citoyens américains payaient donc par leurs propres impôts les troupes qui assuraient la protection des intérêts de Conoco en Somalie, et payaient encore cette société pour qu'elle reçoive un tel privilège.

L'article du *Los Angeles Times* continuait ainsi: «Le lien étroit entre Conoco et la force d'intervention américaine a laissé beaucoup de Somaliens et d'experts étrangers en développement extrêmement préoccupés par l'absence de ligne de démarcation entre le gouvernement américain et les grandes compagnies pétrolières.» Il rapportait aussi les propos d'un spécialiste de la Somalie: «Cela laisse à penser que la grosse affaire en jeu ici n'est pas la lutte contre la faim mais bien le pétrole – celle de l'accaparement des concessions pétrolières attribuées sous Syaad Barré si la paix est restaurée. Elles ont une valeur potentielle de milliards de dollars et, croyez-moi, c'est à cet enjeu que toute l'affaire commence à ressembler.»

Le même article rapportait encore que des géologues, des experts en pétrole et, quand il était vice-président, le président Bush lui-même avaient ouvertement parlé des riches réserves de la région. «Mais dès que l'intervention américaine a débuté, ni l'administration Bush ni aucune des sociétés pétrolières [...] ne parlèrent plus publiquement des potentialités de production de pétrole et de gaz naturel en Somalie.» Peut-être étaient-ils tellement préoccupés par les aspects humanitaires de la mission qu'ils en oubliaient de bonne foi des concessions pétrolières

valant des milliards de dollars ? Mais il est plus probable qu'ils aient préféré ne pas alerter l'opinion publique sur le fait que les troupes américaines sortaient une fois de plus leurs griffes pour de gros intérêts commerciaux.

Les autres grands titres de presse (y compris le *Los Angeles Times* lui-même après cet unique article) sont restés aussi peu prolixes sur les concessions pétrolières que ne l'étaient les administrations Bush puis Clinton et les grandes sociétés intéressées. L'intervention était traitée comme une entreprise humanitaire et donc comme une opération de reconstruction du pays. Les troupes américaines et celles des Nations unies y ont mené de véritables batailles rangées, exterminant plusieurs milliers de Somaliens, pour y traquer un « seigneur de guerre » jugé trop indépendant. Il ne fallait pas être marxiste pour suspecter Washington de vouloir établir un ordre de compradores assez semblable au régime renversé de Syaad Barré qui serait au service des investisseurs occidentaux.

Lorsque dix-huit Américains ont été tués dans un engagement en Somalie, l'opinion publique américaine a commencé à se poser des questions sur cette intervention. Sans surprise, l'administration Clinton n'a pas répondu avec franchise que nous étions là « pour construire un État client qui servira les investisseurs étrangers comme Conoco ». Les commentateurs ont une fois de plus conclu qu'il s'agissait là encore d'un effort de politique extérieure américaine qui avait été mal conçu, un cas de « bonnes intentions qui ont mal tourné ».

Le plus gros du contingent américain a quitté la Somalie tandis que dix-neuf mille hommes des Nations unies y restaient pour continuer la tâche de construire un État nation au service des multinationales. Dans les régions de Somalie où les Nations unies n'étaient pas présentes, les luttes tribales se sont tassées et les responsables d'affaires locaux, les chefs de clans, les étudiants et les représentants des différentes factions y ont conclu des accords de paix qui ont tenu le coup. Dans les régions où les forces des Nations unies étaient restées, les luttes de factions se sont poursuivies parce que les clans se disputaient les emplois et les contrats des Nations unies et les millions de dollars qu'elles offraient contre divers services (« Op-ed » (éditorial d'opinion – NdT), *New York Times*, 6 juillet 1994).

À diverses occasions, les troupes des Nations unies ont été la cible de coups de feu et ont subi des pertes[34]. Certains dirigeants des Nations unies en Somalie ont jugé eux-mêmes que leur mission était vaine et que le mieux à faire était de rentrer chez soi et de laisser les Somaliens régler entre eux leurs propres affaires.

Des élections ? Oui !... si on les gagne

Les bâtisseurs de l'empire américain auront utilisé tous les moyens à disposition, des assassinats aux élections, selon ce que les circonstances exigent. Ils auront promu des élections à l'étranger, les auront supervisées, achetées, truquées ou récusées. La CIA a financé des candidats procapitalistes dans des luttes électorales en Europe, en Afrique, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient. En 1955, la CIA a dépensé un million de dollars en Indonésie pour soutenir un parti conservateur musulman qui obtiendra des résultats médiocres, au contraire des communistes. La CIA s'est en conséquence employée à réduire à néant les résultats du scrutin en soutenant quelques années plus tard un coup d'État armé qui échouera puis un autre en 1965, victorieux cette fois et qui, selon les estimations, aura coûté de cinq cent mille à un million de vies humaines dans ce qui aura été le plus terrible bain de sang depuis l'Holocauste.

En 1958, l'administration Eisenhower a injecté de l'argent dans la campagne électorale pour l'assemblée nationale au Laos afin d'assurer la victoire des candidats conservateurs et de contrecarrer le Pathet Lao, un parti anticapitaliste et anti-impérialiste. Mais les conservateurs y récoltèrent de mauvais résultats tandis que le Pathet Lao en obtenait de bons. La CIA a donc à nouveau refusé le verdict électoral en décidant de substituer les balles des armes aux bulletins des urnes. En combinant argent et coercition, l'agence a ramassé les hommes des tribus Meos (Hmongs) pour en faire une armée privée destinée à mener la guerre contre le Pathet Lao. Comme on l'a noté au chapitre précédent, la CIA a aidé les Meos à distribuer leurs récoltes d'opium sur le marché mondial, un service qui a permis de se lier davantage ces tribus.

Lorsque, en 1969, il est devenu évident que l'armée Meo ne suffisait par pour vaincre le Pathet Lao, les responsables poli-

tiques américains se sont lancés dans des raids aériens contre le Laos qui, sans qu'ils en fassent aucune publicité, ont duré des années. Un tapis de bombes déroulé par des B-52 a détruit village après village et anéanti tout ce qui était debout dans la plaine des Jarres. La population rurale qui a pu survivre se terrait dans des tranchées, des trous ou des grottes et travaillait seulement de nuit aux cultures vivrières, tandis que les rizières étaient transformées en cratères qui les rendaient inutilisables. Des dizaines de milliers de personnes ont été massacrées, beaucoup sont mortes de faim. Des régions entières du Laos ont été littéralement dépeuplées.

Le Viêt-nam a été soumis à une guerre prolongée tout aussi féroce. En Indochine, les États-Unis ont déversé une quantité de bombes plusieurs fois supérieure à l'ensemble de celles qui ont été utilisées pendant la Deuxième Guerre mondiale par tous les belligérants. John Quigley a écrit dans son livre *The Ruses for War* (« Les ruses pour faire la guerre ») : « Rien que pour le Sud, on estime que les bombes larguées par les B-52 ont laissé environ vingt-trois millions de cratères qui ont transformé la terre en marécage et dépouillé la région de près de la moitié de ses forêts. Des milliers de mines encore actives sont toujours enfouies dans les champs et continuent à tuer et à mutiler les paysans vietnamiens. » En juin 1994, le gouvernement vietnamien annonçait que trois millions de soldats et de civils vietnamiens avaient été tués dans ce conflit, quatre millions avaient été blessés dont deux millions restaient invalides.

Au Nicaragua, les armes ont précédé les urnes. Après avoir meurtri le peuple nicaraguayen pendant quasi toute une décennie dans la guerre des Contras, l'État sécuritaire national américain leur promit une aide et la fin des combats s'ils votaient pour élire la coalition procapitaliste et anti-sandiniste de l'UNO, ce qu'ils ont fait en 1990. Washington a injecté des millions de dollars dans cette élection qu'il considérait comme un moyen d'enrayer la révolution sandiniste.

Au Mexique en 1988, le candidat de la gauche populaire Cuauhtemoc Càrdenas, qui bénéficiait d'une avance décisive dans les sondages d'opinion, s'est vu ravir la victoire électorale. Le gouvernement a confisqué tous les bulletins de vote et a pendant plusieurs jours refusé de publier les résultats des

votes. Les assesseurs de l'opposition ont été rayés des opérations de comptage. Lorsque l'on a finalement annoncé les résultats, le candidat du gouvernement, Carlos Salinas, était, comme on s'y attendait, proclamé vainqueur. Des centaines de milliers de Mexicains marchèrent sur le palais national de Mexico pour protester contre cette usurpation du pouvoir. Les dirigeants américains, béatement satisfaits de ces résultats trafiqués, n'ont pas appelé à de nouvelles élections.

Les élections de 1984 et 1989 au Salvador se sont déroulées sur fond de terreur et d'assassinats politiques, sans secret du vote ni décompte honnête ni participation des partis de gauche. Elles ont été, comme l'écrivait Mike Zielinski dans le *CovertAction Quarterly* de l'été 1994, «proposées aux regards internationaux comme la feuille de vigne d'une dictature militaire appuyée par les États-Unis». En janvier 1992, l'armée de guérilla de libération du FMLN signait un accord de paix avec le gouvernement et, deux ans plus tard, des élections étaient organisées avec pour la première fois la participation de la gauche. Le parti gouvernemental d'extrême droite ARENA que soutenaient les États-Unis l'a emporté à la suite d'une campagne marquée par la manipulation, la fraude, l'intimidation et la violence.

Avec cinquante fois plus de moyens financiers que le FMLN, l'ARENA a mené une campagne médiatique qui jouait sur les peurs d'une population traumatisée par douze années de guerre, tout en insinuant que le FMLN voulait abolir la religion et assassiner les vieux. Au moins trente-deux membres du FMLN, pour la plupart candidats et organisateurs de premier plan de la campagne du parti, ont été assassinés durant celle-ci. Quelque trois cent mille personnes se sont vu refuser les cartes d'enregistrement comme électeurs. Environ trois cent vingt mille autres ont été empêchées d'aller aux urnes même quand elles produisaient leur carte, parce que leur nom avait été mystérieusement omis sur les listes électorales. Pendant ce temps, des milliers de personnes décédées dont les noms étaient toujours sur les listes – y compris le défunt dirigeant de l'ARENA Roberto d'Aubuisson et feu le président José Napoléon Duarte – ont pu miraculeusement voter !

Le jour de l'élection, les dessertes de bus étaient concentrées dans des zones où les partisans de l'ARENA étaient majori-

taires, tandis que les électeurs des régions favorables au FMLN n'avaient souvent aucun moyen de se rendre aux bureaux de vote. De nombreuses régions où le FMLN dominait ont subi le harcèlement et les intimidations de l'armée dans la période électorale. Des fonctionnaires de l'ARENA contrôlaient les commissions électorales et appliquaient invariablement des règles qui favorisaient leur parti, envoyant promener quelque soixante-quatorze mille électeurs qui ne pouvaient pas produire exactement les documents chicaniers requis. À l'instar des votes mexicains, le décompte des votes par ordinateurs a été retardé des jours durant et ne correspondait pas au décompte manuel. Des techniciens des partis de l'opposition ont été exclus du bureau informatique central au soir de l'élection.

Malgré tous ces abus, le FMLN a remporté le quart des sièges. On peut se demander ce que la gauche aurait obtenu si la compétition avait été honnête. En dépit de l'ampleur de la fraude et des intimidations, les dirigeants politiques américains et les médias ont déclaré que le Salvador était une « démocratie ». On a monté des vitrines électorales semblables en République dominicaine après l'invasion américaine, aux Philippines sous Marcos, à la Grenade après l'intervention de Washington et dans une foule d'autres pays.

Tout cela ne veut pas pour autant dire que des élections sous haut contrôle ne se déroulent que dans le tiers monde. Les campagnes aux États-Unis eux-mêmes sont caractérisées par les contraintes prohibitives posées aux petits partis pour pouvoir se présenter aux élections, des frais administratifs élevés, des délais d'enregistrement courts, des conditions de présentation restrictives, un accès aux médias limité, des dépenses de campagne énormes, à quoi s'ajoute l'absence de représentation proportionnelle. Tout ceci empêche en pratique les partis alternatifs, qui ne disposent pas du soutien de riches donateurs, d'atteindre des audiences importantes.

On laisse même parfois tomber toute prétention à la démocratie, comme au Canada où l'on a voté une loi qui impose aux partis de présenter un minimum de cinquante candidats à chaque élection fédérale, à un coût administratif de cinquante mille dollars (soit mille par candidat). Les partis qui ne répondraient pas à ces critères sont « désenregistrés ». Ils ne sont pas

autorisés à collecter des fonds pendant la campagne, ni à consacrer de l'argent à des activités politiques, même pour soutenir leurs propres candidats. Ils doivent encore liquider tous leurs fonds et rendre ceux qui resteraient au gouvernement. Sous cette loi antidémocratique, le parti communiste canadien et trois autres partis ont été désenregistrés.

Ravalement de façades

Dans quelques rares cas, l'intimidation et la fraude s'avèrent insuffisantes et un réformiste finit par gagner les élections. Cela a été le cas à Haïti où un prêtre populiste, le père Jean-Bertrand Aristide, catalogué comme gauchiste parce qu'il était du côté des pauvres contre les riches, remportait en 1990 une très confortable majorité de soixante-dix pour cent des voix et devenait le premier président haïtien librement élu. Dans sa brève période de fonction, Aristide s'est battu contre la corruption dans son gouvernement et pour un meilleur fonctionnement des services publics. Il a tenté de doubler le salaire de deux à quatre dollars par *jour* – pas par heure ! Il s'est battu pour mettre sur pied un programme de sécurité sociale et un projet de réformes agraires, tous deux dénoncés par les banques et l'ambassade américaine. Les fermes coopératives constituées par des paysans étaient une réussite jusqu'à ce que l'armée les réprime et assassine leurs organisateurs.

Neuf mois d'efforts démocratiques étaient de trop pour le général Raoul Cedras, chef militaire de Haïti entraîné par les Américains, et pour son armée qui s'est emparée du pouvoir et a poursuivi sur sa lancée en tuant quelques milliers de partisans d'Aristide, en battant et en torturant beaucoup d'autres. Le coup d'État militaire a reçu le soutien des riches Haïtiens, des investisseurs étrangers et de la hiérarchie de l'Église catholique romaine. Sous la pression du Vatican, l'ordre salésien auquel appartenait le père Aristide l'a exclu pour « incitation à la violence et exaltation de la lutte des classes » et aussi parce qu'il « déstabilisait les fidèles » (*San Francisco Bay Guardian*, 21 septembre 1994).

Dans la campagne de terreur qui a suivi, l'armée a été assistée par le Service national du renseignement de Haïti, que le

journaliste d'investigation Dennis Bernstein a décrit comme « créé, entraîné, supervisé et soutenu financièrement » par la CIA : « Depuis sa fondation, le service du renseignement haïtien a agi comme les yeux et les oreilles de la CIA, en même temps qu'il formait le noyau du réseau national haïtien d'un trafic de drogue qui s'élève à plus d'un milliard de dollars. »

Durant plus de trois ans, Washington n'a pour ainsi dire rien fait pour rétablir Aristide au pouvoir. La CIA a publié un rapport affirmant qu'il était mentalement déséquilibré. Le président Clinton a fini par imposer des sanctions économiques contre Haïti pour, en septembre 1994, envahir et occuper le pays avec l'intention déclarée de faire revivre la démocratie et de rendre le pouvoir à Aristide.

Au premier jour de l'occupation, cependant, on annonçait que les troupes américaines étaient là pour coopérer avec l'armée haïtienne. Le général Cedras resterait au pouvoir pour un mois supplémentaire et ni lui ni ses cohortes ne seraient amenés à quitter le pays. On accordait à toute l'armée une amnistie pleine et entière pour une série de crimes horribles. Les États-Unis annonçaient aussi que les avoirs de la junte placés dans les banques américaines, et qui s'élevaient à des millions de dollars pillés au peuple haïtien, seraient débloqués et restitués aux généraux.

Aristide serait autorisé à finir les derniers mois de son mandat – mais à un prix colossal. On l'a forcé à accepter un accord avec la Banque mondiale qui impliquait le transfert des prérogatives présidentielles au parlement haïtien conservateur, une privatisation énergique du secteur public, une réduction de moitié des emplois publics, une baisse des régulations et des impôts sur les investissements des sociétés américaines à Haïti, une augmentation des subsides pour les exportations et les sociétés privées et une baisse des droits de douanes sur les importations. Des représentants de la Banque mondiale admettaient que ces mesures pourraient faire mal aux Haïtiens pauvres mais qu'elles bénéficieraient en revanche aux « investisseurs éclairés ».

Au même moment, les partisans d'Aristide étaient interdits de manifestation. Le renseignement militaire américain, qui travaillait de concert avec le renseignement haïtien, se préparait à organiser des rafles dans les manifestations populaires et à procéder, si nécessaire, à des emprisonnements massifs.

L'ancien conseiller à la Sécurité nationale James Schlesinger exposait sur *ABC-TV* le 16 septembre 1994, que les forces américaines devraient empêcher « la population d'Aristide d'entrer en rébellion ». La plupart d'entre eux sont pauvres, disait-il, et ils pourraient leur monter l'envie de mettre à sac les maisons des nantis. « Il nous sera difficile, et il sera difficile à Aristide aussi, de contrôler sa population. Le risque est d'avoir des pillages, des émeutes et un grand nombre de victimes auxquels on nous associera. » Il était clair que les États-Unis se trouvaient à Haïti pour protéger les riches des pauvres et les militaires de la population, certainement pas l'inverse. C'était à croire que les gens du peuple étaient, non les victimes, mais les oppresseurs économiques et les tueurs armés.

Pendant l'occupation, les entreprises américaines à Haïti ont continué à licencier des gens qui tentaient de se syndiquer et à payer les travailleurs dix cents de l'heure pour des journées de travail de dix heures. Une infime partie des profits de ces sociétés restaient à Haïti pour contribuer au développement de ce pays. Pendant ce temps, la situation haïtienne allait de mal en pis. D'après la Banque mondiale elle-même, le nombre de Haïtiens qui vivaient dans la pauvreté absolue a grimpé de quarante-huit pour cent en 1976 à quatre-vingt-un pour cent en 1985, ce qui indique un inquiétant développement de la malnutrition, de la maladie et de l'analphabétisme.

Même si la Maison-Blanche et les médias baratinaient que l'engagement américain à Haïti était une opération de sauvetage de la démocratie, son véritable objectif n'était aucunement différent de celui que poursuivaient les nombreuses autres interventions à l'étranger : soutenir le système de classes actuel, supprimer ou marginaliser les organisations populaires, priver leurs dirigeants du pouvoir et, en se débarrassant de quelques-uns des éléments les plus tristement notoires de l'armée et de la police, s'engager dans un léger ravalement de la façade pour conserver intact l'ensemble du système répressif. La force interventionniste ou sa contrepartie des Nations unies sera restée longtemps à Haïti pour achever ce qu'un autre ancien conseiller à la Sécurité nationale, Brent Snowcroft, a appelé une « pacification complexe » et une « reconstruction nationale périlleuse ». En 1915, la dernière fois que les troupes

américaines avaient envahi Haïti, le prétexte avait été de « restaurer la stabilité ». Elles s'étaient engagées dans un programme de « pacification » qui avait tué quinze mille Haïtiens et n'avaient pas quitté l'île avant 1934, non sans avoir installé un appareil militaire autocratique qui, à ce jour, est toujours en place.

Les placards du capitalisme

Les points principaux que je viens de traiter sur la question de l'empire sont en résumé les suivants. L'impérialisme est un système par lequel les élites financières exproprient par la force les terres, la main-d'œuvre, les ressources et les marchés de populations étrangères. L'effet ultime est l'enrichissement d'une minorité et l'appauvrissement de la majorité de la population. L'impérialisme implique des méthodes coercitives et souvent violentes pour empêcher l'émergence d'ordres économiques concurrents. Les gouvernements qui résistent sont punis et ceux qui se plient, les États clients, sont « récompensés » par une assistance militaire.

Parce qu'il n'est pas spécifiquement lié à un pays, le capital financier international se préoccupe de prémunir le monde entier de tout danger pour ses investissements en particulier et pour le système d'accumulation du capital en général. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis assurent la prééminence dans la réalisation d'une telle tâche, dont le coût énorme est supporté par la population américaine.

Si l'on trouve que ces affirmations ne sont pas fondées, y a-t-il une quelconque preuve qui puisse permettre de soutenir un autre point de vue ? Pourquoi les États-Unis n'ont-ils jamais appuyé des forces sociales révolutionnaires contre des gouvernements de droite ? Pourquoi nous rabâchent-ils toujours les oreilles avec l'absence de formes démocratiques occidentales dans certains pays anticapitalistes alors qu'ils occultent les violations brutales et largement répandues des droits de l'Homme dans des pays procapitalistes ? Pourquoi ont-ils aidé des dizaines de dictatures militaires favorables au capitalisme à travers le monde et leur ont-ils prêté assistance dans leurs opérations de répression des organisations populaires de leur

propre pays ? Pourquoi les États-Unis ont-ils renversé plus d'une douzaine de gouvernements réformateurs démocratiquement élus et un nombre presque équivalent de régimes populistes de gauche qui tentaient modestement d'améliorer le sort des pauvres en combattant les privilèges des investisseurs privés ? Pourquoi ont-ils mené de telles entreprises bien avant que l'Union soviétique n'existe ? Et pourquoi continuent-ils à les mener alors que l'Union soviétique n'existe plus ? Pourquoi ont-ils soutenu les narcotrafiquants de l'Asie à l'Amérique centrale et collaboré avec eux tout en exprimant leur indignation sur des trafics imaginaires de drogue à Cuba ? Pourquoi ont-ils manifesté de l'hostilité envers tous partis ou gouvernements anticapitalistes, en ce compris ceux qui respectent les règles du jeu démocratique et qui ont constamment cherché des relations diplomatiques et économiques amicales avec les États-Unis ? Ni la « sottise », ni l'« empressement inopportun », ni le besoin de nous défendre contre des « envahisseurs étrangers » ne peuvent expliquer une logique aussi scandaleuse.

Lors d'une réunion d'une association nationale de juristes à Washington le 24 mai 1987, j'ai entendu Edgar Chamorro relater comment, lorsqu'il a été recruté dans le but de former un front politique pour les Contras que soutenait la CIA au Nicaragua, ses conseillers de la CIA lui ont expliqué que dans ses discours publics, il ne devait pas parler de sa volonté de rendre la propriété privée à la classe possédante du Nicaragua, plus spécialement la terre, qui avait été confisquée par les révolutionnaires sandinistes et redistribuée aux fermiers pauvres. En revanche, il devait dire qu'il voulait simplement remettre la révolution sur le droit chemin de la démocratie. Ses conseillers de la CIA ne voyaient aucun mal dans son désir de rétablir les privilèges de la classe possédante : c'était en effet le but même de la contre-révolution. Ils voulaient seulement que Chamorro ne le dise pas publiquement, une approche pleine de prudence qui révélait bien moins un manque de conscience de classe qu'un sens aiguisé de celle-ci.

Nous devrions accorder moins d'attention à ce que les responsables politiques américains donnent comme motifs – parce que n'importe qui est capable de proclamer son dévouement aux nobles causes – et plus nous soucier de ce qu'ils font

réellement. La plupart du temps, ils prennent bien soin de ne pas informer la population américaine de leurs véritables intentions. Que ce soit ou non ce que certains appellent une « théorie de la conspiration » n'est pas la question essentielle. Le fait est que les dirigeants politiques eux-mêmes admettent leur façon dissimulée d'agir. Ils mettent régulièrement l'accent sur la nécessité d'agir en secret, de n'informer ni l'opinion publique ni le Congrès.

Il arrive cependant parfois que les dirigeants politiques soient proches de divulguer la vérité. En 1947, l'assistant présidentiel Clark Clifford a justifié l'intervention en Grèce et en Turquie en exposant que « la disparition de la libre entreprise dans d'autres pays menacerait notre économie et notre démocratie ». Dans son message de 1953 devant l'État de l'Union, le président Eisenhower annonçait : « Un objectif sérieux et explicite de notre politique étrangère (est) d'encourager un climat accueillant pour les investissements dans les pays étrangers. » En 1982, le vice-président Bush disait : « Nous voulons maintenir un climat favorable pour les investissements étrangers dans la région caribéenne, non seulement pour protéger les investissements américains là-bas, mais pour encourager de nouvelles opportunités d'investissements dans des pays proches de nos côtes qui sont stables, démocratiques et favorables au libre marché. »

Même quelques officiers de l'armée américaine savent pour qui ils travaillent. Sur requête de son commandant, John Quigley (qui deviendra plus tard critique vis-à-vis de la politique américaine) instruisait ainsi son corps de marines sur les affaires mondiales : « Lorsque je parlais du Viêt-nam, peu de marines savaient où cela se trouvait ou quelles relations les États-Unis avaient avec ce pays. [...] Un marine (disait) : "Je ne pense pas que nous devrons y aller ; il n'y a pas de raison de s'engager dans une guerre." Je lui ai patiemment expliqué qu'il y avait du pétrole dans le plateau continental du Viêt-nam, que la forte population du pays était un marché important pour nos produits et que le Viêt-nam commandait la route maritime qui mène du Moyen-Orient à l'Extrême-Orient. »

Le marine Quigley laissait de côté la raison la plus importante. Mis à part le pétrole, les marchés et la menace imagi-

naire sur la route maritime, on ne pouvait pas permettre au Viêt-nam de mener une révolution anticapitaliste qui créerait un système économique différent de celui que les responsables politiques américains se préoccupaient de préserver. Si le Viêt-nam était autorisé à quitter l'orbite du libre marché mondial, alors qu'adviendrait-il du Laos, du Cambodge, de tout le Sud-Est asiatique et d'autres régions encore de par le monde ?

Lors des débats télévisés de la campagne électorale de 1992, Ross Perot avait laissé échapper que nos efforts à l'étranger devaient être dévoués à « la défense de la démocratie et du capitalisme ». À ces mots, le candidat Bill Clinton, qui partageait la scène avec Perot, s'est mis visiblement à froncer les sourcils. Manifestement, le milliardaire texan qui ne mâchait pas ses mots n'avait pas réalisé que l'on ne peut pas parler aussi explicitement de *capitalisme*. Cela est resté une des rares occasions où un dirigeant national prononçait expressément le mot. Pendant des décennies, les responsables politiques et les journalistes pratiquaient la plus grande discrétion lorsqu'ils abordaient le sujet, nous racontant que la guerre froide était un combat entre la liberté et le communisme sans faire allusion, ou si peu, aux intérêts du capitalisme mondial.

Et pourtant, les temps changent. Avec le renversement du communisme en Europe de l'Est, les dirigeants américains et les médias ont commencé à laisser entendre qu'il y avait quelque chose de plus que de simples élections libres dans leur programme pour les anciennes « nations satellites ». Quelle était l'utilité d'une démocratie politique, semblaient-ils dire, si c'était pour maintenir une économie socialiste ou même social-démocrate ? Ils suggéraient qu'un pays ne pouvait prétendre être vraiment démocratique s'il était toujours socialiste. Ils commençaient à admettre publiquement qu'un des buts de la politique américaine était d'instaurer le capitalisme dans les pays anciennement communistes, même si ces pays avaient déjà adopté un système politique démocratique à l'occidentale.

Le travail de propagande des dirigeants et des faiseurs d'opinion américains était d'associer capitalisme et démocratie, en les traitant même parfois comme une seule et même chose. Ils ignoraient évidemment les nombreux régimes capitalistes non démocratiques qui peuplent la terre, du Guatemala à

l'Indonésie en passant par l'ex-Zaïre. Mais le mot « capitalisme » sonnait, comment dire ?, trop capitaliste. Les termes qui avaient la préférence restaient ceux de « libre marché », d'« économie de marché », et de « réformes de marché », des concepts qui semblaient inclure bien plus d'entre nous que le « top-500 » des grandes fortunes de ce monde.

Une fois élu, Clinton lui-même a commencé à lier démocratie et libre marché. Dans un discours devant les Nations unies le 27 septembre 1993, il disait : « Notre but primordial est d'étendre et de renforcer la communauté mondiale des démocraties fondées sur le marché. » Dans la même veine, le *New York Times* du 5 octobre 1993 saluait le président russe Boris Eltsine comme « le meilleur espoir pour la démocratie et une économie de marché en Russie ». Cet hommage intervenait au moment même où Eltsine venait d'utiliser l'armée pour abolir la constitution et bombarder le parlement et était en train de tuer et de jeter en prison un grand nombre de manifestants et d'opposants. Il était clair que la dévotion à la propriété et au profit privés primait chez Eltsine sur ses engagements démocratiques, et c'était d'ailleurs la raison pour laquelle les dirigeants américains et les médias le valorisaient avec autant d'enthousiasme. Comme le démontre la Russie ainsi que bien d'autres pays, lorsqu'elles sont contraintes de choisir entre la démocratie sans le capitalisme et le capitalisme sans la démocratie, les élites occidentales embrassent sans hésitation aucune la seconde option.

Un autre exemple de manière dont les partisans du capitalisme sortent du placard : j'avais écrit en 1994 une lettre à Lee Hamilton, parlementaire et président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, pour demander une normalisation des relations avec Cuba. Il m'a répondu que la politique cubaine des États-Unis devait être « mise à jour » pour être plus efficace et que nous devions « mettre Cuba au courant des pratiques et des idées de la démocratie [...] et des avantages économiques d'un système de libre marché ». L'embargo a été mis en place pour « promouvoir un changement démocratique à Cuba et en représailles de la saisie à grande échelle des avoirs américains par le régime castriste ».

Il n'est nul besoin de dire qu'Hamilton n'expliquait pas pourquoi son propre gouvernement – qui avait soutenu la dic-

tature d'extrême droite à Cuba pendant des générations avant sa révolution – était maintenant devenu si insistant sur l'installation d'une démocratie dans ce pays. Mais il était révélateur que, dans sa lettre, il reconnaisse que la politique américaine visait à faire avancer la cause du « système du libre marché » et à se venger de la « saisie à grande échelle des avoirs américains ». En un mot comme en cent, il nous faisait savoir qu'une des responsabilités fondamentales de la politique américaine était de rendre le monde plus sûr pour les investissements privés à l'étranger.

Ceux qui douteraient encore du fait que les dirigeants politiques américains consacrent consciemment et consciencieusement leurs efforts à la propagation du capitalisme devraient noter combien explicitement ils demandent aujourd'hui « des réformes de libre marché », pays après pays. Nous n'avons même plus à leur prêter de telles intentions : pratiquement toutes leurs actions et de plus en plus fréquemment leurs propres paroles parlent d'elles-mêmes.

Chapitre 8

Le Gouvernement démocratique contre l'État [35]

Il vaudrait mieux considérer la politique américaine comme un système double. Il y a d'abord celui qui comprend les élections, les personnalités politiques, les discours publics, les techniques de promotion et une poignée de thèmes sensibles qui agitent les responsables publics et attirent l'attention passagère des médias. Ce système fait l'objet de cours scolaires, d'analyses universitaires très pointues et du baratin pontifiant des faiseurs d'opinion.

Ensuite, il y a le système coercitif du pouvoir d'État, utilisé pour protéger la structure dominante de l'économie politique et plus spécifiquement les intérêts nationaux et internationaux du capital financier. Ce système n'est ni enseigné dans les écoles, ni discuté dans la presse. Les journalistes des médias qui suivent la ligne du courant dominant ne semblent même jamais avoir entendu parler de lui. Un journaliste de droite comme William Buckley en a, lui, entendu parler puisqu'il y prend part, mais il préférerait que nous ne pensions pas à cela. Son oubli de mentionner un tel système du pouvoir d'État est symptomatique d'une conscience de classe aiguisée, non de son absence. Quand des conservateurs comme Buckley en viennent à aborder des problématiques de classe, c'est toujours pour déplorer les privilèges et les droits excessifs dont disposent les mères célibataires relevant de l'assistance sociale, les sans-emploi ou les défenseurs de discriminations positives pour les minorités.

Ce système double reflète à gros traits les différences entre gouvernement et État. Le *gouvernement* s'occupe des fonctionnaires, des demandes politiques des groupes de pression, de celles des groupes d'intérêts et des exigences populaires. Il présente l'emballage du gouvernement représentatif et quelques fondements de droits démocratiques obtenus par des générations de luttes de masse.

L'*État* n'a que peu, sinon rien à voir avec le pouvoir du peuple ou l'instauration de politiques publiques. C'est l'instrument coercitif ultime du pouvoir de classe. Friedrich Engels notait que, dans les sociétés agraires tardives, lorsque l'on a commencé à accumuler des surplus importants, les bandes de serviteurs armés engagés par leurs propriétaires pour protéger leurs avoirs constituaient le premier État embryonnaire. Max Weber observait que le monopole de l'utilisation légitime de la force par l'État («légitime» parce qu'elle est légalement consacrée par l'autorité constituée) est son trait essentiel et sa caractéristique irréductible.

L'État contre la démocratie

Pour remplir son rôle comme protecteur de l'ordre actuel, l'État contourne souvent les contraintes démocratiques qui peuvent se poser au sein des instances gouvernementales. J. Edgar Hoover, un ancien directeur du FBI, affirmait dans une interview en 1970 : « La justice est purement accessoire au droit et à l'ordre. Ce n'est qu'une partie du droit et de l'ordre, pas leur totalité. » Effectivement, la totalité du droit et de l'ordre, le but nécessaire que poursuivent les institutions appliquant le droit de l'État, M. Hoover l'a montré au travers de sses actions en de nombreuses occasions, cela a été de conserver les rapports de classes présents en préservant les structures socio-économiques de réformes fondamentales et de changements révolutionnaires. La conservation de la tranquillité publique et de la justice est un souci secondaire de l'État. Il les violera tous les deux quand il jugera nécessaire d'assurer l'ordre social dominant.

De crainte que tout ceci ne soit perçu comme une conception étrangement marxiste, citons le philosophe politique

anglais John Locke qui affirmait en 1689 : « Le but principal et ultime d'unir des hommes en États et de les mettre sous l'autorité du gouvernement est la préservation de leur propriété », et Adam Smith qui écrivait en 1776 : « La nécessité d'un gouvernement civil apparaît avec l'acquisition de propriétés de valeur » ou encore : « Tant qu'il n'y a pas de propriété, il ne peut y avoir aucun gouvernement, car son objet véritable est de protéger la richesse et de défendre le riche contre le pauvre. » On devrait se rappeler que, de l'antique Athènes jusqu'à aujourd'hui, l'objet historique d'un gouvernement *démocratique* a toujours été l'inverse : protéger le pauvre contre le riche.

La différence entre un gouvernement et un État est en gros la même qu'entre le conseil communal et la police, entre le parlement et la CIA. Le gouvernement intervient dans les affaires publiques. L'État orchestre la coercition et le contrôle, de façon à la fois ouverte et couverte. Ceci n'est cependant qu'une distinction conceptuelle de phénomènes qui se chevauchent dans la réalité. L'entremêlement est surtout perceptible au niveau de l'exécutif, qui est à la fois le centre de la politique gouvernementale et l'instance qui alimente le pouvoir d'État. La ligne de démarcation entre État et gouvernement s'estompe aussi dans le cas des tribunaux, de certaines institutions administratives et de ces membres de commissions du Congrès sur des affaires secrètes ou militaires qui agissent essentiellement comme collaborateurs de la Sécurité nationale, plutôt que comme représentants exerçant de façon indépendante un contrôle critique.

La distinction conceptuelle entre État et gouvernement nous permet de mieux comprendre les rapports entre pouvoir politico-économique et Gouvernement populaire. Elle nous donne d'abord l'occasion d'être plus conscients du fait que parvenir au gouvernement est loin d'assurer un accès illimité aux instruments du pouvoir d'État. Lorsque Salvador Allende, candidat de l'Unité populaire défendant des réformes au profit des classes laborieuses, a été élu président du Chili en 1971, il a pris en main les rênes du gouvernement et a été capable d'initier certains changements de politique – comme la distribution d'un demi-litre de lait par jour à chaque enfant pauvre du Chili. Mais il n'a jamais pu prendre le contrôle de l'appareil d'État, de l'armée, de la police, des forces de sécurité, des services du

renseignement et des tribunaux, ni de la loi organique fondamentale qui faussait le système entier au profit de la classe des riches possédants. Quand Allende a commencé à développer des politiques de redistribution et à s'opposer aux privilèges de classe, l'armée a pris le pouvoir et l'a assassiné de même que des milliers de ses partisans[36]. L'État procapitaliste soutenu par la CIA n'a pas seulement écrasé le gouvernement d'Allende, il a également détruit la démocratie qui lui avait permis de voir le jour.

Au Nicaragua, après que les révolutionnaires de gauche sandinistes aient perdu les élections de 1990 contre une coalition de centre-droit, l'armée et la police sont restées en leurs mains. Cependant, au contraire de l'armée chilienne qui était appuyée par les tout-puissants États-Unis, l'armée nicaraguayenne a été *la cible à abattre* de cette puissance, incapable de maintenir son gouvernement sur la voie révolutionnaire. Dans le même temps, une armée de gauche constituait une anomalie pour le pouvoir de l'État. Elle y représentait une entrave qui empêchait le gouvernement Chamorro nouvellement élu de réaliser les transformations procapitalistes à la vitesse que souhaitait Washington.

Des pays avec des gouvernements apparemment démocratiques révèlent souvent un pouvoir d'État fortement non démocratique. Aux États-Unis, les conservateurs, mais aussi les libéraux de la guerre froide, ont utilisé le FBI pour protéger les intérêts sécuritaires de l'État. Ils ont de cette façon contribué à créer une police politique indépendante n'ayant de comptes à rendre à personne, qui s'est elle-même impliquée de façon croissante dans une série d'actions anticonstitutionnelles, comme la surveillance de personnes participant à des oppositions et manifestations légales. En 1947, le président Harry Truman a créé la Central Intelligence Agency (CIA) pour rassembler et coordonner le renseignement étranger. Comme l'ancien sénateur George McGovern l'a indiqué : « Quasiment depuis le début, la CIA s'est non seulement engagée dans la collecte d'informations du renseignement, mais aussi dans des opérations secrètes qui incluaient le trucage d'élections, la manipulation de syndicats à l'étranger, la direction d'opérations paramilitaires, le renversement de gouvernements, l'assassinat de dirigeants étrangers, la protection d'anciens

nazis et la falsification des informations données au Congrès. » (*Parade*, 9 août 1987)

Dans un livre sur J. Edgar Hoover, Anthony Summers a exposé que le FBI entretenait des liens étroits avec le crime organisé. L'ancien agent secret de la CIA Robert Morrow, dans son livre *Firsthand Knowledge* (« Connaissance de première main ») se rappelle combien cela a été déstabilisant de découvrir que la CIA avait ses aises dans le milieu. Au cours des ans, diverses commissions d'enquête du Congrès ont découvert les liens entre la CIA et le trafic de drogue. Avec ses opérations en profondeur, le blanchiment d'argent, le trafic de drogue et son utilisation fréquente de la violence illégale, l'État sécuritaire national se tient proche des organisations criminelles. De même, avec ses assassinats, les intimidations de travailleurs, la confiscation de richesses et son influence en haut lieu, le crime organisé se tient proche de l'État.

Il n'est dès lors pas surprenant que le gangster le plus célèbre des États-Unis, Al Capone, quand il lui arrivait de méditer sur l'univers plus large de la politique, sifflait le même air déconcertant que J. Edgar Hoover : « Le système américain qui nous est propre, appelez-le l'américanisme, appelez-le capitalisme, comme vous voulez, donne à chacun d'entre nous en particulier une formidable opportunité, si seulement on la saisit des deux mains et qu'on en tire le meilleur. [...] Le bolchevisme frappe à nos portes. Nous ne pouvons nous permettre de le laisser rentrer. Nous avons à nous organiser contre lui, nous serrer les coudes et tenir solidement. Nous devons conserver les États-Unis sains et saufs, et intacts. Nous devons empêcher le travailleur de rencontrer de la littérature des rouges et les ruses des rouges, nous devons être sûrs que son esprit reste sain. » (*Liberty Magazine*, 1929)

Dans d'autres « démocraties occidentales », l'OTAN a créé des forces paramilitaires secrètes néo-fascistes (dont la plus médiatisée était l'opération Gladio[37] en Italie) pour agir comme forces de résistance au cas où des révolutionnaires anticapitalistes en arriveraient à prendre le pouvoir dans leur pays. Avant d'être utilisées pour ce faire, ces unités secrètes se sont retrouvées impliquées dans des attaques terroristes contre la gauche. Elles ont contribué à maintenir un régime fasciste au Portugal et par-

ticipé aux coups d'État militaires en Grèce, en 1967, et en Turquie, en 1971 et 1980. Elles ont élaboré des projets d'assassinat de dirigeants sociaux-démocrates en Allemagne et monté des attaques « préventives » contre des organisations socialistes et communistes en Grèce et en Italie. Elles formaient des réseaux de communication secrets et dressaient des listes d'opposants politiques à arrêter dans différents pays.

Ben Lowe a souligné dans le *Guardian* du 5 décembre 1990 que « les opérations avaient pour cause la répugnance de l'OTAN à faire la distinction entre une invasion soviétique et la victoire électorale de partis communistes locaux ». Pour l'OTAN, perdre l'Europe par une attaque des chars soviétiques ou par des élections pacifiques ne faisait pas grande différence. La deuxième perspective était même certainement la plus probable. Les chars soviétiques ne pouvaient faire un seul tour de chenilles sans risquer une déflagration nucléaire tandis que des forces anticapitalistes pouvaient s'emparer de pays entiers sans le moindre coup de feu, au travers de processus électoraux.

On se rappelle les paroles du secrétaire d'État Henry Kissinger en soutien au renversement de la démocratie chilienne : « Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester plantés à ne rien faire d'autre que regarder un pays devenir communiste de par l'irresponsabilité de son propre peuple. » La fonction de ces opérations secrètes était d'assurer que les démocraties occidentales n'empruntent pas la voie « irresponsable » de l'anticapitalisme.

Aux États-Unis, divers groupes d'extrême droite qui disposent de camps paramilitaires bien équipés et d'armées secrètes fleurissent sans être le moins du monde inquiétés par le Département de la Justice qui ne voit en eux aucune violation de la loi. S'il s'agissait de groupes armés anticapitalistes, ils seraient plus que probablement réprimés par les polices fédérale et locale et leurs membres tués, comme cela s'est produit avec le parti des Black Panthers un peu partout dans le pays à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

Cohérence conservatrice

Les rédacteurs de la constitution américaine ont, dans leurs conversations privées et leur correspondance, maintes fois répété qu'un des buts essentiels du gouvernement était de s'opposer aux tendances égalitaires des masses et de garantir les intérêts des riches détenteurs de propriétés contre les exigences rivales des petits fermiers, artisans et débiteurs. Ils voulaient un État plus fort pour protéger ceux qui ont de ceux qui n'ont pas.

Aujourd'hui, les théoriciens conservateurs s'affirment eux-mêmes partisans de politiques de laisser-faire et défendent que moins il y a de gouvernement, mieux c'est. En pratique pourtant, le système du «libre marché» est enraciné dans le pouvoir d'État. Toute société privée est publiquement enregistrée aux États-Unis et considérée comme entité légale par l'État, avec des droits de propriété et des privilèges protégés par des lois et des tribunaux, par la police et l'armée. Si l'autorité publique n'existait pas, il n'y aurait pas de sociétés privées légalement constituées.

Il y a quelque ironie à voir ces intérêts conservateurs continuer à dénoncer les néfastes intrusions gouvernementales alors qu'ils dépendent d'aussi vitale façon du gouvernement pour les subventions, les crédits d'impôts, les cessions de terrains, le soutien des prix et un ensemble impressionnant d'autres aides publiques. Il y a cependant une cohérence sous-jacente à cela : quand des conservateurs disent qu'ils veulent moins de gouvernement, ils ont en tête les services sociaux, les mesures écologiques, les lois qui protègent les consommateurs et la sécurité de l'emploi, toutes ces choses qui peuvent réduire les profits des sociétés. Ils y incluent toutes formes d'assistance publique qui peuvent concurrencer les marchés privés en offrant aux travailleurs des sources alternatives de revenus, ce qui les met moins dans l'obligation d'accepter un emploi à un salaire toujours plus réduit.

Alors que des élites conservatrices veulent moins de contrôle du *gouvernement*, elles veulent habituellement plus de pouvoir de l'*État* pour limiter les effets égalitaires de la démocratie. Les conservateurs et ceux qui s'appellent libéraux veulent une action forte et massive de l'État pour maintenir le statu quo politico-économique. Ils préfèrent un État qui restreint l'accès

à l'information sur leurs propres activités, pratique des écoutes téléphoniques, jette en prison les révolutionnaires et les réformateurs sur la base de fausses charges, harcèle les opposants et réprime non ceux qui abusent du pouvoir mais leurs victimes. Les conservateurs soutiennent aussi les lois criminelles répressives, les restrictions aux droits des femmes, des minorités et des homosexuels, la censure des films, de l'art, de la littérature et de la télévision.

Derrière leurs récriminations contre les « élites culturelles » et les « médias trop libéraux », les conservateurs ont travaillé pied à pied pour faire supprimer les mesures d'impartialité qui autorisaient un droit de réponse télévisé aux personnes attaquées dans ces médias. Des conservateurs, y compris des gens du Parti démocrate comme le président Clinton, ont soutenu les subventions gouvernementales aux grandes entreprises et le renforcement de l'appareil de Sécurité nationale.

La propagande conservatrice destinée à la paul-loup-sulitzération[38] des masses fait implicitement la distinction entre gouvernement et État. Une telle propagande incite l'opinion publique à considérer le gouvernement comme le problème le plus important, tout en encourageant parallèlement une admiration publique qui met au-dessus de toute critique l'État, sa bannière étoilée, ses autres symboles et tous les instruments apparents de son pouvoir, ses forces armées y compris.

Un État exécutif

L'exécutif, que ce soit un monarque, un Premier ministre ou un président, remplit habituellement plus les fonctions de l'État que le législatif. Quelques systèmes politiques européens présentent, d'une part, un Premier ministre qui gère des agendas législatifs et budgétaires ainsi que les questions qui y sont liées et, d'autre part, un président qui est à la fois chef d'État et commandant en chef des armées – une dualité qui donne concrètement corps à la distinction tacite entre gouvernement et État. Dans le système américain, l'exécutif combine à la fois les fonctions de Premier ministre et de président, du gouvernement et de l'État, de dirigeant populaire et de monarque constitutionnel.

Marx avait compris le rôle spécifique de l'exécutif pour maintenir la suprématie de classe. Il est souvent critiqué pour avoir dit que l'État était le comité exécutif de la bourgeoisie. En fait, dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels écrivaient très précisément : « Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. » Ils reconnaissaient donc la fonction particulière de classe de l'exécutif. Ils reconnaissaient aussi implicitement qu'un gouvernement bourgeois n'est pas une entité unique. Certaines de ses sphères peuvent se transformer en arène politique.

Cela se passe également au sein de la branche exécutive elle-même. Ainsi, le département de la santé et des services sociaux ou celui du logement et du développement urbain ont parfois à s'occuper de questions de groupes et de régions électorales dont les intérêts diffèrent sensiblement de ceux de l'exécutif représenté par le Pentagone et le département de la Défense ou par ceux des Finances et du Commerce. Il appartient au président de résoudre ces intérêts multiples tout en s'assurant que l'État n'en soit pas substantiellement diminué.

Nichant au sein de l'exécutif, on trouve le plus virulent porteur du pouvoir d'État : l'État sécuritaire national, une configuration informelle de l'armée et d'agences de renseignement, parmi lesquelles la CIA est une unité clé[39]. Le président agit effectivement comme chef de l'État sécuritaire national aussi longtemps qu'il demeure dans les limites de sa tâche première – la maximisation du pouvoir au bénéfice des grands intérêts privés et de l'hégémonie capitaliste mondiale. Si un progressiste comme Jesse Jackson était élu président, il aurait bien du mal à s'approprier le contrôle de l'État, si l'on admet qu'il soit autorisé à rester en fonction.

En 1977, le président Carter a tenté de nommer Theodore Sorenson en tant que directeur de la CIA. Sorenson, un libéral de haut vol, avait été objecteur de conscience. Il avait aussi fait une déclaration écrite sous serment dans laquelle il défendait Daniel Ellsberg et Anthony Russo dans l'affaire de la publication des documents du Pentagone[40], où il était question du rôle qu'ils auraient joué. Les républicains conservateurs de la commission d'enquête sénatoriale sur le renseignement, associés

à des démocrates comme le président de cette commission, Daniel Inouye, se sont opposés à Sorenson. Ils disaient que sa collaboration à un cabinet d'avocats qui traitait avec des pays dans lesquels la CIA avait une énorme influence pourrait causer un « conflit d'intérêts ». Ils mettaient en question l'utilisation qu'il avait faite de documents secrets lors de la rédaction d'un livre et soulevaient bon nombre d'autres reproches plutôt peu convaincants.

Comme le *New York Times* du 18 janvier 1977 l'a rapporté : « Des sources du Congrès proches de la commission laissent à penser que derrière de telles objections se cache la conviction de plusieurs sénateurs que le directeur de la CIA devrait être une personnalité plus radicalement conservatrice que M. Sorenson. » Des agents de la CIA elle-même ont fait discrètement part de leur opposition et Sorenson a personnellement retiré sa candidature.

Après que John Kennedy se soit installé au pouvoir en 1961, le directeur de la CIA Allan Dulles cachait régulièrement des informations concernant diverses opérations secrètes à la Maison-Blanche. Lorsque Kennedy remplaça Dulles par John McCone, l'agence a entrepris de cacher des informations à son nouveau directeur. Placé à la tête de la CIA pour tenter de la contrôler, McCone n'a jamais pu avoir accès aux opérations les plus secrètes de l'agence.

Un président qui travaille en étroite collaboration avec l'État sécuritaire national peut habituellement opérer en dehors des règles du Gouvernement démocratique en toute impunité. C'est ainsi que le président Reagan a violé certaines dispositions de la loi sur le contrôle de l'exportation des armes, dont celle qui exigeait qu'il en réfère au Congrès quand de l'équipement militaire lourd était transféré dans un autre pays. Il a également violé la constitution en s'engageant dans la guerre contre la Grenade sans l'approbation du Congrès et en refusant des dépenses de fonds allouées par le Congrès pour différents services sociaux.

Reagan et d'autres membres de son administration ont refusé de livrer des informations lorsque certaines de leurs actions ont été l'objet d'une enquête du Congrès. Même si un ordre présidentiel n'a pas la prépondérance sur une loi du Congrès, il est parvenu à annuler par ce moyen les restrictions

posées par le Congrès à la surveillance par la CIA d'organisations et d'activités intérieures. La Cour internationale de justice a, par treize voix contre une, jugé son intervention au Nicaragua comme une violation du droit international, mais le Congrès n'a rien fait pour l'amener à rendre des comptes. Il était impliqué jusqu'au cou dans la conspiration Iran-Contras sans jamais avoir été appelé à comparaître devant aucune commission d'enquête tout au long de son mandat.

Dévoiler pour masquer

Quand il y a suffisamment d'agitation et de publicité, le gouvernement est parfois capable de soumettre publiquement l'État à un examen rigoureux et de le contenir – mais pas trop. À la fin des années 1970, des commissions de la Chambre et du Sénat ont mené des enquêtes sur quelques-unes des sales opérations de la CIA. Le Congrès a établi des lignes directrices restrictives pour le FBI, enquêté sur le maquignonnage de l'affaire Iran-Contras et mené d'autres enquêtes importantes qui s'avéreront être d'envergure et d'impact limités. Mais les fondements politiques et les conceptions de classe de l'État sécuritaire national lui-même n'ont aucunement été mis en question tout au long de ces différentes procédures.

Les auditions dans l'affaire Iran-Contras ont révélé la fonction de contrôle des dommages de la plupart des enquêtes officielles. En tant que représentante de la souveraineté populaire, la commission d'enquête parlementaire du Congrès enquêtant sur le scandale avait à rassurer l'opinion publique sur le fait que ces pratiques illégales et inconstitutionnelles seraient dévoilées et punies. Cependant, un tel déballage entrait en conflit avec la première règle de l'État, en vertu de laquelle la démocratie ne doit jamais faire quoi que ce soit susceptible de déstabiliser l'État lui-même.

Le processus de légitimation à travers la rectification est une arme à double tranchant. Il doit aller assez loin s'il veut démontrer que le système est autonettoyant mais pas jusqu'au point de déstabiliser le pouvoir exécutif lui-même. Par conséquent, ces mêmes commissaires parlementaires, qui démon-

traient une détermination à aller jusqu'au bout des choses dans l'affaire Iran-Contras, nous ont aussi rappelé que « ce pays a besoin d'une présidence réussie », ce qui voulait dire qu'après les scandales du Watergate et la chute du président Nixon, il valait mieux qu'ils ne fassent pas trop de révélations susceptibles d'endommager dans la foulée la légitimité de l'exécutif.

En somme, l'enquête était à la fois un étalage et une couverture qui a mis au jour des irrégularités commises à des niveaux subalternes tout en laissant le président Reagan et le vice-président Bush pour une grande part hors du coup. Dans l'étalage comme dans la couverture, le but était le même : rehausser la légitimité de l'État par une démonstration autonettoyante en dénonçant une partie des malveillances mais en cachant l'existence de tout le reste.

Garder le gouvernement dans le droit chemin

Généralement, l'État est plus efficace pour maîtriser le gouvernement que l'inverse. Les commissions du renseignement du Congrès sont souvent occupées par des membres des deux partis qui s'identifient fortement aux intérêts de l'État sécuritaire national. L'administration Bush Sr était, dit-on, stupéfaite par la désignation de cinq libéraux dans la commission du renseignement de la Chambre (sur la vingtaine de membres). De fait, l'administration disait que cette commission avait un rapport spécial avec l'État et qu'il devait y avoir un test idéologique pour ses membres.

Les parlementaires qui échouent au test idéologique mais qui occupent des positions législatives clés courent certains risques. Lorsque Jim Wright (démocrate du Texas) est devenu président de la Chambre des Représentants, il a commencé à soulever des questions critiques sur les actions secrètes de la CIA contre le Nicaragua. Wright adoptait aussi des positions bienveillantes envers les travailleurs, les droits civils, l'environnement et les services sociaux. Voici donc un dirigeant bien en vue qui mettait publiquement en question une politique majeure de l'impérialisme américain – bien que Wright n'ait bien entendu jamais employé ce mot-là. Des critiques de

gauche ou libérales de la politique de l'État sécuritaire national ne reçoivent en général pas d'écho médiatique. Mais parce que le président de la Chambre n'était pas quelqu'un que l'on pouvait facilement ignorer, ses accusations ont bénéficié d'une couverture de presse. Le *Washington Post* et le *New York Times* l'ont en effet pris suffisamment au sérieux pour attaquer ses déclarations sur le Nicaragua dans leurs éditoriaux.

C'était l'époque où je me suis mis à me demander tout haut si Jim Wright ne serait pas bientôt victime d'un accident fatal ou d'une mort naturelle soudaine. Mais il y a de nos jours un moyen plus élégant de se débarrasser de responsables politiques gênants. Le département de la Justice contrôlé par les républicains a mené une vérification approfondie du passé de Wright et y a trouvé des transactions financières suspectes – ce qui n'était pas trop difficile parce que la plupart des hommes politiques ont toujours besoin de fonds de campagnes. Il aurait, paraît-il, accepté des cadeaux illicites d'un promoteur du Texas et d'un éditeur. Une règle apparemment tacite de la politique américaine est que les dirigeants politiques pris dans des transactions obscures peuvent présenter leur démission pour éviter des poursuites judiciaires. Le président Nixon et le vice-président Spiro Agnew comptent parmi les plus célèbres acteurs de cette sorte de troc. C'est aussi cette solution que choisit rapidement Wright.

Son successeur à la présidence de la Chambre était Tom Foley de l'État de Washington, une réplique ramollie de Tip O'Neill[41], sur lequel on pouvait compter pour ne jamais soulever des questions embarrassantes concernant les agissements douteux de l'État sécuritaire national et la voie du mondialisme américain.

Les critiques de l'État sécuritaire national sont une minorité au Congrès. Généralement les dirigeants du Congrès sont en accord complice avec l'État qui affaiblit sans qu'ils bronchent leur propre pouvoir. La plupart d'entre eux couvrent le secret qui auréole les opérations de la CIA et la politique étrangère américaine. Les membres qui siègent dans les commissions sur le renseignement remplissent rarement leur fonction de surveillance : ils ne posent pas trop de questions sur les opérations secrètes, les sales coups, les essais d'armements, les armes nucléaires, les contre-insurrections et l'aide aux tyrans.

Si quelqu'un pose trop de questions, on en vient d'ailleurs à mettre en doute sa loyauté : pourquoi ce membre veut-il savoir tous ces secrets ? Ils permettent ainsi à l'État de ne pas être, pour une grande part, gouverné.

Au cours des auditions sur l'affaire Iran-Contras, le représentant Jack Brooks (démocrate du Texas), prenant ses fonctions d'investigations au sérieux, a demandé au lieutenant-colonel Oliver North s'il y avait quelque vérité à l'histoire selon laquelle ce dernier aurait contribué à l'élaboration d'un plan secret, au nom de code Rex Alpha 84, visant à suspendre la constitution et à imposer la loi martiale aux États-Unis. Une expression d'indignation empourpra le visage de North mais le président de la commission, le sénateur Daniel Inouye, empêcha Brooks de poursuivre, énonçant d'un ton sec : « Je crois que la question touche à un domaine hautement sensible et classé secret. Puis-je donc vous demander, Monsieur, de ne pas toucher à cela. »

Brooks répondit qu'il avait lu dans plusieurs journaux que le Conseil de sécurité nationale avait développé « un plan dans l'éventualité d'un état d'urgence national qui amènerait à suspendre la constitution américaine » et qu'il était « très inquiet à ce sujet ». Inouye lui coupa à nouveau la parole. L'atmosphère était électrique. La présidence de la commission avait admis sans s'en rendre compte qu'elle se refusait d'enquêter sur un plan secret illégal visant à un coup d'État intérieur conçu par des gens appartenant au Conseil de sécurité nationale.

La tyrannie constitutionnelle

Il y a dans la constitution des dispositions qui s'appliquent directement au pouvoir de l'État, comme par exemple le pouvoir d'organiser et d'armer les réservistes de la milice et de les appeler à « réprimer des insurrections ». Il existe aussi des dispositions prévoyant « la construction de forts, de magasins de l'armée, d'arsenaux, de chantiers navals et d'autres édifices nécessaires », ainsi que l'entretien d'une armée et d'une marine destinées à la fois à la défense nationale et à l'installation d'une présence fédérale armée dans des États potentiellement insurrectionnels. Un siècle plus tard, ces dispositions se révéleront

être plus utiles aux barons de la finance, quand l'armée sera régulièrement utilisée pour réprimer les grèves dans l'industrie. Aujourd'hui le contrôle des grèves est une tâche que la police et la garde nationale assurent pour une grande part.

L'article Ier, section 9, de la constitution dispose que l'acte d'habeas corpus, initialement prévu pour protéger les individus d'une arrestation arbitraire, peut être suspendu en cas d'état d'urgence national ou d'insurrection. Un décret présidentiel est suffisant pour ce faire. En réalité, la constitution fournit matière à sa propre suspension au profit de l'absolutisme exécutif.

L'État sécuritaire national a largement réussi à détourner la plupart de ses activités du contrôle public. La CIA s'est constitué un budget secret en violation explicite de l'article Ier, section 9, qui dispose notamment : « Aucun fonds ne sera prélevé du Trésor si ce n'est en conséquence de crédits budgétaires prévus par la loi. Une déclaration et un relevé de compte régulier des recettes et dépenses de tous fonds publics seront publiés périodiquement. » Il n'y a aucune déclaration publique de dépenses dans les milieux du renseignement, alors qu'elles se situent, selon les estimations, entre trente-cinq et cinquante milliards de dollars par an. Ses crédits budgétaires sont disséminés dans d'autres parties du budget et sont même ignorés de la plupart des membres du Congrès qui votent le budget.

Il arrive parfois que l'État ne cache pas sa détermination de se mettre au-dessus et au-dehors de la constitution mais le fasse tout à fait ouvertement, comme lors de la crise du Golfe de 1990-1991, quand le secrétaire d'État James Baker déclarait : « Nous ne nous sentons pas obligés d'en référer au Congrès pour déclarer la guerre », et que le président Bush surenchérissait en annonçant qu'il enverrait des troupes au combat sans se soucier d'obtenir un seul vote de soutien au Congrès. Plutôt que d'être censuré pour une telle déclaration illégale et pour avoir agi comme si l'armée était sa force personnelle, Bush a été acclamé dans les médias pour sa « présidence forte ».

On se souvient aussi des fanfaronnades de Theodore Roosevelt sur son intervention impérialiste au Panama il y a un siècle : « Je me suis emparé de la Zone du Canal et j'ai laissé discuter le Congrès. » Le danger avec l'exécutif est qu'il exécute. Il a quotidiennement les mains sur les leviers de commande et de mise en œuvre des lois.

L'État dans la société

Lorsque je disais que l'État sécuritaire national est extérieur au processus démocratique, je ne voulais pas pour autant dire qu'il soit absent de nos vies. En fait, il s'enracine profondément dans divers domaines de la société. Prenons les organisations des travailleurs. La direction du syndicat américain AFL-CIO a parrainé des organisations comme l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD – « Institut américain pour le développement du travail libre ») en Amérique latine, de même que des organisations similaires en Afrique et en Asie, destinées à la construction de syndicats collaborationnistes, anticommunistes et procapitalistes qui mettent en difficulté les syndicats de gauche plus combatifs à l'intérieur comme à l'étranger.

L'État sécuritaire national exerce une influence sur les médias privés. La CIA possède, on l'a dit, de nombreuses organisations de presse, maisons d'édition et services télex à l'étranger organisant la désinformation qui se fraye son chemin vers les États-Unis eux-mêmes. Dans son propre pays, la CIA a activement entraîné les Escadrons rouges de la police locale aux méthodes de la surveillance et de l'infiltration. On a déjà dit aussi que le trafic de drogue était en partie soutenu par des éléments de la CIA et différentes forces de police locales avec l'effet inévitable, et probablement l'intention réelle, de désorganiser et de démoraliser les masses des quartiers pauvres et d'y décourager l'émergence de toute forme d'organisation militante des communautés.

Bon nombre de lois sur le crime contenaient des mesures « antiterroristes » qui posaient plus de dangers pour notre liberté et notre sécurité que tout ce qu'auraient pu faire les terroristes. Le président Reagan a proposé une loi qui aurait criminalisé toute aide aux terroristes et, comme l'administration avait désigné les guérilleros du Salvador comme des terroristes, tous ceux qui travaillaient à la solidarité avec les dissidents démocratiques et les rebelles du Salvador auraient pu être poursuivis pour aider ou encourager le « terrorisme ». L'État tente donc de réprimer les efforts anti-impérialistes et de défendre l'empire par la répression de la démocratie elle-même. Notons que le Congrès majoritairement démocrate a refusé de voter la loi du président Reagan.

Le processus d'usurpation du pouvoir par l'exécutif est assisté par un pouvoir judiciaire conservateur. Les tribunaux ont donné l'interprétation la plus large des prérogatives exécutives de l'État en soutenant, au nom de la sécurité nationale, les restrictions en matière de manifestations d'opposition, d'informations et de déplacements.

L'usurpation de l'exécutif est visible en Europe de l'Est, où les peuples des anciens pays communistes ont maintenant la possibilité de savourer les charmes implacables du paradis capitaliste. Les avantages sociaux dont ils bénéficiaient jadis avec l'État socialiste ont été abolis, comme le droit à un travail, l'éducation gratuite jusqu'au plus haut niveau des possibilités de chacun, les soins médicaux gratuits, une retraite garantie, des logements à bas prix, des services publics et des moyens de transport subsidiés. Ils ont été remplacés par les bienfaits du libre marché comme l'inflation galopante, l'effondrement de la production, le chômage à large échelle, la clochardisation, la prostitution, la misère, la faim, la maladie, la corruption, les conflits ethniques, la loi des gangs et le crime violent.

Les segments les plus faibles de la population sont les plus durement touchés ; le taux de mortalité a plus que doublé chez les retraités, les handicapés, les travailleurs à bas revenus, les femmes à faibles ressources et les enfants. Ayant imaginé qu'ils feraient partie du premier monde une fois qu'ils auraient embrassé le capitalisme, les Européens de l'Est ont rapidement été réduits à la misère du tiers monde. Une blague au goût amer qui circule en Russie résume la situation : « – Qu'a bien pu accomplir le capitalisme en un an que le socialisme n'a pas pu accomplir en soixante-dix ans ? – Faire voir le socialisme d'un bon œil. »

La misère sociale du paradis capitaliste a entraîné dans les pays ex-communistes une colère et un mécontentement qu'il a fallu contenir. La démocratie politique dont on avait fait usage pour renverser le communisme devenait alors comme une entrave aux mesures draconiennes de libre marché nécessaires à la restauration capitaliste. La démocratie elle-même devait donc être édulcorée ou contournée pour que les « réformes démocratiques » – c'est-à-dire la transition du socialisme au libre marché – puissent être pleinement réalisées.

Il n'est dès lors pas surprenant que les présidents des différents pays d'Europe de l'Est aient préféré l'État au gouvernement, réclamant le droit de mettre la démocratie de côté et de diriger par décrets de l'exécutif. En Russie, le président Boris Eltsine n'a précisément fait que cela, lui qui a utilisé la force et la violence pour déchirer la constitution, supprimer le parlement et les conseils provinciaux démocratiquement élus, monopoliser les médias, tuer plus d'un millier de personnes et arrêter des milliers d'autres – tout cela sous le prétexte de sauver la démocratie. Lorsque le capitalisme est en crise, l'État capitaliste étend sa répression, de l'attaque du niveau de vie de la population à l'attaque des droits démocratiques qui pourraient lui permettre de défendre ce niveau de vie.

L'assistance matérielle et politique que l'Union soviétique, la Bulgarie et l'Allemagne de l'Est donnaient aux luttes de libération du tiers monde n'existe plus non plus. En revanche, les pays ex-communistes rejoignent à présent les guerres impérialistes, comme par exemple la Tempête du Désert en 1991 et les interventions dirigées par les États-Unis en Somalie en 1993, renforçant ainsi les possibilités interventionnistes des États impérialistes les plus puissants.

Une théorie de la conspiration ?

La démocratie n'est pas un système figé et fini mais un processus continuel de luttes et de réalisations. Les victoires démocratiques ne sont jamais assurées. Elles peuvent être reprises si les contradictions du capitalisme menacent de plonger le système dans la crise. L'essence du capitalisme, sa raison d'être, n'est pas de construire la démocratie ni d'aider les travailleurs, ni de protéger l'environnement, ni de créer des logements pour les sans-abri. Son but est de changer la nature en marchandises et les marchandises en capital, d'investir et d'accumuler, en façonnant toutes les parties du monde à sa propre image et pour sa propre réalisation.

Certains rejettent cette critique comme une « théorie de la conspiration ». Ils ne croient pas que les dirigeants politiques puissent parfois mentir et tenir des agendas cachés au service

de puissants intérêts. Ils insistent sur le fait que, contrairement à nous tous, les riches et les puissants n'agissent pas intentionnellement. De ce point de vue, les politiques intérieures et extérieures ne sont guère plus qu'une série d'évènements innocents qui n'ont rien à voir avec la préservation d'intérêts puissants. C'est certainement là l'impression que les responsables politiques veulent donner.

Je me souviens d'un dessin animé avec deux bœufs dans un pré. L'un a le regard anxieux et dit : « Bon sang, je viens de découvrir comment ils fabriquent les hamburgers ! » Et l'autre de répondre : « Oh vous ! les paranoïaques de gauche, toujours avec vos théories de la conspiration ! » Ceux qui sont les victimes des politiques de l'État capitaliste feraient bien de reconnaître, à moins qu'ils n'aient été déjà transformés en hamburgers, que les conditions qu'ils endurent sont un peu plus que le résultat d'une bêtise innocente aux conséquences involontaires.

Dans certaines sphères, le simple fait de parler d'une « théorie de la conspiration » est considéré comme une raison suffisante pour l'écarter. Il y a, c'est sûr, des théories de la conspiration qui sont sans fondement, comme par exemple l'idée que les sionistes ou les catholiques ou les communistes ou les écologistes ou les terroristes arabes ou les Noirs ou les Nations unies vont prendre le pouvoir aux États-Unis. Qu'une théorie de la conspiration doive être acceptée ou rejetée dépend d'éléments probants. Ceux d'entre nous qui affirment que des partis au pouvoir dans l'État capitaliste utilisent d'énormes moyens pour préserver et développer les intérêts du système de classes actuel méritent un peu plus de courtoisie qu'une raillerie réprobatrice sur la « théorie de la conspiration ».

Certains rejettent donc l'idée que des institutions ou pouvoirs humains recherchant des avantages pour eux-mêmes soient impliqués dans la politique de l'État. Rejeter comme des fantasmes de conspiration les points de vue selon lesquels le pouvoir de l'élite est exercé consciencieusement et intelligemment, cela revient à tenir cette position indéfendable : il n'y a pas de planifications intéressées, pas de pratiques secrètes, pas de tentatives de tromper l'opinion publique, pas de rétentions d'informations, pas de représailles délibérées, pas de poursuites politiques impitoyables, pas de profits intentionnellement

injustes ou illégaux... Tout se passe comme si l'ensemble des intérêts de l'élite étaient parfaitement honnêtes par principe, juste de temps en temps un peu embrouillés. Cela serait à coup sûr une conception remarquablement naïve de la réalité politique.

L'alternative serait d'avoir une théorie de la coïncidence ou de l'innocence en vertu de laquelle les choses arrivent seulement à cause de circonstances fortuites non intentionnelles ou de choix pris à l'aveuglette, sans avoir conscience de ce qui est en jeu, de qui reçoit quoi, quand et comment. Cette conception cultive l'idée que le commun des mortels, qu'ils soient ouvriers, paysans ou autres, peut organiser des tentatives concertées pour poursuivre ses propres intérêts, mais que ce ne serait pas le cas des élites industrielles, commerciales et des tout grands intérêts financiers qui, pourtant, possèdent et contrôlent tant.

Pour une raison inexpliquée, nous devons admettre que les nantis et les puissants, si bien éduqués en affaires et en politique, tellement à l'aise dans les circuits du pouvoir, n'ont pas conscience d'où résident leurs intérêts et qu'ils ne remueraient même pas leur petit doigt pour les défendre. Une telle théorie de l'innocence apparaît bien plus farfelue que l'idée selon laquelle ceux qui disposent d'une richesse énorme et d'un pouvoir démesuré auront recours à tous les moyens possibles et imaginables pour préserver leurs intérêts – l'État étant leur arme la plus importante dans cette entreprise impitoyable et implacable.

Chapitre 9

Politique économique vaudou : la tiers-mondialisation de l'Amérique

Pour développer les intérêts de l'empire, nos dirigeants reproduisent à l'intérieur du pays les mêmes supercheries qu'ils destinent à l'étranger. Dans les deux cas, le but est de saper la souveraineté populaire et de favoriser au maximum le processus d'accumulation du capital.

S'enrichir goutte à goutte par le libre marché

Durant les années Bush-Reagan (1981-1992), nous étions les victimes d'une politique économique vaudou. Dans les années qui ont suivi, nous avons été celles de la « clintonomie », une variation légèrement plus douce sur le même thème. La « politique économique vaudou » est une expression que George Bush Sr a inventée durant la campagne des Primaires de 1980, lorsqu'il concourait contre Ronald Reagan pour devenir le candidat présidentiel du Parti républicain. L'expression lui a collé aux fesses tout au long de son service comme vice-président de Reagan. Résolu à s'en débarrasser, il a contacté des employés coopératifs dans de nombreux médias pour savoir s'il existait un enregistrement de lui prononçant les mots « politique économique vaudou ». On lui a répondu que non. Ainsi armé, il a annoncé publiquement le 9 février 1982, à Houston : « Je ne l'ai pas dit. Toutes les chaînes de télévision l'ont cherché mais aucune n'a pu le trouver. Donc, je ne l'ai jamais dit. »

Prétendre que quelque chose ne s'est jamais produit parce que cela n'a jamais été enregistré par les médias est en soi une affirmation assez troublante.

Et de fait, Bush a été pris en train de mentir comme un arracheur de dents. Après que son discours de Houston ait fait le tour des journaux du soir à travers tout le pays, *NBC-TV* a trouvé la copie d'une cassette contenant un passage dans lequel Bush parlait du programme fiscal et budgétaire de Reagan comme d'une « politique économique vaudou ». La chaîne l'a diffusée en parallèle avec la dénégation de Bush – une de ces rares occasions où un des médias a effectivement fait son boulot et exposé les dissimulations peu glorieuses qui sont régulièrement pratiquées en haut lieu.

La politique économique vaudou est en réalité une politique économique de l'offre, une idéologie de l'infiltration goutte à goutte des richesses dans la population qui dit à peu près ceci : si on laisse fonctionner ses propres mécanismes, le libre marché apportera la prospérité à tous ceux qui veulent travailler. Libéré des contraintes vexatoires et artificielles des régulations gouvernementales et des lourdes taxations, l'investissement privé va croître, entraînant une plus grande productivité, plus d'emplois et de revenus pour chacun, et moins de gouvernement. Une meilleure vie nous attend, nous citoyens qui la finançons par l'impôt, lorsqu'une bureaucratie fédérale trop ample se rétrécira et que les énormes déficits budgétaires disparaîtront.

La théorie de l'offre présuppose que quand les sociétés privées accumulent de la richesse, une grande partie de celle-ci dégouline vers l'ensemble de la société (ce processus est mieux connu sous l'adage « nourrir les moineaux par les chevaux », qui se réfère à l'habitude des moineaux de picorer des morceaux de graines non digérées dans le crottin des chevaux). Un développement de liberté individuelle sera vraisemblablement donné de surcroît, puisque les gens jouiront d'une plus grande liberté dans leur manière de dépenser leur argent, qu'ils seront plus consommateurs privés que contribuables.

En conservant les fondements de la théorie de l'offre tout au long de son mandat, le président Clinton a régulièrement mis l'accent sur le secteur privé comme la toute grande source des emplois futurs et de la prospérité. En appelant le gouver-

nement à jouer un rôle plus actif dans le « coup de relance » d'une économie apathique, il se démarquait de Reagan et de Bush, mais il n'a pratiquement rien entrepris de substantiel dans ce sens.

Doubles critères conservateurs

On l'a déjà noté, les conservateurs sont pour un gouvernement faible ou fort en fonction des intérêts de classe qu'ils servent. Dans les dernières années, ils ont réduit les programmes d'assistance fédéraux qui profitaient aux nécessiteux et éliminé ou diminué de nombreuses régulations gouvernementales, ce qui permettait aux sociétés privées d'avoir moins de comptes à rendre aux autorités publiques. La dérégulation du système bancaire, par exemple, a causé une catastrophe dans le secteur du crédit immobilier. Assurés par un gouvernement fédéral qui s'était engagé à éponger les pertes, les financiers privés avaient investi sauvagement pour des profits rapides. Lorsque leurs entreprises s'effondraient, le citoyen ordinaire en portait le poids. Tandis que les banques peuvent écumer la crème, le public devra, au travers de plus lourds impôts, assumer des pertes évaluées à de multiples milliards de dollars pour des décennies à venir.

Tout en insistant pour que le gouvernement « ne soit plus sur notre dos », les tenants conservateurs de la théorie de l'offre n'hésitent pas à faire appel à lui pour s'introduire dans nos vies privées et nos choix éthiques les plus personnels, que ce soit les prières à l'école, le salut au drapeau, la censure des bibliothèques ou l'interdiction de l'avortement.

Ces thèmes « culturels » sont utilisés pour recruter les Américains moyens sous les couleurs du conservatisme. Richard Viguerie, le très droitier récolteur de fonds, disait dans le Chicago Tribune du 25 janvier 1987 : « Le problème de l'avortement est la porte par laquelle beaucoup de gens adhèrent à la politique conservatrice. » [...] Ensuite, « nous les amenons à s'intéresser à l'éthique sexuelle » et à la « moralité dite décadente » encouragée par « l'humanisme séculaire » qu'on leur décrit comme « la route royale pour le socialisme et le communisme ». Cette démarche permet à son tour de montrer « la voie

d'un engagement à soutenir une libre entreprise régulée au minimum à l'intérieur et des politiques étrangères et militaires agressives».

Plus récemment, dans une émission spéciale de *PBS*[42] le 11 septembre 1994, William Buckley et un groupe d'experts conservateurs ont ouvertement discuté de la nécessité d'utiliser des questions culturelles ou morales pour mettre les gens en mouvement et les guider vers une idéologie conservatrice de libre marché. Les dirigeants droitiers disposent d'un programme conscient et tout à fait rationnel pour rallier du monde à la cause du capitalisme.

Pour les conservateurs, la pierre angulaire de tous les droits individuels est de jouir des droits du marché, c'est-à-dire le droit de tirer du profit du travail d'autres individus, le droit de bénéficier des conditions privilégiées de la classe favorisée. De ce point de vue, le gouvernement est un intrus quand il propose des programmes de repas scolaires, mais pas quand il impose la prière à l'école, un intrus quand il augmente ses protections de l'environnement, mais pas quand il étend les pouvoirs policiers et militaires de l'État, un intrus quand il tente de redistribuer les revenus vers le bas, mais pas quand il le fait vers le haut.

Le bien-être public pour les nantis

Les conservateurs critiquent les libéraux au Congrès pour leurs tendances «impôts, impôts, dépenses, dépenses», pour leurs habitudes supposées prodigues en dépenses déficitaires. En fait, les plus sauvages dilapidateurs de notre histoire à avoir creusé le déficit budgétaire ont été les républicains conservateurs. Les administrations Nixon et Ford ont causé des déficits records en temps de paix, surpassés encore à de nombreuses reprises par les administrations Reagan et Bush. Au cours des cinq premières années de l'administration Reagan, le Congrès a disposé en fait d'un budget d'environ douze milliards de dollars inférieur à ce qu'exigeait Reagan pour ses dépenses discrétionnaires.

Les grandes entreprises privées sont toujours prêtes à empocher tous les profits et à socialiser tous les coûts. Ainsi, les toxi-

nes que crée l'industrie sont appelées *notre* problème de déchets toxiques, non celui de Du Pont ou d'Exxon. Les grandes sociétés engrangent uniquement les profits du procès de production qui crée de tels poisons, tandis que les impôts des citoyens payent les frais de destruction de leurs déchets.

En 1962, les Appalaches étaient mieux connus sous le nom de « honte de la nation » à cause de leur pauvreté. Mais les Appalaches sont une région riche et non pauvre. Demandez aux Mellon, aux Morgan, aux Rockefeller, dont les sociétés minières ont extrait le charbon, constitué d'amples fortunes et transformé les terres en terrils et en dépotoirs de déchets toxiques. Seuls les habitants des Appalaches sont pauvres. Pourtant personne n'a suggéré que les propriétaires des mines payent pour les coûts sociaux qu'ils ont laissés dans leur sillage. Les frais du capitalisme sont traités comme responsabilité publique. L'Amérique des capitalistes s'attribue la crème et nous laisse la facture à payer, elle se glorifie ensuite pour sa productivité et son efficacité tout en geignant sur le gouvernement trop dépensier.

S'il y a trop de dépenses fédérales de bien-être public, c'est un bien-être qui profite aux riches, non aux pauvres. En 1994, la somme allouée à l'aide aux familles avec enfants à charge, mieux connue dans la population sous le terme de « bien-être social[43] », était de vingt-trois milliards de dollars, soit moins de deux pour cent du budget fédéral. Trente milliards supplémentaires ont été attribués à l'aide aux bas revenus sous forme entre autres de repas scolaires et de chèques-repas, des programmes qui souvent ne bénéficient pas aux nécessiteux ou à ceux qui en ont le plus besoin.

En contraste, le gouvernement dépense chaque année plus de cent milliards de dollars aux grandes entreprises sous forme de soutien des prix, de payements en nature, subventions à l'exportation et promotion des marchandises exportées, subsides pour frais d'assurance, nouveaux équipements et usines, services commerciaux et programmes d'irrigation et de défrichement. Des milliards supplémentaires sont dépensés en garanties de prêts et en remises de dettes, dont notamment l'effacement de la plus grande partie de la dette méga-milliardaire en dollars de l'industrie nucléaire pour les services de production d'uranium enrichi fournis par le gouvernement.

Le bien-être public des nantis, voilà l'enjeu. Pendant des années, le gouvernement fédéral a vendu ou prêté à des entreprises privées, à des prix représentant de un à dix pour cent de leur valeur marchande réelle, pour des milliards de dollars d'or, de charbon, de pétrole et de réserves minérales de même que des pâturages et des domaines forestiers – qui tous sont la propriété publique des Américains. Le gouvernement a dépensé des milliards de dollars pour porter secours à des compagnies géantes comme Chrysler, Lockheed, Continental Illinois et plus de cinq cents milliards de dollars pour racheter des sociétés de crédit immobilier. Le gouvernement distribue aussi des milliards en subventions à la recherche et au développement, la plupart du temps à des sociétés qui sont par la suite autorisées à garder les brevets et à vendre à leur profit les produits sur le marché. Le gouvernement développe aussi des industries nouvelles tout entières, prend tous les risques à sa charge, absorbe tous les coûts, puis les cède à des sociétés privées qui engrangent un profit privé – comme cela a été le cas pour l'aérospatiale, l'énergie nucléaire, l'électronique, les produits de synthèse, les communications spatiales, l'exploitation minière et l'informatique.

Le gouvernement permet que des milliards de dollars d'argent public restent en dépôt dans des banques sans y prendre d'intérêts. Il accepte de payer un prix excessif aux entreprises avec lesquelles il traite. Il attribue chaque année des contrats particulièrement juteux à de grandes sociétés en parallèle avec des crédits à long terme, des allègements fiscaux pour des milliards de dollars supplémentaires. En ne les mettant pas en application, il a transformé les lois antitrust en lettre morte.

Aucun journaliste, au sujet de toutes ces largesses aux sociétés privées, ne se pose la question de savoir où nous allons trouver les fonds pour payer tout cela, une question inéluctable quand des programmes sociaux sont en jeu. Ils ne semblent pas se soucier non plus de ce que les bénéficiaires privés de ces largesses courent le risque d'être déresponsabilisés en dépendant ainsi de ces aides gouvernementales. Somme toute, le mythe d'une économie indépendante, de libre marché et centrée sur l'offre n'est précisément que cela : un mythe. Dans presque toutes les entreprises, le gouvernement fournit aux affaires soutien, protections et opportunités de profits privés, sur le dos du public.

Le jeu des impôts

Dans ce que je viens de décrire, c'est-à-dire sous le capitalisme privé d'État, le citoyen ordinaire paie deux fois pour la plupart des choses. D'abord comme citoyen qui, par l'impôt, fournit tous les subsides et soutiens, ensuite comme consommateur qui achète à prix élevés produits et services. L'imposition, à l'instar des dépenses publiques, est utilisée pour redistribuer la richesse vers le haut. Les dirigeants profitent du pouvoir coercitif du gouvernement pour retirer des sommes substantielles de nos carnets de chèques et les donner aux super-riches et aux cartels géants. Si l'on prend en compte tous les impôts locaux, étatiques et fédéraux de même que la sécurité sociale, on découvre que les tranches de la population à bas et moyens revenus déboursent proportionnellement plus que ne le fait la tranche supérieure. Même l'institution qu'est le *Washington Post* a admis, le 14 avril 1985, que « les impôts des travailleurs pauvres ont grimpé en flèche tandis que les impôts des riches sociétés rentables ont spectaculairement diminué ». Le *Wall Street Journal* ajoutait : « Une des ironies du système fédéral d'imposition est son parti pris contre les pauvres. » Loin d'être une ironie, c'est une politique économique de l'offre consciemment menée.

L'abolition de l'impôt progressif sur les revenus a été une des grandes victoires de la « reaganomie ». Lorsque Reagan est entré en fonction, le taux de la tranche d'imposition la plus haute était de soixante-dix pour cent. À son départ, il avait été réduit à vingt-huit pour cent, le même pourcentage que celui du travailleur ordinaire qui, lui, n'avait pas bougé. Dans une entreprise, l'ouvrier qui gagne vingt-cinq mille dollars par an et son directeur général qui s'en fait deux millions et demi, payent tous deux environ le même taux d'imposition. La situation est encore plus inique lorsque l'on sait que le directeur général bénéficie d'une foule de déductions fiscales dont le travailleur ne peut profiter.

L'« imposition régressive », par laquelle riches et pauvres ne payent pas le même taux mais le même montant réel, comme les frais d'utilisation et les impôts de sécurité sociale, s'est accrue. Malgré tous ses discours sur la façon de faire

payer aux nantis une part plus équitable d'impôts, le président Clinton a seulement relevé le taux de taxation de la tranche d'imposition des plus hauts revenus de quelques pour cent, conservé presque toutes les déductions des privilégiés et proposé un bon nombre de taxes régressives.

La nature particulièrement régressive de l'impôt de sécurité sociale a récemment rendu cette dernière populaire parmi les dirigeants conservateurs. Lorsque Reagan a accédé à la présidence, il s'est cramponné à la croyance de droite selon laquelle la sécurité sociale doit être éliminée. Les conservateurs faisaient circuler la fausse affirmation que le fonds allait à la faillite. Puis ils ont réalisé qu'il y avait en fait là un surplus qui était transféré au budget ordinaire et était utilisé pour payer les agents du FBI, les missiles nucléaires, les limousines de la Maison-Blanche et d'autres dépenses de ce budget. Ils ont aussi réalisé que les pauvres versaient proportionnellement plus que les riches, ce qui est vrai puisque la plupart des gens à revenus modestes payent plus en impôts de sécurité sociale qu'en impôts sur le revenu. Ainsi donc, les conservateurs ont cessé d'attaquer la sécurité sociale et se sont même opposés aux efforts des libéraux pour réduire ces impôts.

Cela ne veut pas dire qu'il faudrait éliminer la sécurité sociale. Mais l'impôt de sécurité sociale devrait être diminué du montant que le gouvernement détourne pour financer d'autres objectifs que ce à quoi l'argent était destiné. Tel qu'il en est maintenant, la population croit à tort que ses versements de retraite vont à un fonds qui leur reviendra dans leurs vieux jours. En fait, le système des allocations de retraite est fondé sur la supposition que le gouvernement pourra suffisamment imposer les futurs salariés pour atteindre le montant nécessaire au financement des pensions de retraite de ceux qui payent aujourd'hui des impôts exorbitants de sécurité sociale.

Les conservateurs ont dit et répété que si les riches étaient davantage imposés, cela ne rapporterait pas d'accroissement appréciable dans les rentrées d'impôts puisque cette catégorie de la population est peu nombreuse. Sans même parler de l'injustice de voir les nantis payer moins, cette affirmation est tout simplement fausse[44]. Si les sociétés privées et les riches individus payaient les impôts d'aujourd'hui au taux de 1979, lorsque

l'impôt sur les revenus était encore de soixante-dix pour cent, le gouvernement récolterait au moins cent trente milliards de dollars par an et le déficit budgétaire serait bien moins important. En 1945, les entreprises payaient cinquante pour cent de l'ensemble des recettes des impôts fédéraux. Elles en payent de nos jours sept pour cent. Le gouvernement emprunte aujourd'hui de l'argent aux gens qu'il devrait imposer – c'est là une raison majeure des énormes déficits.

On suppose que de généreuses réductions d'impôts encourageront de nouveaux investissements et créeront de nouveaux emplois. Mais les entreprises qui payent actuellement moins d'impôts réduisent en fait aussi le nombre de leurs employés. Diminuer de façon importante leurs impôts est plutôt susceptible de devenir une manne de payements de meilleurs dividendes aux actionnaires et de traitements plus juteux pour les patrons. Plus d'argent n'est pas forcément un incitant propre aux investissements des entreprises si le pouvoir d'achat de la population laborieuse est insuffisant.

La foire militaire

Le «capitalisme du Pentagone» est un des autres aspects de politique économique vaudou. Les économistes de l'offre apportent des sommes titanesques à la plus grande des bureaucraties internes au gouvernement fédéral qu'est le département de la Défense. En huit ans, Ronald Reagan a dépensé deux mille milliards et demi de dollars pour le domaine militaire, soit plus que l'ensemble de ce qui avait jusqu'alors été dépensé depuis la Deuxième Guerre mondiale. La production en matière de défense s'est accrue trois fois plus vite que l'industrie américaine dans son ensemble. Durant ses quatre années de présidence, George Bush Sr a consacré un budget de mille deux cents milliards de dollars pour l'armée. Clinton continue à prodiguer des dépenses à peu près au même rythme que Bush pensait le faire, au même niveau (en tenant compte de l'inflation) qu'en 1980, à une époque de grande tension dans la guerre froide.

Comme on l'a dit au chapitre 4, les crédits militaires sont une forme de dépenses gouvernementales qui plaisent aux

grandes sociétés. Ils leur permettent une production potentiellement illimitée de marchandises fortement subsidiées, à bas risques et hauts rendements. Les quatre derniers secrétaires de la Défense ont fait remarquer que les dépenses militaires créaient des emplois. Mais la pornographie, la prostitution et la drogue en créent aussi. Il ne manque pourtant pas de dépenses socialement plus utiles et plus rentables. De toute façon, les dépenses en armement sont des investissements tellement intensifs en capital qu'elles procurent proportionnellement moins d'emplois que n'importe quelle autre dépense gouvernementale, le programme spatial excepté.

Le manque à gagner que les dépenses militaires imposent au secteur civil est immense : le défaut d'entretien et d'amélioration des infrastructures, la perte de cerveaux au profit de l'industrie de l'armement, les coupes massives dans les services sociaux et l'insolvabilité de villes et d'États entiers. Ce que les gens de la plupart des municipalités dépensent en quelques semaines pour l'armement (c'est-à-dire la part de leurs impôts fédéraux sur le revenu qui est consacrée aux armements) serait à même d'éponger les dettes de ces municipalités et de mettre fin à leur situation de crise financière. En 1992, les quatre cents millions de dollars que les conservateurs proposaient de supprimer du programme qui vient en aide aux nouveau-nés, aux enfants et aux femmes enceintes sous-alimentés[45] sont équivalents à ce que consomme le Pentagone en douze heures seulement. Ce que le gouvernement fédéral dépense en matière de services de protection des consommateurs chaque année correspond à ce que le Pentagone dépense en deux heures.

La possession populaire collective de la dette nationale

Les constructeurs de l'empire qui soutiennent la théorie de l'offre nous ont encore fourni autre chose : des déficits insondables et une dette nationale galopante. Le *déficit* national est le montant excédentaire à ses recettes que le gouvernement dépense chaque année. La *dette* nationale est l'accumulation des déficits annuels. Notre dette nationale est constituée des

sommes que la population des États-Unis doit à des créanciers, habituellement de riches individus ou des institutions financières, à la fois nationaux et étrangers. Lorsque Reagan est entré à la Maison-Blanche, la dette nationale était de neuf cents milliards de dollars. Lorsqu'il l'a quittée, elle était de deux mille sept cents milliards de dollars, soit un triplement en huit ans seulement. Sous l'administration Bush Sr, cette dette a atteint quatre mille milliards de dollars, sans compter les centaines de milliards « non budgétisés » pour le renflouement des Savings and Loan[46]. En dépit de tous ses discours sur la réduction de la dette fédérale, les deux premiers budgets de Clinton présentaient d'importants déficits et ne comptaient aucune réduction notable des dépenses militaires.

En même temps que la dette s'accroît, elle cumule des intérêts toujours plus élevés. Depuis le début des années 1980, la dette a augmenté plus vite que le produit national brut. Une grande part de son payement est chaque année consacrée à celui de ses seuls intérêts. Le règlement de ces intérêts augmente deux fois plus vite que le budget fédéral lui-même. Autour des années 1994-1995, plus de quatre-vingts pour cent des emprunts fédéraux ont été contractés pour payer les intérêts de la dette. En d'autres termes, notre dette nationale présente un caractère structurel similaire à celui des pays du tiers monde : elle se perpétue par elle-même puisque le gouvernement doit toujours emprunter davantage pour éponger les intérêts des sommes qui ont été antérieurement empruntées.

Comme une plus grande partie des recettes fédérales est utilisée pour régler les dettes, les citoyens américains bénéficient dans une mesure proportionnelle de moins de services. Au moins cinquante pour cent de chaque dollar d'impôt va au service de la dette nationale et à l'armée. Il y a un siècle et demi, Karl Marx écrivait dans *Le Capital* : « La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. » Ceux qui nous dirigent peuvent s'emparer de nos domaines forestiers, de nos réserves de pétrole, de nos richesses minières, de nos fonds de pension, de nos longueurs d'ondes et de nos emplois, mais ils nous laisseront toujours loyalement la dette nationale.

Retour vers le XIX^e siècle

Une des affirmations des adeptes de la politique économique vaudou est que le gouvernement fédéral sera réduit. Cela ne s'est pas produit. Une autre est que les gouvernements des États fédérés et locaux seront revitalisés et pourront assumer des fonctions que le gouvernement fédéral avait auparavant accaparées. Cela ne s'est pas produit non plus : à la fin des années 1980, les gouvernements étatiques et locaux comptaient parmi les victimes de la politique économique de l'offre. Le gouvernement fédéral a déversé sur les États un tas de programmes tout en réduisant simultanément les moyens fiscaux pour assurer ces transferts de compétences de quarante à soixante pour cent, ce qui a été à l'origine d'une importante crise financière aux niveaux étatique et local. Cette compression budgétaire a sans pitié entraîné des réductions inhumaines dans les services sociaux pour les parties les plus vulnérables de la population.

Au début des années 1990, la tranche du premier pour cent le mieux nanti de la population a accru sa richesse de plus de cinquante pour cent tandis que les classes moyennes et inférieures perdaient plus de deux cent cinquante milliards de dollars de leurs revenus (*Los Angeles Times*, 16 janvier 1994). Les impôts gouvernementaux et les politiques de dépenses sont une des principales causes du fossé qui se creuse entre riches et pauvres.

Le refrain conservateur sonne à peu près comme ceci : « Si seulement on laissait faire le libre marché et si nous nous libérions des régulations d'un gouvernement qui fourre partout son nez, alors nous pourrions voir combien, dans sa virginale pureté, le capitalisme fonctionne à merveille. » En fait, nous avons déjà connu une situation qui s'approchait du capitalisme pur à la fin du XIX^e siècle. Le résultat en a été une dépression économique, un chômage étendu, des enfants de neuf ans qui travaillaient quatorze heures par jour, des épidémies de typhoïde et de choléra à Philadelphie et dans d'autres villes de la côte Est, la malnutrition et la tuberculose et des réserves d'eau et de produits alimentaires contaminées pour les pauvres. Nous avons aussi connu une dévastation sans retenue de l'environnement et de terribles conditions de travail, l'absence de salaire minimum, de pensions de retraite, de protection de

l'emploi, de défense des consommateurs, d'interdiction du travail des enfants, de sécurité sociale, de conventions collectives ou de syndicalisme industriel. Nous avons par contre fait l'expérience de monopoles et de trusts qui ne connaissaient aucune limite – mais engrangeaient d'énormes profits. Les conditions de vie aux États-Unis à la fin du XIX^e^ siècle n'étaient pas différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui dans la plus grande partie du tiers monde.

Mais les capitalistes de cette époque ne considéraient pas ces conditions effroyables comme une preuve de l'échec du système. Pour eux, le capitalisme du bon vieux temps fonctionnait parfaitement. Le succès ne se mesurait pas par la qualité de l'alimentation, de l'eau potable, du logement, des écoles, des moyens de transport et des soins de santé, mais par le taux d'accumulation du capital. La nature du capitalisme, alors comme aujourd'hui, a toujours été d'investir du capital pour accumuler plus de capital et dans cette optique le système fonctionnait à la perfection, pour ceux qui le possèdent et le contrôlent.

Du point de vue de l'investisseur, le capitalisme réussit, non le moins bien, mais le mieux à appauvrir les pays du tiers monde, où les coûts de production, et spécialement les coûts de travail, sont bien inférieurs et où la valeur ajoutée par le travail est plusieurs fois supérieure à celle des États-Unis. « La valeur ajoutée » est une expression capitaliste qui correspond globalement à ce que les marxistes appellent « la plus-value ». C'est la valeur que, par leur travail, les salariés créent en surplus de ce qu'ils sont payés pour ce faire. Considéré en termes de valeur ajoutée, le tiers monde offre des formes de capitalisme bien plus réussies que les démocraties sociales avec leurs puissants syndicats, leurs salaires plus élevés, leurs nombreux avantages sociaux. De tels acquis démocratiques grèvent les profits des sociétés privées et sont perçus par les capitalistes comme une menace pour le système du libre marché.

Les conditions de vie sous le capitalisme sont plus clémentes dans les pays où des forces démocratiques se sont organisées et ont remporté d'importantes victoires contre le pouvoir économique privé, comme c'est le cas dans les pays du Benelux, en Allemagne (de l'Ouest), en Autriche, en Suède, en Norvège, au Canada et même aux États-Unis. Le capitalisme connaît un

succès meilleur au Guatemala, en Thaïlande, en Turquie, au Nigeria, en Indonésie, aux Philippines, au Paraguay et dans d'autres pays où le taux d'accumulation du capital est spectaculairement plus élevé que dans le premier monde.

Aujourd'hui, le but des conservateurs est la tiers-mondialisation de l'Amérique, la réduction de la population laborieuse des États-Unis aux conditions propres au tiers monde, avec des gens qui travaillent toujours plus durement pour gagner toujours moins. Cela implique un retour au « libre marché », libre des régulations environnementales, libre des protections des consommateurs, libre des garanties de salaires minimaux, libre de la sécurité de l'emploi, libre des syndicats : un marché qui regorge de main-d'œuvre sous-utilisée permettant de faire tendre à la baisse les salaires et d'accroître les marges bénéficiaires. Les conservateurs cherchent aussi à abolir les services sociaux et les autres formes d'aides sociales qui donnent à la population quelque protection contre les forces de libre marché.

Le sous-emploi est une condition nécessaire pour la tiers-mondialisation. Alan Budd, professeur d'économie politique à la London Business School, constatait non sans franchise dans l'*Observer* du 21 juin 1992 que les coupes dans les dépenses publiques opérées par le gouvernement Thatcher étaient une couverture pour assommer les travailleurs : « Augmenter le chômage était une façon très attractive de réduire la force de la classe ouvrière. Ce qui a été orchestré, c'était – pour le dire en termes marxistes – une crise du capitalisme qui permettait de reconstituer une armée de réserve de travailleurs et autorisait dès lors les capitalistes à engranger de hauts profits. »

Avec le sous-emploi et la pauvreté, revient le temps de la tuberculose, de la clochardisation, de la faim et d'une augmentation aiguë du nombre des travailleurs qui ont des emplois non syndiqués à bas salaires les réduisant à un seuil de misère sans perspective aucune. Autour des années 1990, les salaires réels ont chuté d'au moins dix pour cent en une décennie.

On peut se demander si l'économie elle-même ne va pas vraiment s'effondrer dans la mesure où cette tendance se poursuit. Il est certain que si toute la richesse s'accumule au sommet de la pyramide sociale, il n'y aura plus personne pour acheter les biens et les services produits, et que la structure

elle-même du capital se contractera sérieusement. Mais plusieurs choses permettent aussi de garder l'économie à flot :

Premièrement, le niveau de prospérité à partir duquel le déclin a débuté était élevé. Le niveau de la consommation américaine actuelle est toujours important en comparaison de celui de la plupart des autres pays ainsi que de ceux des années 1890 et de la grande dépression des années 1930. Le déclin économique de ces dernières années a été assez spectaculaire et a affecté des millions de gens, mais des millions d'autres s'en tirent cependant.

Deuxièmement, ce que l'on peut appeler une classe moyenne se retrouve habituellement dans la plupart des pays, même dans les plus pauvres comme l'Inde ou le Brésil, où des dizaines de millions de gens appartenant à la classe moyenne représentent un marché de consommation.

Troisièmement, le déclin économique est quelque peu masqué par le fait que beaucoup de familles comptent deux ou trois travailleurs qui permettent de maintenir un niveau de vie presque comparable à celui qu'offrait un seul salarié il y a quarante ans. Des millions d'autres ont deux petits emplois ou plus pour joindre les deux bouts.

Quatrièmement, les mécanismes du crédit et de l'emprunt permettent à la population de maintenir un niveau de consommation anormalement élevé en grevant son pouvoir d'achat à venir. L'endettement des consommateurs est énorme.

Cinquièmement, la classe qui vit dans l'aisance contribue à la consommation en y accroissant sa part. Plus d'argent au sommet de la société – grâce aux réductions d'impôts et aux plus gros profits – signifie concrètement plus de deuxièmes et de troisièmes résidences de vacances, plus de personnel domestique, plus d'appartements de prestige, de jets privés, de yachts, de voitures de luxe, de collections d'art, de voyages de plaisance extravagants, de virées d'achats à l'étranger, plus de dons conséquents à léguer à sa descendance, tous signes ostentatoires de richesse qui vont de pair avec plus d'investissements spéculatifs, de bons du trésor et de fonds pour le marché monétaire.

Nous ne sommes pas tous sur le même bateau quand les temps sont durs. Beaucoup valsent par-dessus bord et se débattent désespérément tandis que d'autres tentent de se mainte-

nir à flot sur des barques qui prennent l'eau de toutes parts. Mais il en est cependant qui continuent à voguer à bord des yachts déductibles d'impôts. En 1930, au plus profond de la grande dépression, le patron de l'industrie automobile Henry Ford gagnait trente millions de dollars et racontait que les dépressions n'étaient pas aussi terribles que cela. Au dernier trimestre de 1991, une année considérée comme celle de la pire récession depuis 1939, les payements de dividendes aux actionnaires atteignaient un sommet record, autorisant le président à annoncer que l'économie se portait bien : seuls les gens ordinaires souffraient.

De 1980 jusqu'au début des années 1990, un transfert continuel du capital productif vers le capital financier s'est opéré. Les gains record en bourse étaient en grande majorité des gains en investissements spéculatifs. Certains pourraient rechigner devant cette image d'une classe parasite, arguant que les investissements privés créaient providentiellement de nouveaux emplois. Pourtant, selon un rapport de l'hiver 1991 du Working Assets Money Fund[47], le nombre d'emplois nouveaux créés aux États-Unis entre 1980 et 1990 par les *Fortune* 500, déduction faite des compressions d'emploi et des licenciements, était nul.

Vieux problèmes insolubles

Les manuels sur le keynésianisme disent que le gouvernement peut agir comme force de compensation pour atténuer les effets du cycle économique d'expansion-récession, nivelant les buttes et comblant les fossés. Lorsque l'économie est dopée et que l'inflation menace, le gouvernement sert de frein. Il augmente les impôts pour diminuer le pouvoir d'achat. Il relève les taux d'intérêt pour accroître la valeur de l'argent et ralentir les emprunts et les investissements. Et il réduit ses propres dépenses.

Lorsque l'économie s'engouffre dans une récession, le gouvernement prend le chemin inverse. Il diminue les impôts pour que la population ait plus d'argent à dépenser. Il baisse les taux d'intérêts pour favoriser les emprunts et investissements. Et il accroît ses propres dépenses pour gonfler la demande. Mais lorsqu'il réduit les impôts et enfle les dépen-

ses, il cause un déficit. Étant donné la taille de la dette nationale, le gouvernement ne peut plus dépenser autant qu'il le désire pour sortir de la récession. La dette nationale est le trou d'ozone financier de la politique économique. Nous avons maintenant à la fois des déficits abyssaux et des dépenses himalayennes qui ne parviennent pas à donner l'impulsion pour dynamiser l'économie.

L'inflation a ralenti depuis les années 1970 mais les prix grimpent toujours, particulièrement ceux des biens de consommation essentiels pour lesquels les pauvres dépensent la plus grande partie de leurs revenus. Les médias ont toujours convenablement occulté ce phénomène. Un reportage de la *National Public Radio* le 17 avril 1989 annonçait : « Si l'on extrait les produits alimentaires, le carburant et le logement de l'équation, l'inflation a vraiment été très modérée. » C'est évident. Et si l'on enlève encore quelques autres postes de dépense importants, elle disparaît tout à fait.

Une raison clé pour laquelle les États-Unis ressemblent de plus en plus au tiers monde est que l'Amérique capitaliste se tiers-mondise, et littéralement : non seulement en dévalorisant les emplois et en réduisant l'activité, mais aussi en délocalisant des industries entières en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

Le but de l'impérialisme moderne n'est pas d'accumuler des colonies ni même de seulement fournir des débouchés pour les investissements de capitaux et un accès aux ressources naturelles. L'économiste Paul Sweezy soulignait que son but global est de transformer en appendices économiques des pays industrialisés les pays du tiers monde, dans lesquels les formes d'activités industrielles et commerciales qui complètent les économies capitalistes avancées sont encouragées à se développer, et où celles qui pourraient les concurrencer sont contre-carrées. Peut-être Sweezy se réfère-t-il trop à l'État nation comme unité d'analyse. La vérité est que la classe des investisseurs tente de réduire sa *propre* population au statut d'État client. L'objectif de l'impérialisme n'est pas un but national mais un but de classe international : exploiter et dominer non seulement les Guatémaltèques, les Indonésiens ou les Saoudiens, mais aussi les Américains, les Canadiens et n'importe quels autres.

Les présidents et les ploutocrates nous disent toujours de ne pas être négatifs en matière d'économie. En 1930, après que l'économie ait sombré dans la grande dépression et que dix millions de gens aient été éjectés du travail, William Crocker, président de la First National Bank of San Francisco, disait que les conditions soutenaient la comparaison avec celles d'avant le krach : « Les gens qui sont dans une disposition d'esprit inutilement négative ont cessé d'acheter des produits et cela a tout entraîné dans une spirale descendante. » Le président Bush Sr en est arrivé à la même conclusion sur la récession de 1990-1991 en nous encourageant à sortir et à faire davantage nos courses.

Crocker et Bush réduisaient tous deux la réalité économique à un état psychologique subjectif, renversant ainsi les effets et les causes. La cause de la récession n'est pas que les gens soient subitement moins enclins à acheter. C'est l'inverse qui se passe : les gens achètent moins parce que leurs emplois ont été supprimés ou dévalorisés et qu'ils ont en conséquence moins de pouvoir d'achat. On pensait pourtant que cela était d'une éclatante limpidité.

Il y a plus d'un siècle et demi, Karl Marx prédisait que les dépressions continueraient de se produire parce que les travailleurs ne sont pas payés en suffisance pour pouvoir acheter les biens et services qu'ils produisent. Il en savait plus sur l'avenir que nos présidents et ploutocrates voudraient que nous en sachions sur le présent.

Chapitre 10

L'empire dans les universités

Dans les universités américaines, il y a des gens qui font des « analyses de risques » pour aider les sociétés privées à investir en toute sécurité dans le tiers monde. D'autres travaillent sur la perméabilité des consommateurs aux techniques commerciales, sur les conflits du travail ou sur les techniques pour briser les syndicats. D'autres encore inventent de nouvelles méthodes pour contrôler les populations rebelles à l'intérieur et à l'étranger, de nouveaux systèmes de frappe et des moyens technologiques pour la surveillance et la contre-insurrection (le napalm a été inventé à Harvard). Qu'ils étudient les habitants des villages latino-américains, les résidents des quartiers pauvres ou les travailleurs industriels, ces chercheurs et scientifiques offrent, moyennant de confortables bourses, des idées brillantes et souvent sans pitié sur la manière de conserver un monde sûr pour ceux qui en sont les propriétaires.

Dans ces mêmes campus, on peut trouver des programmes du corps d'instruction des officiers de réserve de l'armée (le ROTC[48]) qu'aucun critère académique ordinaire ne pourrait justifier. Les campus sont aussi ouverts au recrutement de nombreuses sociétés privées, des forces armées et de la CIA. En 1993, on trouvait dans les journaux étudiants de tout le pays une publicité qui faisait la promotion « des programmes d'études des possibilités de carrière » de la CIA. Les étudiants « pourraient être admis à un stage à la CIA et à une bourse d'étude » et bénéficier d'« une expérience sur le terrain » en tra-

vaillant avec les « professionnels » de la CIA. La publicité n'expliquait pas comment des étudiants à plein temps pourraient acquérir « cette expérience de terrain » comme agent secret. Serait-ce peut-être en faisant rapport sur des professeurs et des camarades d'études qui expriment des points de vue iconoclastes ?

Un temple du savoir

Dans ces mêmes collèges et universités, des enseignants et des administrateurs, y compris bon nombre de ceux qui sont engagés dans les activités dont on vient de parler, affirment avec le plus grand sérieux qu'une université est une communauté indépendante de scientifiques neutres, un lieu détaché des intérêts immédiats de ce monde, un temple du savoir. En réalité, beaucoup d'universités participent à des investissements directs dans l'Amérique du capital privé par le biais de confortables portefeuilles d'actions. Par leurs achats et leurs convictions, nos institutions de hautes pensées sont mariées aux institutions de hautes rentrées. De ce point de vue, les universités divergent peu d'autres institutions sociales telles que les médias, les arts, les églises, les écoles et les nombreux métiers qui affirment tous faussement être indépendants de la pensée de classe dominante[49].

À la fin des années 1960, dans des conférences-débats et des séminaires, beaucoup d'étudiants et quelques professeurs ont commencé à s'intéresser aux injustices et aux horreurs de la lointaine guerre d'Indochine. Ils s'interrogeaient d'abord seulement sur la guerre, puis sur les dirigeants qui l'avaient déclarée et enfin sur le système qui produisait ces dirigeants, en ce compris cette partie du système que représentaient les universités activement complices. Franchissant la frontière qui sépare la jérémiade progressiste de la critique radicale, quelques contestataires des campus en sont venus à la conclusion que la guerre du Viêt-nam n'était pas une « erreur », mais une partie intégrante d'une longue tradition d'interventionnisme américain destiné à rendre le monde plus sûr au bénéfice des sociétés multinationales. Ils en sont venus aussi à réaliser que la contestation n'était pas seulement destinée à créer les bases d'un dialogue

et à convaincre des dirigeants supposés bien intentionnés, mais mal informés. Cela occasionnait au contraire des affrontements avec les forces de répression de l'État et ses auxiliaires de police, de même qu'avec des dirigeants qui, loin d'être mal avisés ou désorientés, savaient parfaitement ce qu'ils faisaient.

L'université se présente elle-même comme une citadelle de libre pensée. Un terme consacre même expressément cet honorable état de choses : la « liberté académique ». En vérité, le système habituel de pouvoir au sein de ces établissements d'études supérieures a plus de points communs avec Sparte qu'avec Athènes. Reflétant l'ensemble de la société dans laquelle elles se trouvent, la plupart des universités et facultés universitaires sont plus des usines idéologiques que des sources de savoir. Ce sont des lieux où les critiques de l'impérialisme sont rarement alimentées et où les étudiants hypothèquent leur avenir au capitalisme en tant qu'ordre social.

Un peu d'histoire

La répression idéologique dans les universités est aussi vieille que le pays lui-même. À travers les XVIII[e] et XIX[e] siècles, la plupart des collèges universitaires étaient liés à l'une ou l'autre confession religieuse. Ils étaient généralement contrôlés par des administrateurs dévoués qui croyaient en leur devoir d'assurer l'adhésion du corps enseignant aux prêchi-prêcha confessionnels.

Les dogmes du racisme ont aussi bénéficié d'une place assurée dans les institutions d'enseignement de cette époque. Au début des années 1800, les conseils d'administration des collèges nordistes ont interdit à leurs professeurs de mener des discussions critiques sur l'esclavage et de défendre l'abolitionnisme. Dans les collèges sudistes, il n'était pas question de défendre l'abolitionnisme. Le corps professoral consacrait activement la plus grande énergie intellectuelle à justifier l'esclavage et à insuffler les conceptions de la suprématie blanche dans les cours généraux.

Dans les années 1870 et 1880, le darwinisme était par excellence le sujet tabou dans l'enseignement supérieur américain. Les présidents de neuf grands collèges de la côte Est ont expres-

sément interdit l'enseignement de la théorie évolutionniste. Ce que nous appelons aujourd'hui le « créationnisme »[50] était alors le seul et unique point de vue acceptable dans la plupart des écoles « libres et indépendantes » du pays.

Autour de ces mêmes années 1880, de riches hommes d'affaires en sont venus à dominer les conseils d'administration de la plupart des universités et collèges (ils continuent à le faire jusqu'à ce jour). Ils hésitaient rarement à imposer des contrôles idéologiques. Ils ont flanqué à la porte des membres du corps professoral qui exprimaient des idées politico-économiques hérétiques à l'intérieur et à l'extérieur des campus, qui participaient aux réunions du parti populiste, défendaient des vues anti-monopolistes, soutenaient le mouvement du « free silver »[51], s'opposaient à l'impérialisme américain aux Philippines ou défendaient la cause des dirigeants ouvriers ou des socialistes. Des scientifiques notoires comme Richard Ely, Edward Bemis, James Allen Smith, Henry Wade Rogers, Thorstein Veblen, E.A. Ross et Scott Nearing figurent parmi les remerciés.

Le licenciement de professeurs contestataires ou autrement hérétiques s'est accru autour de la Première Guerre mondiale. Les enseignants qui exprimaient des doutes sur la guerre, s'opposaient à la vente des « bons de la liberté »[52] ou prêchaient l'internationalisme devaient s'en aller. Des responsables universitaires comme Nicolas Murray Butler, président de l'université de Columbia, ont formellement interdit aux professeurs de critiquer la guerre, affirmant qu'une telle hérésie n'était plus tolérable en temps de guerre, parce qu'y avoir l'esprit mal tourné correspondait à de la sédition et que l'effronterie y était une trahison.

Un grand historien, Charles Beard, a été cuisiné par les administrateurs de l'université de Columbia qui s'intéressaient de près à ses idées susceptibles d'« inculquer l'irrespect pour les institutions américaines ». De dégoût, Beard a démissionné de Columbia, déclarant que les administrateurs, Nicholas Murray Butler en tête, cherchaient « à chasser, à humilier ou à terroriser tout homme qui avait des points de vue progressistes, libéraux ou non conventionnels en matière politique ».

L'université n'a certainement jamais été accueillante pour les gens de conviction anticapitaliste. Même durant les temps

contestataires que l'on a connus dans les années 1930, il n'y a eu que très peu de communistes dans le personnel enseignant des institutions universitaires, et ils n'y bénéficiaient habituellement que de statuts d'assistant ou de maître assistant ou d'autres postes marginaux et sans garantie d'emploi. Être ouvertement assimilé au communisme ne vouait pas à la survie académique.

La répression de l'hétérodoxie dans les campus a atteint son paroxysme à la fin des années 1940 et au début des années 1950, sous le maccarthysme et la chasse aux sorcières[53] menée aux niveaux des États et du pouvoir fédéral. Parmi les professeurs mis au ban des universités, on retrouvait ceux qui étaient associés au parti communiste ou à l'une de ses organisations ainsi que d'autres qui refusaient de révéler aux inquisiteurs qu'eux-mêmes ou l'un ou l'autre de leurs collègues étaient ou avaient été membres de ce parti. Le sociologue Sigmund Diamond a été privé d'un poste à Harvard par le recteur de l'époque McGeorge Bundy (qui se distinguera personnellement par la suite comme l'un de ces brillants responsables politiques de Washington qui nous ont offert la guerre du Viêt-nam). Le crime de Diamond avait été de n'avoir pas donné de noms au FBI.

D'autres, comme l'économiste Paul Baran à Stanford, n'étaient aucunement affiliés au parti communiste, mais comme ils étaient marxistes, ce leur a été tout aussi néfaste. L'éviction des professeurs anticapitalistes a été organisée par les commissions du Congrès, les commissions législatives des États et, dans beaucoup de cas, par les administrations universitaires qui, à travers tout le pays, ont développé un ensemble de procédures d'une cohérence impressionnante pour mener à bien leur mission de purger le corps professoral.

Herbert Aptheker, un membre en vue du parti communiste qui était aussi un enseignant stimulant et un historien fécond, n'a jamais pu obtenir une nomination académique régulière en plus de cinquante ans de carrière. En 1976, il était invité à donner un cours pendant un semestre à Yale, mais l'administration avait refusé de lui laisser honorer sa désignation. Les oligarques de Yale ne se sont avoué vaincus qu'après dix-huit mois de protestation des étudiants et des professeurs. Et même alors, des précautions ont été prises pour s'assurer qu'Aptheker ne subvertisse pas trop d'étudiants de Yale. Son cours a été limité

à quinze étudiants et a dû être donné dans un grenier pouilleux d'un vieux bâtiment très éloigné du centre du campus. Aptheker devait voyager de New York à New Haven pour ses prestations hebdomadaires. On ne lui a accordé aucun subside pour ses déplacements et il a été royalement gratifié de deux mille dollars pour le semestre entier. Non sans que quelques frissons ne parcourent l'échine des responsables de l'institution, Yale a survécu à la présence d'un véritable communiste. Ils ne craignaient pas spécialement qu'Aptheker ait pu en lui-même nuire à l'université, mais bien que sa nomination ne constitue un précédent dans l'ouverture à des points de vue anticapitalistes qui avaient été interdits d'entrée à Yale pendant des générations.

Des milliers d'autres professeurs qui n'ont jamais été appelés devant aucune commission d'enquête, ont cependant connu des expériences qui font froid dans le dos. Dans une étude sur l'université à la période du maccarthysme, Paul Lazarsfeld et Wagner Thielens Jr ont mentionné qu'une sorte de besoin de prouver sa loyauté s'était infiltrée dans le corps professoral. Presque toute critique de l'ordre politico-économique en place incitait à soupçonner celui qui la proférait d'entretenir des « tendances communistes ». Les professeurs qui refusaient de signer des serments de loyauté étaient exclus.

Quelques enseignants ont critiqué le fait que les investigations détruisaient le moral et « compliquaient la tâche, qui échoit à une société libre, de parer à la menace réelle du communisme totalitaire ». Quand donc même ils dénonçaient la chasse aux sorcières anticommuniste, c'était à partir d'un point de vue anticommuniste. Ils affirmaient que trop d'innocents étaient chassés de leurs emplois et réduits au silence dans l'exercice de leur profession. Cela impliquait que l'inquisition n'était pas injuste mais seulement maladroite et exagérée, et qu'il était tout à fait correct de dénier leurs droits constitutionnels à des Américains s'ils étaient « coupables » (c'est-à-dire communistes), pour autant qu'on ne porterait pas atteinte à la carrière d'« innocents » (c'est-à-dire de non communistes).

L'université ouverte et fermée

Confrontées aux manifestations d'étudiants, aux rassemblements et à d'autres perturbations à l'époque de la guerre du Viêt-nam, les autorités universitaires ont utilisé la carotte et le bâton, une combinaison de mesures libérales et répressives. Elles ont laissé tomber les conditions exigées pour la répartition des cours et aboli la règle de séparation des sexes dans les résidences universitaires ainsi que d'autres restrictions paternalistes sur la vie nocturne des étudiants qui y logeaient. On a introduit des cours portant sur l'étude des Afro-Américains et sur celle des femmes, tout comme un certain nombre de programmes expérimentaux de sciences sociales. Ces derniers offraient des cours axés sur l'étude des communautés, des méthodes d'enseignement innovatrices et une tentative délibérée de traiter de questions contemporaines.

Parallèlement à ces concessions, les autorités universitaires ont lancé une contre-offensive répressive. Les étudiants activistes ont été exclus, battus par la police, arrêtés, enrôlés de force dans une guerre à laquelle ils s'opposaient et – dans certains campus comme Kent State et Jackson State – pris en ligne de mire et tués. Des professeurs radicalisés ont perdu leurs emplois et d'autres, dont j'étais, battus sévèrement par la police lors des affrontements dans les campus.

La répression a continué dans les années 1970 et 1980. Angela Davis, une communiste, a été exclue de l'université de Californie à Los Angeles. Marlene Dixon, une sociologue marxiste-féministe, a été mise à la porte de l'université de Chicago puis de l'université McGill pour son militantisme politique. Bruce Franklin, tout à la fois professeur réputé à Melville et professeur titulaire associé à Stanford, auteur de onze livres, d'une centaine d'articles et remarquable enseignant, a été flanqué dehors pour avoir «incité» des étudiants à manifester. Franklin a reçu plus tard une offre de l'université du Colorado qui a ensuite été annulée par le conseil de l'université se fondant sur toute un ensemble de renseignements à son sujet que lui avait fournie le FBI. Le dossier incluait de fausses rumeurs, des lettres bidon et des coupures de presse défavorables.

À l'université de Washington à Seattle, la tentative de Kenneth Dolbeare de construire un département de sciences

politiques véritablement pluraliste, avec un mélange de professeurs conservateurs, conformistes et progressistes, comprenant des femmes et des gens de couleur, a essuyé le feu nourri de l'administration. Après une lutte d'usure démoralisante, Dolbeare a quitté l'université. Les membres progressistes du département, parmi lesquels Albert Black, Allen Polawski, Judy Lamare et le professeur afro-américain Trevor Chandler ont été jetés. Philip Meranto, le seul contestataire qui y était titularisé, quittera aussi, par dégoût, l'université. Meranto, un scientifique très largement publié sur les questions urbaines et un excellent professeur, n'a pourtant pas pu retrouver un autre poste académique régulier. D'autres progressistes du campus de l'université de Washington à Seattle, comme le chercheur mexico-américain en vue Carlos Muñoz, le philosophe John Chambliss et l'économiste Jeff Morris, n'ont pas vu leur contrat renouvelé.

Des purges semblables ont été opérées à travers tout le pays. Jesse Lemish, un historien très publié et un chercheur de renom qui a écrit une critique des présuppositions idéologiques cachées de l'historiographie conformiste dominante, a été évincé de l'université de Chicago pour la raison que son chef de département lui expliquait ainsi : « Vos convictions interfèrent avec vos recherches. » Staughton Lynd, un historien et un militant anti-guerre de première ligne, a également été mis au ban de l'université de Chicago. Le sociologue Paul Nyden, qui enseignait à l'université de Pittsburgh et travaillait aussi activement avec les dissidents combatifs de l'United Mine Workers, le syndicats des mineurs, a été démis pour raisons politiques. Il a intenté un procès en justice et a obtenu un dédommagement. Malgré le soutien des étudiants et du corps professoral, le sociologue marxiste Peter Seybold s'est vu refuser le renouvellement de son contrat à l'université du Wisconsin à Parkside.

Des années 1960 à aujourd'hui, les purges sont trop nombreuses pour pouvoir être toutes rapportées ici. Huit des neuf professeurs opposés à la guerre qui ont tenté de démocratiser le département de philosophie de l'université du Vermont se sont vu refuser la stabilité de renouvellements consécutifs de leurs contrats à durée déterminée. Au début des années 1970, au Dartmouth College, un seulement de la dizaine de profes-

seurs progressistes qui avaient l'habitude de se réunir pour le déjeuner, n'a pas été jeté à la porte. En 1987, quatre professeurs à la New England School of Law ont été limogés en dépit du solide soutien qu'ils avaient reçu de leurs collègues. Tous les quatre s'étaient engagés dans le mouvement des Critical Legal Studies («recherches critiques sur le droit»), un groupe de gauche qui considérait en grande mesure le droit comme un instrument des riches et puissantes sociétés privées. Les membres du conseil d'administration de l'école, venant pour la plupart de ces riches et puissantes sociétés, ont préféré que de telles idées ne soient pas enseignées.

À cette liste déjà longue, je peux ajouter mon nom. En 1972, à l'université du Vermont, je me suis vu refuser le renouvellement de mon contrat par le conseil d'administration, malgré le soutien de mes étudiants, de tout mon département, du conseil de la faculté, de celui des doyens, du recteur et du président de l'université. Le conseil d'administration, qui n'avait pu trouver aucune faute dans mon enseignement ou ma longue liste de publications, a décidé que mes activités anti-guerre constituaient «un manquement aux devoirs de la profession».

Dans leur livre publié à titre privé, *Guarding the Ivy Tower* («Les gardiens de la tour d'Ivy[54]»), Philip Meranto et Matthew Lippman dressent la liste d'une cinquantaine de cas supplémentaires d'universitaires qui, aux États-Unis dans les années 1970, ont été exclus en raison de leurs idées et de leurs activités politiques. La liste était plus indicative qu'exhaustive. On pourrait y ajouter encore bien d'autres exemples impliquant des politologues, des économistes, des historiens, des sociologues, des psychologues et même des chimistes, des physiciens, des mathématiciens et des musicologues.

Des départements et même des écoles et facultés universitaires ont été complètement supprimés pour être sortis des sentiers battus. À Berkeley, l'école de criminologie tout entière a été rayée de l'université parce que la plupart de ses professeurs y développaient une analyse de classe du crime et de la criminalisation. Ceux qui parmi eux enseignaient une vision plus orthodoxe de la criminologie ont été désignés dans d'autres départements. Les contestataires, eux, ont été exclus.

En 1970, suite aux demandes des étudiants, une faculté de sciences sociales expérimentales a été créée à l'université de l'État de New York à Buffalo. En quelques années à peine, l'école tout entière a été victime des attaques des administrateurs de l'université parce que les deux tiers de ses trente membres du corps professoral développaient une conception critique dans leurs enseignements. Quelques-uns de leurs cours utilisaient des livres marxistes et s'adressaient à plus d'un millier d'étudiants, y compris des travailleurs qui suivaient les cours du soir. L'exemple du succès d'un programme marxiste qui tissait des liens de plus en plus étroits avec le mouvement ouvrier était de trop pour les responsables de l'université. La faculté expérimentale a été dissoute en 1976.

La purge de la dissidence au sein des universités continue encore aujourd'hui. L'économiste Rob Wright s'est vu refuser un contrat au Napa Valley Community College en mai 1994 par une commission de révision composée de son président conservateur (qui accusait Wright d'« enseigner le communisme »), l'épouse du président (qui enseignait la dactylographie), la secrétaire et le chef du département des sciences sociales (qui s'était lui-même déjà publiquement défini comme « propre némésis »[55] de Wright). Un autre membre de la commission, un comptable conservateur, a dit à Wright qu'il avait été dégoûté par la manière avec laquelle la commission semblait déjà avoir son opinion sur la candidature de Wright avant même d'avoir analysé son *curriculum vitæ*. Vingt lettres de soutien non sollicitées d'étudiants, qui mettaient en avant les qualités pédagogiques de Wright, ont été mystérieusement « égarées » par la commission et n'ont jamais été retrouvées.

Gauchistes s'abstenir

Les refus d'embauche sont encore plus fréquents que les exclusions, quoique moins visibles. Un membre du corps académique de l'université de Boston m'a dit qu'il n'y avait aucune chance que son institution embauche une personne politiquement connue comme de gauche. Des chercheurs en sciences sociales, hautement qualifiés, mais aussi notoirement progressis-

tes, ont posé leur candidature à des postes universitaires dans des institutions de Californie, du Texas, de l'Illinois, du Colorado, de New York et dans d'autres États trop nombreux à énumérer. On les a toujours écartés en faveur de candidats qui – au vu de leur formation, de leurs publications et de leur expérience de l'enseignement – présentaient moins de qualifications. À l'université du Texas à Austin dans le milieu des années 1970, cette façon de faire était devenue tellement systématique que ses étudiants diplômés ont protesté et accusé l'université de pratiques d'embauche politiquement discriminatoires.

En 1980, en visite au Reed College dans l'Oregon, j'ai vu des étudiants qui distribuaient un tract dénonçant l'absence totale de professeurs offrant des ouvertures critiques. Un des étudiants me disait : « Si nous voulons trouver quelque part une critique alternative de gauche, nous devons en plus de tout le travail à faire pour les cours réguliers, la chercher nous-mêmes. Et nous n'avons presque jamais la possibilité d'en discuter en classe. » Lorsque j'ai questionné à ce sujet des professeurs de Reed, aucun d'eux ne pouvait se rappeler un quelconque collègue qui ait jamais proposé de conceptions critiques de gauche, pas plus qu'ils ne semblaient se préoccuper du manque de diversité idéologique.

En 1981, le département de sciences politiques de l'université du Commonwealth de la Virginie m'avait offert d'être leur président, mais cela a été refusé par le recteur qui m'a annoncé qu'il n'était pas acceptable d'avoir comme chef de département un homme de gauche. Il est évident que l'université tient un double langage. Le premier proclame bruyamment : « Si vous êtes un chercheur productif et un bon enseignant, nous avons très probablement un emploi pour vous. » Tandis que le second murmure de façon presque inaudible : « Vous devez correspondre au paradigme idéologique des convenances bien-pensantes et éviter la dissidence active, dans le cas inverse, nous n'avons vraiment rien à faire de vos qualités scientifiques et pédagogiques. »

Les chercheurs anticapitalistes et anti-impérialistes sont régulièrement discriminés dans la distribution d'allocations de recherches ou de bourses. Le sociologue C. Wright Mills par exemple, après avoir écrit *The Power Elite* (« L'élite du pouvoir »),

a été brusquement privé de subsides par sa fondation. Les universitaires dissidents sont très rarement pris en considération pour des nominations au sein de leurs propres institutions professionnelles. On omet régulièrement de les inviter à des chaires honorifiques et de les insérer dans les comités éditoriaux des grandes revues scientifiques.

Dans une université «libre et pluraliste», les professeurs réfléchissent à deux fois avant d'introduire une question politico-économique controversée en classe. Ellen Schrecker, une historienne qui a étudié en profondeur la répression politique dans les universités, parlait de cette jeune assistante qui avait décidé avec quelques collègues de traiter «le marxisme» dans un cours d'histoire sociale: elle avait été avertie par un professeur plus âgé, «un monsieur d'ordinaire calme et raisonné» de ce qu'il aurait été «imprudent d'introduire un cours sur le marxisme dans le programme de leur département».

Un assistant au Seton Hill College en Pennsylvanie avait un jour confié à un étudiant de gauche qu'il s'était abonné à quelques publications progressistes et qu'il connaissait bien les théories marxistes mais que l'administration refusait de les lui laisser enseigner. L'étudiant a écrit à un de mes associés: «J'ai eu cours avec ce professeur pendant deux ans et je n'ai jamais rien suspecté.» Il y a vraisemblablement beaucoup de cas d'autocensure similaires parmi les professeurs.

Dans quelques campus, on connaissait des responsables administratifs qui contrôlaient les cours, vérifiaient le contenu politique des livres et des vidéos et passaient au crible la liste des conférenciers invités. En 1986, le conseil de l'université du Colorado à Boulder a débattu ouvertement de la nécessité de geler des fonds de la commission étudiante des évènements culturels. Démocratiquement élue par le corps étudiant, la commission avait invité quelques orateurs qui drainaient des foules enthousiastes mais qui, politiquement, gênaient les membres conférenciers du conseil d'université. Sous le prétexte de maintenir le niveau académique, ces derniers ont voulu «relever» le niveau des débats en y substituant une panoplie d'orateurs qui convenaient mieux à leurs goûts idéologiques.

Au début des années 1990, même si elles déploraient l'austérité budgétaire, les administrations universitaires de tout le

pays ont payé de fortes sommes pour des soirées uniques avec des professeurs invités aussi célèbres que les idéologues conservateurs William Buckley ou George Will, les criminels de guerre Henry Kissinger ou Alexander Haig ou le forban déclaré du Watergate G. Gordon Liddy.

Les observateurs politiques dont les vues dépassent les limites convenables de l'orthodoxie capitaliste sont continuellement interdits d'antenne dans les médias qui diffusent la pensée dominante. Lorsqu'ils font l'objet d'une large couverture médiatique, c'est habituellement de façon diffamante. La couverture de presse la plus basse que j'aie probablement jamais reçue dans la presse venait du *National Enquirer*, un tabloïd de supermarché. L'article titrait : « Les professeurs américains enseignent à nos étudiants que l'Amérique est mauvaise et que le communisme est bon. » Il était accompagné d'une photo de moi juxtaposée à une autre de Karl Marx et de la caricature du marteau et de la faucille entaillant une carte des États-Unis qui dégouttait du sang de la plaie. Le texte de l'article se référait à mes « enseignements tordus » et me citait : « Le capitalisme exploite le peuple ici et à l'étranger. Le système fonctionne essentiellement au profit des riches aux dépens de la population travailleuse et de la classe moyenne. » La citation, plutôt correcte, était cependant découpée de manière telle qu'elle apparaisse plus comme traîtrise que comme simple critique des rapports sociaux aux États-Unis.

Des critères élastiques

Dans les années récentes, les gardiens de l'orthodoxie ont appris à opérer de façon plus circonspecte. Plutôt que d'exprimer ouvertement leur intolérance à l'égard des contestataires, ils tentent de trouver des raisons d'apparence scientifique pour les rejeter. Ils vont dire que le candidat n'a pas publié suffisamment. Ou, quand cela n'est pas possible, que ses articles ne sont pas publiés dans les revues académiques conventionnelles qui conviennent. Et quand ils le sont, qu'ils manquent de qualité et d'originalité ou qu'ils développent une argumentation, c'est selon, trop étroite ou trop générale.

Des critères apparemment objectifs peuvent être appliqués de façon infiniment subjective. Impliqué dans une bataille de titularisation à l'université Tufts en 1986, le politologue progressiste Robert Elias a vu son livre soumis à quinze membres d'un jury extérieur, un nombre cinq ou six fois plus élevé que ce qui se fait d'habitude dans une telle procédure d'évaluation. Lorsque ces quinze appréciations se sont avérées positives, l'administration en appela à cinq membres extérieurs supplémentaires. Tout s'est donc passé comme si l'on avait «seulement visé un avis négatif» à l'encontre d'Elias.

John Womack, l'un des très rares marxistes qui ait jamais obtenu un poste académique dans une université d'élite et qui devint par la suite le président du département d'histoire à Harvard, attribue sa survie au fait qu'il traitait de sujets de recherches relativement obscurs: «Si j'avais été un brillant jeune étudiant en histoire de la Russie et que j'avais pris des positions diamétralement opposées à la politique américaine [...], je pense que mes aînés (académiques) auraient considéré que j'étais un chercheur médiocre. C'est ce que l'on dit quand on est en désaccord avec quelqu'un, non? On ne dit pas: "Je suis politiquement en désaccord avec la personne." On dit "C'est évident, c'est un chercheur médiocre."» (*Washington Post*, 1er janvier 1983)

Les gardiens de l'orthodoxie s'adonnent aussi à ce que l'on pourrait appeler «la quête du candidat suprême». Lorsqu'ils sont confrontés à un candidat hautement qualifié mais politiquement inacceptable, ils se demandent s'il est «vraiment le meilleur dans son domaine». C'est ainsi que John Lombardi, un chimiste mais aussi un militant indiscutablement antiguerre et anticapitaliste, a été privé de nomination à l'université de l'Illinois en 1972 par son président conservateur, un ferme partisan de la guerre américaine contre le Viêt-nam. Il voulait savoir si Lombardi pouvait prétendre être le spécialiste «numéro un» du pays en spectroscopie. Même s'il était mondialement reconnu pour ses remarquables recherches dans ce domaine, Lombardi ne pouvait se targuer lui-même d'une telle prétention, ni d'ailleurs savoir qui d'autre aurait pu le faire.

Un prétexte similaire a été utilisé contre Bertell Ollman à l'université du Maryland quand il s'est vu offrir la présidence

du département des sciences politiques. Après avoir accepté le poste, Ollman a été décrié comme communiste par les médias et certains membres du conseil d'administration qui s'opposaient ouvertement à l'accession d'un marxiste à la présidence. Le conseil a retiré sa proposition. Après une longue bataille juridique, Ollman s'est vu refuser le poste. Alors même que l'administration ne pouvait nier qu'il était éminemment qualifié, elle s'est montrée désireuse de recruter quelqu'un qui pourrait être encore meilleur, idéalement : « le tout meilleur ». Ainsi nous offrait-elle cette image d'Épinal des plus grands spécialistes du monde entier, quels qu'ils puissent être, se frayant un chemin vers le College Park du Maryland en vue d'y servir de président à son département des sciences politiques.

Les administrations des facultés ne sont pas toujours des « poupées qui disent non ». Elles peuvent se montrer très généreuses en matière de promotions et de nominations quand les candidats ont les conceptions politiques convenables – parfois même quand leur production scientifique laisse à désirer en quantité ou en qualité. L'administration de l'université du Vermont a poussé, à la présidence du département de philosophie, quelqu'un que, par neuf voix contre une, ce département avait jugé insuffisamment qualifié. Elle a par la suite procédé à la purge de tous les membres non nommés qui avaient voté contre lui.

Passant outre les objections de son département des sciences politiques, le président de l'université du Maryland à Baltimore a titularisé Walter Jones, qui n'était pas un scientifique particulièrement remarquable. Jones a ensuite été nommé à la vice-présidence, un poste à partir duquel il a refusé la nomination de son collègue politologue Philip Brenner, foulant aux pieds la recommandation unanime de la commission des promotions et des nominations. Assez malignement, Jones a accusé le spécialiste du Congrès et de la politique étrangère qu'était Brenner de pécher par défaut de profondeur et de rigueur dans son marxisme. Il est permis de se demander si, dans l'hypothèse où Brenner aurait offert une analyse marxiste plus claire, il n'aurait pas été chargé du péché de rigidité et de doctrinarisme.

Les critères scientifiques se révèlent être particulièrement élastiques pour ceux des émigrés venant des pays communis-

tes, amenés aux États-Unis sous le patronage caché des agences de sécurité nationale, qui se voient attribuer d'emblée des postes de choix dans les universités sans jamais correspondre aux critères académiques habituels. Considérons le cas de Vladimir Feltsman, émigré soviétique et pianiste classique qui, après avoir reçu une éducation musicale gratuite de premier plan en Union soviétique, a quitté son pays pour les États-Unis en 1986 – avec l'aide de l'ambassade américaine. Feltsman a très rapidement pu donner un concert à la Maison-Blanche, être salué comme un « héros moral » par le président Reagan et s'établir dans un appartement huppé de Manhattan. Il a ensuite été nommé dans le corps professoral de l'Université de l'État à New Paltz dans l'État de New York, où il a donné un cours hebdomadaire pour un salaire double de celui d'un professeur du plus haut rang. Il s'est vu en plus attribuer la présidence d'une fondation et une bourse académique honorifique. Tout ceci à New Paltz, une institution peu subsidiée, à bas salaires et à lourdes charges d'enseignement qui ne peut pas offrir de services et de moyens adéquats à ses étudiants. Peut-être Feltsman était-il le plus grand pianiste de tous les temps, mais il est plus probable que son ascension vertigineuse dans le monde académique n'ait pas été étrangère aux considérations idéologiques liées à la guerre froide.

Présomptions d'objectivité

Les universitaires qui s'inscrivent dans le courant de pensée dominant affirment que leurs manières politiquement correctes d'enseigner et de faire de la recherche sont les seules à être conformes à une érudition bien comprise. C'est ce genre d'argument que l'on a utilisé pour empêcher Samuel Bowles d'accéder à un poste à Harvard. Puisque l'économie politique marxiste n'était pas vraiment académique, Bowles ne pouvait être non plus ni un vrai scientifique, ni un véritable économiste – la décision a sérieusement divisé le département d'économie politique et entraîné le départ écœuré de Harvard du prix Nobel Wassily Leontiev. Des idéologues bien comme il faut semblent ne pas se rendre compte de ce que cet argument puisse

être lui-même une conception idéologique, une manifestation de leur propre parti pris politique auto-justificateur jamais remis en question. Parce qu'ils jugent que les universitaires marxistes sont incapables d'érudition désintéressée, ou d'érudition « tout court », les conformistes bien-pensants peuvent refuser de les engager sous prétexte de protéger les critères académiques plutôt que de les violer.

Beaucoup d'universitaires qui se laissent porter par les vents dominants manifestent un détachement remarquable des réalités immédiates de ce monde. Il est étonnant de constater combien cette attitude est considérée comme une vertu académique. Un tel détachement est supposé aider à conserver l'objectivité. Mais la plus grande partie de l'érudition provient en fait d'universitaires idéologiquement engagés. C'est ainsi que les femmes et les Afro-Américains sont respectivement les auteurs d'excellents travaux sur l'oppression due au sexisme et au racisme, des domaines dont leurs collègues mâles et blancs n'avaient jamais même pensé qu'ils puissent être des objets de recherche convenables. Par leur implication partisane, ils et elles ont dévoilé les préjugés sexistes et racistes de l'érudition académique dans les sciences et les sciences sociales, préjugés qui n'avaient jamais encore été étudiés.

Pareillement, les intellectuels de gauche sont ceux qui ont produit les meilleurs travaux sur les luttes populaires, souvent même les seuls à être révélateurs des formes de l'économie politique du pouvoir de classe, des sujets qui restaient pour une grande part inexplorés par les conformistes « objectifs ». Leurs préoccupations partisanes ont inspiré des recherches stimulantes et passionnantes. En somme, une idéologie discordante est capable de nous libérer de points aveugles longtemps maintenus inexplorés et nous éveiller à des choses que l'orthodoxie établie avait occultées.

Quoi qu'ils en disent, les universitaires qui se conforment aux idées dominantes sont loin du détachement auquel ils prétendent accéder. Leurs travaux sont criblés de valeurs qui, sans être jamais mises en question, sont pourtant traitées comme des vérités empiriques, alors que des hypothèses empiriques introduites par des chercheurs contestataires sont écartées comme polémiques ou comme valeurs de jugement. Ils injec-

tent leurs préjugés dans ce qu'ils disent ou laissent non dit et, on l'a vu, dans leurs décisions de désignation à des postes, de promotion, de nomination et de programme de cours. Un des objectifs de tout enseignant devrait être d'introduire les étudiants aux sources d'information et d'analyse qui sont systématiquement ignorées ou étouffées dans la presse, l'université et la société, et c'est là une tâche que des professeurs dissidents assurent habituellement mieux que ceux qui acceptent la structure institutionnelle et de classe présente comme l'ordre naturel des choses.

Les critiques idéologiques de l'orthodoxie s'appliquent non seulement à la recherche universitaire mais aussi à l'activité politique extérieure au campus d'un enseignant. Lorsque l'on entre dans la carrière académique, il n'est dit nulle part qu'il faille abandonner ses droits définis au Premier amendement[56] ni encore faire allégeance à un quelconque sacerdoce totalitaire. Cela semble pourtant être ce que l'on demande à ceux qui ont des attaches politiques dissidentes. C'est ainsi qu'à l'université du Wisconsin à Milwaukee, un assistant en sciences politiques, l'anticapitaliste Ted Hayes, s'est vu refuser le renouvellement de son contrat parce que l'on jugeait qu'il avait « des engagements politiques extérieurs » qui l'empêchaient d'être un enseignant objectif et mesuré. Deux des professeurs qui ont voté contre lui sont des membres du comité du Parti républicain de l'État du Wisconsin. Il n'a jamais été question de savoir si *leur propre* engagement politique extérieur interférait avec leur objectivité d'enseignants, ou avec le jugement qu'ils portent sur leurs collègues.

Evron Kirkpatrick, qui a été le directeur de l'association américaine de sciences politiques pendant plus de vingt-cinq ans, disait dans une allocution à Washington : « J'ai toujours cru que les connaissances que nous acquérons en tant qu'universitaires devraient servir de base pour que d'autres sinon nous-mêmes jouions un rôle actif, efficace et compétent dans le gouvernement et la politique. » Il énumérait ensuite les nombreux politologues qui avaient une fonction officielle, travaillaient dans des campagnes électorales ou occupaient une des nombreuses fonctions de l'administration. Ses remarques n'ont suscité, de la part de ses collègues bien-pensants, aucune protestation visant à défendre le caractère désintéressé de l'ac-

tivité scientifique. Il semblait qu'il n'y avait absolument rien de mal à s'engager dans la politique aussi longtemps que l'on y jouait «un rôle compétent dans le gouvernement» plutôt qu'un rôle d'opposition contre lui. Les universitaires institutionnels comme Kirkpatrick n'expliquent jamais ce double critère, pas plus qu'ils n'expliquent comment ils sont capables d'éviter d'injecter la politique dans leur science tout en injectant assidûment leur science dans la politique.

Quelle neutralité des chercheurs comme Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger et Daniel Patrick Moynihan ont-ils eue dans leurs études et leur enseignement ? En dépit du fait qu'ils aient été des partisans flagrants de la politique industrialo-militaire américaine aux États-Unis comme à l'étranger – ou à cause de cela – ils ont bénéficié de carrières académiques météoriques, pour être ensuite désignés comme acolytes de premier plan dans les sphères de pouvoir. Plaider ouvertement une cause politique n'est pas un obstacle à la carrière de quelqu'un... pour peu qu'il plaide les choses convenables.

Les survivants en quarantaine

Les quelques rares dissidents progressistes qui sont parvenus à obtenir une nomination académique ont en général découvert que leur sort est celui de l'isolement à l'intérieur de leur propre département. Ils doivent endurer de nombreuses humiliations et sont rarement consultés en matière politique. Ils sont peu susceptibles d'être désignés dans des commissions qui traitent des programmes, des engagements et des nominations, même quand de telles attributions font normalement partie de leurs responsabilités.

Philip Meranto, à la fois professeur titulaire en sciences politiques et anticapitaliste militant notoire, a été écarté de toutes décisions et de toute vie sociale au sein de son département de l'université de Washington. Des étudiants préparant leur thèse ont été informés de ne pas participer à ses cours. On lui avait attribué le bureau le plus étroit et le moins confortable malgré son ancienneté et il était victime du harcèlement verbal de la police de l'université.

Après avoir été pendant de nombreuses années titularisé comme professeur ordinaire au Queens College à l'université de New York, l'auteur et politologue réputé John Gerassi a été amené à exprimer son mécontentement au sujet du traitement qui lui avait été accordé, y compris dans le cas de ma candidature avortée. Dans une lettre du 15 mai 1994 aux collègues de son département, il écrivait: « On ne m'a jamais demandé de participer à quoi que ce soit de significatif dans ce département. On ne m'a jamais demandé, par exemple, d'être conseiller pour des étudiants qui préparent leur licence ou leur thèse. [...] Ceci dit, depuis que mes collègues m'affirment qu'ils m'aiment bien, et je présume qu'ils ne le disent pas seulement pour me faire plaisir, la raison doit en être politique. Je me souviens en effet qu'il y a des années, lorsque j'ai informé mes collègues que Michael Parenti, un de mes amis qui attirerait beaucoup d'étudiants au vu de sa réputation, qui est connu sur le plan national, et qui est en fait internationalement respecté, était disponible pour un emploi (à un moment où le département tentait en fait de combler un poste vacant – NdA), j'ai été vite informé qu'il ne serait pas, peu importe pourquoi, pris en considération, et l'on m'a en conséquence demandé de rester en dehors des affaires du département. »

Gerassi concluait sur une note ironique : « S'il n'y a rien d'autre, puis-je me permettre de demander que, dès lors que toutes les décisions vont être prises par un petit groupe de collègues à huis clos, il serait aimable de nous faire savoir de quoi elles retournent. »

Will Miller, professeur apprécié, auteur publié et activiste politique, était le seul contestataire qui ait jamais été titularisé au département de philosophie de l'université du Vermont dans les années 1970. Même s'il a remporté la lutte pour sa nomination, Miller a dû le payer cher. On lui a refusé une promotion et il est resté maître assistant pendant vingt-cinq ans avec, pour le plus clair de tout ce temps, un salaire bloqué à un niveau inférieur aux appointements d'entrée du membre du corps professoral le moins bien rémunéré. Il a été évincé de tous les cours réclamés par les spécialistes en philosophie. On a lui a refusé son année sabbatique pendant treize ans et, seulement après avoir menacé d'une action en justice, il a fina-

lement pu bénéficier d'un congé d'un semestre. Il était aussi systématiquement ignoré lorsqu'il était question de réduction des charges d'enseignements, une faveur régulièrement accordée par rotation aux collègues de son département.

Mythiques campus contestataires

Ceux qui contrôlent les institutions d'études supérieures aux États-Unis devraient vouloir les mêmes belles choses pour leurs étudiants que celles qu'ils prônent avec passion pour les habitants des pays « totalitaires », celles d'avoir la possibilité d'entendre, d'étudier, d'exprimer et de soutenir (ou de rejeter), sans crainte de représailles, des points de vue iconoclastes ou anti-institutionnels dans leurs médias et institutions d'enseignement. En lieu et place, il est bien difficile de trouver un seul universitaire contestataire qui n'ait jamais rencontré de sérieuses difficultés lorsqu'il posait sa candidature à un poste ou à une nomination, sans même qu'il soit question de ses qualifications.

Les conservateurs pensent autrement. Ils voient l'université infiltrée par le gauchisme, ce qui n'a pas de quoi surprendre puisqu'ils mettent dans « la gauche » tous ceux qui sont à leur propre gauche, conformistes centristes et « modérés » inclus. Il est certain que le militantisme des campus ne s'est pas éteint avec les sixties. Dans les années qui ont suivi, des protestations ont surgi contre les investissements privés des universités dans une Afrique du Sud dominée par l'apartheid, la course aux armements nucléaires, les interventions américaines en Amérique centrale, l'invasion américaine du Panama et le massacre américain de l'Irak. Il y a eu aussi des manifestations étudiantes pour promouvoir la recherche sur le rôle et la place des femmes, soutenir l'interculturalisme, dénoncer le racisme, le sexisme et les préjugés de l'eurocentrisme[57] dans les programmes de cours.

De telles protestations ont été implacablement attaquées par les médias appartenant aux grandes sociétés privées dans une manière de « maccarthysme politiquement correct ». Les tentatives de combattre la réaction sont ainsi elles-mêmes décrites comme réactionnaires par des conservateurs hypocrites

comme Nat Hentoff, William F. Buckley et d'autres trop nombreux à citer ici, qui ont subitement émergé comme défenseurs de la diversité, insistant pour que sexistes, racistes et fascistes soient libres de cracher leur venin, mais que leurs opposants ne le soient pas pour les dénoncer lorsqu'ils le font.

Dans un élan d'ethnocentrisme pur, le romancier Saul Bellow a dénigré les sociétés sans écriture, questionnant : « Qui est le Tolstoï des Zoulous, le Proust des Papous ? » Alors qu'il était critiqué pour son arrogant eurocentrisme, Bellow bêlait[58] dans le *New York Times* du 10 mars 1994 : « Nous ne pouvons ouvrir la bouche sans être traités de racistes, de misogynes, de partisans du suprématisme, d'impérialistes ou de fascistes. » Des auteurs comme Bellow qui jouissent à chaque occasion des acclamations des milieux littéraires conventionnels et d'un accès toujours largement ouvert dans les grands médias et dans les universités les plus prestigieuses, se considèrent comme injustement bousculés lorsqu'ils voient que l'on a pris parti contre leur parti pris. C'est ainsi que cette image mythique est entretenue d'une université dominée par les féministes, les lesbiennes, les homosexuels, les marxistes et les militants afro-américains. Et c'est ainsi que les rôles sont renversés des oppresseurs et des opprimés.

Dans des dizaines d'émissions télévisées et dans de nombreuses publications à grand tirage dans tout le pays, sans aucunement penser faire de l'ironie, des tas d'auteurs conservateurs ou néo-libéraux se sont plaints d'être réduits au silence par le « politiquement correct ». Leurs diatribes ne sont généralement guère plus que des attaques contre des points de vue sociaux et politiques qu'ils trouvent intolérables ou contre des idées et des pages de l'histoire qu'ils veulent voir éliminées des programmes de cours universitaires – sans doute par désir de préserver la liberté de parole et la tolérance politique. Mais, en fait, derrière les batteries de leurs attaques, on n'entend jamais s'exprimer ces bavards « politiquement corrects » qui sont pourtant censés dominer l'univers du discours.

Il existe aujourd'hui un réseau national de groupes de droite dans les campus qui disposent de budgets de cent mille à un million de dollars. Ce réseau coordonne les activités les plus conservatrices dans les écoles à travers tout le pays. Il finance

plus d'une centaine de publications universitaires de droite qui atteignent plus d'un million d'étudiants (d'après une étude du « Projet de transformation des universités », une organisation qui promeut le militantisme pacifiste et le journalisme d'investigation dans les campus). Les publications et organisations conservatrices des campus reçoivent des millions de dollars des fondations Sciafe et Olin, de Coors et d'autres riches donateurs de droite. L'absence presque complète d'un financement alternatif provenant de groupes progressistes dément l'accusation selon laquelle la communication politique dans les universités est dominée par les gauchistes.

En somme, les points de vue qui suscitent peu de controverses sont considérés comme neutres et objectifs, alors qu'ils sont tout simplement presque toujours idéologiquement conventionnels. Les recherches qui partagent implicitement la perspective normative du système politico-économique dominant sont supposées présenter un empirisme exempt de valeurs : une étude du monde « tel qu'il est ». Les accusations de conceptions partisanes lancées par les gardiens de la tour d'ivoire[59] universitaire sont elles-mêmes intensément partisanes. Elles sont dirigées contre ceux qui contestent, rarement contre ceux qui renforcent l'orthodoxie qui prévaut. La plupart des manuels sur le gouvernement et la politique étrangère des États-Unis, en occultant ou en niant les attaques non démocratiques du pouvoir de classe et de l'impérialisme, propagent des préjugés convenablement bien-pensants en guise de vérités politiques.

En acceptant l'empire tel qu'il est, puis en niant son existence et celle de toutes les questions difficiles qu'elle soulève, beaucoup d'universitaires croient avoir atteint le détachement académique requis face à la tempête de la réalité. Et, d'une certaine manière, ils l'ont atteint.

Chapitre 11

Pour de réelles alternatives

En février 1991, à l'occasion de sa participation à une activité de l'association nationale des épiciers, le président Bush Sr a visité un supermarché modèle. Arrivé aux caisses, lorsqu'on lui a montré comment passer au scanner quelques achats, il n'a pu s'empêcher de manifester une admiration tout excitée devant cette « nouvelle technologie ». Il était évident qu'il n'avait plus visité de supermarchés depuis des années, s' il l'avait jamais fait.

Cet incident est un remarquable emblème des dimensions de classe cachées au sein de notre fonctionnement politique. Des gens qui n'ont jamais mis les pieds dans un supermarché, qui n'ont jamais eu à se soucier d'un budget ménager, font des politiques pour des gens qui doivent compter chacun de leurs sous. La politique de santé est faite par des gens qui ne s'asseyent jamais pour attendre des heures dans un hôpital public. Celle des transports, par des gens qui n'attendent jamais le bus et ne cherchent jamais une place de parking. Notre système d'éducation, par des gens qui n'ont jamais mis leurs enfants ou petits-enfants à l'école publique. Celui des garderies, par des gens qui ont des filles au pair ou des bonnes d'enfants. Notre infrastructure de vacances, par des gens qui ont des terres et des résidences de campagne privées et ignorent les plages municipales bondées et polluées. Et les lois de sécurité d'emploi sont rédigées par des gens qui n'ont jamais vécu l'usine ou les galeries des mines.

Une «alternative modérée»

Les représentants démocrates «modérés» emmenés par le président Clinton, qui a accédé à la Maison-Blanche en 1993, se sont montrés tout aussi loyaux au service de l'Amérique capitaliste que leurs prédécesseurs républicains. Dans ses deux premières années de présidence, Clinton a régulièrement souligné que la reprise économique devait «venir du secteur privé». Il s'est battu comme un lion pour l'ALENA et pour le GATT qui tous deux contournent les acquis en matière de protection de l'environnement, des consommateurs et des travailleurs – en surclassant le pouvoir souverain des États nations eux-mêmes, en conférant à des instances internationales secrètes non élues le droit d'établir des normes pour les investissements au mépris de la souveraineté populaire.

L'administration Clinton n'a pour ainsi dire rien fait en matière de crise de l'environnement, rien pour mettre les transports nationaux sur une voie écologiquement saine, rien pour le développement de sources alternatives d'énergie. Elle n'a pas opéré de véritables changements en politique étrangère, offrant peu de soutien aux forces démocratiques du tiers monde, continuant à appuyer des anti-démocrates criminels comme Jonas Savimbi en Angola. L'administration Clinton a pleinement supporté la CIA et ses actions secrètes à travers le monde, de même que l'empire militaire mondial, son budget gargantuesque et ses objectifs grandioses. Lorsqu'il est question de l'empire à l'intérieur et à l'extérieur, changer de parti politique au pouvoir ne signifie pas changer significativement la politique de l'État. L'impérialisme américain reste un phénomène non discuté, non récusé et, en grande partie, non perçu dans ce pays.

Clinton a fait quelques tentatives limitées pour remédier au naufrage des années Reagan-Bush Sr. Il a introduit une augmentation de vingt et un milliards de dollars de crédits d'impôts pour les bas salaires et créé quelques nouveaux logements, cours de promotion sociale et programmes de développement communautaire. Même si elles sont lilliputiennes, ces initiatives représentaient une démarcation des politiques punitives de ses prédécesseurs. Pour la plus grande part cependant, en ce qui concerne l'empire et la république, l'administration

Clinton a montré que sa politique s'inscrivait dans la continuation. Même si on l'appréhendait, cela n'en est pas moins consternant.

Les membre de l'élite politico-économiques dominante croient confortablement que l'environnement se porte à merveille, ce qui est vrai pour leurs domaines, leurs lieux de villégiature et leurs ranches. Ils n'apprécient pas ce qu'ils considèrent comme des jérémiades exagérées d'écologistes réclamant ces sortes de régulations qui limitent les prérogatives du capital industriel. Ils confondent la bonne santé de leur classe et de leurs investissements avec l'intérêt national et, parce qu'ils supposent qu'elle contribue si peu à ce bien-être, pensent que la multitude des pauvres et des travailleurs ne méritent guère de considération.

Une réforme de fond est difficile parce qu'elle ne sert pas les pouvoirs qu'elle doit. Mais il ne doit y avoir aucun mystère sur ce que nous devons faire pour améliorer notre économie et les conditions de vie de notre population. Examinons les propositions qui suivent.

Les dépenses militaires et la conversion pacifique

Les intérêts de la république ne devraient plus être sacrifiés aux intérêts de l'empire. La foire aux dépenses militaires depuis le début des années 1980 est la cause principale des quatre mille milliards de dollars qu'a atteint la dette nationale au milieu des années 1990, des déficits vertigineux, du pourrissement de l'infrastructure et de charges d'imposition écrasantes. Elle a transformé les États-Unis de plus grand prêteur en plus grand débiteur et dépensier du monde.

Pour sauver mille milliards de dollars en une décennie, nous devrions en moins de quelques années diminuer de deux tiers le budget inutilement boursouflé du Pentagone. Pour sauver des milliards supplémentaires chaque année et réduire les dommages énormes causés à l'environnement, le gouvernement américain devrait arrêter tous les essais nucléaires, y compris les essais souterrains, et mener une grande offensive

diplomatique pour un monde dénucléarisé. Il pourrait démanteler la presque totalité de leurs centaines de bases militaires à l'étranger et arrêter de jouer le gendarme mondial autoproclamé qui surveille les comportements de tous les autres États au nom du libre marché. Les forces de « projection de puissance », les bataillons de militaires de carrière, le commandement central américain (l'ancienne force de déploiement rapide) et d'autres forces employées pour des interventions armées à l'étranger pourraient tous être éliminés sans aucun risque pour notre sécurité nationale. Chacune de ces suppressions nous épargnerait des milliards de dollars sans mettre aucunement les États-Unis en danger vis-à-vis de l'étranger.

Éliminer le gouffre de trente milliards de dollars des programmes spatiaux habités dont la contribution majeure a été de dévaster la couche d'ozone. Éliminer les systèmes de missiles de défense sophistiqués et ruineux développés et entretenus pour mener une guerre totale contre une superpuissance qui n'existe plus.

Les effets économiques dépressifs qu'entraînerait la suppression de l'économie de guerre pourraient être compensés par la conversion générale à une économie de paix, en consacrant les sommes épargnées du budget militaire (les « dividendes de la paix ») au service des besoins publics. Des millions de nouveaux emplois productifs pourraient être créés si le gouvernement investissait ces dividendes de la « paix » dans les besoins sociaux et les services municipaux et recyclait les emplois de l'industrie de la défense en emplois socialement plus productifs et plus utiles. L'adieu aux dépenses de guerre améliorerait notre qualité de vie et mènerait à une économie générale en meilleure santé.

L'État sécuritaire national

Le Congrès devrait supprimer la CIA ou diminuer énergiquement son budget ainsi que celui d'autres agences de sécurité nationale. Limiter leurs mandats à la collecte du renseignement. Interdir leurs actions secrètes subversives et brutales contre les mouvements sociaux du tiers monde. Destituer par voie judi-

ciaire les agents de ces institutions du renseignement qui n'obéissent pas aux limites légales prescrites et qui conservent des liens avec le crime organisé. Mettre à nu, combattre et arrêter le pouvoir d'action criminellement violent de l'exécutif contre différents peuples, dont le nôtre. Appliquer la loi sur la liberté de l'information[60] plutôt que la laisser piétiner par ceux qui prétendent n'avoir rien à cacher, mais camouflent quasiment tout ce qu'ils font.

En finir avec les guerres de contre-insurrection parrainées par les États-Unis contre les pauvres de ce monde. Éliminer toute aide étrangère aux régimes qui violent les droits de l'Homme contre leur propre peuple. Consacrer aux services sociaux intérieurs les milliards de dollars d'impôts américains qui remplissent les comptes appartenant à des autocrates étrangers dans les banques suisses. Lever l'embargo commercial et touristique imposé à Cuba et à d'autres pays qui ont osé s'écarter de l'orthodoxie du libre marché[61].

Réformes électorales

Seul le gouvernement peut tenir l'État en bride. Mais pour parvenir à un gouvernement plus démocratique, nous devons réfréner le pouvoir des grands intérêts et groupes de pression financiers. Tous les candidats, y compris ceux des petits partis, devraient bénéficier d'un financement public des campagnes, assorti d'un plafond strict de dépenses électorales pour tous les candidats et partisans sans aucune possibilité de rallonge. Ces mesures réduiraient grandement le pouvoir de l'argent dans la présélection des candidats et la préfiguration des résultats.

Tous les États devraient instaurer la représentation proportionnelle pour que chaque vote puisse compter et que les grands partis ne bénéficient plus de majorités artificiellement gonflées dans les assemblées législatives. Une loi électorale fédérale fixant des critères qui permettent aux partis tiers et aux indépendants d'accéder sans entrave aux élections est également nécessaire[62].

Il est indispensable de démocratiser les médias. Ondes et câbles sont la propriété du peuple américain. Comme prérogative de

service public, les stations de télévision et de radio devraient être obligées de donner – gratuitement – un temps d'antenne public égal à *tous* les points de vue politiques, dissidents et contestataires compris, non seulement en périodes électorales mais tout au long de l'année. C'est seulement ainsi que l'orthodoxie impérialiste actuelle pourra être concurrencée devant de larges audiences.

Réforme de l'imposition et droit du travail

Réintroduisons l'impôt progressif sur les revenus pour les nantis et les sociétés – sans les nombreuses exceptions et déductions permises aujourd'hui. Renforçons les droits de succession et introduisons l'impôt sur la richesse accumulée plutôt que sur le seul revenu. Diminuons dans la foulée la fiscalité qui pèse sur les travailleurs pauvres et les autres employés à bas salaire. Réduisons l'impôt régressif de sécurité sociale qui produit un excédent annuel de cinquante milliards de dollars transférés au budget général pour servir à de toutes autres fins que les pensions de retraite. Ou augmentons les allocations de sécurité sociale aux retraités à bas revenus pour que cet excédent soit consacré aux gens auxquels il doit être destiné.

Abolissons les lois antisociales comme la loi Taft-Hartley qui entrave la possibilité des travailleurs de s'organiser [63]. Dans l'intérêt de ceux qui tentent aujourd'hui de le faire au risque de perdre leur emploi, mettons en œuvre les dispositions protectrices de la loi gouvernementale sur les relations nationales du travail. Pénalisons les employeurs qui refusent de négocier un contrat après que les conditions aient été remplies. Abrogeons les lois restrictives du « right to work » et de l'« open shop » [64] qui minent les négociations collectives. Augmentons le salaire minimum à un niveau qui permette de vivre décemment. Interdisons par voie légale l'utilisation de briseurs de grève (les remplaçants permanents [65]) lors des conflits sociaux. L'administration Clinton avait promis de légiférer en ce sens sur ces questions, mais n'a jamais rien entrepris. Face à la menace d'obstruction du Sénat en juillet 1994, Clinton n'a rien fait pour soutenir la loi interdisant ces remplacements jaunes.

Les Américains travaillent plus durement et plus longtemps pour un salaire toujours plus réduit. En 1960, un diplômé universitaire avec de médiocres grades académiques pouvait gagner suffisamment pour acheter une maison à trois chambres et une voiture tout en subvenant aux besoins de sa femme et de ses trois enfants. Aujourd'hui, deux adultes sans enfant qui travaillent à plein temps sont nécessaires pour avoir un tel niveau de vie. Pendant que des millions de gens sont surchargés de travail, des millions d'autres n'ont pas d'emploi du tout. Nous devrions initier une journée de 6 heures de travail ou une semaine de quatre jours sans réduction de salaire et sans heures supplémentaires obligatoires.

Abolissons l'ALENA et le GATT, ces subterfuges internationaux qui contournent la souveraineté populaire dans tous les pays, dotent le capitalisme multinational de tous les pouvoirs et réduisent à néant les protections des travailleurs, des consommateurs, des petits producteurs indépendants et de l'environnement.

Agriculture et écologie

Distribuons aux quelque deux millions de paysans américains nécessiteux les milliards de dollars fédéraux que reçoivent actuellement les riches entreprises agroalimentaires. Encourageons l'agriculture commerciale biologique par l'éducation et les subventions. Supprimons au plus vite l'utilisation de pesticides, d'engrais chimiques et d'hormones pour le bétail. Engageons-nous dans un effort concerté pour la conservation et la restauration de la nature, notamment par un assainissement conséquent des terres, de l'atmosphère et des eaux. La survie du système écologique planétaire est le plus important défi à relever. Si nous échouons, tout ce que nous ferons sera tout aussi superflu que de réaligner les chaises longues sur le Titanic.

Développons des systèmes de transport en commun à haute vitesse par monorail magnétique au sein des villes et entre elles pour des déplacements sûrs, rapides et peu coûteux. Construisons des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique

et solaire pour minimiser les effets écologiques désastreux des énergies fossiles. Stanford Ovshinsky, le président de l'association qui s'occupe des mécanismes de conversion de l'énergie, signalait qu'une voiture électrique nouvellement expérimentée disposait d'une longue autonomie sur une batterie qui durait une vie entière. Elle utilise des matériaux écologiquement sains et est facilement manufacturable à des coûts de production bien inférieurs à ceux des voitures à essence (*New York Times*, 20 juillet 1993). Supprimons les centrales nucléaires et lançons des programmes de fonds pour développer les sources d'énergie thermale, hydraulique, marémotrice et solaire.

Soins de santé et sécurité publique

Instituons un système d'assurance des soins de santé unique[66] pour tous qui fournisse un service complet et permette aux patients d'aller chez le médecin de leur choix, comme c'est le cas au Canada ou ailleurs. Il n'y a aucune raison de dépenser des dizaines de milliards de dollars supplémentaires en assurances de soins de santé (comme l'a proposé le président Clinton) alors que nous dépensons déjà plus par habitant qu'aucun autre pays. Les fonds devraient servir aux soins médicaux, non aux compagnies d'assurances géantes. Avec un système d'assurance unique, ces compagnies ne seraient plus à même de réaliser leurs énormes profits au détriment de la qualité des soins de santé.

Des milliers d'inspecteurs fédéraux supplémentaires sont nécessaires pour remplir les tâches des différentes institutions responsables de la mise en application des lois de protection du travail et des consommateurs. « Où allons-nous trouver l'argent pour payer tout cela ? », entendons-nous dire. Voilà bien une question qui n'est jamais posée pour le budget de la Défense ou les milliards dépensés en subventions aux grandes sociétés privées. Nous pouvons récolter les fonds nécessaires par un système fiscal plus progressiste autant que par une réduction sévère des subsides à l'armée et aux grandes entreprises.

Politique fiscale

Le gouvernement pourrait mettre fin au déficit des dépenses en imposant la classe financière à laquelle il emprunte actuellement. Il doit arrêter de soudoyer les nantis avec des subventions à l'investissement et d'autres garanties, et réorienter les investissements de capitaux vers des objectifs publics non marchands. Nous devons éliminer les versements publics de milliards de dollars octroyés aux riches sociétés commerciales et agroalimentaires. Que tout ce beau monde se débrouille donc pour mener la grande vie avec sa seule rhétorique de libre marché.

La dette nationale est un transfert d'argent payé sous forme d'impôts par les citoyens aux détenteurs d'obligations, par le travail au capital, par le commun des mortels aux nantis. À l'instar des paysans latino-américains, la population américaine sacrifie pour des générations son niveau de vie au payement de riches créditeurs. La politique de droite qui veut « emprunter, emprunter pour dépenser, dépenser » doit cesser. La dette nationale doit être réorientée, avec des compensations différenciées aux détenteurs de bons du trésor : entières pour les petits, partielles seulement pour les autres.

Justice sociale et emploi

Mettons fin à toutes pratiques raciales ou sexistes discriminatoires dans les institutions, y compris dans le droit et dans les tribunaux eux-mêmes. Appliquons résolument le droit pour protéger les femmes des abus mâles, les enfants des abus adultes, les homosexuels et les autres minorités des crimes haineux et des brutalités policières. Il nous faut de plus vigoureux efforts fédéraux pour combattre les actes de violence perpétrés contre les hôpitaux où l'on pratique l'avortement et contre leurs médecins par les partisans intégristes de la grossesse obligatoire.

Lançons un programme fédéral sérieux pour l'emploi qui retire nos richesses publiques des pattes de l'empire et les mette dans les mains de la république à reconstruire. En 1994, le représentant démocrate californien Matthew Martinez a pro-

posé une loi sur l'emploi qui implique une dépense de trois cents milliards de dollars pour s'attaquer au « plus haut taux de chômage » depuis les années 1930. Une administration de projets de travaux, plus consistante que celle du New Deal[67], pourrait mettre des gens au travail pour assainir l'environnement, fonder des entreprises utiles, des logements bon marché et des systèmes de transport public ; reconstruire nos parcs, nos communes, nos villes et une infrastructure déglinguée ainsi que fournir des services pour les personnes âgées et les invalides.

Les travailleurs pourraient être employés à produire des biens et des services qui concurrenceraient le marché privé. L'administration créée dans le New Deal s'était engagée dans la production de biens, y compris la confection de vêtements et la fabrication de matelas pour des clients bénéficiant de l'assistance, des blouses de chirurgien pour les hôpitaux ainsi que des conserves de viandes, de fruits et de légumes pour les pauvres sans emploi. Cette forme de production directe qui, sans objectif de bénéfices privés, rencontre les besoins sociaux, procure des revenus au gouvernement tant par les ventes des produits que par les impôts sur les salaires des nouveaux emplois créés. Le profit privé accaparé par ceux qui vivent du travail des autres est exclu du tableau – ce qui explique leur violente hostilité aux programmes gouvernementaux qui s'engagent dans la production directe.

Le gouvernement subventionne les grands intérêts privés aux dépens de la population. Les changements politiques qui viennent d'être proposés pourraient renverser sensiblement ce courant en produisant pour les besoins sociaux plutôt que pour la cupidité des sociétés privées, nous éloignant ainsi de l'empire pour nous rapprocher de la république.

Inutile de le préciser, ces réformes sont plus vite dites que faites. Mais ce n'est pas parce que les responsables politiques n'y auraient jamais songé qu'elles ne sont ni mises en œuvre ni même explorées. C'est plutôt parce que ceux qui désirent le plus les réformes n'ont pas le pouvoir et que ceux qui ont le pouvoir n'ont, en revanche, pas le désir des réformes. Ils auraient plutôt tendance à cultiver une forte animosité pour ces changements qui démocratiseraient l'économie et empièteraient sur leurs appropriations capitalistes. Il est nécessaire

de mener un effort plus conséquent d'organisation, d'éducation et d'agitation sur tous les points de lutte, que ce soit dans les entreprises, les rouages électoraux, les tribunaux, les médias, les campus universitaires ou dans la rue. Une meilleure unité et la construction de fronts sont aussi au programme.

La lutte des classes, une voie à double sens

La « grandeur » de ce pays, mesurée par sa capacité militaire destructive, est un critère de ralliement creux. La population américaine mérite mieux que les fanfaronnades patriotardes et le massacre tranquille de peuples plus faibles. Elle a besoin d'une sérieuse transformation de la politique publique pour passer de l'empire à la démocratie. Beaucoup d'empires entrent dans la décadence lorsqu'ils sont au faîte de leur puissance militaire. L'État martial dévore les ressources qui, autrement, seraient utilisées pour le développement du secteur civil productif. Les dirigeants de ce pays sont à la tête d'un tel empire. Ils sont tout autant capables de nicher la puissance américaine dans chaque recoin du globe qu'ils sont incapables de s'occuper des problèmes fondamentaux à l'intérieur de leur pays.

Ceux de nous qui mettent en avant le fondement de classe de l'impérialisme sont accusés de prêcher la « lutte des classes ». Mais ce que nous voyons quotidiennement, c'est une lutte des classes menée d'en haut par les élites dominantes contre les classes moyennes et inférieures. C'est seulement quand la majorité commence à rendre les coups à la minorité que les élites politiques et médiatiques condamnent la lutte des classes.

Le cas de Haïti dans les années 1990 en témoigne. C'est un pays qui a connu pendant des générations la brutale oppression de classe, dans lequel l'armée et les nantis ont vécu sur le dos du peuple appauvri et lui ont régulièrement déclaré la guerre. Pourtant, les médias et les dirigeants politiques américains se sont mis à utiliser l'expression « lutte des classes » seulement en 1990, quand le peuple a élu comme président le réformateur populiste Jean-Bertrand Aristide qui s'attaquait alors aux crimes et aux privilèges des riches. Ainsi, dans d'autres pays aussi bien qu'aux États-Unis, dès que la population

ordinaire amorce, même pacifiquement et démocratiquement, la contre-attaque, dès que la démocratie commence à grever les puissants intérêts de classe, les dirigeants de la classe dominante et leurs porte-parole médiatiques dénoncent la « lutte des classes ». Au début des années 1990, aux États-Unis, lorsque certains progressistes du Parti démocrate ont voulu parler de l'imposition des riches, ils ont été accusés de faire de la « lutte des classes ». Mais lorsque, sous quelque forme que ce soit, les privilégiés mettent en avant leurs intérêts à nos dépens, on appelle cela la « politique nationale ».

Dans son dernier discours sur l'état de l'Union, George Bush Sr disait que ceux qui mettent en cause les privilèges des nantis sont guidés par l'envie et la jalousie. J'ai le sentiment que ce que nous ressentons quand nous voyons quelqu'un rouler en Rolls Royce – et quelqu'un d'autre dormir dans l'embrasure d'une porte – n'est pas l'envie. C'est l'indignation. Nous ne voulons tout simplement pas vivre dans une société où des millions doivent souffrir la privation et la précarité pour que de véritables riches puissent se vautrer dans leur mode de vie somptueux. Nous ne voulons aucunement échanger notre place avec les opulents : nous voulons juste nous débarrasser d'eux. Nous voulons mettre fin à la destruction de notre société et de notre environnement par la concentration des richesses, par ceux qui manigancent les élections nationales et les financent, qui dirigent la politique nationale et utilisent la criminalité d'État pour banaliser et éventrer le gouvernement démocratique chez nous et à l'étranger. Si contester et faire obstacle à une telle puissance de classe est une lutte, alors donnez-nous-en encore.

Nous avons un autre nom pour cette lutte, un nom emprunté aux Grecs antiques. Quand des forces populaires se mobilisent contre le pouvoir de la ploutocratie, nous appelons cela démocratie. La valeur de n'importe quel système doit en définitive être mesurée par un critère démocratique. Cela sert-il l'intérêt public ou le pillard privé ? Cela sert-il les besoins de la majorité ou les desseins de la minorité ? Nous avons besoin de réformes énergiques, de mesures révolutionnaires pour une société plus viable et équitable, économiquement productive, écologiquement équilibrée et socialement juste. Cela seul est à même d'amener la fin de l'empire et le triomphe de la démocratie.

L'« économie mondiale » est un autre nom pour l'impérialisme, et l'impérialisme est une forme transnationale du capitalisme. L'essence du capitalisme est de transformer la nature en marchandises et les marchandises en capital. La vivante terre verte est transformée en morts lingots d'or, offrant des articles de luxe pour un petit nombre d'élus, laissant des crassiers toxiques pour le reste de délaissés. Le manoir scintillant occulte une vaste étendue de bidonvilles dans lesquels une humanité désespérée et démoralisée est contrôlée par la drogue, la télévision et la force armée.

Mais tout empire triomphant sans pitié sème les germes de sa propre destruction. Plus la classe dominante parvient à dévorer les richesses et les ressources de son pays et des autres, plus elle met en péril les fondements sur lesquels elle repose. À l'image de ces monstres mythologiques qui se dévorent eux-mêmes, l'empire dévore la république, sa main-d'œuvre humaine et son environnement naturel. En ces temps qui, hélas, sont les nôtres, l'autodestruction prend une ampleur telle que, quand viendra l'écroulement, elle est capable d'entraîner dans sa chute l'écosphère entière ainsi que nous tous.

L'histoire de l'impérialisme est l'histoire d'atrocités indicibles, de massacres de masse, d'épouvantes, de duperies, de tricheries et d'oppressions implacables. Assez pour abandonner tout espoir dans le genre humain, pour les victimes et leurs bourreaux tout à la fois. Aujourd'hui, les fournisseurs du capitalisme font retentir le ciel de la victoire de déclarations sur un Nouvel Ordre mondial. Certains de leurs féaux idéologues pontifient sur la « fin de l'histoire », concluant que la lutte antique entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas est désormais remplacée par une mondialisation monocentrique, consensuelle et économique. Et pourtant des paysans se soulèvent encore au Mexique, des masses se mobilisent aussi en Afrique du Sud, des travailleurs et des peuples autochtones s'organisent toujours pour protéger leurs terres et améliorer leur vie dans tant de pays.

Le chef de la rébellion zapatiste du Chiapas au Mexique en 1994, le sous-commandant Marcos, a répondu aux rumeurs selon lesquelles il serait homosexuel en diffusant ce communiqué : « Marcos est un homo à San Francisco, un Noir en Afrique du Sud, un Asiatique en Europe, un Chicano à San Ysidro, un

anarchiste en Espagne, un Palestinien en Israël, un Maya dans les rues de San Cristobal, un membre de bande à Neza (un gigantesque quartier pauvre de Mexico – NdA), un rocker à l'université nationale (où la musique folklorique de gauche prédominait – NdA), un Juif en Allemagne, un ombudsman au ministère de la Défense, un communiste dans l'après guerre froide, un artiste sans galerie ni portfolio, un pacifiste en Bosnie, une épouse seule un samedi soir dans n'importe quel faubourg de n'importe quelle ville du Mexique, un gréviste à la CTM (la fédération syndicale pro-gouvernementale qui s'oppose pratiquement à la grève – NdA), un journaliste écrivant des articles bouche-trous pour les pages intérieures, une femme seule dans le métro après dix heures du soir, un paysan sans terre, un travailleur sans emploi [...], un étudiant triste, un dissident dans l'économie de libre marché, un écrivain sans livres ou sans lecteurs et, évidemment, un zapatiste dans les montagnes du sud-est du Mexique. Marcos est donc un être humain, n'importe quel être humain, dans ce monde. Marcos est tous les exploités, tous les marginalisés et toutes les minorités opprimées, qui résistent et qui disent : "Assez !" »

Avec toutes ces horreurs et ces cruautés, l'histoire de l'impérialisme est aussi celle de la résistance et de la rébellion, survenant parfois en des temps et en des lieux les plus inattendus. La résistance à l'empire qui se dévore lui-même n'est pas une chimère mais une nécessité urgente. Notre plus bel espoir est que, dans les temps qui viennent, comme cela s'est déjà auparavant produit lorsque les choses semblaient désespérées, une clameur nouvelle retentira à travers tout le pays. Et du haut de leurs cimes, ceux qui nous dominent chuteront.

Non seulement nous devons aimer la justice sociale plus que le bénéfice personnel, mais nous devons aussi avoir conscience que notre plus grand bénéfice personnel vient de la lutte pour la justice sociale. Et que nous atteignons au mieux notre humanité individuelle quand nous embrassons l'humanité entière.

1er chapitre additionnel[68]

Quand l'action terroriste rencontre la réaction politique

Quand, dans la foulée des attaques du 11 septembre, le président presque élu[69] Bush Jr a rendu publique sa «guerre contre le terrorisme», il a également lancé une campagne pour promouvoir le programme de la droite réactionnaire à l'intérieur et à l'extérieur. Il incluait des coupes supplémentaires dans le secteur des services sociaux fédéraux déjà fortement amputés, le retour aux dépenses déficitaires dont s'engraisse toute une classe de riches créanciers, l'accroissement de la répression des dissidents ainsi que l'expansion toujours plus élevée des budgets et du déploiement mondial de l'armée et des autres composantes de l'État sécuritaire national. Peu après les attaques terroristes, le 19 septembre, un éditorial du Wall Street Journal invitait effectivement Bush à tirer rapidement parti de ce « climat politique exceptionnel » pour « affirmer son rôle dominant non dans les seules politiques sécuritaire et étrangère, mais de façon générale et systématique ». Il l'appelait aussi à poursuivre sans délai sur la voie de la réduction des taux d'imposition, de l'accélération des forages pétroliers en Alaska, de négociations commerciales promptes et efficaces, ainsi que de saisies sur les excédents de la sécurité sociale.

Toujours plus pour la guerre

Bush considérait lui-même que les attaques des tours du WTC et du Pentagone étaient une « occasion de renforcer l'Amérique ». Alors que de nombreux conservateurs s'empressaient de réclamer la mise du pays sur un pied de guerre permanent, le président déclarait fièrement « la première guerre du XXIe siècle » contre un ennemi non spécifié pendant une période indéfinie. Emportée par la lame de fond patriotarde, cette basse-cour de poules mouillées que l'on appelle le Congrès américain accordait à Bush le droit de déclarer la guerre à n'importe quel pays, organisation ou individu de son choix, sans avoir jamais à apporter d'éléments qui justifient ses attaques. Une concession aussi illimitée de pouvoir arbitraire – en violation du droit international, de la charte des Nations unies et de la constitution des États-Unis – transformait le président presque élu en un monarque absolu qui avait droit de vie et de mort dans n'importe quelle partie du monde. Il va sans dire que de nombreux autres pays ont salué cette élévation du président américain au titre de roi du monde avec beaucoup plus de tiédeur.

Et c'est effectivement en tant que roi du monde qu'il agit lorsque, sous le prétexte de capturer Oussama Ben Laden, il bombarde un Afghanistan pourtant déjà terriblement meurtri et appauvri. Dans cette affaire, on ne dit pas que les dirigeants américains avaient activement soutenu et financé le développement des talibans et qu'ils avaient refusé de poursuivre Ben Laden. En attendant, la Maison-Blanche annonce que d'autres pays pourraient être bombardés autant qu'elle le voudra et que la guerre durera des années. Et Paul D. Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense, insiste maintenant pour que les forces armées américaines soient autorisées à s'engager à faire respecter le droit interne, une prérogative qu'on leur avait toujours refusée depuis 1878.

Mis sous pression pour présenter un front uni contre le terrorisme, les représentants du Parti démocrate ont retourné leur veste sur la question des dépenses militaires. L'opposition à ce que l'on appelle le bouclier de défense anti-missile s'était à l'évidence évaporée, tout comme la volonté de maintenir le traité anti-missile balistique[70]. Les parlementaires semblaient

tout disposés à se rendre à la demande de la Maison-Blanche pour la plus grande partie des huit milliards trois cent millions de dollars qu'elle prétend nécessaires au développement du bouclier anti-missile, de même qu'ils se montraient aussi favorables au programme de militarisation de l'espace. Le Congrès suivait la voie tracée par Bush lorsqu'il proposait d'augmenter le budget militaire à trois cent vingt-neuf milliards de dollars en 2002, un dépassement de plus de trente-huit milliards de dollars du budget qui avait été approuvé l'année précédente. Des fonds additionnels étaient également promis à la NSA[71], à la CIA, au FBI et à d'autres unités de l'État sécuritaire national d'aussi sinistre augure.

Puisqu'il a été démontré que le budget déjà gargantuesque de la Défense n'était pas suffisant pour arrêter un groupe de pirates de l'air armés de cutters, Bush et le Congrès pensaient qu'il était de la plus haute sagesse de déverser encore plus d'argent dans les caisses du cartel militaro-industriel. (Notons que le deuxième plus gros budget consacré aux armements était celui de la Russie, avec cinquante et un milliards de dollars. La somme des allocations de défense de toutes les principales nations industrielles est moindre que ce que les États-Unis dépensaient déjà en 2002.)

Amuser la galerie

Beaucoup de mesures prises pour « combattre le terrorisme » n'ont guère de choses à voir avec la sécurité elle-même. Elles sont plutôt un boniment démagogique qui vise deux objectifs : développer la psychose de l'état de siège dans l'opinion et démontrer que le gouvernement a la situation bien en mains. C'est ainsi que l'on voit des porte-avions croiser au large des côtes de New York pour « garder la ville », des soldats de la garde nationale en habits militaires arborer des armes automatiques pour « patrouiller dans les aéroports » et des allées de zones d'enregistrement des bagages et de billetteries automatiques être interdites d'accès au public dans le but officiel d'« assurer une plus grande sécurité ». Parce que l'accroissement de la sécurité a augmenté les désagréments, il a été décidé que l'aug-

mentation des désagréments accroîtrait d'une façon ou d'une autre la sécurité – c'est-à-dire donnerait du moins l'apparence d'une sécurité accrue.

Et puis, il y a cette intoxication propagandiste, énorme entre toutes : le bombardement des montagnes et des villages d'Afghanistan censé nous offrir l'image de l'Oncle Sam rendant les coups aux terroristes. Pour éviter les frappes, les talibans ont proposé de livrer Ben Laden à un pays tiers pour le passer en jugement, sans même avoir alors aucune preuve contre lui. La Maison-Blanche a rejeté cette offre. Tout se passe comme si déployer la puissance de représailles américaine et établir une présence militaire dans ce pays était le but premier de Washington, et non l'arrestation de Ben Laden.

Dans cette question, on occulte complètement le fait que les dirigeants américains ont été, de par le monde, ceux qui ont le plus alimenté le terrorisme. Ce sont eux ou leurs forces mercenaires de substitution qui, on l'a déjà dit, ont déchaîné des campagnes de terreur en bombardant des populations civiles désarmées, en détruisant les habitations, les écoles, les hôpitaux, les églises, les hôtels, les usines, les fermes, les ponts et tant d'autres cibles non militaires au Viêt-nam, au Cambodge, au Laos, au Timor-Oriental, au Congo, au Panama, à la Grenade, au Salvador, au Guatemala, en Angola, au Mozambique, en Somalie, en Irak, en Yougoslavie et dans de nombreux autres pays, semant la mort et la destruction pour des millions d'innocents. Par l'utilisation du terrorisme des escadrons de la mort, les dirigeants américains sont aussi parvenus à détruire des mouvements réformistes et démocratiques dans une foule de pays. Les médias capitalistes ne soufflent évidemment pas le moindre mot de tout cela, ce qui laisse Bush et consorts libres de plastronner comme champions de la paix et de la liberté.

Avec le temps, la population américaine pourra s'apercevoir que les réactionnaires de la Maison-Blanche n'ont pas la moindre idée de la façon de nous sauver de futurs assauts. Ils semblent plus intéressés – et sont certainement plus capables – de tirer avantage d'attaques terroristes que de les prévenir. Ils n'ont ni intérêt ni envie d'opérer ces changements politiques majeurs qui contribueraient à diluer la haine que nourrissent tant de gens de par le monde contre la puissance américaine.

Ils n'ont pas l'intention de tourner dès maintenant le dos à la domination mondiale unilatérale pour s'engager dans la voie du progrès collectif et du développement mutuel.

Offensive réactionnaire sur le front intérieur

Plusieurs projets de loi déposés devant le Congrès sont destinés à étendre la définition du terrorisme jusqu'à y inclure les formes de dissentiment les plus inoffensives. Le projet S.1510 («S» pour Sénat – NdT), par exemple, définit le terrorisme comme toute action susceptible de mettre quelqu'un en péril. Il donne aux agents fédéraux le pouvoir de saisir les avoirs de toute organisation ou personne qui est soupçonnée d'aider ou de soutenir une «activité terroriste». Ce pouvoir peut s'appliquer rétroactivement sans aucune limite de prescription. L'interview téléphonique que j'ai accordée à Radio Téhéran à la mi-octobre 2002, dans laquelle je tentais d'expliquer pourquoi la politique étrangère américaine a bien des raisons d'être haïe dans le monde, serait susceptible de me valoir la prison pour avoir encouragé le terrorisme.

D'autres projets de loi envisagent d'étendre les pouvoirs des agents chargés de l'exécution de la loi en autorisant les écoutes téléphoniques, la garde à vue d'immigrés, la production en justice d'e-mails et de sites Internet et l'infiltration d'organisations contestataires. Quelque neuf cents personnes ont déjà été arrêtées et mises en «détention préventive», sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elles et sans réparation judiciaire. Si l'on suit le programme de la droite réactionnaire, la guerre contre le terrorisme devient une couverture pour celle qui vise à éliminer la contestation et les services publics. Le message est clair: l'Amérique doit choisir, non Athènes, mais Sparte.

Une des premières mesures de la Maison-Blanche pour protéger le pays de la violence terroriste a été de supprimer du projet de budget fédéral les quinze millions sept cent mille dollars destinés à l'assistance aux enfants abandonnés ou victimes d'abus familiaux. Une nation en guerre n'a évidemment pas les moyens de gaspiller ses ressources à aider les enfants battus ou d'autres broutilles. Par contre, le Congrès a accordé un

supplément de quarante milliards de dollars, dont la moitié pour des « efforts de réparation », destinés en grande partie au nettoyage et à la reconstruction du quartier financier de New York.

Bush est alors venu avec un « ensemble de mesures d'urgence » pour les compagnies aériennes : cinq milliards de dollars en espèces, dix en garanties d'emprunts et la promesse d'autres milliards. Les compagnies aériennes étaient criblées de problèmes financiers bien avant le 11 septembre. Leur renflouement n'avait pas grand-chose à voir avec le terrorisme. La majeure partie des coûts pour l'accroissement de la sécurité dans les aéroports sera plus que probablement prise en charge par le gouvernement fédéral. Et tout compte fait, la perte de quatre appareils par les United and American Airlines, les compensations que les familles des victimes peuvent demander et les taux d'assurance plus élevés qui suivront ne sont pas en eux-mêmes des éléments susceptibles de mettre en faillite l'industrie aérienne dans son ensemble, et ne justifient aucunement l'injection multimilliardaire de dollars dont elle bénéficie. Ce qui s'est passé, c'est en fait que, quand cette industrie a été dérégulée, les compagnies ont commencé à surcapitaliser sans se préoccuper de réaliser des profits à la hauteur de ces opérations, avec pour chacune d'entre elles l'idée en tête que ces profits suivraient nécessairement dès qu'elle aurait, en accaparant une plus grande part du marché, poussé ses concurrents à la liquidation. C'est ainsi que le gaspillage inhérent à la concurrence capitaliste de « libre marché » est une fois de plus épongé par les impôts des citoyens – cette fois sous le couvert de lutter contre le terrorisme.

En attendant, quelque quatre-vingts mille employés dans le secteur de l'aviation, qu'ils soient guichetiers, stewards ou hôtesses de l'air, pilotes, mécaniciens ou membres du personnel au sol, ont été licenciés en quelques semaines seulement après les attaques terroristes. Ils ne verront pas un sou du pactole fauché par les ploutocrates et les actionnaires des compagnies aériennes, dont le patriotisme ne va pas jusqu'à tendre la main à leurs travailleurs. À un moment du débat à la Chambre, Jay Inslee, un parlementaire démocrate a lancé : « Pourquoi, dans cette enceinte, nourrit-on toujours d'abord les gros poissons ? » Il manifestait sa préoccupation pour les vingt à trente

mille employés de Boeing qui étaient mis à la porte sans aucune allocation de départ pour subvenir aux besoins de leur famille. Le sénateur républicain Petre G. Fitzgerald a exprimé un sentiment du même ordre lors du seul vote dissonant où le Sénat s'est opposé au renflouage des compagnies d'aviation : « Le Congrès devrait éviter de distribuer l'argent des contribuables pour tirer d'affaire une industrie en faillite sans demander quoi que ce soit en retour pour ces derniers. » Il restait à la sénateur du Parti démocrate Hillary Rodham Clinton[72] d'expliquer, au nom des va-t-en-guerre du républicain Bush, pourquoi une telle aide était nécessaire : « Nous devons à nouveau considérer les activités de transport comme partie intégrante de notre défense nationale. »

La campagne de propagande de l'après 11 septembre sert de prétexte pour museler toute opposition aux forages dans la réserve naturelle nationale de l'Arctique. Les États-Unis, nous dit-on, ont besoin de pétrole pour maintenir leur puissance et leur sécurité. Face à cette justification manipulatrice, l'environnement n'a pas beaucoup de chance. Pareillement, Zoellick, le représentant américain pour le commerce extérieur, a inclus la propagande sur le terrorisme dans la campagne de la Maison-Blanche pour livrer la souveraineté démocratique du pays aux instances commerciales internationales, dominées par les grandes sociétés capitalistes. Dans un éditorial d'opinion du *Washington Post*, le 20 septembre 2002, Zoellick assimilait l'opposition à la voie expéditive et à la mondialisation au soutien au terrorisme. Les dirigeants républicains de la Chambre lui ont embrayé le pas, affirmant que la législation commerciale était requise pour consolider la coalition mondiale de lutte contre le terrorisme. On retrouve ici un bel exemple de tentative opportuniste empressée pour emballer un intérêt réactionnaire spécifique dans la bannière étoilée.

Ce sont en fait les accords de libre-échange qui menacent notre souveraineté démocratique. Tous les programmes et services publics qui régulent le capitalisme des grandes sociétés commerciales ou vont à son encontre peuvent être contrecarrés par les conseils commerciaux oligarchiques dominés par l'industrie. Les grosses sociétés sont aujourd'hui à même de dire aux gouvernements – fédéral, d'États et locaux – quels sont

les programmes et les régulations acceptables et quels sont ceux qui ne le sont pas. Les réactionnaires n'expliquent pas en quoi cela aiderait à lutter contre le terrorisme d'attribuer, à des instances commerciales financières privées, non élues, un pouvoir supranational suprême pour fouler aux pieds les lois et la constitution américaines.

L'écrémage

Le soutien financier à l'industrie aérienne n'est qu'une partie des folles dépenses que la Maison-Blanche nous réserve. Bush s'est prononcé pour un « stimulant » de soixante à soixante-quinze milliards de dollars pour sortir le pays de la récession en « ravivant les investissements d'affaires ». Il a aussi proposé une diminution de soixante milliards de dollars d'impôts qui, comme les réductions antérieures, profiteront peu aux citoyens ordinaires et offriront de copieux avantages aux grosses légumes et aux ploutocrates. D'où vient donc tout cet argent pour la Défense, la guerre, la sécurité intérieure, les compagnies aériennes, la reconstruction d'un moins voyant Manhattan, les réductions d'impôts et le renflouement de l'économie, si ce n'est, pour sa plus grande part, des fonds excédentaires de la sécurité sociale – ceux-là mêmes que Bush est si ladre de dépenser.

Que les conservateurs soient des praticiens de la responsabilité fiscale n'est rien d'autre qu'un mythe. Les politiciens de droite qui chantent le refrain du budget en équilibre sont parmi les plus sauvages dilapidateurs et créateurs de déficits. En douze années (de 1981 à 1992), les administrations Reagan et Bush Sr ont fait passer la dette nationale de huit cent cinquante milliards à quatre mille cinq cent milliards de dollars. Au début de l'année 2000, la dette avait grimpé à cinq mille sept cent milliards de dollars. Deux choses gonflent ainsi le déficit : d'abord, les réductions d'impôts successives pour les nantis et les grandes sociétés – de telle sorte que le gouvernement emprunte toujours plus aux riches créditeurs qu'il ferait pourtant mieux de taxer –, et les budgets militaires titanesques. En douze ans, les dépenses militaires de Reagan et Bush Sr sont grimpées à trois mille sept cent milliards de dollars. En huit ans, Bill Clinton

a, quant à lui, dépensé plus de deux mille milliards de dollars pour l'armée.

Les payements de la dette nationale se montent à environ trois cent cinquante milliards de dollars par an, ce qui représente une colossale redistribution vers le haut des revenus, ceux que déboursent les travailleurs par leurs impôts pour les riches créanciers. Les deux derniers budgets de Clinton ont été les premiers à tailler dans le déficit annuel et à produire un excédent. Le premier budget de Bush Jr promettait de le faire également, et presque totalement au moyen des impôts de sécurité sociale. En tant que représentant loyal des intérêts financiers, George W., comme son papa, préfère la redistribution des revenus vers le haut qui va de pair avec un important déficit. La classe des créditeurs, composée surtout d'individus super-riches et d'institutions financières, veut que son pays entier lui soit redevable – de même qu'elle veut que tous les autres pays le soient aussi.

Qui plus est, les ennemis réactionnaires de la sécurité sociale ont longtemps argué que le fonds finira à la longue par tomber en faillite et devait en conséquence être privatisé – c'est l'idée qu'il faut détruire ce fonds pour le sauver ! Mais avec une sécurité sociale qui continue à produire des excédents record, cet argument devient de plus en plus indéfendable. En vidant ses caisses, que ce soit par la privatisation ou par des dépenses qui en creusent le déficit, ou par les deux à la fois, Bush Jr réalise un objectif central du programme réactionnaire.

Un drapeau ne nourrit pas son peuple

En octobre 2002, alors que le président presque élu caracolait dans les sondages avec quelque quatre-vingt-dix pour cent d'avis favorables, des millions d'Américains se sont rangés derrière le drapeau étoilé. Avec le sentiment trompeur que cela mettrait fin au terrorisme et protégerait la sécurité du pays, une majorité soutenait son assaut militaire contre la population de l'Afghanistan. Mais avant de perdre son cœur, il faut garder son esprit. Des millions de gens, bien qu'ils soient profondément bouleversés par les terribles attentats du 11 septembre et

craignent de nouvelles attaques, ne sont pas pour autant entraînés par la tornade du programme réactionnaire. Les médias ne mentionnent pas que l'on pourrait opter pour une approche qui respecte le droit international et utilise la diplomatie, et cependant, selon un sondage Gallup, déjà trente pour cent des Américains soutiennent cette option, contre cinquante-quatre pour cent qui soutiennent les actions militaires (et seize pour cent d'indécis). Il est plus que probable qu'une majorité de la population soutiendrait l'approche du droit international si celle-ci avait jamais été évoquée et expliquée avec un peu de sérieux.

Quoi qu'il en soit, des millions de citoyens des États-Unis ne veulent ni des guerres prolongées ni de l'abandon des droits et des libertés individuelles, ni des coupes sombres dans les services publics et les fonds de pension. Des dizaines de milliers de gens sont descendus dans les rues, non pour acclamer le maître, mais pour s'opposer à sa guerre et à son programme réactionnaire. Même parmi les plus chauvins partisans de l'Oncle Sam, le soutien à Bush semble plus apparent que réel. La mode patriotarde, gonflée à bloc par les médias, qui s'est emparée des États-Unis en automne 2001 n'est que cela : une mode. Elle se dessèchera avec le temps et la réalité reprendra ses droits. Car on ne peut payer la note de la crémière avec les couleurs du drapeau ni, du reste, son loyer avec des slogans vengeurs.

Je me souviens d'un autre président Bush, George I^er^, qui jouissait en 1991 d'un taux de popularité de quatre-vingt-treize pour cent, et d'une résolution lèche-bottes du Congrès glorifiant son « infaillible leadership ». Avec le temps, va..., il a pourtant été vaincu sans coup férir par un volubile gouverneur de l'Arkansas. Ceux qui croient en la démocratie doivent sans se lasser être déterminés à expliquer, organiser et mobiliser. Parce qu'il est toujours préférable de nager contre le courant que d'être emporté par le torrent.

2e chapitre additionnel[73]

Écraser l'Irak

En octobre 2002, après un débat en règle à la Chambre et au Sénat, le Congrès a serré les rangs derrière le président presque élu George W. Bush, lui donnant carte blanche pour lancer un assaut militaire massif contre la nation irakienne déjà tellement écrasée. Les discours prononcés au Congrès ont, comme à l'accoutumée, été marqués par leur couardise. De nombreux sénateurs et parlementaires qui ont voté contre la résolution présidentielle ne l'ont fait qu'en des termes procéduriers les plus étriqués, se donnant bien du mal à dire combien, eux aussi, détestaient Saddam Hussein, combien ils s'accordaient avec le président en tant de points et combien il fallait faire quelque chose contre l'Irak, mais pas avec autant d'empressement, pas tout à fait de cette manière. Ainsi en est-il du Congrès : d'aussi nombreux discours politiques dans une aussi petite enceinte ! Il n'y a eu que peu de ses membres pour poser la question des suppositions non vérifiées quant à la vertu proclamée des États-Unis et sur le droit impérial des dirigeants américains de décider quelle nation pourra vivre et laquelle devra mourir. S'il y en a eu, ils ne se sont pas bousculés pour attirer l'attention sur la traînée sanglante de crimes de guerre commis par une lignée d'administrations américaines arrogantes, en violation flagrante des droits de l'Homme et du droit international.

Les prétextes de la guerre

Bush et les autres membres de son administration ont donné des raisons aussi variées que peu convaincantes pour justifier la « guerre » – un massacre unilatéral en fait – contre l'Irak. Ils ont affirmé qu'il fallait assurer la sûreté et la sécurité du Moyen-Orient et des États-Unis eux-mêmes, parce que l'Irak développait des armes de destruction massive, parmi lesquelles des armes nucléaires. Mais depuis 1998, les équipes d'enquêteurs des Nations unies établissaient que l'Irak ne disposait pas de cette capacité nucléaire et s'était en réalité conformé aux inspections de désarmement annuelles. Et depuis février 2003, ces équipes d'inspection ne trouvaient effectivement guère de quoi soutenir le plaidoyer de Bush pour l'agression, malgré l'ahurissante pantalonnade des dias de Colin Powell projetées devant les Nations unies.

Quant au fait qu'il y ait eu auparavant en Irak des entreprises qui produisaient des armes chimiques et bactériologiques, à qui la faute ? C'était bien les États-Unis qui avaient fourni de tels éléments à Saddam. Voilà l'un des quelques facteurs clés des relations américano-irakiennes antérieures que les grands médias ont consciencieusement censuré. De toute façon, en conformité avec les rapports d'inspection des Nations unies, la capacité militaire chimique et bactériologique de l'Irak avait été démantelée. Les bushites[74] parlaient pourtant toujours du dangereux « potentiel irakien ». Comme cela a été rapporté par *Associated Press* le 2 novembre 2002, le sous-secrétaire d'État John Bolton affirmait que « l'Irak serait capable de développer une arme nucléaire en l'espace d'une année s'il obtenait la technologie adéquate ». S'il obtenait la technologie adéquate ? La nature tautologique de cette affirmation est passée inaperçue ! Djibouti, le Qatar et New Jersey seraient capables de produire des armes nucléaires, s'ils avaient « la technologie adéquate ».

Dans le courant de septembre et d'octobre 2002, la Maison-Blanche a fait comprendre que l'Irak serait attaqué s'il disposait d'armes de destruction massive. Puis, en novembre 2002, Bush a annoncé qu'il attaquerait si Saddam *niait* avoir des armes de destruction massive. Ainsi, si les Irakiens admettaient avoir de telles armes, ils seraient bombardés. Et s'ils

niaient en avoir, ils seraient quand même bombardés – qu'ils les aient ou non d'ailleurs !

Les bushites accusaient aussi l'Irak d'autoriser les terroristes d'Al Qaïda à opérer sur son territoire. Mais les sources du renseignement américain elles-mêmes laissaient entendre que le gouvernement irakien n'avait pas de relations avec les organisations terroristes islamistes. Dans les sessions à huis clos d'une commission de la Chambre, à chaque fois que l'on demandait aux fonctionnaires de l'administration s'ils avaient des informations sur une menace terroriste imminente qu'aurait fait peser Saddam contre les citoyens américains, ils répondaient de façon non équivoque qu'ils n'avaient aucun élément allant dans ce sens (*San Francisco Chronicle*, 20 septembre 2002). Pour dire la vérité, la famille Bush avait des liens plus serrés avec la famille Ben Laden que n'en avait Saddam Hussein. Et il n'est pas question de la manière dont les dirigeants américains avaient eux-mêmes mis sur pied des campagnes terroristes d'escadrons de la mort dans de nombreux pays, ni de celle dont ils ont autorisé des terroristes à s'entraîner et à opérer sur le territoire des États-Unis, et parmi lesquels on trouve le meurtrier de masse Orlando Bosch. Reconnu coupable d'avoir fait sauter un avion de ligne cubain, Bosch se balade en liberté à Miami.

Bush et les siens se sont ensuite rabattus sur un autre prétexte pour faire la guerre : Saddam avait commis des crimes de guerre et des actes d'agression, au rang desquels la guerre contre l'Iran et le massacre des Kurdes. Mais l'étude qu'a faite le Pentagone lui-même a montré que le gazage des Kurdes à Halabja a été commis par les Iraniens, pas les Irakiens (*New York Times*, 24 janvier 2003) ! Autre fait rarement mentionné : les dirigeants américains ont encouragé et soutenu militairement l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. Et s'il est question de crimes de guerre et d'agression, que penser des invasions de la Grenade et du Panama et des guerres d'usure qu'ils ont soutenues contre des cibles civiles au Mozambique, en Angola, au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, en Yougoslavie et dans tant d'autres pays, et qui ont fait des dizaines de milliers de victimes ? Il n'est pas un seul État communiste ou « pays du Mal » qui n'ait à son passif un nombre aussi effrayant

d'agressions militaires contre d'autres pays dans les deux dernières décennies.

Armés de ces multiples prétextes de guerre qui tous sonnaient creux, les bushites en sont arrivés à l'accusation ultime : Saddam était un dictateur. Les États-Unis étaient pour la démocratie et les droits de l'Homme. Leurs dirigeants étaient en conséquence contraints d'utiliser la force et la violence pour parvenir à un changement de régime en Irak. Une fois de plus, nous pouvons soulever quelques questions. Il est hors de doute que Saddam est un dictateur, mais comment lui et sa bande ont-ils pu accéder au pouvoir ? L'aile conservatrice du parti Baas était soutenue par la CIA. Elle en a recruté les membres pour détruire la révolution populaire irakienne et massacrer tous les démocrates, progressistes et communistes qui pouvaient se manifester, en ce compris l'aile progressiste du parti Baas elle-même, ce qu'elle a bien sûr fait. – c'est là un autre fait que les médias américains ont laissé dans l'ombre des trous de mémoire. Saddam a été la figure de proue de Washington jusqu'à la fin de la guerre froide.

Ainsi donc, pourquoi, à l'image de son père, George II a-t-il pris l'Irak pour cible ? On l'a dit déjà, quand on se trouve des justifications chaque fois nouvelles et différentes pour un même acte, il est difficile de ne pas y voir de mensonges. Il en va de même avec les dirigeants et les responsables politiques. Comprenant que les prétextes donnés par la Maison-Blanche pour justifier la guerre étaient à l'évidence faux, certains en ont conclu que l'administration était à côté de la plaque, voire « avait un grain ». Mais qu'elle tente de fourvoyer et d'embrouiller l'opinion publique ne signifie nullement qu'elle l'est elle-même. Elle aurait plutôt quelques raisons qu'elle préférerait ne voir ni diffusées ni discutées, parce que cela révélerait que sa politique irakienne, aussi ouvertement rendue publique, favorise les intérêts des nantis aux dépens du peuple des États-Unis et de tous les autres de la terre. Voici ce que je crois être les véritables raisons de l'agression américaine contre l'Irak.

La suprématie politico-économique mondiale

Un des buts américains centraux, tel qu'il a été énoncé par les petits docteurs Folamour qui occupent les plus hauts échelons de la décision politique de l'administration Bush, est de perpétuer la suprématie américaine mondiale. L'objectif n'est pas seulement le pouvoir dans leur propre intérêt, mais celui d'assurer le contrôle ploutocratique de la planète, de privatiser et de déréguler les économies de tous les pays du monde, d'imposer partout sur le dos des populations – y compris celle des États-Unis – les bienfaits d'un capitalisme sans entrave de « libre marché ». La lutte oppose ceux qui croient que la terre, le travail, le capital, la technologie et les marchés du globe doivent être consacrés à la maximalisation de l'accumulation capitaliste pour une minorité, et ceux qui pensent que tout cela doit l'être prioritairement pour le bénéfice commun et le développement socio-économique de tous.

Le but n'est pas seulement d'assurer la suprématie du capitalisme mondial en tant que tel, mais celle du capitalisme américain mondial, en empêchant l'apparition de toute autre superpuissance potentiellement concurrente ou, pour ce qui nous concerne ici, toute autre puissance *régionale* potentiellement concurrente. L'Irak en est un bon exemple. Quelques pays du Moyen-Orient ont du pétrole mais pas d'eau, d'autres ont de l'eau mais pas de pétrole. L'Irak est le seul à disposer d'une profusion des deux, avec aussi une bonne assise agricole – quoique la plus grande partie de ses terres fertiles soient aujourd'hui fortement contaminées par l'uranium appauvri qui y a été déversé lors des bombardements de la première guerre du Golfe en 1991.

À l'origine, le pétrole irakien était la propriété exclusive de compagnies américaines, britanniques et d'autres sociétés occidentales. Dix ans après la révolution populaire de 1958, l'aile droite du parti Baas a pris le pouvoir en Irak, avec Saddam Hussein comme homme de pointe au service de la CIA. Sa mission était, je l'ai déjà noté, de supprimer la révolution bourgeoise-démocratique. Mais au lieu d'agir en comprador qui collaborait avec les investisseurs occidentaux à la manière de Somoza au Nicaragua, de Pinochet au Chili, de Fujimori au Pérou et de nombreux autres dictateurs, Saddam et ses hom-

mes de main ont nationalisé l'industrie du pétrole irakien en 1972, éjecté les profiteurs occidentaux et mené des politiques de développement du secteur public et de nationalisme économique. C'est ainsi qu'en 1990, la société irakienne présentait le plus haut niveau de vie du Moyen-Orient (ce qui ne veut pas pour autant dire que tout était pour le mieux). Il était manifeste que les États-Unis n'avaient pas réussi à supprimer les bénéfices de la révolution de 1958. Mais l'effroyable destruction qui a fauché l'Irak, dans la première guerre du Golfe comme dans la décennie suivante avec ses bombardements intermittents et ses sanctions économiques strictes, a accompli une forme de retour en arrière contre-révolutionnaire organisé à distance.

Peu après le renversement de l'Union soviétique, les dirigeants américains ont décidé que le développement du tiers monde ne devait pas être toléré plus longtemps. De même que la Yougoslavie servait de « mauvais » exemple pour l'Europe, de même l'Irak en proposait également un pour les autres pays du Moyen-Orient. Des pays qui définissent de façon indépendante et autonome leur développement est bien la dernière chose que les ploutocrates de Washington désirent pour cette région.

La puissance économique et militaire des États-Unis a été régulièrement utilisée pour supprimer les régimes concurrents. Des pays qui s'autodéterminent comme Cuba, l'Irak et la Yougoslavie sont en ligne de mire. Prenons le cas de la Yougoslavie. Ce pays ne montrait aucune envie de faire partie de l'Union européenne et moins encore d'intérêt à rejoindre l'OTAN. Son économie rencontrait de nombreux problèmes mais était encore relativement prospère, avec ses quelque quatre-vingts pour cent détenus par le secteur public. (Que les gens de gauche la considèrent pour cela comme un pays *socialiste* n'est pas la question. Elle était déjà *trop* socialiste pour les dirigeants politiques américains.) Les guerres sécessionnistes et d'usure déchaînées contre la Yougoslavie – toutes au nom des droits de l'Homme et de la démocratie – ont détruit cette infrastructure économique et l'ont émiettée en un amas de mini-républiques pauvres, impuissantes et droitières dont l'économie a été privatisée, dérégulée, désindustrialisée et ouverte à la pénétration capitaliste occidentale au bénéfice exclusif des investisseurs. Ce processus est plus récent en Serbie.

Les médias capitalistes ont ignoré la Serbie depuis que Milosevic a été arrêté et que le parlement démocratiquement élu – avec pour la première fois un parti socialiste majoritaire – a été renversé. Sous le nouveau gouvernement «pro-occidental», tout est maintenant privatisé à des prix d'occasion. Les services sociaux, les emplois et les fonds de pension ont disparu. Le chômage, l'inflation et la pauvreté ont grimpé en flèche, tout comme la criminalité, la faim, la clochardisation, la prostitution et les suicides.

Si l'on considère ce qui est arrivé en Serbie, en Bosnie, au Kosovo, en Macédoine, au Panama, à la Grenade et ailleurs, on peut prévoir que le même sort sera réservé à l'Irak à la suite de l'occupation américaine. Un gouvernement irakien fantoche sera installé et dirigé par quelqu'un de tout aussi servile à la Maison-Blanche que Tony Blair. Les médias étatiques irakiens deviendront «libres et indépendants» en étant livrés à de riches sociétés privées conservatrices. Toute critique, aussi vague soit-elle, de la politique étrangère des États-Unis ou du libre marché capitaliste, sera interdite d'antenne. Des partis politiques conservateurs fortement financés par des sources américaines disposeront toujours de plus de moyens que les groupements de gauche qui apparaîtraient. Sur ce terrain en pente forte qui désavantagera ces derniers, les conseillers américains présideront à des «élections démocratiques» à la mode américaine, qui reproduiront peut-être les admirables résultats mis en scène en Floride ou ailleurs[75]. Quoi que ce soit de l'économie irakienne sera privatisé à prix dérisoirement bradé. La pauvreté et le chômage, déjà tellement élevés, vont grimper vertigineusement. La dette nationale de l'Irak s'envolera tout autant, tandis que des emprunts internationaux y seront émis pour aider les Irakiens à payer pour les représailles dont ils sont victimes. Les services publics seront réduits à néant et le pays connaîtra encore plus de misère qu'aujourd'hui. Et l'on nous demande de croire que la population irakienne veut encore et encore subir l'épreuve de la force militaire américaine dans la perspective d'atteindre le paradis du libre marché.

L'accaparement des richesses naturelles

On peut résumer en un mot une des autres raisons de prendre l'Irak pour cible : le pétrole. Parallèlement au maintien de l'ensemble du système mondial d'expropriation, les dirigeants américains s'intéressent au pillage colonial direct d'un autre temps. La direction actuelle de la Maison-Blanche est composée de magnats du pétrole qui sont à la fois fortement tentés et menacés par les réserves pétrolières irakiennes, qui comptent parmi les plus importantes du monde. Avec cent treize milliards de barils au prix unitaire de trente-cinq dollars, les stocks irakiens de pétrole se montent à près de quatre mille milliards de dollars. Mais pas une seule goutte de celui-ci n'appartient à un cartel pétrolier américain : il est entièrement étatisé. Bagdad a offert des concessions de prospection à la France, à la Chine, à la Russie, au Brésil, à l'Italie et à la Malaisie. Mais avec la prise du pouvoir des États-Unis et un nouveau régime fantoche en Irak, tous ces accords pourront être résiliés. Nous serons peut-être les témoins du plus grand accaparement pétrolier de toute l'histoire coloniale du tiers monde par les compagnies américaines aidées et encouragées par leur gouvernement.

Un des intérêts des dirigeants américains – parce qu'il y avait une surabondance de pétrole brut et que son prix dégringolait à la fin des années 1990 – était de sortir l'or noir irakien du marché pendant quelque temps. Les prix du pétrole s'effondraient brusquement parce que l'accord entre les Nations unies et l'Irak qui autorisait Bagdad à vendre sa production sur le marché mondial aurait, ainsi que le notait le *Financial Times* de Londres du 24 février 1998, « conduit à déverser de beaucoup plus grandes quantités de brut irakien se disputant les parts du marché ». Le *San Francisco Chronicle* du 22 du même mois titrait sur la question : « Le pétrole de l'Irak constitue une menace pour l'Occident ». En fait, le brut irakien n'était pas une menace pour l'Occident, il l'était uniquement pour les investisseurs pétroliers occidentaux. Si l'Irak avait la possibilité de réintégrer le marché pétrolier international, disait ce dernier journal, « cela dévaluerait le pétrole britannique de la mer du Nord, minerait la production pétrolière américaine et – chose beaucoup plus importante – détruirait les énormes profits que

les États-Unis (lire : les compagnies pétrolières américaines – NdA) sont en mesure de réaliser avec leurs investissements massifs pour produire du pétrole dans le Caucase et particulièrement en Azerbaïdjan ». Le contrôle direct et l'appropriation du pétrole irakien seraient la meilleure façon de le tenir à l'écart du marché mondial quand les prix ne sont pas satisfaisants, et la plus sûre de tirer profit de sa vente lorsqu'ils grimpent substantiellement. – comme c'est le cas depuis les années 1990.

Profits politiques internes

La guerre et la violence ont toujours été bénéfiques pour George W. Bush. Jusqu'au 10 septembre 2001, sa cote de popularité dans les sondages s'écroulait dangereusement. Vinrent les attentats contre les tours jumelles et le Pentagone, immédiatement suivis par la nouvelle guerre contre le terrorisme annoncée à grands coups de trompettes, puis par le pilonnage nourri et l'invasion de l'Afghanistan. La cote de popularité de Bush montait en flèche. Puis, vinrent les scandales financiers de 2002 : Enron, WorldCom et le plus périlleux encore Harken and Halliburton[76]. En juillet, le président et le vice-président étaient tous les deux impliqués dans des pratiques comptables frauduleuses de leurs sociétés, dont de fausses déclarations bénéficiaires pour en gonfler la valeur boursière, suivies immédiatement d'une large vente d'initiés, avant que l'on ne découvre que ces valeurs étaient proches de zéro et que leur prix ne s'effondre. En septembre, l'imminence de la guerre contre l'Irak a éclipsé toutes ces affaires de la une des journaux et des informations radio et télévisées. Papa Bush avait agi de même en 1990, jetant aux oubliettes le scandale médiatisé des Savings and Loan en lançant précisément la guerre contre le même pays.

En octobre 2002, le Parti républicain, vacillant sous les scandales et stigmatisé comme le parti du favoritisme financier et de la corruption, ressuscitait maintenant comme le parti du patriotisme, de la défense nationale et de la puissance militaire pour gagner le contrôle des deux chambres du Congrès et triompher dans des élections qu'il n'aurait autrement jamais pu remporter. De nombreux Américains se sont ralliés autour de

la bannière étoilée dont se drapait le président. Certains de nos compatriotes, pourtant railleurs et suspicieux à l'égard des hommes politiques lorsqu'il s'agit des affaires de tous les jours, font preuve d'une confiance sans borne propre à l'innocence de l'enfance et de la foi la plus instinctive lorsque ces mêmes politiciens claironnent l'urgence de défendre la « sécurité nationale » du pays contre quelque menace venue de loin, réelle ou imaginaire.

La guerre distrait aussi les gens de leurs problèmes économiques, de l'exigence de logements décents, d'écoles et d'emplois ainsi que d'une récession qui ne montre aucun signe d'atténuation. Depuis que George II est entré en fonction, la Bourse a chuté de trente-quatre pour cent, le chômage a grimpé de trente-cinq, le budget fédéral en boni de deux cent quatre-vingt-un milliards de dollars est devenu déficitaire de cent cinquante-sept milliards (ou plus)[77] et un million et demi de gens en plus se retrouvent sans assurance-santé, portant le nombre total de ceux-ci à quarante et un millions. De façon générale, la guerre a été favorable au programme conservateur, avec des dépenses militaires jamais atteintes auparavant, des profits élargis pour l'industrie de la défense, et la foire des dépenses déficitaires qui enrichit davantage la classe des créditeurs aux dépens des citoyens qui la financent par leurs impôts, et qui est encore utilisée pour justifier plus de coupes sombres dans les services publics intérieurs.

Le conflit armé est aussi une bonne excuse pour limiter toujours plus nos libertés civiles quelles qu'elles soient. La mentalité d'assiégés nourrie par la guerre perpétuelle rend toute dissidence encore plus « non-patriotique ». La législation répressive nouvellement mise en œuvre permet de définir presque toute tentative critique de contester la politique en place comme « portant assistance et soutien au terrorisme ». Contredisant le mythe établi en vertu duquel le capitalisme favorise la démocratie, la classe possédante s'est toujours opposée à l'extension des droits populaires et, de la même façon, s'est toujours montrée hostile à toute forme d'activisme et de militantisme.

La démocratie politique a été historiquement une arme que les citoyens ont utilisée pour se défendre eux-mêmes contre les abus de la richesse. Il en était ainsi dans les républiques de la Grèce et de la Rome antiques, et cela s'est perpétué jusqu'à

nos jours. Il s'ensuit que les ploutocrates ne mènent pas seulement la guerre contre le secteur public et le niveau de vie de la population, mais aussi contre les droits démocratiques eux-mêmes que le peuple utilise pour défendre ou améliorer son bien-être économique.

Les intellectuels progressistes ne sont jamais aussi heureux que lorsqu'ils peuvent, non sans un sourire condescendant, s'épancher sur la stupidité de George W. Bush. Ce que j'ai tenté de montrer est que Bush n'est pas plus un demeuré qu'il n'est mal conseillé. Si l'on considère son point de vue et ses intérêts de classe, on y trouve des raisons impérieuses à l'agression armée qu'il a lancée contre l'Irak – et contre d'autres pays à venir. Il est temps pour nous d'envisager ses assez efficaces tromperies et son implacable brutalité plutôt que de nous étendre sur ses maladresses. Nombre de bons militants ont été vaincus à cause de leur incapacité à comprendre correctement la malignité sans faille de leurs ennemis. Mieux nous connaîtrons ce à quoi nous avons affaire, mieux nous pourrons le combattre.

Notes

1. Le chapitre 10 traite de façon plus détaillée des rapports entre l'impérialisme et le monde universitaire.

2. La référence à la Chine date d'avant la modernisation de 1979 et sa rapide croissance et est antérieure au programme d'un enfant par famille (voir *Food First Development Report* (« Rapport sur le développement alimentaire prioritaire »), n° 4, 1988).

3. Le colonel Blimp est un héros de bandes dessinées, créé en 1934 par David Low, un dessinateur et caricaturiste progressiste néo-zélandais qui a vécu en Angleterre. Blimp deviendra aussi en 1943 un personnage de film. Il représente le colonialisme de la vieille école. Son attitude réactionnaire et ultra-patriotique, raciste et favorable aux solutions guerrières expéditives est devenue proverbiale dans le monde anglo-saxon. (NdT)

4. Tous les montants mentionnés par l'auteur le sont bien évidemment en dollars américains. Dans la présente traduction, je conserve cette devise, aussi « impériale » que commode pour la compréhension du lecteur – même européen –, sans la traduire en euro. Au début de l'année 2004, un dollar américain équivalait à un peu moins de quatre-cinquièmes d'euro (signe par ailleurs indubitable de la crise financière des États-Unis dont le déficit du budget fédéral s'élève aujourd'hui à cinq cent milliards de dollars, soit quatre pour cent du produit intérieur brut). Si d'aventure on veut convertir les montants cités par l'auteur en cette devise européenne, on doit donc toujours surélever quelque peu les chiffres cités en dollars américains dans le texte – mais les sommes sont, dans la plupart des occurrences, à ce point énormes que cette opération mentale apparaîtra presque toujours plutôt superflue. (NdT)

5. Je donne plus de détails dans *The Sword and the Dollar ; Imperialism, Revolution, and the Arms Race* (« L'Épée et le Dollar. L'impérialisme, la révolution et la course aux armements »), New York, St Martin's Press, 1988.

6. Le margousier est aussi dit « arbre de nim » ou plus communément appelé le « lilas des Indes ». (NdT)

7. C'est évidemment aussi le cas dans les pays de l'Union européenne et dans ceux du tiers monde impliqués dans le GATT. (NdT)

8. Au Canada comme aux Etats-Unis, le système d'assurances privées « multi-payer » (à organismes multiples) est à l'origine de la prolifération de compagnies d'assurances privées qui proposent des milliers de polices différentes extrêmement coûteuses. Le programme d'assurance individuelle unique (« single-payer ») visait à simplifier et à démocratiser ce système en instituant une agence centrale unique qui couvrait l'ensemble des frais de santé et autres. (NdT)

9. Et confirmé en 2003-2004. (NdT)

10. Aussi l'Afghanistan et une nouvelle fois l'Irak. (NdT)

11. Les *Fortune* 500 sont les cinq cents plus grandes sociétés des États-Unis répertoriées annuellement depuis presque un demi-siècle par le magazine américain *Fortune*.

12. Toutefois, des entreprises au Canada, au Venezuela, en Espagne et dans d'autres pays qui ne se sentent pas d'attaches particulières avec l'impérialisme mondial américain ont commercé avec Cuba, au grand mécontentement de Washington. Les lois américaines interdisent aux bateaux qui commercent avec Cuba de charger ou décharger aux États-Unis pour six mois, infligeant ainsi une perte substantielle à Cuba et à ses partenaires commerciaux.

13. Thorstein Veblen est un auteur singulier. Issu d'une famille de vachers norvégienne établie aux États-Unis au XIX[e] siècle, il a pu, dans la plus pure tradition des self-made-men américains, remarqué et aidé par un mécène local, faire des études universitaires. Confronté là à une faune toute entière faite d'apparences factices, à mille lieues de la vie simple et dure de la paysannerie qu'il avait connue, il s'est mis à étudier en véritable «zoologue humain» ces hautes sphères de la société, imbues de vanité, qu'il appellera la «classe des loisirs». Précurseur américain de Pierre Bourdieu (et comme lui, fils de la campagne projeté dans le clinquant du monde universitaire), il a, par la finesse pénétrante et sardonique de ses observations et de ses analyses, détonné en sociologie comme dans ses travaux d'économie politique, déshabillant littéralement de leurs apparats ceux qui, perchés comme l'écume des vagues sur le labeur des travailleurs, font profession de paraître. On lira avec plaisir et étonnement sa *Theory of the Leisure Class* de 1899, publiée en français en 1970 (*Théorie de la classe des loisirs*, Gallimard, Paris) qui annonce quatre-vingts ans à l'avance, et dans un style beaucoup plus accessible, *La distinction. Critique sociale du jugement* de Pierre Bourdieu (éd. De Minuit, Paris, 1979). (NdT)

14. L'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations est la plus importante fédération syndicale des États-Unis, avec quelque treize millions d'affiliés sur seize millions de travailleurs syndiqués. Sa direction est presque totalement liée à l'appareil d'État américain. (NdT)

15. Tentons encore d'expliquer de la manière suivante le calcul des impôts pratiqué aux États-Unis par le service fédéral des impôts (IRS : Internal Revenue Service) en faveur d'une multinationale américaine : la somme des impôts déjà versés à l'étranger n'est pas défalquée de la somme totale *des revenus* de la société à partir de laquelle son impôt national devrait être normalement calculé, il est en lieu et place retiré de la somme totale *des impôts* que cette société doit au fisc américain (ce qui lui offre un avantage anormal). Pour le dire simplement : le fisc américain offre ainsi un généreux cadeau à ses multinationales. (NdT)

16. Il s'agit bien de l'actuel candidat à la présidence des Etats-Unis. (NdT)

17. En 2004, le déficit de la balance commerciale américaine avoisine les cinq cent milliards de dollars. (NdT)

18. Le *Congrès* américain («US Congress») est formé par la Chambre des représentants («House of Representatives», chambre basse) et le *Sénat* («US Senate», chambre haute). (NdT)

19. Le kwashiorkor est plus communément connu sous le nom de «maladie du sevrage» ; le marasmus est également appelé atrepsie nutritionnelle. (NdT)

20. Le Jim Crow est une série de lois racistes mises en œuvre à la fin du XIX[e] siècle dans les États du sud. Elles se maintiendront jusqu'au milieu du XX[e] siècle. En 1954, la cour suprême déclarera anticonstitutionnelle une de ces lois que le mouvement populaire parviendra à faire abroger. (NdT)

21. Il s'agit du programme secret initié sous Roosevelt dès la fin de l'année 1941 pour doter les États-Unis de l'arme nucléaire. (NdT)

22. Pour une réflexion plus poussée sur le rôle des médias dans l'occultation des crimes de l'empire, voir mon *Inventing Reality. The Politics of News Media* («Inventer la réalité. La politique des médias d'information»), deuxième édition, New York, St Martin's Press, 1993.

23. On trouvera leur énumération au chapitre 3.

24. Il existe de nombreuses intersections et interrelations entre ces trois cercles et de nombreux autres qui rassemblent des représentants mêlés du monde des affaires et de la politique. Ils visent tous à influer sur les grandes questions et les plus importants cénacles impérialistes mondiaux. (NdT)

25. Le verdict judiciaire vient d'être rendu dans cette affaire. Un des deux ressortissants libyens que leur pays avait accepté d'extrader – sous la pression internationale et en contradiction avec toutes les règles et coutumes du droit international – est condamné, l'autre est acquitté. L'État libyen, en contre-partie de la levée des sanctions internationales qui lui était promise, avait déjà pris sur lui de dédommager les familles des victimes. Le procès n'a pu établir aucune des rumeurs de l'implication de l'État libyen. Les médias dominants se sont subitement tus à l'issue du verdict, se contentant de laisser planer le flou qu'ils avaient contribué à créer. Des questions qui impliquent des enjeux économiques et stratégiques bien plus importants s'y sont substituées, confirmant les liens d'allégeance nouveaux de la Libye à l'ordre américain secondé par l'Angleterre de Blair, que la diplomatie de la puissance a permis d'obtenir d'un dictateur qui, certes, restera sans doute toujours aux yeux des bien-pensants un dictateur, mais qui est aujourd'hui en bonne voie de ne plus être par eux diabolisé, et en passe de devenir fréquentable. Pour une analyse approfondie de l'affaire de Lockerbie, voir Charles Flores, *Les ombres de Lockerbie. Une analyse des relations anglo-libyennes*, coédition EPO-Edam Publishing House, 1998. (NdT)

26. Celui de la deuxième guerre de 2003 en est un de roi. (NdT)

27. Le *Federalist* (ou les *Federalist Papers*) est une série d'essais sur la Constitution des États-Unis écrits à l'époque de son adoption par Alexander Hamilton, chef du Parti fédéraliste, et par James Madison et John Jay, deux autres de ses dirigeants. Ils constituent un « classique » de la littérature politique américaine. (NdT)

28. L'affaire des Savings and Loan (caisses d'épargne-logement) est, au début des années 1990, celle d'une des plus grandes débâcles financières de l'histoire des États-Unis. Elle a entraîné la ruine de milliers d'épargnants. (NdT)

29. *The Politics of Heroin: CIA Complicity in the Globe Drug Trade* (« La politique de l'héroïne. La complicité de la CIA dans le commerce mondial de la drogue »), New York, Lawrence Hill Books, 1991.

30. La DEA (la police antidrogue internationale américaine) a été instituée en 1973 sous Nixon. Elle coordonne les opérations américaines en matière de drogue à l'étranger et est habilitée à engager des poursuites. (NdT)

31. Ce que l'on appelle communément l'« ice » est une drogue de synthèse (la méthamphétamine) qui se fume dans des pipes à eau. Les PCB (polychlorobiphényles ou biphényles polychlorés) sont des produits de synthèse que l'on retrouve dans nombre de drogues dures et dans les drogues douces frelatées. (NdT)

32. Un exemple parmi d'autres : celui de Dewayne Holmes, ancien chef de bande et de quartier de Los Angeles puis principal pacificateur de ceux-ci. Il a été jeté en prison en 1994 sur base de l'accusation entièrement fabriquée selon laquelle il aurait volé dix dollars à quelqu'un qui perturbait une soirée que Holmes lui-même avait organisée. Il y purge une peine de sept ans (pour plus de détails, voir Christian Parenti, « Founder of Gang Truce Framed » (« Initiateur de trêve entre gangs pris au piège »), *Z Magazine*, novembre 1993.

33. Merci, pour ce coup de pouce à la traduction de Richard Virenque, cycliste que l'histoire de la langue française retiendra sans nul doute pour cet apport incomparable à l'enrichissement de sa syntaxe. (NdT)

34. Cela arrive aussi dans d'autres pays. Au Rwanda, les Nations Unies ont également subi des pertes militaires en 1994. Dix paras belges de la Minuar (la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda) y ont été assassinés sans qu'aucun secours ne leur soit porté. Paralysant les forces de l'ONU, les contingents belge et français se sont très vite retirés, livrant les Tutsis et les Hutus modérés à leurs assassins qui débutaient ainsi le massacre d'un million de personnes. Le gouvernement de Bruxelles ne voulait pas s'opposer à l'armée des nostalgiques d'Habyarimana qui avait si bien servi les intérêts des États belge

et français. Comment expliquer autrement son attitude lorsque l'on sait que l'assassinat de nationaux est, en bien des cas contraires, la raison que les dirigeants de pays impérialistes invoquent habituellement pour envahir un pays du tiers monde ? (NdT)

35. Par trois fois dans ce chapitre, dont celle-ci dans son titre, pour le distinguer de l'acception habituelle du mot anglais et américain «government» que l'on traduit aisément en français par «gouvernement», Michael Parenti utilise le terme «governance». J'aurais pu transposer tel quel ce dernier terme par le vocable français «gouvernance», mais il est peu satisfaisant et, bien qu'il rendrait en toute conformité l'intention de l'auteur qui est de mettre l'accent sur son caractère plus large, plus général et moins politique stricto sensu – moins politicien en somme – que celui de «government», il aurait revêtu des connotations inappropriées, notamment domestiques, liées à sa consonance française. J'ai donc opté pour l'usage habituel du mot «gouvernement» en le distinguant toutefois par un «G» majuscule dans chacune des trois occurrences où il rend le terme «governance» du texte américain original. (NdT)

36. C'était un autre 11 septembre, celui de 1973. (NdT)

37. Et la Belgique, comme l'ont démontré, après le renversement des États collectivistes à l'Est, les révélations faites par la Commission d'enquête chargée d'examiner les révélations récentes quant à l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international connu sous le nom de «Glaive» (rapport présenté au Sénat le 1er octobre 1991).
Les opérations secrètes Gladio et Glaive s'inscrivent toutes deux dans le contexte de la mise en œuvre par les États-Unis et l'OTAN de la «stratégie de la tension», avec l'assentiment d'une partie des appareils d'États des pays concernés à la fin des années 1970 et au début des années 1980: en Italie, par l'infiltration – jusqu'à la prise de la direction! – des Brigades rouges, parallèlement à l'organisation de la terreur fasciste (attentat de la gare de Bologne). Outre ce pays, l'existence d'un réseau «stay-behind» a été officiellement reconnue en Allemagne, en Autriche (Schwert), en Belgique, au Danemark, en Espagne, en France (Rose des vents), en Grèce (Toison rouge), au Luxembourg, en Norvège, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni, en Suède, en Suisse et en Turquie. (NdT)

38. Merci à Souchon ! Je substantive son verbe sur le mode des mots « on considère – considération » ou « on modère – modération ».

39. Pour une définition plus complète de l'État sécuritaire national, on se référera au chapitre 2.

40. Ces «Pentagon Papers» sont constitués de documents secrets qui exposent les tenants et aboutissants de la politique américaine dans la guerre du Viêt-nam. Ils ont été partiellement publiés en 1971 par le *New York Times* et le *Washington Post*. (NdT)

41. Thomas Philip O'Neill (dit Tip) a été un des représentants les plus populaires du parti démocrate. Président de la chambre de 1977 à 1986, il était un libéral de la vieille école. Pour approcher la comparaison physique que suggère l'auteur, on peut se le représenter, pour les connaisseurs, comme l'acteur aux cheveux blancs (George Kennedy) qui donnait la réplique à Priscilla Presley dans quelques bêtes films, ou encore comme l'enfant qu'auraient eu la mère de Gabin avec le père de John Wayne, ou l'inverse. (NdT)

42. Le Public Broadcasting System est un réseau privé qui rassemble quelque trois cent cinquante chaînes de télévision locales non commerciales diffusées sur tout le territoire des Etats-Unis. (NdT)

43. Il s'agit des fonds fédéraux alloués aux États de l'AFDC (Aid to Families with Dependant Children), appelée le « Welfare » (« bien-être » : l'État-providence). (NdT)

44. On a dit que les nantis payaient plus d'impôts qu'il y a dix ans. C'est simplement parce que les riches sont devenus plus riches encore. Le *taux* qui les frappe est bien moindre et le montant qu'ils peuvent conserver est proportionnellement bien plus élevé qu'auparavant.

45. Ce programme, le WIC (« Women-Infants-Children), est un service fédéral. (NdT)

46. Voir note 28. (NdT)

47. Le Working Assets Money Fund (WAMF) est une institution de placements qui, depuis 1983, propose des investissements à court terme et sans risque boursier, ainsi que des bons d'État sur base de critères sélectifs éthiques, sociaux et environnementaux. (NdT)

48. L'armée américaine recrute des officiers de réserve dans les universités au moyen de ce ROTC. Les étudiants qui s'y inscrivent suivent, après leurs études, une formation qui les prépare à une carrière d'officier – ce qui leur offre aussi de meilleures possibilités d'emploi dans le secteur privé. (NdT)

49. Pour une discussion plus en profondeur sur le sujet, voir mon *Land of Idols: Political Mythology in America* (« Au pays des idoles. La mythologie politique aux États-Unis »), New York, St Martin's Press, 1994, chapitre 7, « Monopoly Culture » (« Culture de monopole »).

50. Le créationnisme est la conception tirée de la « Genèse » biblique. Elle développe l'idée que l'univers a été créé par un dieu qui, de nulle part, en nul temps et sans aucune matière à disposition, s'était mis en tête de fabriquer le monde, ce qu'il fit en six jours avant de se reposer le septième. Cette conception religieuse a longtemps eu son heure de gloire dans le monde chrétien en tant que pensée aussi sociale, ce qui nous permet de bénéficier du repos dominical, quoique la flexibilité et la dérégulation aient aujourd'hui fortement tendance à remettre en cause le caractère férié du « jour du Seigneur ». Aux États-Unis, la défense du créationnisme a longtemps contribué à mettre au ban de l'enseignement des points de vue scientifiques comme ceux du darwinisme. (NdT)

51. Le *free silver* (littéralement : « l'argent gratuit ») est le terme qui désigne le mouvement défendant la frappe illimitée de l'argent. Il a eu son heure de gloire dans le dernier quart du XIX^{e} siècle, à l'époque où un dollar-argent avait une valeur intrinsèque moindre que celle d'un dollar-or et où, l'extraction de ce métal augmentant rapidement, certains pouvaient penser que cela résoudrait bien des problèmes. Les paysans endettés du sud et de l'ouest des États-Unis, confrontés à la chute des prix agricoles, étaient favorables à cette inflation de l'argent qui leur permettaient d'envisager un apurement plus aisé de leurs dettes. Dans les années 1890, un parti populiste soutenant notamment la revendication du *free silver* s'est développé, particulièrement dans les États de l'ouest. (NdT)

52. Les « bons de la liberté » (*liberty bonds*) sont des obligations d'État destinées à soutenir la participation américaine à la guerre. Le gouvernement les présentait aux citoyens comme un acte de patriotisme qui pouvait de surcroît leur rapporter gros dans le cas d'une victoire considérée comme déjà acquise. (NdT)

53. En février 1950, Joseph McCarthy, un sénateur républicain encore inconnu, affirmait détenir une liste de deux cent cinq hauts fonctionnaires travaillant pour le département d'État qui auraient été membres du parti communiste. Cette affirmation jamais démontrée a été à l'origine d'une « chasse aux sorcières » d'une ampleur inédite, qui a aussi bien frappé l'ensemble de la fonction publique que les milieux intellectuels et artistiques – notamment ceux, fort en vue, du cinéma hollywoodien –, tout au long de la première moitié des années 1950. Tout contestataire ou citoyen simplement suspecté de ne pas marcher droit était considéré comme un membre du parti communiste ou un partisan de l'Union Soviétique. En l'honneur ambigu de cet obscur sénateur appelé à une gloire caractéristique de l'État impérial américain, on retient ce vaste mouvement de répression policière, judiciaire et professionnelle sous le nom de maccarthysme. (NdT)

54. Jeu de mots intraduisible entre *ivy tower* (tour d'ivoire) qui fait référence à la « Ivy League » (Ligue du lierre) réunissant les grandes universités privées du nord-est des États-Unis. (NdT)

55. L'auteur utilise le terme « personal nemesis ». Némésis est cette déesse grecque qui représente aussi bien la vengeance que la justice arbitraire. À l'inverse du français (qui vulgarise par contre Égérie), l'anglais retient ce nom qu'il a rendu commun pour signifier un « instrument de vengeance » ou, plus personnellement, « celui qui désire se venger », tandis que l'américain y ajoute la notion de « pouvoir arbitraire implacable » qu'il revêt ici. (NdT)

56. Le Premier amendement de la constitution américaine garantit aux citoyens des libertés fondamentales comme celles de religion, de pensée, de presse et de réunion. (NdT)

57. L'auteur américain utilise ce terme (« Eurocentric biases ») dans le sens élargi qu'il revêt outre-Atlantique pour désigner les préjugés « occidentalo-centristes ». (NdT)

58. Traduction assez mièvrement moutonnière du plus expressif « Bellow bellowed » (littéralement : « Bellow mugissait ou beuglait ») de l'auteur que j'utilise faute de mieux pour rendre son jeu de mots. (NdT)

59. Même jeu de mots intraduisible que précédemment entre *Ivy Tower* et *ivory tower*. (NdT)

60. Le « Freedom of Information Act » (loi sur la liberté de l'information) est une loi qui garantit la publicité des décisions publiques et impose aux institutions d'informer correctement le public, autorisant les citoyens à leur poser des questions sur leurs activités et objectifs. Chaque demandeur a droit à une réponse publique et – en principe ! – honnête. (NdT)

61. Pour réaliser ces objectifs, une pression plus forte doit être exercée sur Washington. Dans la plus grande partie des années qui tournent autour de 1990, parce qu'ils étaient trop occupés à filer au Nicaragua y faire l'expérience directe de la révolution, des dizaines de milliers de sympathisants américains de la révolution sandiniste n'ont pratiquement rien entrepris pour lancer une offensive politique anti-interventionniste à l'intérieur même des États-Unis. Pareillement, plutôt que de diriger leurs énergies et leurs protestations contre les dirigeants politiques américains, beaucoup de défenseurs d'un changement de la politique cubaine de Washington ont dépensé la majeure partie de leur temps et de leurs efforts à organiser des convois vers Cuba.

62. Pour une discussion plus poussée sur le système électoral actuel et la représentation proportionnelle, voir mon ouvrage *Democracy for the Few*, (« Une démocratie minoritaire »), sixième édition, New York, St. Martin's Press, 1995.

63. Cette loi promulguée en 1947 donne notamment au président des États-Unis le droit d'interdire une grève qu'il considère comme une atteinte aux « intérêts nationaux ». (NdT)

64. Ce que l'on appelle fallacieusement aux Etats-Unis le « right to work », que l'on peut traduire littéralement par « droit au travail », n'a rien à voir avec le droit *à un* travail. Il s'agit d'un ensemble de lois qui s'opposent aux organisations syndicales. Elles autorisent notamment les travailleurs non-syndiqués d'une entreprise à bénéficier de l'ensemble des droits de leurs collègues syndiqués, sans payer pour cela aucune cotisation. Cette pratique qui, en Europe, apparaît en tous points correcte et régulière, l'est bien moins aux États-Unis où la sécurité sociale n'existe pas telle que nous la connaissons sur le vieux continent, et où les organisations syndicales ont également une fonction de caisses mutuelles d'entreprise, comprenant entre autres des assurances en matière de santé et de retraite, pour lesquelles les affiliés s'acquittent de lourdes cotisations. Les syndiqués payent donc seuls la note pour des droits sociaux dont profitent aussi ceux qui ne veulent pas participer à leur financement. Il en résulte non seulement

une iniquité, mais aussi un affaiblissement des organisations de travailleurs et de leurs ressources pour remplir l'ensemble de leurs fonctions à la fois syndicales et mutuelles. Le «right to work» interdit également le «closed shop», un terme qui désigne une entreprise où les travailleurs doivent obligatoirement être syndiqués. Il impose au contraire l'«open shop» (littéralement: «boutique ouverte» ou «atelier ouvert») qui emploie aussi bien ces travailleurs que des non-syndiqués. (NdT)

65. Aux États-Unis, l'engagement par le patron de remplaçants permanents («permanent replacements») interrompt le contrat de travail et empêche les grévistes de retrouver immédiatement leur emploi à la fin du conflit. (NdT)

66. Sur ce système unique d'assurance des soins de santé revendiqué par les progressistes américains, voir la note 8. (NdT)

67. Cette administration, la Works Progress Administration (WPA), créée en 1935, deviendra en 1939 la Works Project Administration et sera supprimée en 1943. Elle visait à mettre au travail les chômeurs et à leur procurer un revenu pendant la grande dépression économique des années 1930. Elle constitue la plus importante réalisation de la politique d'intervention de l'État dans l'économie mise en œuvre par l'administration Roosevelt et connue sous le nom de New Deal. (NdT)

68. Ce texte a été écrit par l'auteur en octobre 2001 et est publié en version originale américaine sur son site Internet: <www.michaelparenti.org>.

69. Dans ce chapitre comme dans le suivant, l'auteur insiste, comme autant de clins d'œil à ses compatriotes, sur le fait que le fils Bush est un président, non «élu», mais «presque élu» («almost-elected»). Il fait référence au fait que les élections présidentielles de 2000, que Bush Jr a remportées de justesse, ont été gangrenées par de multiples et manifestes irrégularités et manipulations, depuis le début de la campagne électorale jusqu'aux antres de dépouillement, en passant par les bureaux de vote. Sans ces manœuvres, il n'aurait jamais été «élu» et c'est son concurrent démocrate Al Gore qui serait devenu président. (NdT)

70. Ce traité ABM (Anti Ballistic Missile), signé en 1972 par les États-Unis et l'Union soviétique, impose de strictes limitations à la construction de systèmes de défense contre les missiles balistiques stratégiques. (NdT)

71. La National Security Agency (NSA – l'agence de sécurité nationale) est née en 1941 après l'attaque de Pearl Harbor dans le but d'intercepter et de décoder les communications militaires japonaises et allemandes. Elle a progressivement mis en place des moyens technologiques toujours plus sophistiqués. Aujourd'hui, la NSA peut intercepter toute forme de communication dans pratiquement n'importe quel pays du monde. (NdT)

72. Il s'agit bien de celle qui fut à la fois la «première dame» américaine et la plus célèbre des femmes trompées au monde. À qui me reprocheraient la non-féminisation du mot « sénateur », je désire l'assumer, même si le mot «sénatrice» est en passe de devenir français et parce que le mot «sénateure», préféré par qui voit en son utilisation un acte de féminisme avéré, alors qu'il n'en a que la couleure, est non seulement une erreure mais une horreure. (NdT)

73. Ce texte a été écrit puis mis à jour par l'auteur en mai 2003. Il est publié en version originale américaine sur son site Internet (voir note 68). (NdT)

74. Le terme « bushite » est un néologisme assez répandu parmi les progressistes aux Etats-Unis. Sa traduction par «busher» en consonance avec «boucher» serait polluée par l'apparence d'un faux anglicisme que l'on pourrait traduire comme «*buissonneur*» («vivant dans les fourrés»), ce qui n'aurait aucune pertinence ici, puisque la préparation de la guerre par l'administration américaine s'est étalée de façon ostentatoire au son des pilonnages annoncés. Et parce que ce terme dit bien, avec sa sensible connotation intégriste, ce qu'il veut dire, je l'importe tel quel de son américain originel dans la langue française. (NdT)

75. C'est en Floride que les irrégularités et les manipulations électorales ont été les plus décisives lors des élections présidentielles de 2000 (voir note 69). (NdT)

76. Il s'agit de scandales de comptes truqués de sociétés américaines qui éclaboussent jusqu'au président Bush Jr. Celui-ci a été l'administrateur d'Harken Energy, une société pétrolière texane dont, d'après la BBC, la famille Ben Laden détenait une part, revendue juste après les attentats du 11 Septembre. Le vice-président américain Dick Cheney était, lui, jusqu'en 2000, à la tête du groupe pétrolier Halliburton, une société qui se refait aujourd'hui une santé grâce à l'attribution pour l'une de ses filiales, par l'armée américaine et sans appel d'offres, du plus important contrat de reconstruction de Irak. (NdT)

77. Au début de l'année 2004, le déficit annuel du budget fédéral tournait autour des cinq cent milliards de dollars (voir note 4). (NdT)

Table des matières

Chapitre 1 **L'impérialisme : état des lieux 5**
À travers le monde entier 3 | La dynamique expansionniste du capital 7
Nécessaire ? Non, irrésistible ! 9 | Les mythes du sous-développement 10
Conversion artificielle à la pauvreté 14 | La théorie du développement 17
Le néo-impérialisme écume la crème 19

Chapitre 2 **La domination impériale remise à jour 23**
L'inégalité du marché 23 | La domination de la dette 24
L'arme de l'aide étrangère 26 | Une violence rationnelle 28
L'impérialisme de basse intensité 33 | La mondialisation par le GATT 36

Chapitre 3 **Intervention : Qui baigne ? Qui saigne ? 41**
Un empire militaire mondial 41 | Les raisons des interventions 44
Des confusions communément admises 48 | S'inventer des ennemis 50
Qui débourse ? Qui encaisse ? 52 | Le mythe de l'impérialisme populaire 55
L'impérialisme culturel 57

Chapitre 4 **À empire fort, république faible 61**
L'exportation d'emplois 61 | L'empire contre l'environnement 64
Des victimes américaines 66 | Appauvrir la république 68
L'élite contre la multitude 72 | Un intérêt bien compris 75

Chapitre 5 **Un succès catastrophique 77**
Des affirmations gratuites 78 | Des attitudes de macho 79
Au nom de la démocratie 81 | La chasse aux rouges 83
Que sont « nos intérêts » ? 85 | De cohérentes incohérences 89
Les armes pour le profit 93

Chapitre 6 **Drogues, mensonges et guerres-vidéos 97**
Chasser les démons 97 | Chercher à gauche le terrorisme 99
Protéger les Américains à l'étranger 101 | Trouver des prétextes 104
Quelques mensonges pour la première guerre du Golfe 107
Quelques vraies raisons 109 | La « guerre contre la drogue » : une affaire de couverture 112 | Hé ! les gars, de quel côté êtes-vous ? 113
La drogue comme arme de contrôle social 116

Chapitre 7 **Pour la bonne cause 121**
Dissuader la prolifération des armements 121 | La blague de la guerre chimique 125 | Prétextes humanitaires 127 | Pour la liberté style moudjahidin 128
Une aide contre la faim pour Conoco 130 | Des élections ? Oui !... si on les gagne 133
Ravalement de façades 137 | Les placards du capitalisme 140

Chapitre 8 **Le Gouvernement démocratique contre l'État 147**
L'État contre la démocratie 148 | Cohérence conservatrice 153
Un État exécutif 154 | Dévoiler pour masquer 157
Garder le gouvernement dans le droit chemin 158
La tyrannie constitutionnelle 160 | L'État dans la société 162
Une théorie de la conspiration ? 164

Chapitre 9 **Politique économique vaudou : la tiers-mondialisation de l'Amérique 167**
S'enrichir goutte à goutte par le libre marché 167
Doubles critères conservateurs 169 | Le bien-être public pour les nantis 170
Le jeu des impôts 173 | La foire militaire 175
La possession populaire collective de la dette nationale 176
Retour vers le XIX[e] siècle 178 | Vieux problèmes insolubles 182

Chapitre 10 **L'empire dans les universités 185**
Un temple du savoir 186 | Un peu d'histoire 187
L'université ouverte et fermée 191 | Gauchistes s'abstenir 194
Des critères élastiques 197 | Présomptions d'objectivité 200
Les survivants en quarantaine 203 | Mythiques campus contestataires 205

Chapitre 11 **Pour de réelles alternatives 209**
Une « alternative modérée » 210 | Les dépenses militaires et la conversion pacifique 211 | L'État sécuritaire national 212
Réformes électorales 213 | Réforme de l'imposition et droit du travail 214
Agriculture et écologie 215 | Soins de santé et sécurité publique 216
Politique fiscale 217 | Justice sociale et emploi 217
La lutte des classes, une voie à double sens 219

1[er] chapitre additionnel **Quand l'action terroriste rencontre la réaction politique 223**
Toujours plus pour la guerre 224 | Amuser la galerie 225
Offensive réactionnaire sur le front intérieur 227
L'écrémage 230 | Un drapeau ne nourrit pas son peuple 231

2[e] chapitre additionnel **Écraser l'Irak 233**
Les prétextes de la guerre 234 | La suprématie politico-économique mondiale 237 | L'accaparement des richesses naturelles 240
Profits politiques internes 241

Notes 244

Table des matières 252-253

Michael Parenti est considéré comme l'un des principaux penseurs progressistes américains. Docteur en sciences politiques de l'université de Yale en 1962, il a enseigné dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur et universités. Auteur de dix-sept ouvrages, et de quelque deux cent cinquante articles dans des revues scientifiques, des périodiques populaires et dans la presse, il a aussi donné des conférences dans les universités et devant des publics variés aux États-Unis et à l'étranger.

Des enregistrements audio et vidéo de ses conférences sont vendus sans but lucratif.
Contact: People's Video, PO Box 99514, Seattle, WA 98199, États-Unis. Tel. +1 / 206 / 789 5371.

Michael Parenti réside à Berkeley en Californie.

Il dispose d'un site Internet: **www.michaelparenti.org**

Son dernier ouvrage, *The Assassination of Julius Caesar. A People's History of Ancient Rome*, («L'assassinat de Jules César. Une histoire populaire de la Rome antique», The New Press, 2003) a été nominé en octobre 2003 pour le Prix Pulitzer.

Achevé d'imprimer
en novembre 2004